



© Peter Caton pour Action contre la Faim

FOCUS

LA CRISE DE L'HUMANITAIRE AU TEMPS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

THE CRISIS OF THE
HUMANITARIAN ACTION IN
THE AGE OF CLIMATE CHANGE

MAIS ÉGALEMENT...

PERSPECTIVES

Les principes humanitaires
oubliés
— p. 116
The forgotten humanitarian
principles

BUT ALSO...

REPORTAGE

Les femmes afghanes
invisibilisées
— p. 134
invisibilised Afghan women

CULTURE

Le spectacle du monde
qui chavire
— p. 158
The spectacle of
a capsizing world

Alternatives Humanitaires est une revue bilingue (français/anglais) à vocation internationale, soutenue par :
Humanitarian Alternatives is an international, bilingual review (English/French) supported by:



Avec la contribution de | *With the contribution of:*
Métropole de Lyon
Solidarités International
Fondation Lord Michelham of Hellingly

En collaboration avec un réseau d'universités et d'institutions partenaires :
In collaboration with a network of partner universities and institutes:



Directeur de la publication | *Publication director*
Bernard Michel

Conseil d'orientation | *Orientation council*

Sandra Angèle • Perrine Benoist • Francis Charhon
• Yvan Conoir • Emanuela Croce • Bruno-Georges David
• Françoise Duroch • Clara Egger • Anne-Lise Lierville
• Thierry Mauricet • Karine Meaux • Bernard Michel
• Benoit Miribel • Jean-Baptiste Richardier • Maria Rubio
• Jean-Christophe Rufin • Philippe Ryfman • Audrey Sala
• Mickaël Testa • Virginie Troit • Joël Weiler

Comité de rédaction | *Editorial board*

Jean-François Corty • Pierre Gallien • Valérie Gorin
• Vincent Léger • Frédéric Meunier • Stéphanie Stern

Conseil scientifique | *Scientific council*

François Audet • Sophie Brière • Stéphanie Maltais
• Houwayda Matta Bou Ramia • Yvan Conoir • Nicolas Faynot
• Dorothee Lintner • Raphaëlle Parizet • Christophe Jacqmin
• Gautier Pirotte • Dana Popescu-Jourdy • Nathalie Rubio
• Stéphanie Tchiombiano

Rédacteur en chef | *Editor-in-Chief*

Boris Martin
boris.martin@alternatives-humanitaires.org

Chargée de coordination | *Coordination manager*

Caroline Voisine
caroline.voisine@alternatives-humanitaires.org

Communication et aide à l'édition | *Communication and Editorial support*

Salvade Castera
salvade.castera@alternatives-humanitaires.org

Traducteur-ices | *Translators*

Floryse Atindogbe • Louise Bongiovanni • Julou Dublé
• Gillian Eaton • Fay Guerry • Sophie Jeangeorges
• Darin Reisman • Benjamin Richardier • Derek Scoins

Correction de la version française
| *Correction for the French version*
Cécile Leonett

Correction de la version anglaise
| *Correction for the English version*
Thomas Young

Comprendre la crise de l'humanitaire au temps du changement climatique

Understanding the crisis of the humanitarian action in the age of climate change

Fernando Espada • Responsable des affaires humanitaires de l'ONG Save the Children et collaborateur de l'institut de recherche Alameda
Clara Egger • Professeure à l'Université Érasme de Rotterdam, membre du Conseil d'administration

Fernando Espada • Head of Humanitarian Affairs at Save the Children and Associate of the Alameda Institute

Clara Egger • Professor at Erasmus University in Rotterdam and member of the Board of Directors

Copilotes du dossier de ce numéro avec Boris Martin, rédacteur en chef
Co-directors of this issue's Focus with Boris Martin, Editor-in-Chief



Ce dossier a été rendu possible grâce au partenariat entre *Alternatives Humanitaires* et Alameda, un institut international de recherche collective ancré dans les luttes sociales contemporaines (<https://alameda.institute>).

This Focus has been possible thanks to the partnership between Humanitarian Alternatives and Alameda, an international institute for collective research rooted in contemporary social struggles (<https://alameda.institute>)





FERNANDO
ESPADA



CLARA
EGGER

Que l'on parle de «l'âge des crises¹», de polycrise ou de permacrise pour la désigner, l'époque que nous vivons est désormais communément appréhendée comme un épisode sans précédent, fait d'instabilité et d'incertitudes. À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'avenir de l'action humanitaire et de la solidarité humaine semble encore plus précaire, tant l'effritement du multilatéralisme, les coupes dans les aides publiques au développement, et la montée de l'extrême droite à l'échelle mondiale remettent de plus en plus en question la notion même de coopération internationale.

Le mot «crise» est régulièrement brandi dans toutes les facettes de nos vies, ce qui reflète l'usage excessif qui en est fait ainsi que la manipulation de son rôle. Les crises sont envisagées comme des événements perturbateurs auxquels il faudrait faire face ou qu'il faudrait neutraliser, un par un, afin de retrouver ordre et normalité, ou même des mécanismes qui alimentent les peurs et provoquent une réaction contre ce qui est perçu comme une menace potentielle. Mais les crises sont rarement pensées comme des preuves que notre présent n'est ni viable ni empreint d'égalité. Lorsque tout est crise, quel sens donner à ce mot ?

C'est dans ce contexte que le changement climatique offre une occasion de revisiter la signification et la fonction des crises dans nos sociétés et dans le cadre de l'action humanitaire. Les preuves scientifiques de l'accélération du dérèglement climatique, de la destruction des écosystèmes, et du nombre croissant de personnes directement affectées par des événements climatiques nous suggèrent que le monde se trouve à l'aube d'une mutation de taille. Le consensus est tel que les termes «changement climatique» et «crise climatique» sont devenus interchangeables.

— 1. Organisation de coopération et de développement économiques, *États de fragilité 2022*, Éditions OCDE, 2022, https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/etats-de-fragilite-2022_65c2c30f-fr

Whether this is the “age of crises”,¹ polycrisis or permacrisis, the idea that we are living in an unprecedented period of instability and uncertainty has become a common way of understanding our times. At the time of writing these lines, the future of humanitarian action and human solidarity appears even more precarious, as the erosion of multilateralism, cuts in public development aid and the global rise of the far right increasingly challenge the very notion of international cooperation.

“Crises” are regularly proclaimed in all facets of our lives, reflecting the overuse of the term and manipulation of its function. Crises are approached as disruptive events that must be managed or stopped one by one in an effort to bring back normality and order, or even as mechanisms to fuel fear and provoke a reaction against perceived threats. Rarely do crises function as evidence of our unsustainable and unequal present. When everything is a crisis, what is it?

It is in this context that climate change offers an opportunity to revisit the meaning and function of crisis in our societies and in humanitarian action. The scientific evidence about the acceleration of climate change, the destruction of ecosystems, and the growing numbers of people directly affected by climate-related events suggest that the world is on the verge of an epochal change. Such is the consensus, that the terms climate change and the climate crisis have become interchangeable.

While aid organisations have been observing, preparing and responding to the impact of climate change-related events for decades, the recent “crisification” of climate change seems to give the humanitarian system a central role in responding to it. While in 2019 OCHA's

— 1. Organisation for Economic Co-operation and Development, *States of Fragility 2022*, OECD Publishing, 2022, https://www.oecd-ilibrary.org/development/states-of-fragility-2022_c7fedf5e-en

Alors que, depuis des décennies, les organisations humanitaires observent, se préparent et agissent face aux impacts des événements liés au changement climatique, la récente « crisification » de ce dérèglement semble conférer au dispositif humanitaire un rôle central dans la réponse à apporter. Alors qu'en 2019, l'Aperçu de la situation humanitaire mondiale² soulignait le coût humain élevé du dérèglement climatique, en 2022 le rapport stipulait que « la crise climatique » constituait un facteur multiplicateur de menaces. Et en 2025, l'urgence climatique mondiale est pointée comme le principal moteur des besoins, au même titre que les conflits, reflet de l'évolution graduelle dans l'intérêt porté à ce sujet au sein du monde humanitaire ces dernières années. Malgré tout, l'implication des intervenants du secteur dans cette problématique peine à prendre un essor rapide et à se développer à grande échelle. Les organisations humanitaires semblent avoir intégré le dérèglement climatique dans leurs processus existants – structures analytiques, planification, méthodes de travail – sans aller jusqu'à admettre que la nature de la crise climatique requiert potentiellement une réforme fondamentale de leur mission, de leur rôle et de leur vision du monde. Cela transparait clairement dans la façon dont la question du changement climatique a été abordée lors des processus de réforme de l'humanitaire : par un assortiment d'alertes sur l'impact humanitaire de la crise climatique, un certain déni de l'urgence manifeste, une apparente réticence à remettre en cause le statu quo, et de vagues engagements à collaborer avec d'autres acteurs. En somme, c'est une perpétuation paradoxale de dynamiques ancrées de longue date et qui régissent les initiatives de réforme de l'humanitaire depuis des décennies.

— 2. Rapport publié chaque année par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires. Toutes les éditions sont disponibles ici : https://reliefweb.int/topics/global-humanitarian-overview?_gl=1*1d174i3*_ga*MTE0NjMzODU0Ny4xNzQwNDc3Nzc4*_ga_E60ZNx2F68*MTC0MDQ3Nzc3Ny4xLjAuMTc0MDQ3Nzc3Ny42MC4wLjA.

Global Humanitarian Overview² stressed the high human cost of climate change, in 2022 the report talked about the climate crisis as a threat multiplier and in 2025 the global climate emergency is flagged as the main driver of needs together with conflict, reflecting the gradual shift of attention to this issue across the humanitarian system over the last years. Despite this, the engagement of humanitarian actors with climate change is happening at a modest scale and slow pace. Humanitarian organisations seem to have reconciled climate change to their existing analytical frameworks, planning and ways of working instead of acknowledging that the nature of the climate crisis may require a fundamental reform of their mission, role and worldviews. This is also clear in how humanitarian reform processes have approached the issue of climate change: a combination of warnings about the humanitarian impact of the climate crisis, lack of urgency, apparent unwillingness to challenge the current *status quo*, and vague commitments to work with other actors. A paradoxical continuation of longstanding dynamics that have dominated humanitarian reform initiatives over the last decades.

If “crisis” is the opposite of “normality” and humanitarian actors’ role requires them to accept this duality, the practical and conceptual limits of humanitarian action become apparent when confronted with a crisis of planetary scale. What will “crisis” mean when the impact of climate change intensifies? What are the consequences of approaching the climate crisis as a humanitarian crisis? What is the “normal state” that humanitarian actors will seek to re-establish in crisis contexts? How will the association of the humanitarian system with the liberal international order and multilateralism (also in crisis) influence approaches to the climate crisis?

— 2. Report published each year by the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. All editions are available here : https://reliefweb.int/topics/global-humanitarian-overview?_gl=1*1d174i3*_ga*MTE0NjMzODU0Ny4xNzQwNDc3Nzc4*_ga_E60ZNx2F68*MTC0MDQ3Nzc3Ny4xLjAuMTc0MDQ3Nzc3Ny42MC4wLjA.

Si l'on considère que la « crise » est le contraire de la « normalité » et que, du fait de leur rôle, les intervenants de l'humanitaire doivent accepter cette dualité, les limites pratiques et conceptuelles de l'humanitaire se font jour lors d'une crise à l'échelle planétaire. Quel sens donner au terme « crise » lorsque les impacts du dérèglement climatique s'intensifient ? Qu'implique le fait d'appréhender la crise climatique comme une crise humanitaire ? À quoi correspond « l'état normal » que les acteurs humanitaires chercheront à rétablir dans des contextes de crise ? Comment l'association entre système humanitaire, ordre libéral mondial et multilatéralisme (en crise lui aussi) influencera-t-elle les approches de la crise climatique ?

Ce dossier « La crise de l'humanitaire au temps du changement climatique » inclut des contributions multidisciplinaires qui exposent différentes perspectives portant sur les approches actuelles de la notion de crise par les acteurs humanitaires, et sur les options futures permettant de réformer le dispositif humanitaire en tenant compte des défis imposés par le changement climatique. Rodrigo Mena aide à planter le décor avec une perspective nuancée du lien entre le changement climatique et les crises humanitaires, en soulignant l'interaction des facteurs humains, socio-économiques et politiques. L'article de Pierre-Marie Goimard, Olivia Pélegrin et Chloé Orland appelle les organisations humanitaires à réformer en profondeur les connaissances et les pratiques actuelles pour relier l'être humain aux écosystèmes. Aline Hubert invite les organisations humanitaires à dépasser les mesures de mise en œuvre de la transition écologique pour privilégier la justice environnementale. L'article de Davide Ziveri, Isabelle Bolon et Rafael Ruiz de Castañeda traite de la pertinence des approches dites « Une seule santé » et santé planétaire pour adopter une vision systémique de la crise climatique en tant que crise sanitaire. Vincent Pradier réfléchit aux défis environnementaux et décoloniaux

"The crisis of the humanitarian action in the age of climate change" *Focus* includes a range of contributions that propose different perspectives to humanitarian actors' current approaches to crisis and future options for reforming the humanitarian system when considering the challenges posed by climate change. Rodrigo Mena helps set the scene with a nuanced perspective of the relationship between climate change and humanitarian crises, emphasising the interplay of human, socio-economic and political factors. The article by Pierre-Marie Goimard, Olivia Pélegrin and Chloé Orland calls humanitarian organisations to undertake a profound reform of current knowledge and practices to connect humans with ecosystems. Aline Hubert invites humanitarian organisations to move beyond measures to implement the ecological transition and, instead, prioritise environmental justice. The relevance of *One health and Planetary health* approaches to adopt a systemic view to the climate crisis as a health crisis is the focus of the article by Davide Ziveri, Isabelle Bolon and Rafael Ruiz de Castañeda. Vincent Pradier reflects on the environmental and decolonial challenges that French non governmental organisations (NGOs) face to change their organisational models in response to the climate crisis. Michiel Hofman and Angela Uyen focus their attention on what they describe as incompatible expectations on humanitarian organisations, Médecins Sans Frontières in particular, between to do more in response to the climate crisis and to do less, reducing the carbon emissions of their operations. Joël Moudio and Vincent Habaga contribute an account of the interplay between population growth, deforestation and soil degradation in Makalingai (Cameroon), and effective ways to tackle humanitarian and ecological issues in an integrated manner. Finally, Andrii Bahinsky and Nina Potarska bring the perspective of the climate-humanitarian crisis in the Russia-Ukraine war, with testimonies from Ukrainians impacted by the destruction of infrastructures and of ecosystems.

auxquels sont confrontées les organisations non gouvernementales (ONG) françaises pour changer leurs modèles organisationnels en réponse à la crise climatique. Michiel Hofman et Angela Uyen concentrent leur attention sur ce qu'ils décrivent comme des attentes incompatibles envers les organisations humanitaires – Médecins sans Frontières en particulier – : d'un côté faire plus en réponse à la crise climatique et de l'autre, faire moins en réduisant les émissions de carbone de leurs opérations. Joël Moudio et Vincent Habaga décrivent l'interaction entre la croissance démographique, la déforestation et la dégradation des sols à Makalingai (Cameroun) ainsi que les moyens efficaces d'aborder les questions humanitaires et écologiques de manière intégrée. Enfin, Andrii Bahinsky et Nina Potarska apportent la perspective de la crise climatique et humanitaire dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine, avec des témoignages d'Ukrainiens touchés par la destruction des infrastructures et des écosystèmes.

Ainsi rassemblées, ces contributions jettent un nouvel éclairage sur la manière dont le changement climatique remet en question les fondements mêmes de l'action humanitaire, en exposant ses limites et en appelant à repenser fondamentalement son rôle, ses stratégies et ses impératifs éthiques. Alors que la crise climatique redessine le paysage des crises mondiales, elle oblige les acteurs humanitaires à évaluer de manière critique leur rôle dans les processus de gouvernance mondiale. Une exigence qui aura sans doute beaucoup de difficultés à se faire entendre au moment où la gouvernance mondiale traverse de très graves turbulences.

Traduit de l'anglais par Floryse Atindogbe

Taken together, the contributions to this *Focus* shed new light on how climate change challenges the very foundations of humanitarian action, exposing its limitations and calling for a fundamental rethinking of its role, strategies, and ethical imperatives. As the climate crisis reshapes the landscape of global crises, it compels humanitarian actors to critically assess their role in global governance processes. A demand that will no doubt be very difficult to meet, at a time when global governance is going through some very serious turbulence.

FOCUS

La crise de l'humanitaire au temps du changement climatique

The crisis of the humanitarian action
in the age of climate change





Changement climatique et crises humanitaires : une grille de lecture nuancée

Climate change and humanitarian crises: a nuanced perspective

*Rodrigo Mena • Assistant Professor of Disasters
and Humanitarian Studies at the Institute of Social
Studies of Erasmus University Rotterdam and Deputy
Director of the Hague Humanitarian Studies Centre (HSC)*

La relation entre changement climatique et crises humanitaires est souvent simplifiée à l'extrême dans le discours public. Contrairement à l'idée reçue, le changement climatique n'est pas la cause directe des catastrophes, mais plutôt un amplificateur de risques préexistants, exacerbant des vulnérabilités socioéconomiques et politiques. Cette vision nuancée appelle à une approche intégrée qui dépasse la simple réponse d'urgence pour s'attaquer aux causes profondes des vulnérabilités et favoriser des stratégies anticipatives et résilientes, notamment à travers l'action humanitaire anticipative et l'adaptation climatique résiliente de proximité.

De nombreux rapports soulignent l'impact significatif du changement climatique (CC) anthropique sur deux éléments : la survenue de crises

The relationship between climate change and humanitarian crises is often oversimplified in public discourse. Contrary to popular belief, climate change is not the direct cause of disasters, but rather an amplifier of pre-existing risks, exacerbating socio-economic and political vulnerabilities. This nuanced vision calls for an integrated approach that goes beyond a simple emergency response to tackle the root causes of vulnerability and promote anticipatory and resilience strategies, notably through anticipatory humanitarian action and climate-resilient local adaptation.

Multiple reports highlight the significant role of anthropogenic climate change (CC) in both the occurrence of humanitarian crises and its impact on humanitarian action. Regarding the latter, CC can contribute to the increasing frequency of climate-related disasters, health challenges, food insecurity and migration. Additionally, its

humanitaires d'une part, l'action humanitaire d'autre part. Concernant ce deuxième point, le CC peut contribuer à accroître la fréquence des catastrophes liées au climat, des défis sanitaires, de l'insécurité alimentaire, et de la migration. En outre, ses effets combinés peuvent exacerber les conflits et aggraver la détérioration des moyens de subsistance ; en parallèle, la multiplication des crises intensifie la concurrence pour l'accès à des sources de financement limitées, ce qui met d'autant plus à l'épreuve les efforts d'intervention¹. Pour répondre au premier point, les organisations humanitaires et les bailleurs de fonds ont commencé à intégrer le CC à leurs cadres de gestion des risques et à leurs plans d'action². Toutefois, le discours public comme la documentation humanitaire, qu'elle soit universitaire ou grise, simplifient souvent l'enjeu à outrance en présentant le CC comme la cause principale des catastrophes, des conflits, des déplacements de population et des crises humanitaires. Cette schématisation se reflète aussi dans les stratégies des Nations unies, des organisations non gouvernementales (ONG) et des bailleurs de fonds ainsi que dans des

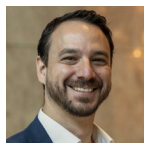
compounded effects can exacerbate conflicts and livelihood deterioration, while the rising number of crises intensifies competition for limited humanitarian funding, further straining response efforts.¹ As a result of the former, humanitarian organisations and donors have begun integrating CC into their risk frameworks and action plans.² However, public discourse, along with some academic and grey literature in the humanitarian sector, often oversimplifies the issue, portraying CC as a primary cause of disasters, conflict, displacement and humanitarian crises. This oversimplification is also reflected in United Nations (UN), non-governmental organisations (NGO) and donor strategies, as well as broader political, institutional, economic, and social frameworks. This article challenges that perspective by unpacking a more nuanced understanding of CC *vis-à-vis* humanitarian crises and actions. While CC may play a role in migration, disasters and conflict, the true drivers behind these crises are mediated by human actions and decisions, governance structures and societal vulnerabilities. CC alone does not directly cause crises. Rather, it magnifies existing weaknesses within human systems, as explained below.

— 1. Paul Knox Clarke, *Climate Change and Humanitarian Action*, Groupe URD, November 2021, <https://www.urd.org/wp-content/uploads/2021/11/Climate-Change-Humanitarian-Action-2021-2.pdf> ; Mackinnon Webster, Justin Ginnetti, Peter Walker *et al.*, *The Humanitarian Costs of Climate Change*, Feinstein International Center, December 2008, https://www.preventionweb.net/files/8058_FeinsteinTuftsclimatechange.pdf ; Dr Andrea Steinke, *Climate Change and Humanitarian Change: Challenging norms, mandates and practices*, Centre for Humanitarian Action, November 2023, https://www.chaberlin.org/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/11/climate-change-en-web.pdf ; Norwegian Red Cross, *Overlapping Vulnerabilities: The impacts of climate change on humanitarian needs*, May 2019, <https://reliefweb.int/report/world/overlapping-vulnerabilities-impacts-climate-change-humanitarian-needs> ; Louisa Baxter, Catherine R. McGowan, Sandra Smiley *et al.*, "The relationship between climate change, health and the humanitarian response", *The Lancet*, vol. 400, no. 10363, 5 November 2022, pp. 1561–1563, [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(22\)01991-2/abstract](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(22)01991-2/abstract)

— 2. Norwegian Red Cross, ICRC, *Making Adaptation Work: Addressing the compounding impacts of climate change, environmental degradation and conflict in the Near and Middle East*, 2023, <https://shop.icrc.org/making-adaptation-work-pdf-en.html>

— 1. Paul Knox Clarke, *Climate Change and Humanitarian Action*, Groupe URD, November 2021, <https://www.urd.org/wp-content/uploads/2021/11/Climate-Change-Humanitarian-Action-2021-2.pdf> ; Mackinnon Webster, Justin Ginnetti, Peter Walker *et al.*, *The Humanitarian Costs of Climate Change*, Feinstein International Center, December 2008, https://www.preventionweb.net/files/8058_FeinsteinTuftsclimatechange.pdf ; Dr Andrea Steinke, *Climate Change and Humanitarian Change: Challenging norms, mandates and practices*, Centre for Humanitarian Action, November 2023, https://www.chaberlin.org/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/11/climate-change-en-web.pdf ; Norwegian Red Cross, *Overlapping Vulnerabilities: The impacts of climate change on humanitarian needs*, May 2019, <https://reliefweb.int/report/world/overlapping-vulnerabilities-impacts-climate-change-humanitarian-needs> ; Louisa Baxter, Catherine R. McGowan, Sandra Smiley *et al.*, "The relationship between climate change, health and the humanitarian response", *The Lancet*, vol. 400, no. 10363, 5 November 2022, pp. 1561–1563, [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(22\)01991-2/abstract](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(22)01991-2/abstract)

— 2. Norwegian Red Cross, ICRC, *Making Adaptation Work: Addressing the compounding impacts of climate change, environmental degradation and conflict in the Near and Middle East*, 2023, <https://shop.icrc.org/making-adaptation-work-pdf-en.html>

RODRIGO
MENA

cadres politiques, institutionnels, économiques et sociaux plus généraux. Cet article conteste une telle perspective en développant une vision plus nuancée du CC face aux crises et aux actions humanitaires. Si le CC peut jouer un rôle dans la migration, les catastrophes et les conflits, les moteurs profonds de ces crises proviennent d'actions et de décisions humaines, de structures de gouvernance et de vulnérabilités sociétales. À lui seul, le CC ne cause jamais de crises de manière directe. Plus exactement, il amplifie les faiblesses qui existent au sein des systèmes humains : c'est l'objet de cette première partie.

Crises liées au climat : le rôle moteur de l'action humaine

La théorie des catastrophes repose sur l'idée que ces dernières ne résultent pas seulement de dangers (processus ou phénomènes à même d'occasionner des dégâts³), mais que le degré de vulnérabilité détermine avec précision la nature de leurs impacts sur les personnes et l'environnement. Les phénomènes météorologiques extrêmes ne portent pas en eux, de manière intrinsèque, le germe des catastrophes, des migrations forcées ou des conflits sociaux. Ce sont plutôt les actions – ou l'inaction – de la société qui déclenchent ou non leur transformation en crises ou en catastrophes⁴. La compréhension de cette réalité invalide le caractère naturel des catastrophes en soulignant leur enracinement dans des dynamiques sociopolitiques⁵.

Certains pays, par exemple, bénéficient d'infrastructures solides capables d'absorber les eaux pluviales, de systèmes

The mediating role of human action in climate-related crises

A cornerstone of disaster theory is the understanding that disasters are not solely the result of hazards (processes or phenomena that can cause harm³) but that vulnerability sharply determines how such events affect people and the environment. Extreme weather events alone do not inherently lead to disasters, forced migration or social conflict. Rather, societal actions – or inaction – determine whether these events escalate into crises or disasters.⁴ This understanding underscores the notion that disasters are not natural, but rooted in sociopolitical dynamics.⁵

For example, some countries have robust infrastructure capable of absorbing rainwater, well-equipped disaster response systems, or advanced early-warning mechanisms to predict storms, while others lack these capacities. As a result, the same rainfall can have vastly different impacts, largely due to disparity in governance, infrastructure and socio-economic inequality. Similarly, while many disasters and humanitarian crises are linked to weather-related events such as hurricanes, droughts and floods – and some of these can, in turn, be attributed to CC – the key factor determining their impact is how societies anticipate, respond to and mitigate these risks.⁶

This also applies to climate-related displacement and conflict. Whether people decide to leave a place, to stay

— 3. United Nations Office for Disaster Risk Reduction, *Definition: Hazard*, 2023, <https://www.undrr.org/terminology/hazard>

— 4. Ilan Kelman, *Disaster by Choice: How our actions turn natural hazards into catastrophes*, Oxford University Press, 2020 ; Greg Bankoff and Dorothea Hilhorst (eds.), *Why Vulnerability Still Matters: The Politics of Disaster Risk Creation*, Routledge, 2022.

— 5. Ksenia Chmutina, Jason Von Meding, J. C. Gaillard et al., "Why natural disasters aren't all that natural", *Open Democracy*, 14 September 2017, <https://www.opendemocracy.net/en/why-natural-disasters-arent-all-that-natural> ; Ilan Kelman, *Disaster by Choice...*, op. cit.

— 3. United Nations Office for Disaster Risk Reduction, *Definition: Hazard*, 2023, <https://www.undrr.org/terminology/hazard>

— 4. Ilan Kelman, *Disaster by Choice: How our actions turn natural hazards into catastrophes*, Oxford University Press, 2020 ; Greg Bankoff and Dorothea Hilhorst (eds.), *Why Vulnerability Still Matters: The Politics of Disaster Risk Creation*, Routledge, 2022.

— 5. Ksenia Chmutina, Jason Von Meding, J. C. Gaillard et al., "Why natural disasters aren't all that natural", *Open Democracy*, 14 September 2017, <https://www.opendemocracy.net/en/why-natural-disasters-arent-all-that-natural> ; Ilan Kelman, *Disaster by Choice...*, op. cit.

— 6. Ben Wisner, J. C. Gaillard and Ilan Kelman (eds.), *Handbook of Hazards and Disaster Risk Reduction*, Routledge, 2012.

performants de réponse aux catastrophes, ou encore de mécanismes avancés d'alerte rapide pour prévoir les tempêtes, alors que ces capacités font défaut à d'autres pays. Par conséquent, des précipitations similaires peuvent avoir des conséquences très différentes, notamment à cause des disparités de gouvernance et d'infrastructures, et des inégalités socioéconomiques. De même, alors qu'un grand nombre de catastrophes et de crises humanitaires sont liées à des phénomènes météorologiques comme les ouragans, les vagues de sécheresse et les inondations – dont certains peuvent à leur tour être attribués au CC –, le facteur clé qui détermine leur impact est la manière dont les sociétés anticipent ces risques, y apportent une réponse, et œuvrent à leur réduction⁶.

Cette conclusion s'applique aussi aux déplacements et aux conflits liés au climat. Le choix de quitter un territoire ou d'y rester, ou encore de ne pas pouvoir se déplacer (comme c'est le cas pour les populations piégées) résulte généralement de motifs socioéconomiques plutôt que d'un facteur de stress climatique particulier⁷. De même, les conflits attribués au CC proviennent fréquemment d'enjeux plus profonds tels qu'une mauvaise gestion des ressources, une instabilité politique, ou l'existence de griefs historiques⁸. La recherche montre par ailleurs que si les catastrophes et les conflits surviennent souvent en même temps (jusqu'à 70 % des espaces touchés par des conflits sont aussi frappés

or may lack the option to move (e.g. trapped populations) is often driven by socio-economic factors rather than a singular climate stressor.⁷ Likewise, conflicts attributed to CC typically stem from deeper issues such as poor resource management, political instability and historical grievances.⁸ Research further shows that while disasters and conflicts frequently co-occur (with up to 70% of conflict-affected areas also experiencing disasters), their relationship is indirect, mediated by multiple societal factors.⁹

The previous arguments establish that CC's role in humanitarian crises is indirect and mediated by human (in)action. While a full explanation of how this happens is complex and beyond the scope of this article, below are four key ways in which this occurs:

First, a well-established argument in literature is that CC acts as a risk-amplifier rather than the root cause of crises. It exacerbates vulnerabilities and magnifies existing social, economic and political challenges, acting as a trigger or accelerator rather than a sole cause.¹⁰

Second, CC contributes to livelihood deterioration, particularly in sectors like agriculture. For example, prolonged droughts

— 6. Ben Wisner, J. C. Gaillard and Ilan Kelman (eds.), *Handbook of Hazards and Disaster Risk Reduction*, Routledge, 2012.

— 7. Arup Kumar Poddar, "Climate Change and Migration: Developing policies to address the growing challenge of climate-induced displacement", *The International Journal of Climate Change: Impacts and Responses*, vol. 16, no. 1, 13 March 2024, pp. 149–170.

— 8. Laura E. R. Peters and Ilan Kelman, "Critiquing and joining intersections of disaster, conflict, and peace research", *International Journal of Disaster Risk Science*, vol. 11, 10 July 2020, pp. 555–567 ; Rune T. Slettebak, "Don't blame the weather! Climate-related natural disasters and civil conflict", *Journal of Peace Research*, vol. 49, no. 1, January 2012, pp. 163–176.

— 7. Arup Kumar Poddar, "Climate Change and Migration: Developing policies to address the growing challenge of climate-induced displacement", *The International Journal of Climate Change: Impacts and Responses*, vol. 16, no. 1, 13 March 2024, pp. 149–170.

— 8. Laura E. R. Peters and Ilan Kelman, "Critiquing and joining intersections of disaster, conflict, and peace research", *International Journal of Disaster Risk Science*, vol. 11, 10 July 2020, pp. 555–567 ; Rune T. Slettebak, "Don't blame the weather! Climate-related natural disasters and civil conflict", *Journal of Peace Research*, vol. 49, no. 1, January 2012, pp. 163–176.

— 9. Nicolás Caso, Dorothea Hilhorst and Rodrigo Mena, "The contribution of armed conflict to vulnerability to disaster: Empirical evidence from 1989 to 2018", *International Journal of Disaster Risk Reduction*, vol. 95, September 2023 ; Nicolás Caso, Dorothea Hilhorst, Rodrigo Mena et al., "Does disaster contribute to armed conflict? A quantitative analysis of disaster–conflict co-occurrence between 1990 and 2017", *International Journal of Development Issues*, vol. 23, no. 1, 21 July 2023.

— 10. Greg Bankoff and Dorothea Hilhorst (eds.), *Why Vulnerability Still Matters...*, op. cit.

par des catastrophes), ils entretiennent un lien indirect, sur lequel interviennent de nombreux facteurs sociétaux⁹.

Les arguments exposés jusqu'ici démontrent le rôle indirect du CC dans les crises humanitaires et celui de courroie de transmission de l'(in)action humaine. Une explication exhaustive de ce phénomène s'avère complexe et dépasse le périmètre de cet article, mais il est possible de le synthétiser en quatre points.

Un premier argument, bien établi dans la littérature, consiste à affirmer que le CC joue le rôle d'amplificateur de risque plutôt que celui de cause fondamentale des crises. Il exacerbe les vulnérabilités et amplifie les problèmes sociaux, économiques et politiques existants, faisant davantage office de déclencheur ou d'accélérateur que de cause unique¹⁰.

Deuxièmement, le CC participe à la dégradation des moyens de subsistance, en particulier dans des secteurs comme l'agriculture. Par exemple, des sécheresses prolongées ou une météo imprévisible peuvent ravager des exploitations et empêcher les paysannes de subvenir aux besoins de leurs familles. Sans mesures d'atténuation efficaces, nombre d'entre eux peuvent être poussés à la migration, qui devient un mécanisme d'adaptation. De tels déplacements peuvent grever les ressources, aviver les tensions sociales et, dans les cas extrêmes, nourrir des conflits et des crises humanitaires¹¹.

or unpredictable weather can devastate agriculture, leaving farmers unable to sustain their families. Without effective mitigation, many may be forced to migrate as a coping mechanism. Such displacement can strain resources, heighten social tensions, and, in extreme cases, contribute to conflict and humanitarian crises.¹¹

Third, CC may increase (or reduce) the frequency and intensity of extreme weather events.¹² Without adequate prevention and response measures, such events can lead to mass casualties, infrastructure damage and societal disruption. An important caveat here is attribution: many extreme weather events cannot be conclusively linked to CC, though some have varying levels of confidence.¹³ This uncertainty should not be problematic though, as action is needed to protect at-risk populations, regardless of attribution.

Fourth, CC is not just a climatological phenomenon. It also shapes political, economic and societal dynamics. It has given rise to a vast industry focused on climate mitigation and adaptation, including carbon trading, climate-neutral products and political movements like Extinction Rebellion. This reinforces the idea that CC is deeply embedded in societal narratives and structures, influencing decision-making at multiple levels.

Therefore, while CC cannot be considered the sole driver of humanitarian crises, its role in making certain events less predictable or more severe cannot be ignored. Even when the full spectrum of risks is difficult to anticipate, societies

— 9. Nicolás Caso, Dorothea Hilhorst and Rodrigo Mena, "The contribution of armed conflict to vulnerability to disaster: Empirical evidence from 1989 to 2018", *International Journal of Disaster Risk Reduction*, vol. 95, September 2023 ; Nicolás Caso, Dorothea Hilhorst, Rodrigo Mena et al., "Does disaster contribute to armed conflict? A quantitative analysis of disaster–conflict co-occurrence between 1990 and 2017", *International Journal of Development Issues*, vol. 23, no. 1, 21 July 2023.

— 10. Greg Bankoff and Dorothea Hilhorst (eds.), *Why Vulnerability Still Matters...*, *op. cit.*

— 11. Norwegian Red Cross, ICRC, *Making Adaptation Work...*, *op. cit.* ; Arup Kumar Poddar, "Climate Change and Migration...", *art. cit.*

— 11. Norwegian Red Cross, ICRC, *Making Adaptation Work...*, *op. cit.* ; Arup Kumar Poddar, "Climate Change and Migration...", *art. cit.*

— 12. Intergovernmental Panel on Climate Change, *Summary for policy makers (Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability)*, 2022, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2> ; Ilan Kelman, "Climate change, weather, and disasters", LinkedIn, Pulse, 24 September 2021, <https://www.linkedin.com/pulse/climate-change-weather-disasters-ilan-kelman>

— 13. Nathaniel L. Bindoff and Peter A. Stott, "Detection and attribution of climate change: from global to regional", *Climate Change 2013 – The Physical Science Basis*, IPCC, Cambridge University Press, 2014, pp. 867–952.

Troisièmement, le CC peut augmenter (ou réduire) la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes¹². En l'absence de mesures adéquates de prévention et de réponse, ces événements peuvent causer de nombreuses victimes, endommager les infrastructures et déstabiliser les sociétés. Une mise en garde importante s'impose ici sur la notion d'attribution : de nombreux phénomènes météorologiques extrêmes ne peuvent pas être associés au CC de façon concluante, bien qu'il existe divers niveaux de confiance¹³. Cette incertitude ne devrait pas poser problème pour autant, car la protection des populations à risque constitue un impératif, indépendant de l'attribution.

Enfin, loin de se réduire à un phénomène climatologique, le CC façonne également des dynamiques politiques, économiques et sociétales. Il a ainsi donné naissance à un vaste secteur focalisé sur l'atténuation et l'adaptation climatique, qui comprend l'échange de droits d'émission de carbone, les produits neutres pour le climat et des mouvements politiques tels qu'Extinction Rébellion. On voit dès lors que le CC s'ancre profondément dans des structures et des discours sociétaux, et exerce donc une influence multiscalaire sur les processus décisionnels.

Par conséquent, bien que l'on ne puisse pas considérer le CC comme seul moteur des crises humanitaires, on ne peut ignorer sa propension à rendre certains événements plus imprévisibles ou graves. Même lorsqu'il est difficile d'anticiper l'ensemble des risques, les sociétés doivent se concentrer sur la réduction des menaces prévisibles et la prise en

« Même lorsqu'il est difficile d'anticiper l'ensemble des risques, les sociétés doivent se concentrer sur la réduction des menaces prévisibles. »

“Even when the full spectrum of risks is difficult to anticipate, societies must focus on mitigating foreseeable threats.”

must focus on mitigating foreseeable threats and addressing the factors that mediate CC's impact on crises.

Moreover, as explained above, many of these risks are ones our societies are creating and, therefore, have the responsibility to prepare for and mitigate.¹⁴ Humanitarian actors, in turn, are developing evolving mechanisms to anticipate or address crises *related to* (not *induced by*¹⁵) CC.

Evolving humanitarian responses

Measures to address CC are usually divided in two categories: tackling global warming by reducing greenhouse gas emissions and capturing excess CO₂ (mitigation), and adapting to its widespread effects on ecosystems and communities (adaptation).¹⁶ This distinction

— 12. Intergovernmental Panel on Climate Change, *Summary for policy makers (Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability)*, 2022, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2>; Ilan Kelman, "Climate change, weather, and disasters", LinkedIn, Pulse, 24 September 2021, <https://www.linkedin.com/pulse/climate-change-weather-disasters-ilan-kelman>

— 13. Nathaniel L. Bindoff and Peter A. Stott, "Detection and attribution of climate change: from global to regional", *Climate Change 2013 – The Physical Science Basis*, IPCC, Cambridge University Press, 2014, pp. 867–952.

— 14. Greg Bankoff and Dorothea Hilhorst (eds.), *Why Vulnerability Still Matters...*, *op. cit.*; James Lewis and Ilan Kelman, "The good, the bad and the ugly: Disaster risk reduction (DRR) versus disaster risk creation (DRC)", in *PLOS Currents*, vol. 4, 21 June 2012, <https://currents.plos.org/disasters/article/the-good-the-bad-and-the-ugly-disaster-risk-reduction-drr-versus-disaster-risk-creation-drc>; Sukanya Podder, "Mapping child soldiers' reintegration outcomes in Liberia: A participatory approach", in Alpaslan Özerdem and Richard Bowd (eds.), *Participatory Research Methodologies: Development and Post-Disaster/Conflict Reconstruction*, Ashgate, 2010, pp. 165–180.

— 15. Andrew Baldwin, "Pluralising climate change and migration: An argument in favour of open futures", *Geography Compass*, vol. 8, no. 8, 5 August 2014, pp. 516–528.

— 16. Norwegian Red Cross, *Overlapping Vulnerabilities*, *op. cit.*; Ilan Kelman, *Disaster by Choice...*, *op. cit.*; Paul Knox Clarke, *Climate Change and Humanitarian Action...*, *op. cit.*

charge des facteurs qui jouent un rôle dans les effets du CC sur les crises.

En outre, comme expliqué précédemment, un grand nombre de ces risques émanent de nos sociétés, lesquelles portent donc la responsabilité de s'y préparer et de les diminuer¹⁴. Les acteurs humanitaires, quant à eux, développent des mécanismes évolutifs pour anticiper les crises liées au CC (et non causées par lui¹⁵) et pour y remédier.

Faire évoluer les réponses humanitaires

Les mesures de réponse au CC sont généralement réparties en deux catégories : d'une part, la lutte contre le réchauffement climatique par la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le captage de l'excédent de CO₂ (atténuation) et, d'autre part, l'adaptation à ses impacts à grande échelle sur les écosystèmes et les communautés (adaptation)¹⁶. Cette distinction est essentielle. En effet, tout débat centré sur le rôle des acteurs humanitaires à l'égard du CC doit faire une distinction claire entre d'un côté, œuvrer à l'atténuer et, de l'autre, s'adapter à ses impacts. Dans la première catégorie, certaines organisations humanitaires ont pris des dispositions pour réduire leurs émissions, ou des mesures visant à capter les émissions de CO₂ générées par leurs programmes. Les initiatives de reboisement en sont un exemple éloquent.

— 14. Greg Bankoff and Dorothea Hilhorst (eds.), *Why Vulnerability Still Matters...*, op. cit. ; James Lewis and Ilan Kelman, "The good, the bad and the ugly: Disaster risk reduction (DRR) versus disaster risk creation (DRC)", in *PLOS Currents*, vol. 4, 21 June 2012, <https://currents.plos.org/disasters/article/the-good-the-bad-and-the-ugly-disaster-risk-reduction-drr-versus-disaster-risk-creation-drc> ; Sukanya Podder, "Mapping child soldiers' reintegration outcomes in Liberia: A participatory approach", in Alpaslan Özerdem and Richard Bowd (eds.), *Participatory Research Methodologies: Development and Post-Disaster/Conflict Reconstruction*, Ashgate, 2010, pp. 165–180.

— 15. Andrew Baldwin, "Pluralising climate change and migration: An argument in favour of open futures", *Geography Compass*, vol. 8, no. 8, 5 August 2014, pp. 516–528.

— 16. Norwegian Red Cross, *Overlapping Vulnerabilities*, op. cit. ; Ilan Kelman, *Disaster by Choice...*, op. cit. ; Paul Knox Clarke, *Climate Change and Humanitarian Action...*, op. cit.

is critical because any conversation about humanitarian actors' role *vis-à-vis* CC must clearly differentiate between working on mitigation or adapting to the impacts related to it. In the first category, some humanitarian organisations have taken steps to reduce emissions or include measures for capturing CO₂ emissions in their programmes, for example, implementing reforestation initiatives.

It is also important to note that CC adaptation typically falls within the scope of development aid and actions rather than humanitarianism. Likewise, humanitarian actors do not yet fully engage with disaster risk reduction (DRR) strategies, such as those outlined in the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction.¹⁷ Moreover, when it comes to addressing the impacts of CC such as the ones outlined above, humanitarian action has historically focused more on responding to crises rather than preventing them. However, this is gradually changing.

Given the growing complexity of climate-related crises, humanitarian organisations are increasingly adopting more proactive and preventive strategies.¹⁸ Two key approaches in this shift are humanitarian anticipatory action, which involves taking early action based on forecasts to reduce the impacts of crises, and climate-resilient and community-based climate adaptation (CR-CBCA), which work to build resilience and adaptive capacity mostly at the community level.

— 17. The Sendai Framework is a global agreement established in 2015 aimed at reducing disaster risk and enhancing resilience by improving preparedness, mitigation and recovery efforts from 2015 to 2030. See: <https://www.undrr.org/implementing-sendai-framework/what-sendai-framework>

— 18. German Red Cross, International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, and International Committee of the Red Cross, *Protecting People from the Humanitarian Impacts of Extreme Climate and Weather Events: Working Together to Strengthen Anticipatory Action*, April 2024, <https://rcrcconference.org/app/uploads/2024/04/34IC-Draft-0-Anticipatory-action-EN.pdf>.

Il convient aussi de noter que l'adaptation au CC tombe en général dans le champ d'application de l'aide au développement et des actions qui s'y rapportent, plutôt que dans celui de l'humanitaire. De même, les acteurs humanitaires ne participent pas encore pleinement aux stratégies de réduction des risques de catastrophe (RRC), comme celles définies dans le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030¹⁷. Du reste, pour s'attaquer aux impacts du CC tels que décrits plus hauts, l'action humanitaire a historiquement eu tendance à se concentrer sur la réponse aux crises plutôt que sur leur prévention. Néanmoins, la situation évolue progressivement.

Au vu de la complexité croissante des crises liées au climat, les organisations humanitaires se tournent de plus en plus vers des stratégies proactives et préventives¹⁸. Cet infléchissement s'articule autour de deux approches : l'action humanitaire anticipative (AHA), qui consiste à prendre des mesures précoces en s'appuyant sur les prévisions afin d'atténuer les répercussions des crises, et l'adaptation climatique résiliente de proximité (ACRP), qui privilégie l'échelle communautaire dans ses efforts de renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation.

L'AHA tire profit de la modélisation prédictive et des données climatiques pour anticiper les risques et prendre des mesures avant la survenue des

« Les acteurs humanitaires ne participent pas encore pleinement aux stratégies de réduction des risques de catastrophe. »

“Humanitarian actors do not yet fully engage with disaster risk reduction (DRR) strategies.”

Anticipatory Humanitarian Action leverages predictive modelling and climate data to anticipate risks and take action before disasters strike.¹⁹ This approach, often operationalised through the Early Warning and Early Action (EWEA) strategy, has transformed how humanitarian organisations operate by shifting from post-crisis responses to risk anticipation.²⁰ It emphasises the importance of acting on climate forecasts by mobilising resources, preparing communities and ensuring institutions are ready to respond. By intervening earlier, humanitarian organisations can reduce the scale of disasters, minimise loss of life and lower the economic costs of recovery.²¹

CR-CBCA strategies aim to build resilience by integrating climate adaptation into long-term development planning.²²

— 17. Le Cadre d'action de Sendai est un accord mondial adopté en 2015 pour la réduction des risques de catastrophe et la concentration des efforts sur la résilience à travers l'amélioration de la préparation, de l'atténuation et des efforts de relèvement de 2015 à 2030. Voir : https://www.unisdr.org/files/43291_frenchsendaiframeworkfordisasterris.pdf

— 18. Croix-Rouge allemande, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et CICR, *Protéger les personnes contre les conséquences des phénomènes climatiques et météorologiques extrêmes sur le plan humanitaire : travailler ensemble pour renforcer l'action anticipative*, avril 2024, <https://rcrcconference.org/app/uploads/2024/04/34IC-Background-doc-Anticipatory-action-FR.pdf>

— 19. OCHA, "Anticipatory Action", OCHA, 20 May 2024, <https://www.unocha.org/anticipatory-action>.

— 20. FICR, *World Disasters Report 2009: Focus on early warning, early action*, 1 June 2009, <https://www.ndma.gov.pk/public/storage/publications/July2024/P5DDMSLRJ7MCCksYDMg.pdf>

— 21. Marie Wagner and Catalina Jaime, *An Agenda for Expanding Forecast-Based Action to Situations of Conflict*, Global Public Policy Institute, Climate Centre, September 2020, https://gppi.net/media/Wagner_Jaime_2020_FbA-in-Conflict-Situations.pdf

— 22. See International Institute for Environment and Development, *Connecting Humanitarians and Climate Change*, 2021, <https://www.iied.org/connecting-humanitarians-climate-change>; IFRC, "Global Climate Resilience Programme", 31 March 2022, <https://www.ifrc.org/our-work/disasters-climate-and-crises/climate-smart-disaster-risk-reduction/global-climate>; UNHCR, "The UNHCR Climate Resilience Fund", Global Focus, 2024, <https://reporting.unhcr.org/spotlight/climate-action/unhcr-climate-resilience-fund>

catastrophes¹⁹. Cette approche, qui se traduit souvent sur le plan opérationnel par la stratégie d'alerte et d'intervention précoces (*Early Warning-Early Action* – EWEA en anglais), a transformé le mode opératoire des organisations humanitaires en passant des réponses post-crisis à l'anticipation des risques²⁰. Elle met en lumière l'importance d'agir sur les prévisions climatiques en mobilisant des ressources, en préparant les communautés locales et en s'assurant que les institutions sont prêtes à réagir. En intervenant en amont, les organisations humanitaires peuvent diminuer l'ampleur des catastrophes, minimiser les pertes en vies humaines et réduire les coûts économiques du redressement²¹.

Les stratégies d'ACRP visent à renforcer la résilience en intégrant l'adaptation climatique à la planification du développement à long terme²². Ces stratégies tâchent de conforter l'appropriation des efforts d'adaptation par les instances dirigeantes, les infrastructures et les communautés. Une telle intégration garantit l'émergence de solutions de réduction des risques climatiques futurs caractérisées par leur durabilité et leur pertinence locale²³. Si les acteurs

These strategies focus on strengthening governance, infrastructure and community ownership of adaptation efforts, ensuring sustainable and locally relevant solutions to mitigate future climate risks.²³ While humanitarian actors have only cautiously begun to integrate this approach, particularly given the protracted nature of crises and the critical role of development actions, it offers a promising pathway. CR-CBCA moves beyond short-term crisis management, instead prioritising sustainable development solutions. Examples include improving infrastructure, strengthening governance systems and investing in green technologies, all of which collectively reduce vulnerability to climate impacts over time.

Moving towards integrated climate change and humanitarian frameworks

A critical analysis of the above reveals that both humanitarian crises and CC stem from deeper, systemic issues rooted in global development challenges, highlighting the need for integrated approaches. Many humanitarian crises – whether climate-related or not – stem from issues such as poverty, inequality, weak governance and underdevelopment.²⁴ CC acts as a stressor on these fragile systems, amplifying vulnerabilities. By framing CC and humanitarian crises as interconnected aspects of the same problem, it becomes possible to advocate a more holistic approach to crisis management: one that addresses both climate adaptation and the underlying development issues.

Some may argue that humanitarian action and CC operate on different scales and timeframes: CC is seen as persistent and cross-societal, while humanitarian crises

— 19. OCHA, "Anticipatory Action", 20 mai 2024, <https://www.unocha.org/anticipatory-action>

— 20. FICR, *World Disasters Report 2009: Focus on early warning, early action*, 1 June 2009, <https://www.ndma.gov.pk/public/storage/publications/July2024/P5DDMSSLRJ7MCCksYDMg.pdf>

— 21. Marie Wagner and Catalina Jaime, *An Agenda for Expanding Forecast-Based Action to Situations of Conflict*, Global Public Policy Institute, Climate Centre, September 2020, https://gppi.net/media/Wagner_Jaime_2020_FbA-in-Conflict-Situations.pdf

— 22. Voir International Institute for Environment and Development, *Connecting Humanitarians and Climate Change*, 2021, <https://www.iied.org/connecting-humanitarians-climate-change>; FICR, *Programme mondial de résilience climatique*, 31 mars 2022, <https://www.ifrc.org/fr/notre-travail/catastrophes-climat-et-crisis/r%C3%A9duction-risques-catastrophes-climatiquement-6>; Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, *Fond de résilience climatique du HCR*, *Global Focus*, 2024, <https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/2024-11/%5BFrench%5D%20Fact%20Sheet%20CRF%20%20%281%29.pdf>

— 23. CARE International, *Community Based Adaptation: An empowering approach for climate resilient development and risk reduction*, 2015, https://careclimatechange.org/wp-content/uploads/2014/08/CBA_Brief_ALP_English.pdf

— 23. CARE International, *Community Based Adaptation: An empowering approach for climate resilient development and risk reduction*, 2015, https://careclimatechange.org/wp-content/uploads/2014/08/CBA_Brief_ALP_English.pdf

— 24. Raymond Apthorpe, "From economic development to humanitarian studies", *Development Issues*, vol. 3, no. 1, April 2001; Dorothea Hilhorst (ed.), *Disaster, Conflict and Society in Crises: Everyday politics of crisis response*, Routledge, 2013.

humanitaires n'ont commencé à assimiler cette approche qu'avec prudence, notamment du fait de la nature prolongée des crises et du rôle central des actions de développement, elle offre toutefois une voie prometteuse. L'ACRP dépasse la gestion des crises à court terme, pour donner la priorité à des solutions de développement durable. L'amélioration des infrastructures, la consolidation des systèmes de gouvernance et l'investissement dans les technologies vertes sont autant d'exemples qui, collectivement, contribuent à réduire la vulnérabilité aux conséquences du CC dans le temps.

Vers une intégration du changement climatique aux cadres humanitaires

Une lecture critique des points déjà abordés révèle que les crises humanitaires tout comme le CC résultent de problèmes systémiques plus profonds, eux-mêmes enracinés dans des défis de développement mondial, ce qui souligne le besoin d'approches intégrées. De nombreuses crises humanitaires – liées ou non au climat – sont la conséquence de problèmes tels que la pauvreté, les inégalités, les failles de gouvernance et le sous-développement²⁴. Le CC agit comme un facteur de stress sur ces systèmes fragilisés, qui en amplifie les vulnérabilités. Comprendre que le CC et les crises humanitaires sont des aspects interconnectés de la même problématique permet de défendre une approche plus holistique de la gestion des crises, centrée à la fois sur l'adaptation climatique et les questions de développement sous-jacents.

D'aucuns pourraient objecter que l'action humanitaire et le CC interviennent à des échelles et dans des délais différents. De fait, si le CC est perçu comme étant chronique et transcendant les sociétés, on retient surtout le caractère exceptionnel et momentané des crises humanitaires.

are seen as exceptional and momentary. However, this perspective reflects an outdated understanding of humanitarianism. The paradigm of humanitarian resilience challenges the notion that crises are exceptional and isolated.²⁵ Instead, it views crises as part of the fabric of societies, manifesting at varying levels across time and space, similar to the dynamics of CC. Both CC and humanitarian crises are deeply intertwined with systemic vulnerabilities such as poverty, inequality and governance failures.

CC and humanitarian crises also persistently affect societies, though their manifestations may vary in intensity and scope. For example, chronic droughts driven by CC exacerbate food insecurity, creating long-term humanitarian needs. Similarly, protracted conflicts can destabilise regions for decades, amplifying vulnerabilities to climate impacts. Recognising these parallels allows for a more integrated understanding: CC and humanitarian crises are not distinct, but interconnected phenomena that require shared approaches rooted in resilience, sustainability and equity.

The notion that CC is described as a risk-amplifier can also be seen critically from this integrative perspective. As such, this framing risks oversimplifying the structural and political economy dimensions of both CC and humanitarian crises. CC is not merely an external stressor but is deeply intertwined with historical patterns of extraction, resource allocation and geopolitical power imbalances. For example, the disproportionate impact of CC on Majority world countries²⁶ is not

— 24. Raymond Apthorpe, "From economic development to humanitarian studies", *Development Issues*, vol. 3, no. 1, April 2001 ; Dorothea Hilhorst (ed.), *Disaster, Conflict and Society in Crises: Everyday politics of crisis response*, Routledge, 2013.

— 25. Dorothea Hilhorst, "Classical humanitarianism and resilience humanitarianism: Making sense of two brands of humanitarian action", *Journal of International Humanitarian Action*, vol. 3, no. 1, December 2018.

— 26. "Majority world" and "Minority world" are terms increasingly used in place of terms such as "developing/developed" countries, the "West/Rest" division, or the geopolitical "Global South/North" approach. While these terms mostly refer to countries, they also recognise that inside each country, it is possible to find people who represent the minority of the world, commonly characterized with high levels of income and formal education.

Mais cette conception reflète une vision dépassée de l'humanitaire. Le paradigme de la résilience humanitaire conteste la nature extraordinaire et isolée des crises²⁵. Au contraire, il souligne leur encheêtrement dans les tissus sociaux et, de ce fait, leur expression à diverses échelles spatiotemporelles, à la manière du CC. Les crises humanitaires, tout comme le CC, sont profondément liées aux vulnérabilités systémiques que sont la pauvreté, l'inégalité ou encore les failles de gouvernance.

Par ailleurs, CC et crises humanitaires exercent une influence constante sur les sociétés, bien que l'intensité et l'étendue de leurs manifestations puissent varier. Par exemple, les sécheresses chroniques induites par le CC creusent l'insécurité alimentaire, déclenchant des besoins humanitaires sur le long terme. De même, des conflits prolongés peuvent déstabiliser les régions affectées pendant des décennies et accentuer les vulnérabilités au changement climatique. La prise en compte de ces parallèles permet d'avancer vers une approche plus intégrée : le CC et les crises humanitaires constituent bien des phénomènes interconnectés qui appellent des démarches communes, fondées sur la résilience, la durabilité et l'équité.

Cette logique d'intégration fournit également une lecture critique de la vision du CC comme amplificateur de risques. Un tel cadre conceptuel risque de confiner à la simplification excessive des dimensions structurelles et d'économie politique du CC comme des crises humanitaires. Le CC n'est pas seulement un facteur de stress extérieur, il entretient des liens étroits avec les schémas historiques d'extraction, d'allocation des ressources et de déséquilibres géopolitiques du pouvoir. Par exemple, l'impact disproportionné du

accidental but a consequence of centuries of colonial exploitation and contemporary global economic systems that perpetuate vulnerability.

Therefore, a more integrated approach would critically engage with questions of climate (and humanitarian) justice, loss and damage, and historical responsibility, recognizing that many climate-vulnerable countries are also those least responsible for greenhouse gas emissions yet face the greatest humanitarian burden.

This perspective can also be extended to the two main approaches discussed earlier. For example, while EWEA is vital for timely intervention, it cannot replace broader DRR efforts.²⁷ The focus on early action must be integrated, supporting or collaborating more with long-term strategies that address structural vulnerabilities, such as inadequate infrastructure, poor governance or socio-economic inequalities. Without such integration, EWEA risks being reduced to a short-term fix rather than a sustainable solution. A successful example of integration can be seen in the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction, which encourages linking early action to broader resilience-building efforts.

Similarly, while CR-CBCA is essential for building long-term resilience, it must also address the political and socio-economic factors that contribute to vulnerability. For instance, even the most robust climate adaptation strategies will fail if they do not integrate or consider systemic challenges like political instability, land tenure insecurity or entrenched inequality, all of which can undermine community resilience and sustainability.

— 25. Dorothea Hilhorst, "Classical humanitarianism and resilience humanitarianism: Making sense of two brands of humanitarian action", *Journal of International Humanitarian Action*, vol. 3, no. 1, December 2018.

— 27. Rodrigo Mena, "Humanitarianism and the Sendai framework: A 10-year review of converging and diverging paths", *International Journal of Disaster Risk Science*, 3 January 2025.

CC sur les pays du monde majoritaire²⁶ n'est pas fortuit, mais dérive de siècles d'exploitation coloniale et de la propension des systèmes économiques mondialisés contemporains à perpétuer la vulnérabilité.

Par conséquent, une approche plus intégrée aborderait de manière critique les questions de justice climatique (et humanitaire), de pertes et de dommages, et de responsabilité historique. Elle reconnaîtrait que, parmi les pays vulnérables au changement climatique, nombreux sont ceux dont les émissions de gaz à effet de serre sont les plus limitées alors qu'ils sont confrontés au plus lourd fardeau humanitaire.

Cette optique peut également s'étendre aux deux approches décrites précédemment. Par exemple, bien que cruciale pour une intervention en temps et en heure, l'EWEA ne peut remplacer des efforts plus larges de RRC²⁷. La priorité donnée à l'action précoce doit être intégrée en soutenant davantage les stratégies à long terme qui visent à résoudre les vulnérabilités structurelles telles que l'inadéquation des infrastructures, la mauvaise gouvernance ou les inégalités socioéconomiques. En l'absence d'une telle vision d'ensemble, l'EWEA court le risque d'être réduite à une rustine temporaire plutôt que de constituer une solution durable. Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe fournit un exemple d'intégration réussie en encourageant le lien entre une intervention rapide et des efforts plus larges de renforcement de la résilience.

— 26. Les termes « monde majoritaire » et « monde minoritaire » sont de plus en plus employés pour remplacer des termes comme « pays en développement/développés », la division entre « Occident » et « reste du monde », ou l'approche géopolitique du « Nord/Sud global ». Si ces termes se réfèrent principalement à des pays, ils reconnaissent aussi la présence éventuelle au sein de chaque pays de personnes représentant la minorité mondiale, habituellement caractérisée par de hauts niveaux de revenus et d'éducation.

— 27. Rodrigo Mena, "Humanitarianism and the Sendai framework: A 10-year review of converging and diverging paths", *International Journal of Disaster Risk Science*, 3 January 2025.

« Une approche plus intégrée aborderait de manière critique les questions de justice climatique (et humanitaire), de pertes et de dommages, et de responsabilité historique. »

"A more integrated approach would critically engage with questions of climate (and humanitarian) justice, loss and damage, and historical responsibility."

Another risk of not properly integrating CC and humanitarian crises is that it promotes the view of them as separate phenomena that need to be artificially linked (and, by extension, linked to other phenomena), creating unnecessary complexity. This often leads to parallel systems of funding and action. A useful example is the Triple Nexus approach. Since the World Humanitarian Summit in 2016, the nexus approach has advocated better integration of humanitarian, development and peace efforts, arguing that without peace and long-term development, humanitarian actions risk being repeatedly required while failing to address the root causes of societal problems.²⁸ To this, some people now propose adding CC as a fourth nexus component.²⁹ However, CC action could be seen as already embedded within DRR, which intersects with humanitarian, development and peace efforts. Creating a separate "fourth nexus component" adds complexity without added

— 28. Summer Brown, Rodrigo Mena and Sylvia Brown, "The peace dilemma in the triple nexus: challenges and opportunities for the humanitarian-development-peace approach", *Development in Practice*, vol. 34, no. 5, 19 April 2024, pp. 568–584.

— 29. Eric Abitbol and Erin McCandless, "Transforming our common crisis: complexity, climate change, and the humanitarian-development-peace nexus", *Journal of Peacebuilding & Development*, vol. 17, no. 3, November 2022, pp. 251–256.

De même, bien qu'essentielles pour construire une résilience sur le long terme, les stratégies d'ACRP doivent aussi s'attaquer aux facteurs politiques et socioéconomiques de vulnérabilité. Ainsi, à défaut d'intégrer des enjeux systémiques comme l'instabilité politique, l'insécurité foncière ou les inégalités persistantes, même les stratégies d'adaptation climatique les plus solides sont vouées à l'échec, car ces problématiques peuvent saper la résilience des communautés et la durabilité.

Par ailleurs, une approche non intégrée du CC et des crises humanitaires comporte un autre risque : celui d'y voir des phénomènes distincts à rattacher de manière artificielle (et, par extension, à lier à d'autres événements), au prix d'une complexité superflue. Cela conduit souvent à des systèmes parallèles de financement et d'action, comme l'illustre bien l'approche du triple nexus. Depuis le Sommet mondial de 2016 sur l'action humanitaire, cet outil conceptuel préconise une meilleure articulation entre humanitaire, développement et recherche de la paix. Il souligne que tant que la paix et un développement à long terme ne sont pas réunis, les interventions humanitaires risquent de faire face à une demande répétée, tout en échouant à peser sur les causes fondamentales des problèmes sociétaux²⁸. Certaines voix se lèvent désormais pour défendre l'ajout du CC à ces éléments, comme quatrième composante du nexus²⁹. Mais il serait aussi possible de concevoir les effets du CC au sein des stratégies de RRC, elles-mêmes à l'intersection de l'humanitaire, du développement et de la recherche de la paix. La création d'une « quatrième composante » distincte fait gagner en

value.³⁰ Instead, the focus should be on leveraging existing frameworks, like DRR, to ensure climate actions are integrated across humanitarian-development fields (which also needs better integration efforts).

CC being framed as a separate phenomenon (and posing different risks) creates the danger of alienating existing strategies, theories and actions that already address its related effects, such as DRR. By integrating CC into existing frameworks, rather than creating new parallel systems, we can strengthen the coherence and efficiency of efforts across humanitarian, development and peace fields. Incorporating climate adaptation into DRR and the Triple Nexus ensures that responses to crises are both immediate and forward-looking, addressing the structural and systemic drivers of vulnerability while avoiding unnecessary duplication of efforts.

Finally, humanitarian organisations struggle to integrate CC adaptation because, as a by-product of this non-integrative approach, the funding landscape remains highly siloed. Climate finance mechanisms (e.g. the Green Climate Fund, Adaptation Fund) largely operate within development frameworks, often overlooking the acute and recurrent nature of climate-related humanitarian crises. There is an urgent need to rethink how climate finance can support humanitarian responses beyond short-term emergency relief, facilitating anticipatory action, adaptation and resilience-building in crisis-prone regions. This requires structural reforms in global financial governance, ensuring that CC finance is not exclusively tied to state actors but also accessible to frontline humanitarian responders and local communities.

— 28. Summer Brown, Rodrigo Mena and Sylvia Brown, "The peace dilemma in the triple nexus: challenges and opportunities for the humanitarian-development-peace approach", *Development in Practice*, vol. 34, no. 5, 19 April 2024, pp. 568–584.

— 29. Eric Abitbol and Erin McCandless, "Transforming our common crisis: complexity, climate change, and the humanitarian-development-peace nexus", *Journal of Peacebuilding & Development*, vol. 17, no. 3, November 2022, pp. 251–256.

— 30. Rodrigo Mena, Summer Brown, Laura E. R. Peters et al., "Connecting disasters and climate change to the humanitarian-development-peace nexus", *Journal of Peacebuilding & Development*, vol. 17, no. 3, November 2022, pp. 324–340.

complexité sans valeur ajoutée³⁰. À l'inverse, les efforts devraient se concentrer sur le recours à des cadres existants, tels que la RRC, pour une pleine intégration du CC aux champs de l'humanitaire et du développement – qui pourraient bénéficier eux aussi d'une démarche plus intégrative.

Concevoir le CC comme un phénomène distinct – et vecteur de risques eux aussi distincts – expose à se couper des stratégies, théories et actions existantes telles que la RRC, qui remédient déjà à ses conséquences. Incorporer le CC dans les cadres en vigueur, plutôt que de créer de nouveaux systèmes parallèles, permet de renforcer la cohérence et l'efficacité des actions touchant à l'humanitaire, au développement et à la recherche de la paix. Ainsi, l'intégration de l'adaptation climatique à la RRC et au triple nexus garantit des réponses aux crises à la fois immédiates et tournées vers l'avenir, à même de s'attaquer aux moteurs structurels et systémiques de la vulnérabilité en évitant de dupliquer inutilement les efforts.

Enfin, les acteurs humanitaires peinent à intégrer le CC dans leurs cadres à cause du cloisonnement étanche des sources de financement, sous-produit de cette approche non intégrée. Les mécanismes de financement de l'action climatique – comme le Fonds vert pour le climat ou le Fonds d'adaptation – opèrent en majeure partie dans le champ du développement. Ils ignorent donc souvent la nature aiguë et récurrente des crises humanitaires liées au climat. Il est urgent de repenser le financement de l'action climatique, pour qu'il soutienne les réponses humanitaires au-delà du secours d'urgence à court terme, en facilitant l'intervention anticipative, l'adaptation et le renforcement de la résilience dans les régions sujettes aux crises. Cela suppose des réformes structurelles de la gouvernance

In conclusion, this article offers a nuanced understanding of the relationship between CC and humanitarian crises, challenging the notion that these are separate phenomena. It moves beyond the narrative that CC directly causes crises, instead emphasising the complex interplay of human, socio-economic and political factors that shape its impacts on vulnerable populations.

While humanitarian organisations must adapt to the escalating challenges posed by CC, they also have a critical role in addressing the root causes of vulnerability, including poverty, inequality, weak governance and underdevelopment. This requires engagement with broader frameworks, such as the Sendai Framework for Action, the Sustainable Development Goals (SDG) or approaches like the triple humanitarian-development-peace nexus to explore how these can support integrated approaches to climate action. It also invites reflection on whether entirely new systems are needed or if existing structures, such as DRR frameworks, can be more effectively leveraged to embed climate adaptation within humanitarian and development efforts.

Ultimately, breaking down the silos that separate CC, humanitarian action and sustainable development is essential to responding to these intertwined challenges in ways that build long-term resilience and equity across societies.

— 30. Rodrigo Mena, Summer Brown, Laura E. R. Peters et al., "Connecting disasters and climate change to the humanitarian-development-peace nexus", *Journal of Peacebuilding & Development*, vol. 17, no. 3, November 2022, pp. 324–340.

financière mondiale, pour garantir que le financement du CC ne soit pas exclusivement lié à des acteurs étatiques, mais demeure accessible aux intervenants humanitaires et aux communautés locales en première ligne.

En conclusion, cet article offre une lecture nuancée de la relation entre CC et crises humanitaires, remettant en question leur nature prétendument disjointe. Il dépasse le récit du CC comme cause directe de crises, pour mieux mettre en exergue les interactions complexes des facteurs humains, socioéconomiques et politiques qui modèlent ses effets sur les populations vulnérables. Alors que les organisations humanitaires doivent s'adapter aux défis grandissants du CC, elles possèdent aussi un rôle central dans la résolution des causes fondamentales de la vulnérabilité, dont la pauvreté, les inégalités, la mauvaise gouvernance et le sous-développement. Pour ce faire, elles doivent s'appuyer sur des cadres plus larges, à l'instar du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, des objectifs de développement durable ou d'approches comme celle du triple nexus humanitaire-développement-paix. Une telle démarche permet d'examiner la façon dont ces initiatives peuvent soutenir des approches intégrées de l'action climatique. Cela invite également à savoir si des systèmes entièrement nouveaux sont nécessaires ou si les structures existantes, comme les cadres de RRC, peuvent être exploitées plus efficacement pour intégrer l'adaptation climatique dans les efforts d'aide humanitaire et de développement.

Finalement, il est essentiel d'abattre les cloisons qui séparent le CC, l'action humanitaire et le développement durable afin de répondre à ces défis interdépendants de manière à renforcer la résilience à long terme et l'équité au sein des sociétés.

Biographie | Biography



RODRIGO MENA

Rodrigo Mena est professeur adjoint au programme d'études sur les catastrophes et l'humanitaire à l'Institut d'études sociales de l'université Érasme de Rotterdam et directeur adjoint du Centre d'études humanitaires de La Haye. Ses travaux portent sur l'intersection de la gouvernance des catastrophes et de la réduction des risques, du changement climatique et de l'action humanitaire, en particulier dans des situations de fragilité, de conflit, ou de vulnérabilité. Il est également membre du conseil de l'Association internationale des études humanitaires et du Centre d'expertise en communication humanitaire. En plus de ses fonctions universitaires, Rodrigo Mena fournit des services consultatifs et de conseil à des organisations gouvernementales, diverses ONG internationales et nationales et agences des Nations unies. Avant d'occuper ses fonctions actuelles, il a travaillé pendant près de vingt ans au sein d'ONG, de l'ONU, et de ministères. Durant cette période, il a également mené des activités de conseil et de recherche dans des régions touchées par des catastrophes et des conflits.

Dr. Rodrigo Mena is Assistant Professor of Disasters and Humanitarian Studies at the Institute of Social Studies (ISS) of Erasmus University Rotterdam and Deputy Director of the Hague Humanitarian Studies Centre (HSC). His research focuses on the intersection of disaster governance and risk reduction, climate change and humanitarian action, especially in fragile, conflict-affected and vulnerable (FCV) settings. He also serves as a Board Member of the International Humanitarian Studies Association (IHSA) and the Expertise Centre Humanitarian Communication. In addition to his academic roles, Dr. Mena provides advisory and consultancy services for governmental organisations, various international and national NGOs, and UN agencies. Before holding his current positions, he gained nearly twenty years of professional experience working with NGOs, the UN and ministries, and as a consultant and researcher in disaster-affected and conflict-affected regions.

La crise climatique, une opportunité pour réformer le secteur humanitaire

The climate crisis, an opportunity to reform the humanitarian sector

Pierre-Marie Goimard, Chloé Orland et Olivia Pélegrin
• Action contre la Faim

D

evant l'intensification des crises humanitaires liées au changement climatique, cet article propose une refonte du secteur humanitaire

autour d'un « nouvel humanisme » qui intègre l'humain et les écosystèmes. Les auteurs, issus d'Action contre la Faim, défendent une approche combinant atténuation, adaptation et restauration pour une action humanitaire plus durable et holistique.

Les crises humanitaires se multiplient et s'intensifient, en particulier du fait de la crise climatique, ce qui rend l'action des organisations non gouvernementales (ONG) plus complexe et nécessaire que jamais. Dans ce contexte en forte évolution, comment les ONG peuvent-elles s'adapter pour répondre aux besoins immédiats tout en anticipant les impacts de long terme sur les populations et les écosystèmes ? Cet article explore les transformations nécessaires, en s'appuyant sur les origines humanistes de

Faced with the intensification of humanitarian crises linked to climate change, this article offers a rethink of the humanitarian sector centred on a "new humanism" that integrates humans and ecosystems. The authors, from Action contre la Faim (Action Against Hunger), advocate an approach combining mitigation, adaptation and restoration for more sustainable and holistic humanitarian action.

Humanitarian crises are increasing and intensifying, particularly because of the climate crisis, making the work of non-governmental organisations (NGOs) more complex and necessary than ever before. In this fast-changing context, how can NGOs adapt to meet immediate needs while anticipating the long-term impact on populations and ecosystems? This article explores the changes needed, drawing on the humanist origins of humanitarianism and the concept of the "humanitarian-development-peace nexus", before recommending that new avenues be explored to design a

l'humanitaire, sur le concept de « Nexus humanitaire-développement-paix » avant de recommander, en se basant sur l'idée d'un nouvel humanisme, l'exploration de nouvelles voies pour dessiner les contours d'un modèle d'intervention durable et plus holistique.

La place insuffisante accordée à l'environnement dans l'histoire de l'humanitaire

Si l'on remonte aux sources – relativement lointaines – du concept d'humanitaire, on rencontre le courant de pensée humaniste qui émergea au ^{xiv}^e siècle et qui plaçait l'humain au centre de ses préoccupations. L'ambition était de connaître ce dernier et de le comprendre afin d'assurer son épanouissement, à rebours de la vision centrée autour de Dieu qui avait dominé jusqu'alors¹. Cette pensée humaniste perdue, évidemment, dans le mouvement humanitaire actuel, lequel s'est constitué pour venir en aide aux victimes sans attendre l'intervention d'une quelconque instance divine. Et tant les femmes et les hommes ayant besoin d'assistance que ceux qui se mobilisent sont au cœur du dispositif. Par la suite, lorsqu'au ^{xix}^e siècle Henry Dunant pose les bases de ce qui deviendra l'humanitaire moderne, aucune place n'est encore accordée aux aspects environnementaux, comme si seul le sort de l'être humain importait.

Certes, les organisations de développement se sont entretemps inscrites dans la durée. Mais ce n'est qu'à partir des années 1980² que l'on commence à penser l'humanitaire, non plus sur le registre de la seule urgence, mais sur le temps long, avec l'idée de soutenabilité des réponses aux crises, à travers les questions de pérennité de l'action humanitaire, introduites via le concept

sustainable and more holistic intervention model based on the idea of a new type of humanism.

Insufficient attention paid to the environment throughout the history of humanitarian aid

If we go back to the relatively distant origins of the concept of humanitarianism, we come across the humanist school of thought, which emerged in the fourteenth century, that placed human beings at its centre. Their ambition was to find out about, and understand, human beings so they could help them thrive, in contrast to the God-centred vision that had dominated until then.¹ Of course, this humanist thinking continues in today's humanitarian movement, which was set up to come to the aid of victims without waiting for divine intervention. And it is both the men and women who need aid and those who take action who are at the heart of the system. Later, in the nineteenth century, when Henry Dunant laid the foundations of what was to become modern humanitarianism, environmental aspects were not yet taken into account, as if it was only the fate of human beings that mattered.

Development organisations have, of course, become well-established over time. However, it was not until the 1980s² that humanitarian aid began to be considered not just for emergencies, but as something long term, with the idea of the sustainability of responses to crises, through the concept of "linking relief, rehabilitation and development" (LRRD). There is only one explicit mention of climate change in 2012, in a European Parliament policy briefing,³ while the concept of LRRD was at last

— 1. Jacques Dufresne, « Humanisme », *L'agora, une agora, une encyclopédie*, 13 septembre 2020, <http://agora.qc.ca/Dossiers/Humanisme>

— 2. Parlement européen, *Linking relief, rehabilitation and development: Towards more effective aid*, Policy Briefing, July 2012, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/briefing_note/join/2012/491435/EXPO-DEVE_SP\(2012\)491435_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/briefing_note/join/2012/491435/EXPO-DEVE_SP(2012)491435_EN.pdf)

— 1. Jacques Dufresne, « Humanisme », *L'agora, une agora, une encyclopédie*, 13 septembre 2020, <http://agora.qc.ca/Dossiers/Humanisme>

— 2. European Parliament, *Linking relief, rehabilitation and development: Towards more effective aid*, Policy Briefing, July 2012 [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/briefing_note/join/2012/491435/EXPO-DEVE_SP\(2012\)491435_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/briefing_note/join/2012/491435/EXPO-DEVE_SP(2012)491435_EN.pdf)

— 3. Parlement européen, *Linking relief, rehabilitation and development...*, op. cit.

PIERRE-MARIE
GOIMARDCHLOÉ
ORLANDOLIVIA
PÉLEGRIN

« Associer l'aide d'urgence, la Réhabilitation et le Développement » (*Linking relief, rehabilitation and development* – LRRD en anglais). On trouve seulement une mention explicite du changement climatique en 2012, dans une note d'information politique du Parlement européen³, tandis que le concept de LRRD sera quant à lui enfin consacré lors du Sommet humanitaire mondial de 2016 sous le prisme du double (humanitaire et développement), puis du triple « nexus »⁴ (humanitaire, développement et paix) en 2019. Durant cette décennie, le changement climatique est mentionné comme un facteur aggravant des crises humanitaires qui justifie cette continuité des interventions (humanitaire-développement). Cependant, il n'est pas encore d'actualité de prendre largement en compte les aspects de vulnérabilité climatique et environnementale dans la programmation des organisations.

À partir du début des années 2020, la prise de conscience par les acteurs humanitaires de l'importance des crises environnementales et climatiques dans leur travail se matérialise. Est-ce la suite logique de la décennie précédente, est-ce accéléré par les résultats de la COP 21 de 2015 ou de la crise du Covid-19 ? Des actions concrètes se manifestent : on peut citer, entre autres, les politiques récentes de bailleurs sur la limitation des impacts négatifs du secteur sur l'environnement⁵, la multiplication d'ini-

enshrined at the World Humanitarian Summit in 2016 through the prism of the humanitarian-development double nexus and then the humanitarian-development-peace triple nexus in 2019.⁴ In this decade, climate change was mentioned as an aggravating factor in humanitarian crises, justifying this continuity of intervention (humanitarian and development). However, climate and environmental vulnerabilities were not yet widely taken into account in organisation agendas.

Since the early 2020s, humanitarian actors have become increasingly aware of the significance of environmental and climate crises in their work. Is this the logical continuation of the previous decade, accelerated by the results of the COP 21 climate change conference in 2015 or the COVID-19 crisis? Concrete action is being taken, including recent funders policies to limit the sector's negative impact on the environment,⁵ a rise in initiatives such as the Climate and Environment Charter,⁶ signed by over 150 organisations, and the creation of working groups dedicated to these issues within sectoral clusters.

Finally, humanitarian actors are beginning to adopt more holistic approaches,

— 3. Parlement européen, *Linking relief, rehabilitation and development...*, op. cit.

— 4. Dr Gloria Nguya and Nadia Siddiqui, *The Triple Nexus (H-D-P) and Implications for Durable Solutions to Internal Displacement*, The Internal Displacement Research Programme, August 2020. « Le triple Nexus humanitaire-développement-paix est l'expression utilisée pour décrire les liens entre les secteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix. Il fait spécifiquement référence aux efforts déployés dans ces domaines pour travailler ensemble afin de répondre plus efficacement aux besoins des populations, atténuer les risques et les vulnérabilités et progresser vers une paix durable. » [traduction de l'éditeur]

— 5. Réseau Environnement Humanitaire, *Analyse des politiques environnementales des bailleurs de fonds par ACF*, août 2023, 7 septembre 2023, <https://www.environnementhumanitaire.org/ressource/analyse-des-politiques-environnementales-des-bailleurs-de-fond-par-acf-aout-2023>

— 4. Dr Gloria Nguya and Nadia Siddiqui, *The Triple Nexus (H-D-P) and Implications for Durable Solutions to Internal Displacement*, The Internal Displacement Research Programme, August 2020. "The humanitarian-development-peace triple nexus is the term used to capture the interlinkages between the humanitarian, development and peace sectors. It specifically refers to attempts in these fields to work together to more effectively meet peoples' needs, mitigate risks and vulnerabilities, and move toward sustainable peace."

— 5. Réseau Environnement Humanitaire, *Analyse des politiques environnementales des bailleurs de fonds par ACF*, août 2023, 7 septembre 2023, <https://www.environnementhumanitaire.org/ressource/analyse-des-politiques-environnementales-des-bailleurs-de-fond-par-acf-aout-2023>

— 6. Secretariat for the Climate and Environment Charter for Humanitarian Organisations, *Climate and Environment Charter for Humanitarian Organisations*, May 2021, <https://www.climate-charter.org/wp-content/uploads/2022/05/ClimateEnvironmentCharter-EN.pdf>

tiatives telle que la Charte sur le climat et l'environnement⁶ signée par plus de 150 organisations, ou encore la création au sein des clusters sectoriels de groupes de travail dédiés à ces thématiques.

Enfin les acteurs humanitaires commencent à s'approprier des approches plus holistiques telles celles de « Une seule santé »⁷, ou de santé planétaire⁸ qui donnent à leurs interventions un cadre incluant réellement les écosystèmes, et ce, dans l'objectif d'augmenter la résilience aussi bien communautaire qu'écologique. Cette dernière, longtemps ignorée dans le monde humanitaire, gagnerait à être pleinement reconnue comme partie intégrante de la résilience des populations. Il nous semble en tout cas, au terme de cette histoire rapidement esquissée – et donc simplifiée –, que ce que l'on pourrait appeler un « nouvel humanisme » émerge, dont certains acteurs humanitaires commencent à se saisir.

Nouvel humanisme et réforme de l'approche humanitaire

On trouve ainsi trace de cette idée de « nouvel humanisme » dès 2010, dans un discours de Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO, qu'elle définit ainsi :

« Le nouvel humanisme, c'est [...] mieux comprendre notre environnement, comprendre et anticiper les conséquences du changement climatique pour des millions d'êtres humains, touchés par la sécheresse,

such as One health⁷ or Planetary health,⁸ which give their actions a framework that truly includes ecosystems, with the aim of increasing both community and ecological resilience. This ecological resilience, which has long been ignored in the humanitarian world, would benefit from being fully recognised as an integral part of the resilience of populations. In any case, it seems to us, at the end of this roughly described, and therefore simplified, history, that what might be called a "new humanism" is emerging, which some humanitarian actors are beginning to address.

New humanism and reform of the humanitarian approach

The idea of a "new humanism" can be found in a speech by Irina Bokova, Director-General of UNESCO, in 2010, which she defines as follows:

"The new humanism means [...] a better grasp of our environment, by understanding and anticipating the consequences of climate change for millions of people affected by drought, desertification and rising water levels. It entails protecting biodiversity along with cultural diversity."⁹

Humanitarian actors are now being urged to recognise the interdependence between humans and their environment, so that their programmes always place communities and their ecosystems at the heart of their proposed responses. This vision, which is not something completely new for them, reinforces the need to not only meet a population's needs

— 6. Secrétariat de la Charte climat et environnement pour les organisations humanitaires, *Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires*, mai 2021, <https://www.climate-charter.org/wp-content/uploads/2022/05/ClimateEnvironmentCharter-FR.pdf>

— 7. J. Zinsstag, E. Schelling, D. Waltner-Toews et al., "From 'one medicine' to 'one health' and systemic approaches to health and well-being", *Preventive Veterinary Medicine*, vol. 101, no. 3-4, 1 September 2011, pp. 148–156.

— 8. Sarah Whitmee, Andy Haines, Chris Beyer et al., "Safeguarding human health in the Anthropocene epoch: report of The Rockefeller Foundation–Lancet Commission on planetary health", *The Lancet*, vol. 386, no. 10007, 14 November 2015, pp. 1973–2028.

— 7. J. Zinsstag, E. Schelling, D. Waltner-Toews et al., "From 'one medicine' to 'one health' and systemic approaches to health and well-being", *Preventive Veterinary Medicine*, vol. 101, no. 3-4, 1 September 2011, pp. 148–156.

— 8. Sarah Whitmee, Andy Haines, Chris Beyer et al., "Safeguarding human health in the Anthropocene epoch: report of The Rockefeller Foundation–Lancet Commission on planetary health", *The Lancet*, vol. 386, no. 10007, 14 November 2015, pp. 1973–2028.

— 9. Irina Bokova, *A New Humanism for the 21st Century*, adapted from a speech given by the Director-General of UNESCO in Milan (Italy), 7 September 2010, <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000189775/PDF/189775eng.pdf.multi>

la désertification, la montée des eaux. C'est protéger la biodiversité, en lien avec la diversité culturelle.⁹ »

Les acteurs humanitaires sont aujourd'hui invités à reconnaître l'interdépendance entre les humains et leur environnement afin que leurs programmes placent systématiquement les communautés et leur écosystème au cœur des réponses proposées. Cette vision, pas si nouvelle que cela pour eux, renforce la nécessité de ne plus seulement répondre aux besoins des populations (de façon ponctuelle tout comme en renforçant leur résilience), mais aussi de restaurer leur écosystème, sans lequel leur survie se retrouvera, à terme, menacée.

Cette réforme du secteur humanitaire vise à adopter ce que l'on pourrait donc appeler un « nouvel humanisme » associant l'humain et son milieu. Elle implique en outre d'accélérer la localisation de l'aide, l'humain – dans toute sa diversité – ne pouvant être dissocié de son environnement. La localisation implique de mobiliser les savoirs et savoir-faire locaux, ce qui permet de reconnecter les actions humanitaires aux populations ciblées. Ces pratiques, trop souvent négligées, sont pourtant porteuses de solutions techniques ; leur accorder l'importance qu'elles méritent est une marque de respect pour les cultures des populations et pour leur environnement. Conjuguées aux recherches et avancées récentes d'origines multiples – régionales et globales –, elles permettront de mettre en œuvre des solutions durables.

À l'heure où six des neuf limites planétaires sont dépassées¹⁰, et pour tendre au mieux vers ce « nouvel humanisme », l'humanitaire doit continuer à mettre en

(both on an *ad hoc* basis and by increasing their resilience), but also to restore their ecosystem, without which their survival would ultimately be threatened.

The aim of this humanitarian sector reform is to adopt what could be called a “new humanism”, bringing together people and their environment. It also means accelerating the localisation of aid, as human beings (in all their diversity) cannot be dissociated from their environment. Localisation means putting local knowledge and expertise to use, reconnecting humanitarian action with target populations. These practices, which are all too often neglected, nevertheless offer technical solutions. Giving them the importance they deserve is a mark of respect for the cultures of the local populations and their environment. Combined with recent research and advances from a wide range of sources (regional and global), they will enable sustainable solutions to be implemented.

At a time when six of the nine planetary boundaries have been exceeded,¹⁰ and to move towards this “new humanism”, the humanitarian sector must continue to apply its main principle – “first, do no harm” – which is now translated into impact mitigation measures in its programming, but it must also reform itself by combining these mitigation measures with others, known as adaptation and restoration measures.

Adaptation, mitigation and restoration strategies

To make this transition a reality, mitigation, adaptation and restoration form a continuum: acting on one of these courses of action without taking the others into account would greatly limit the impact of each.

— 9. Irina Bokova, *Un Nouvel humanisme pour le XXI^e siècle (adapté d'un discours prononcé par la directrice générale de l'UNESCO à Milan (Italie), 7 septembre 2010)*, UNESCO, octobre 2010, unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000189775_fre/PDF/189775fre.pdf.multi

— 10. Katherine Richardson, Will Steffen, Wolfgang Lucht et al., “Earth beyond six of nine planetary boundaries”, *Science Advances*, vol. 9, no. 37, 13 September 2023, <https://www.science.org/doi/epdf/10.1126/sciadv.adh2458>

— 10. Katherine Richardson, Will Steffen, Wolfgang Lucht et al., “Earth beyond six of nine planetary boundaries”, *Science Advances*, vol. 9, no. 37, 13 September 2023, <https://www.science.org/doi/epdf/10.1126/sciadv.adh2458>

œuvre son grand principe – « d'abord ne pas nuire » –, aujourd'hui décliné par des mesures d'atténuation de son impact dans sa programmation, mais aussi se réformer en combinant ces mesures d'atténuation à d'autres, dites d'adaptation et de restauration.

Stratégies d'adaptation, d'atténuation et de restauration

Pour concrétiser cette transition, l'atténuation, l'adaptation et la restauration forment un continuum : agir sur l'une de ces voies d'actions sans tenir compte des autres limiterait grandement l'impact de chacune.

Atténuation : réduire les impacts négatifs des interventions

L'atténuation n'est plus seulement une recommandation : elle est devenue un prérequis, aussi bien pour les bailleurs que pour les ONG signataires de la Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires. Évaluer l'impact environnemental d'un projet afin de réduire ses empreintes négatives est une pratique largement recommandée qui, certes, s'amplifie, mais demeure insuffisamment obligatoire pour devenir un nouveau standard opérationnel. Pour réduire ces effets néfastes sur les écosystèmes et la biodiversité – dont leurs propres émissions de gaz à effet de serre –, les ONG peuvent recourir à des changements de pratique à court terme, comme l'utilisation de matériaux locaux issus de productions durables, écologiques, ou encore la limitation drastique du recours aux énergies fossiles.

Cependant, au-delà de ces changements les plus intuitifs, pour garantir un niveau de service constant aux usagers, voire en augmentation, l'atténuation ne pourra pas se mettre en œuvre en conservant les modes de fonctionnement du passé, issus d'une construction thermo-industrielle de l'aide : les organisations font face à une exigence de transformation de leurs *modus operandi* afin de concilier résilience des populations, résilience écologique et exemplarité.

« Cette réforme du secteur humanitaire vise à adopter ce que l'on pourrait donc appeler un "nouvel humanisme" associant l'humain et son milieu. »

"The aim of this humanitarian sector reform is to adopt what could be called a 'new humanism', bringing together people and their environment."

Mitigation: reducing the negative impacts of interventions

Mitigation is no longer just a recommendation: it has become a prerequisite for both funders and the NGOs that have signed up to the Climate and environment charter for humanitarian organisations. Assessing the environmental impact of a project to reduce its negative footprint is a widely recommended practice that is certainly growing, but is still not sufficiently compulsory to become a new operational standard. To reduce these harmful effects on ecosystems and biodiversity, including their own greenhouse gas emissions, NGOs can resort to short-term changes in practices, such as using local, sustainably produced, environmentally friendly materials or drastically limiting the use of fossil fuels.

But beyond these most intuitive changes, to guarantee a constant (or even increasing) level of service to users, mitigation cannot be implemented by maintaining the operating methods of the past, which stem from a thermo-industrial construction of aid: organisations are faced with the need to transform their *modus operandi*, to reconcile the resilience of populations, ecological resilience and exemplarity.

Setting an example is all the more important when you consider the very small contribution made by the humanitarian

L'exemplarité trouve d'autant plus son sens quand on considère la part très réduite du secteur humanitaire au sein des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Si cette faible part ne doit pas devenir une justification à une forme d'inaction¹¹, force est de constater que pour avancer efficacement vers l'atténuation, ce sont les comportements des pays dits développés qui sont la clé de la réussite. Faute d'interpeller les pays réellement à l'origine de ces impacts sur le climat, les organisations humanitaires continueront, certes, d'assister des populations qui subissent les conséquences sans être à l'origine de ces changements climatiques, mais elles ne traiteront pas la source du problème : plaidoyer et actions concrètes dans les pays du « Nord » sont clairement à envisager.

Adaptation : intégrer la résilience dans les programmes humanitaires

Si les catastrophes dites naturelles ont toujours été au cœur de l'action humanitaire, elles ne font qu'augmenter en fréquence et en intensité du fait des crises climatique et environnementale. Ainsi, le nombre de tempêtes tropicales les plus puissantes (catégories 3-5 sur l'échelle de Saffir-Simpson) a augmenté de 25 % en 40 ans¹², tandis que la désertification et la dégradation des terres ne cessent de s'étendre, affectent déjà plus de 40 % des terres émergées¹³ et touchent les moyens d'existence de

sector to global greenhouse gas emissions. While this small share should not become a justification for inaction,¹¹ it is clear that if we are to make effective progress towards mitigation, it is the behaviour of the so-called developed countries that is the key to success. Unless the countries that are really responsible for these impacts on the climate are called to account, humanitarian organisations will have to continue to assist populations that are suffering the consequences without having caused climate change, but they will not be dealing with the source of the problem. Advocacy and concrete action in "Global North" countries need to be envisaged.

Adaptation: integrating resilience into humanitarian programmes

"Natural" disasters have always been the main reason for humanitarian action, but they are increasing in frequency and intensity as a result of the climate and environmental crises. For example, the number of major tropical cyclones (categories 3-5 on the Saffir-Simpson scale) has increased by 25% in 40 years,¹² while desertification and land degradation continue to spread, already affecting more than 40% of land¹³ and affecting the livelihoods of more than 1.3 billion people.¹⁴ As the risks increase, we need to prepare for them (both humanitarian

— 11. Thomas Wagner, « Climat : les 12 excuses de l'inaction, et comment y répondre. Excuse 4 : Whataboutisme », *Bon Pote*, 16 juillet 2020, <https://bonpote.com/climat-les-12-excuses-de-linaction-et-comment-y-repondre>

— 12. James P. Kossin, Kenneth R. Knapp, Timothy L. Olander et al., "Global increase in major tropical cyclone exceedance probability over the past four decades", *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 117, no. 22, 18 May 2020, pp. 11975–11980, https://www.pnas.org/doi/full/10.1073/pnas.1920849117?trk=public_post_comment-text ; Shuai Wang and Ralf Toumi, "More tropical cyclones are striking coasts with major intensities at landfall", *Scientific Reports*, vol. 12, no. 1, 28 March 2022, <https://www.nature.com/articles/s41598-022-09287-6.pdf>

— 13. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, *L'état des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde : des systèmes au bord de la rupture*, rapport 2021, <https://www.fao.org/land-water/solaw2021/fr>

— 11. Thomas Wagner, « Climat : les 12 excuses de l'inaction, et comment y répondre. Excuse 4 : Whataboutisme », *Bon Pote*, 16 juillet 2020, <https://bonpote.com/climat-les-12-excuses-de-linaction-et-comment-y-repondre>

— 12. James P. Kossin, Kenneth R. Knapp, Timothy L. Olander et al., "Global increase in major tropical cyclone exceedance probability over the past four decades", *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 117, no. 22, 18 May 2020, pp. 11975–11980, https://www.pnas.org/doi/full/10.1073/pnas.1920849117?trk=public_post_comment-text ; Shuai Wang and Ralf Toumi, "More tropical cyclones are striking coasts with major intensities at landfall", *Scientific Reports*, vol. 12, no. 1, 28 March 2022, <https://www.nature.com/articles/s41598-022-09287-6.pdf>

— 13. Food and Agriculture Organisation of the United Nations, *The state of the world's land and water resources for food and agriculture – Systems at breaking point*, Synthesis report 2021, <https://www.fao.org/land-water/solaw2021/en>

— 14. Edward B. Barbier et Jacob P. Hochard, "Land degradation and poverty", *Nature Sustainability*, vol. 1, no. 11, 13 November 2018, pp. 623–631.

plus de 1,3 milliard de personnes¹⁴. Les risques s'amplifiant, il faut désormais s'y préparer (les acteurs de l'humanitaire comme les populations) et s'adapter à ce nouveau paradigme qui génère non seulement plus de catastrophes, mais aussi des effets du changement climatique qui deviennent chroniques.

L'adaptation consiste à ajuster les programmes et leurs modalités de délivrance pour réduire les impacts négatifs actuels ou anticipés sur les populations, les écosystèmes et les économies. Cela inclut également la création de nouveaux programmes pour renforcer la résilience des communautés. L'adaptation à la crise climatique, bien qu'elle nécessite l'ajout de nouvelles expertises et de nouvelles compétences, doit devenir une nouvelle norme et non un ajout ponctuel, au même titre que d'autres thématiques transversales comme le genre et la protection. Dans le secteur humanitaire, l'adaptation peut passer par l'utilisation de semences locales identifiées comme résistantes à la sécheresse, ou par une inclusion systématique de la gestion des ressources en eau, notamment via la surveillance des aquifères, la collecte d'eau de pluie, ou encore l'intégration de l'agroforesterie pour limiter l'érosion et maintenir l'humidité des sols.

L'adaptation consiste par ailleurs à mieux anticiper et gérer ces risques : constructions plus résilientes face aux tempêtes, aux inondations ou à l'élévation du niveau de la mer, mise en place de systèmes d'alerte précoce pour les cyclones, plans d'évacuation lors d'inondations ou d'incendies. Le monde de l'humanitaire, qui a pour habitude de répondre à des situations d'urgence, a déjà commencé à travailler sur la préparation, mais il doit encore systématiser cette approche. Les populations déjà vulnérables sont aussi les plus exposées à la crise climatique et cela constitue également un enjeu de justice climatique.

« L'adaptation à la crise climatique, bien qu'elle nécessite l'ajout de nouvelles expertises et de nouvelles compétences, doit devenir une nouvelle norme et non un ajout ponctuel. »

"Adaptation to the climate crisis, while requiring the addition of new expertise and new skills, must become a new standard and not a one-off addition, just as for other cross-cutting themes."

actors and local populations) and adapt to this new paradigm, which not only generates more disasters but also to the effects of climate change, which are becoming chronic.

Adaptation involves adjusting programmes and delivery methods to reduce current or anticipated negative impacts on populations, ecosystems and economies. This also includes the creation of new programmes to strengthen community resilience. Adaptation to the climate crisis, while requiring the addition of new expertise and new skills, must become a new standard and not a one-off addition, just as for other cross-cutting themes such as gender and protection. In the humanitarian sector, adaptation can involve the use of local seeds identified as being drought-resistant, or the systematic inclusion of water resource management, in particular by monitoring aquifers, collecting rainwater, or incorporating agroforestry to limit erosion and maintain soil moisture.

Adaptation also involves better anticipation and management of these risks: more resilient construction in the face of storms, floods or rising sea levels, the introduction of early warning systems for cyclones, and evacuation plans in the event of floods or fires. The humanitarian

— 14. Edward B. Barbier and Jacob P. Hochard, "Land degradation and poverty", *Nature Sustainability*, vol. 1, no. 11, 13 November 2018, pp. 623–631.

L'adaptation est donc un élément essentiel de la réponse mondiale aux crises climatiques pour protéger les populations, leurs moyens d'existence et les écosystèmes. Plus les efforts d'adaptation seront retardés, plus il sera coûteux de répondre aux impacts de la crise climatique¹⁵. Et plus ces efforts seront basés sur des connaissances scientifiques conjuguées aux savoirs traditionnels et réalisés en consultation avec les communautés et les autorités locales, plus ils seront efficaces sur le long terme.

Préservation et restauration : aller au-delà de la réduction d'impact

Préserver les écosystèmes et restaurer les écosystèmes dégradés représente la troisième voie d'action pour concrétiser la transition écologique nécessaire au secteur humanitaire. S'il est, a priori, légitime de se demander si la préservation et la restauration doivent faire partie des activités du secteur humanitaire, l'interdépendance entre les enjeux écologiques et l'aide humanitaire existe bel et bien. Les écosystèmes jouent un rôle crucial dans le maintien des moyens d'existence, de la santé, de l'accès à l'eau et à l'alimentation, ou encore du bien-être des populations. Les services d'approvisionnement, de régulation, de support et culturels fournis par la biodiversité à la société – appelés services écosystémiques – nécessitent d'être préservés. La pollinisation, la fertilité des sols, et même le stockage du carbone qui constituent de tels services écosystémiques sont directement associés aux co-bénéfices de l'agroécologie, une pratique agricole souvent promue dans le secteur humanitaire.

Les activités de préservation viennent également renforcer et améliorer les moyens de subsistance pour les communautés et contribuer à les extraire de situations de vulnérabilité chronique

world, which is used to responding to emergency situations, has already started to work on its preparation, but it still needs to make this approach something that takes place systematically. As already vulnerable populations are also the most exposed to the climate crisis, this is also a matter of climate justice.

Adaptation is therefore an essential part of the global response to climate crises, to protect people, their livelihoods and ecosystems. The longer adaptation efforts are delayed, the more expensive it will be to respond to the impacts of the climate crisis.¹⁵ And the more these efforts are based on scientific knowledge combined with traditional knowledge, and carried out in consultation with local communities and authorities, the more effective they will be in the long term.

Preservation and restoration: going beyond impact reduction

Preserving ecosystems and restoring degraded ones is the third course of action for achieving the ecological transition needed in the humanitarian sector. While it is legitimate to ask whether conservation and restoration should be part of the humanitarian sector's activities, the interdependence between ecological issues and humanitarian aid is very real. Ecosystems play a crucial role in sustaining people's livelihoods, health, access to water and food, and well-being. The provisioning, regulating, supporting and cultural services provided by biodiversity to society, known as ecosystem services, need to be preserved. Pollination, soil fertility and carbon storage, which are all ecosystem services, are directly associated with the co-benefits of agroecology, an agricultural practice often promoted in the humanitarian sector.

Preservation activities also strengthen and improve the livelihoods of communities, helping to lift them out of

— 15. Selon le *Rapport Stern sur l'économie du changement climatique*, publié le 30 octobre 2006, le coût de l'inaction serait nettement supérieur au coût de la prévention ; 5 à 20 % du PIB mondial, contre 1 % pour celui de l'action.

— 15. According to the *Stern Review on the Economics of Climate Change* (30 October 2006), the cost of inaction is much higher than the cost of prevention: 5% to 20% of global GDP, compared with 1% for action.

en accédant à un niveau de revenu plus élevé et plus pérenne, et donc à un meilleur niveau de développement. Ainsi, le secteur humanitaire a toute sa légitimité dans la mise en œuvre de projets de restauration des écosystèmes.

Cette légitimité se trouve renforcée, comme en effet miroir, par l'insuffisante prise en compte de l'humain dans certains programmes de conservation de la nature. Historiquement, en effet, au travers de projets qui cherchaient à protéger des espèces ou des écosystèmes, des communautés se sont retrouvées privées d'un accès à leurs terres – perdant leurs moyens d'existence –, menacées dans leur droit à l'alimentation, ou même déplacées de force, marginalisées ou privées de leurs droits culturels et ancestraux¹⁶. Le résultat inverse de celui escompté a alors pu survenir : braconnage dans une zone protégée et contamination des terres. Au-delà des dégâts environnementaux que de telles interventions peuvent engendrer, les dommages sociaux sont énormes : perte d'emploi, appauvrissement, exclusion...¹⁷ Depuis les années 1990, les organisations de conservation ont donc évolué vers des approches communautaires (« community-based conservation ») qui prennent mieux en compte les moyens d'existence et la sécurité alimentaire ; elles se basent notamment sur des données montrant que de telles approches permettent de mieux atteindre leurs objectifs de conservation¹⁸. Ces projets restent cependant limités par le manque de moyens, les réduisant à une échelle d'impact souvent restreinte aux zones clés pour la biodiversité (couvrant rarement des zones agro-pastorales), ne leur permettant pas

situations of chronic vulnerability by giving them access to a higher, more sustainable level of income, and therefore to a better level of development. The humanitarian sector is therefore fully justified in implementing ecosystem restoration projects.

This legitimacy is reinforced, as if by a mirror effect, by the failure to take sufficient account of the human element in certain nature conservation programmes. Historically, through projects seeking to protect species or ecosystems, communities have found themselves deprived of access to their land, losing their livelihoods, having their right to food threatened, or being forcibly displaced, marginalised or deprived of their cultural and ancestral rights.¹⁶ As a result, the opposite of what was hoped for could happen: poaching in a protected area and land contamination. In addition to the environmental damage that such interventions can cause, the social damage is enormous: loss of employment, impoverishment, exclusion, etc.¹⁷ Since the 1990s, conservation organisations have therefore moved towards community-based approaches (i.e. community-based conservation) that take livelihoods and food security into account better, based, in particular, on data showing that such approaches achieve their conservation objectives better.¹⁸ That said, these projects are still limited by a lack of resources, restricting them to a scale of impact that is often limited to Key Biodiversity Areas (rarely covering agro-pastoral areas), not allowing them to work in conflict zones, and rarely incorporating nutrition and health interventions. It is therefore entirely within the remit of

— 16. Jenny Springer, "Addressing the social impacts of conservation: lessons from experience and future directions", *Conservation and Society*, vol. 7, no. 1, 2009, pp. 26–29.

— 17. William M. Adams and Jon Hutton, "People, parks and poverty: political ecology and biodiversity conservation", *Conservation and Society*, vol. 5, no. 2, 2007, pp. 147–183.

— 18. David Western, Michael R. Wright (eds.) and Shirley Carol Strum, *Natural Connections: Perspectives in Community-Based Conservation*, Island Press, 1994.

— 16. Jenny Springer, "Addressing the social impacts of conservation: lessons from experience and future directions", *Conservation and Society*, vol. 7, no. 1, 2009, pp. 26–29.

— 17. William M. Adams and Jon Hutton, "People, parks and poverty: political ecology and biodiversity conservation", *Conservation and Society*, vol. 5, no. 2, 2007, pp. 147–183.

— 18. David Western, Michael R. Wright (eds.) and Shirley Carol Strum, *Natural Connections: Perspectives in Community-Based Conservation*, Island Press, 1994.

de travailler dans des zones de conflit, et incorporant rarement des interventions sur la nutrition et la santé. Il est donc tout à fait dans l'ordre des responsabilités humanitaires de soutenir ces organisations afin d'assurer que les communautés soient informées, incluses et accompagnées dans les projets de préservation et de restauration de l'environnement, en s'orientant par exemple vers des moyens d'existence alternatifs ou en veillant à une gestion efficace des ressources naturelles¹⁹. Un projet de restauration de la mangrove permettra non seulement de créer de nouvelles activités génératrices de revenus (création d'une pépinière, plantations d'arbres...), mais aussi de réduire les risques de catastrophes en renforçant la protection côtière offerte par la mangrove. De plus, un tel projet contribuera à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en augmentant les ressources halieutiques disponibles. Cela implique en conséquence de collaborer avec des partenaires locaux ayant une connaissance approfondie pour protéger l'environnement, voire même pour régénérer des sols, replanter des forêts ou restaurer des zones humides. C'est ainsi, en travaillant à la fois auprès des communautés et de l'ensemble des acteurs engagés dans la conservation, que l'aide humanitaire pourra déployer des projets porteurs de résultats servant les meilleurs intérêts humains et écologiques.

Tendre vers une réponse durable aux crises

Pour répondre efficacement aux crises humanitaires actuelles et futures, et fort de ce nouvel humanisme basé sur le continuum atténuation-adaptation-restauration, le secteur humanitaire doit réformer en profondeur ses pratiques et ses savoirs, et sortir d'une logique de réponse immédiate, centrée

humanitarian responsibilities to support these organisations to ensure that communities are informed, included and supported in projects to preserve and restore the environment, for example by moving towards alternative livelihoods or ensuring effective management of natural resources.¹⁹ A mangrove restoration project will not only create new income-generating activities (creation of a tree nursery, tree planting, etc.), but will also reduce the risk of disasters by reinforcing the coastal protection offered by the mangrove. In addition, such a project will help to improve food security and nutrition by increasing the available fish stocks. It also means working with local partners who have in-depth knowledge of protecting the environment, and even of regenerating soils, replanting forests or restoring wetlands. In this way, by working with communities and all those involved in conservation, humanitarian aid will be able to implement projects that deliver results in the best human and ecological interests.

Towards a sustainable response to crises

To respond effectively to current and future humanitarian crises, and in line with this new humanism based on the mitigation-adaptation-restoration continuum, the humanitarian sector must radically reform its practices and knowledge, and move away from an immediate-response approach that focuses solely on people, to include climate and environmental issues.

There may seem to be many obstacles: a lack of technical skills within NGOs, but also a lack of partners with these skills, difficulties in obtaining funding for projects that include environmental aspects, varying timeframes, and resistance to

— 19. Fikret Berkes, "Rethinking community based conservation", *Conservation Biology*, vol. 18, no. 3, 10 May 2004, pp. 621–630 ; Enrique Calucura, "Governance, land and distribution: A discussion on the political economy of community-based conservation", *Ecological Economics*, vol. 145, March 2018, pp. 18–26.

— 19. Fikret Berkes, "Rethinking community based conservation", *Conservation Biology*, vol. 18, no. 3, 10 May 2004, pp. 621–630 ; Enrique Calucura, "Governance, land and distribution: A discussion on the political economy of community-based conservation", *Ecological Economics*, vol. 145, March 2018, pp. 18–26.

uniquement sur les personnes, pour y inclure les problématiques liées au climat et à l'environnement.

Les obstacles peuvent certes sembler nombreux : manque de compétences techniques au sein des ONG, mais aussi de partenaires ayant ces compétences, difficulté à mobiliser des financements sur des projets intégrant des volets environnementaux, temporalités variables, ou résistance au changement de la part des bailleurs et parfois des travailleurs humanitaires eux-mêmes. Pour autant, certains acteurs du secteur sont moteurs de ce changement et se regroupent pour le faire advenir, comme l'illustrent les réalisations du Réseau Environnement Humanitaire²⁰ en France. Il en va ainsi de l'engagement souscrit en 2020 par des ONG humanitaires de réduire de 50 % leur empreinte carbone d'ici 2030, ou de créer des contenus, supports et échanges entre pairs sur des sujets allant des achats durables à la gestion des déchets, en passant par les évaluations environnementales des programmes.

D'autres initiatives pionnières montrent la voie, comme celle du fond « pertes et dommages », établie lors de la COP 27, mise en œuvre lors de la COP 28 en 2023²¹, et issue de la montée en puissance des concepts de justice climatique, des réparations climatiques et du droit au développement. Ce fond représente une avancée vers la reconnaissance de la responsabilité des pays riches dans la crise climatique et du besoin de financements durables, non créateurs de dette pour les pays du Sud, même si les sommes nécessaires ne sont, à ce jour, pas encore mises à disposition.

— 20. Face à l'urgence et la gravité des enjeux climatiques et environnementaux, le Réseau Environnement Humanitaire œuvre à une meilleure compréhension et prise en compte de ces enjeux par les acteurs francophones de l'aide humanitaire et du développement, et les accompagne dans l'adoption de pratiques plus respectueuses de l'environnement.

— 21. United Nations, *Operationalization of the new funding arrangements, including the fund, for responding to loss and damage referred to in paragraphs 2–3 of decisions 2/CP.27 and 2/CMA.4*, 29 November 2023, https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2023_L1_cma2023_L1.pdf

« Certains acteurs du secteur sont moteurs de ce changement et se regroupent pour le faire advenir, comme l'illustrent les réalisations du Réseau Environnement Humanitaire. »

"Some players in the sector are driving this change and joining forces to make it happen, as illustrated by the achievements of the Humanitarian Environment Network (HER)."

change on the part of funders and sometimes humanitarian workers themselves. However, some players in the sector are driving this change and joining forces to make it happen, as illustrated by the achievements of the Humanitarian Environment Network (HER)²⁰ in France. Examples include the commitment made by humanitarian NGOs in 2020 to reduce their carbon footprint by 50% by 2030, and the creation of content, support and peer-to-peer exchanges on subjects ranging from sustainable procurement and waste management to environmental assessments of programmes.

Other pioneering initiatives are showing the way, such as the Loss and Damage Fund, established at the COP27 climate change conference and implemented at the COP28 conference in 2023,²¹ and stemming from the growing importance of the concepts of climate justice, climate

— 20. Faced with the urgency and seriousness of climate and environmental issues, the Humanitarian Environment Network works to improve understanding and awareness of these issues among French-speaking humanitarian and development actors, and supports them in adopting more environmentally friendly practices.

— 21. United Nations, *Operationalization of the new funding arrangements, including the fund, for responding to loss and damage referred to in paragraphs 2–3 of decisions 2/CP.27 and 2/CMA.4*, 29 November 2023, https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2023_L1_cma2023_L1.pdf

À l'heure du changement climatique, tendre vers une réponse durable aux crises consistera en trois voies d'actions complémentaires et simultanées. Il s'agira de réduire les impacts de nos propres actions et de s'inscrire dans une démarche de réduction des impacts des pays du Nord – à travers l'incitation à la transformation des pratiques de nos partenaires – aussi bien que d'entreprendre un plaidoyer commun au secteur à l'échelle internationale. Il faudra également adapter nos programmes aux conditions environnementales et climatiques actuelles et anticipées. Et il conviendra en outre de reconnaître le lien entre résiliences humaine et écosystémique, et le rôle à part entière des ONG humanitaires dans la préservation et la restauration de l'environnement.

Cela passera par une réforme de l'humanitaire, qui permettra l'adoption de ce « nouvel humanisme » que nous appelons de nos vœux, liant les êtres humains aux écosystèmes, impliquant davantage les communautés du Sud dans les prises de décisions, et incitant les acteurs du Nord à prendre réellement leurs responsabilités. Cette réforme devra surmonter de nombreux défis tels ceux liés aux financements nécessaires, au partage des connaissances et pratiques entre acteurs humanitaires et environnementaux, et à la reconnaissance même de son bien-fondé par l'ensemble des acteurs – humanitaires comme politiques.

Nous tenons à remercier Sophie Allebone-Webb, Marie Cosquer et Camille Evain pour la relecture de notre manuscrit. Nous tenons également à signaler que la rédaction de cet article a été finalisée avant la coupe budgétaire du gouvernement américain sur les fonds USAID, qui a depuis grandement changé le paysage de l'humanitaire et affectera sans doute son fonctionnement.

reparations and the right to development. This fund represents a step towards recognising the responsibility of the richest countries in the climate crisis, and the need for sustainable financing that does not create debt for "Global South" countries, even if the necessary amounts have not yet been made available.

In the age of climate change, the aim of a sustainable response to crises will involve three complementary and simultaneous courses of action. The aim will be to reduce the impact of our own actions, but also to help reduce the impact of "Global North" countries, by encouraging our partners to change their practices and undertaking joint advocacy for the sector at an international level. We will also have to adapt our programmes to current and anticipated environmental and climatic conditions. It will also be important to recognise the link between human and ecosystem resilience and the full role of humanitarian NGOs in preserving and restoring the environment.

This will involve a reform of the humanitarian sector, which will enable us to adopt the "new humanism" we are calling for, linking human beings to ecosystems, involving communities in "Global South" countries more in decision-making and encouraging players in "Global North" countries to really assume their responsibilities. This reform will have to overcome a number of challenges, including those relating to the necessary funding, the sharing of knowledge and practices between humanitarian and environmental actors, and the recognition of its validity by all actors – humanitarian and political alike.

We would like to thank Sophie Allebone-Webb, Marie Cosquer and Camille Evain for proofreading our manuscript. We would also like to point out that the writing of this article was finalised before the US government cut USAID funds, which has since greatly changed the humanitarian landscape and will undoubtedly affect its functioning.

Biographies



PIERRE-MARIE GOIMARD

Pierre-Marie Goimard est diplômé de l'université Cranfield, Royaume-Uni (spécialité Communauté, eau et assainissement). Après une première expérience professionnelle dans le domaine de l'environnement en France, Pierre rejoint le secteur WASH humanitaire en 2013. Il occupe actuellement le poste de référent Eau Hygiène et Assainissement pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe pour Action contre la Faim. Ses différents postes l'ont amené à travailler en Asie, au Moyen Orient, en Afrique de l'Ouest et centrale ainsi qu'en France, dans des contextes de réponse d'urgence aux catastrophes climatiques, épidémies (choléra, ebola, Covid-19), conflits et crises complexes.

Pierre-Marie Goimard is a graduate of Cranfield University, UK (in Community, Water and Sanitation). After initial professional experience in the environmental sector in France, Pierre joined the humanitarian WASH (Water, Hygiene and Sanitation) sector in 2013. He is currently the Water, Hygiene and Sanitation specialist for West and Southern Africa for Action Against Hunger. His various positions have taken him to Asia, the Middle East, West and Central Africa and France, where he has worked on emergency responses to climate disasters, epidemics (cholera, Ebola, COVID-19), conflicts and complex crises.

CHLOÉ ORLAND

Chloé Orland est référente écologue chez Action contre la Faim. Son rôle est transverse et consiste à accompagner les équipes dans leurs programmes afin qu'ils prennent mieux en compte la biodiversité et les écosystèmes, qu'ils soient adaptés au changement climatique et qu'ils atténuent les impacts négatifs sur l'environnement. Avant de rejoindre Action contre la Faim, Chloé était chercheuse postdoctorante à l'Université de Californie à Santa Cruz, aux États-Unis, où elle enseignait et s'était spécialisée en génomique environnementale. Son intérêt pour les liens entre changement climatique et sécurité alimentaire a débuté durant son doctorat à l'Université de Cambridge, au Royaume-Uni.

Chloé Orland is an Ecology Advisor at Action Against Hunger. Her cross-functional role is to support the teams in their programmes so that they take greater account of biodiversity and ecosystems, adapt to climate change and mitigate negative environmental impacts. Before joining Action Against Hunger, she was a post-doctoral researcher at the University of California Santa Cruz in the United States, where she taught and specialised in environmental genomics. Her interest in the links between climate change and food security began during her PhD at Cambridge University in the UK.

OLIVIA PÉLEGRIN

Olivia Pélegrin est cheffe de projet transition carbone au sein du service environnement & climat d'Action contre la Faim. Après une carrière en logistique humanitaire qui l'a amenée à travailler avec différentes ONG, particulièrement en Asie, elle rejoint Action contre la Faim en 2009, où elle continue d'accompagner les équipes terrain, puis la structuration et le développement de la logistique opérationnelle. Depuis 2023, Olivia travaille sur le sujet de la réduction de l'impact climatique d'ACF, notamment à travers la réalisation du bilan carbone et la définition des scénarios de réduction des émissions GES de l'organisation.

Olivia Pélegrin is head of the Carbon Transition project at the Environment & Climate department of Action Against Hunger. After a career in humanitarian logistics, where she worked with a number of NGOs, particularly in Asia, she joined Action Against Hunger in 2009, where she continued to support teams in the field, then worked on structuring and development of operational logistics. Since 2023, she has been working on reducing Action Against Hunger's climate impact, in particular through carbon accounting and by defining scenarios for reducing the organisation's greenhouse gas emissions.

De la transition écologique à la justice environnementale : réflexions et dilemmes

From ecological transition to environmental justice: reflections and dilemmas

Aline Hubert • Chargée de la feuille de route environnementale du Groupe URD (France)

S

alutaire en ce qu'elle souligne tout à la fois les efforts et les insuffisances du secteur de l'aide pour se mettre à la hauteur des enjeux du changement climatique,

la contribution d'Aline Hubert ouvre aussi des voies. Entre adaptation et transition écologique, entre réduction des impacts environnementaux des organisations humanitaires et maintien de leur mission première, le chemin vers la justice environnementale est étroit, mais possible.

La transition écologique des acteur·rices humanitaires n'avait, à l'origine, rien d'évident. Pourtant, les changements climatiques et l'ensemble des dégradations écologiques sont aujourd'hui reconnus comme un enjeu existentiel pour le vivant, humains inclus. Aussi, même si le secteur de l'aide internationale n'est responsable que d'une infime partie des problématiques écologiques

Aline Hubert's article is salutary in that it not only underlines both the aid sector's efforts and shortcomings in meeting the challenges of climate change, but also opens up new avenues. The path towards environmental justice, between adaptation and ecological transition, between reducing the environmental impact of humanitarian organisations and maintaining their primary purpose, is narrow but possible.

From the outset, ecological transition was by no means self-evident for humanitarian actors, yet climate change and all forms of environmental degradation are recognised nowadays as an existential issue for all living beings, including humans. Equally, even if the international aid sector is only responsible for a tiny fraction of current ecological problems, and despite its social mission, it is widely acknowledged that the "do no harm" principle must also be understood from an environmental standpoint, for the sake of consistency

actuelles et nonobstant sa mission sociale, il est largement admis que le principe de « ne pas nuire » doit également être compris sous un angle environnemental, par souci d'exemplarité et de cohérence, et ce, afin de protéger l'environnement dont dépendent bien souvent les populations.

Lente montée en puissance

Initialement porté bénévolement par des personnes sensibilisées à l'écologie, parfois réunies au sein de *green teams*, le discours écologique a gagné en puissance avec le temps et la médiatisation du sujet. Afin de témoigner de leur volonté de transition écologique, certaines organisations ont adhéré aux grands principes environnementaux de la Charte sur le climat et l'environnement¹, ou se sont engagées sur des objectifs chiffrés de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES), comme les signataires de la déclaration d'engagement portée par le Réseau Environnement Humanitaire (REH)².

De ces engagements sont nées de nombreuses dynamiques : sensibilisations, évaluations environnementales, calculs d'empreinte carbone, élaborations et déploiements de plans d'actions sont pilotés par de plus en plus de référents environnement recrutés spécialement et réunis au sein de groupes de travail thématiques. Or, ces actions soulèvent des difficultés méthodologiques et techniques nouvelles que les organisations cherchent à résoudre en s'appuyant sur des études scientifiques et des pratiques issues d'autres secteurs. Néanmoins, les ressources humaines et les financements font encore largement défaut, et la coordination est parfois difficile.

and for setting an example, and to protect the environment on which populations very often depend.

A slow build-up

The ecological message, initially conveyed by environmentally aware people, sometimes grouped in "green teams", has gained strength with time and with increasing media coverage of the subject. In order to demonstrate their commitment to ecological transition, certain organisations have signed up to the main environmental principles of the Climate and Environment Charter¹ or have committed to quantified targets for reducing greenhouse gas (GHG) emissions, such as the signatories to the *Réseau Environnement Humanitaire* declaration of commitment².

Many initiatives have arisen from these commitments: environmental evaluations, outreach campaigns, carbon footprint calculations and the drawing up and implementation of action plans are increasingly led by specially recruited environmental experts, operating in thematic working groups. However, these actions raise new methodological and technical difficulties that the organisations attempt to resolve using scientific studies and practices drawn from other sectors. Nevertheless, human resources and funding are still largely lacking, and coordination is sometimes difficult.

Although, in the humanitarian sector, non-governmental organisations (NGOs) appear to have been pioneers on environmental issues, they were rapidly followed by certain financial backers, as shown by the funders' declaration on

— 1. Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires, 2021, www.climate-charter.org/wp-content/uploads/2022/05/ClimateEnvironmentCharter-FR.pdf

— 2. Réseau Environnement Humanitaire, *Déclaration d'engagement des organisations humanitaires sur le climat*, décembre 2020, www.environnementhumanitaire.org/wp-content/uploads/2023/05/DeclarationEngagementONGClimat_2023.pdf

— 1. *Climate and Environment Charter for Humanitarian Organizations*, 2021, <https://www.climate-charter.org/wp-content/uploads/2022/05/ClimateEnvironmentCharter-EN.pdf>

— 2. Réseau Environnement Humanitaire, *Déclaration d'engagement des organisations humanitaires sur le climat*, December 2020, www.environnementhumanitaire.org/wp-content/uploads/2023/05/DeclarationEngagementONGClimat_2023.pdf

ALINE
HUBERT

Si, dans le secteur humanitaire, les organisations non gouvernementales (ONG) semblent avoir été pionnières sur la question environnementale, elles ont rapidement été suivies par certains financeurs, comme en témoigne la déclaration des bailleurs sur le climat et l'environnement³. En pratique, cela se traduit surtout par des actions de sensibilisation des partenaires opérationnels et le développement de cadres réglementaires incitatifs⁴. Existente également quelques cadres contraignants, dont le plus emblématique par sa portée est celui des *Minimum environmental requirements and recommendations* de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (DG ECHO). Ces nouvelles normes de projet visent à favoriser les « bonnes » pratiques environnementales et à réduire celles ayant des impacts environnementaux négatifs. À la fois bienvenues pour améliorer la qualité environnementale des projets, elles sont également perçues avec inquiétude, comme une charge de travail additionnelle ou une couche administrative supplémentaire dans un monde en constante bureaucratisation. Très générales – bien que la DG ECHO appelle à une prise en compte du contexte dans leur application –, elles peinent à s'accorder avec la diversité et la réalité des terrains, aux infrastructures et politiques publiques souvent défailtantes. Enfin, elles sont encore peu prises en compte dans les projets, et le suivi de leur mise en œuvre est encore rare.

— 3. Commission européenne à la protection civile et aux opérations d'aide humanitaire européennes, *Déclaration des bailleurs de l'aide humanitaire sur le climat et l'environnement*, mars 2022, https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/humanitarian-aid/climate-change-and-environment/humanitarian-aid-donors-declaration-climate-and-environment_fr

— 4. Joint Initiative for Sustainable Humanitarian Assistance Packaging Waste Management and Climate Action Accelerator, *Operationalizing and Scaling-up Donors' Climate and Environmental Commitments: an analysis of progress, gaps and opportunities*, February 2024, https://climateactionaccelerator.org/wp-content/uploads/2023/11/CAA_JI_Donor-Mapping-Analysis_Final_compressed.pdf

climate and the environment.³ In practice, this is reflected primarily in campaigns for raising the awareness of operational partners and the development of incentive-based regulatory frameworks⁴. Some binding frameworks also exist, the most emblematic in terms of scope being the "Minimum Environmental Requirements" of the Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (DG ECHO). These new project standards are intended to promote "good" environmental practices and to reduce those with negative environmental impacts. They are welcome for improving the environmental quality of projects but also viewed with concern as an additional workload or an extra layer of administration in an increasingly bureaucratic world. They are highly generic – although DG ECHO calls for contextual awareness in their application – and they struggle to be in tune with the diversity and reality of the field, where infrastructure and public policies are often lacking. Ultimately, they are still not fully taken into account in projects and any follow-up of their implementation is still rare.

Underestimated complexity

In essence, much effort is devoted to measuring and monitoring, as precisely as possible, any negative environmental impacts, but is this accounting and normative inflation really sensible⁵ in view of the sector's limited resources in the

— 3. European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations, *Humanitarian aid donors' declaration on climate and environment*, March 2022, https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/humanitarian-aid/climate-change-and-environment/humanitarian-aid-donors-declaration-climate-and-environment_fr

— 4. Joint Initiative for Sustainable Humanitarian Assistance Packaging Waste Management and Climate Action Accelerator, *Operationalizing and Scaling-up Donors' Climate and Environmental Commitments: an analysis of progress, gaps and opportunities*, February 2024, https://climateactionaccelerator.org/wp-content/uploads/2023/11/CAA_JI_Donor-Mapping-Analysis_Final_compressed.pdf

— 5. Karine Meaux, « The paths to aid quality », *Humanitarian Aid on the move*, no. 24, December 2022, p. 26–29, https://www.urd.org/wp-content/uploads/2023/01/HEM_N24_EN_cr.pdf

Une complexité sous-estimée

En somme, beaucoup d'efforts sont fournis pour mesurer et suivre, aussi précisément que possible, les impacts environnementaux négatifs. Cependant, cette inflation comptable et normative est-elle bien raisonnable⁵ au regard du peu de moyens dont dispose le secteur face aux besoins humanitaires croissants ? En plus d'être chronophages, ces activités contribuent à masquer la complexité écologique tout en laissant croire à une bonne compréhension du sujet. Alors que l'écologie est une science éminemment subtile, dans la mesure où elle étudie les interactions des êtres vivants avec leur environnement et entre eux au sein de cet environnement, elle est ici divisée en sujets distincts, souvent traités de manière générique, c'est-à-dire paradoxalement détachés de tout « environnement ». Privés d'une compréhension holistique, les acteur·rices en viennent à identifier des solutions thématiques ou sectorielles, sans toujours réaliser leurs éventuelles contradictions. Ainsi, une meilleure gestion des déchets obligera à recourir à des filières de collecte, de tri et de recyclage, ce qui générera nécessairement de nouvelles émissions de GES que les organisations se sont par ailleurs engagées à réduire. Alors finalement, comment arbitrer ? Quels critères utiliser ? En pratique, et de manière plus ou moins consciente, les organisations arbitrent déjà dans certaines situations.

Ainsi, certaines choisissent de distribuer du gaz de pétrole liquéfié dans des camps de réfugiés pour lutter contre la déforestation. Ici, la priorité est alors donnée à la préservation des écosystèmes forestiers locaux par rapport à la réduction des émissions de GES. Dans de nombreux cas, au contraire, les actions se focalisent principalement sur la réduction des émissions de GES. Plus médiatique, le prisme carbone peut alors devenir un biais de pensée

« Privés d'une compréhension holistique, les acteur·rices en viennent à identifier des solutions thématiques ou sectorielles, sans toujours réaliser leurs éventuelles contradictions. »

“Deprived of any holistic understanding, the actors come up with thematic or sector-specific solutions, without always realising their possible contradictions.”

face of growing humanitarian needs? As well as being time-consuming, these activities help to mask any ecological complexity, while leading people to believe the subject has been clearly understood. Whereas ecology is a science of great subtlety in that it studies the interactions of living beings with their environment and between themselves within this environment, it is divided here into different topics, often treated generically, that is to say, paradoxically, detached from any “environment”. Deprived of any holistic understanding, the actors come up with thematic or sector-specific solutions, without always realising their possible contradictions. For example, better waste management will require recourse to collection, sorting and recycling channels, which will necessarily generate new GHG emissions, the very emissions the organisations are committed to reducing. So in the end, how can we strike a balance? Which criteria should be used? In practice, and more or less consciously, organisations are already making choices in certain situations.

For example, some decide to distribute liquified petroleum gas in refugee camps to combat deforestation. Here the priority is therefore given to the conservation of local forest ecosystems, rather than to the reduction of GHG emissions. In numerous cases, on the contrary, actions are

— 5. Karine Meaux, « Les chemins de la qualité de l'aide », *Humanitaires en Mouvement*, n° 24, décembre 2022, p. 28-31, https://www.urd.org/wp-content/uploads/2023/01/HEM_N24_FR_cr.pdf

qui éclipse les autres préoccupations écologiques, leurs imbrications ainsi que leurs conséquences sociales⁶. C'est particulièrement vrai pour les solutions technologiques proposées. On sait pourtant que la transition énergétique alimente un extractivisme minier énergivore et extrêmement polluant, impactant essentiellement les pays du Sud où les acteur·rices de l'aide interviennent. On sait aussi que les gains d'efficacité peuvent entraîner des effets rebonds susceptibles d'annihiler les économies d'énergie, voire d'engendrer d'autres problématiques. Par ailleurs, les récits actuels concernant la transition écologique du secteur de l'aide passent sous silence plusieurs éléments stratégiques, politiques, voire éthiques, pourtant majeurs.

Angles morts de la transition écologique

Premièrement, les objectifs de décarbonation amènent une question épineuse. Les organisations s'engagent-elles à réduire leurs émissions de GES en valeur absolue ou relativement par rapport à leur volume d'activité⁷ ? Face à ce sujet impensé ou inconfortable, les organisations ont adopté des positions divergentes – quand elles n'ont pas simplement éludé la question. Cela peut en partie s'expliquer par la tension morale soulevée entre la nécessité de réduire globalement les émissions de GES sur la planète d'une part, et le devoir de fournir une assistance humanitaire à un nombre croissant de personnes vulnérables⁸ d'autre part. De fait, de nombreuses organisations ont vu leur volume d'activité croître ces dernières années. Face à ce dilemme, les partisan·es de la valeur absolue font valoir la possibilité de découpler les émissions

mainly focused on the reduction of GHG emissions. The carbon prism, being more media-friendly, can thus lead to a skewed way of thinking which overshadows other ecological concerns, their interconnections and their social impact.⁶ This is particularly true for any technological solutions put forward. Yet it is well known that energy transition fuels energy-intensive and extremely polluting mining extractivism, impacting mainly countries of the Global South where aid operators intervene. We know that efficiency gains can lead to rebound effects that can cancel out energy savings or even create new problems. Furthermore, current reports on ecological transition in the aid sector remain silent on several strategic, political and even ethical issues, which are nonetheless of great significance.

Ecological transition blind spots

First, the objectives of decarbonisation raise a contentious issue. Do organisations commit to reducing their greenhouse gas emissions in terms of absolute value or relatively in relation to their volume of activity?⁷ Faced with this unanticipated or uncomfortable subject, organisations have adopted differing positions (when they have not simply ducked the issue). This can be explained in part by the moral tension between the overall need to reduce greenhouse gas emissions worldwide on the one hand, and the duty to provide humanitarian assistance to an increasing number of vulnerable people⁸ on the other. In fact, many organisations have seen their volume of activity grow over the past few years. Faced with this dilemma, advocates of absolute value highlight the possibility of decoupling GHG emissions from humanitarian activities but fail to consider the physical limits of this decoupling. Others, to get

— 6. Guillaume Sainteny, *Le climat qui cache la forêt. Comment la question climatique occulte les problèmes de l'environnement*, Éditions Rue de l'échiquier, 2015.

— 7. Il s'agit alors de réduire l'intensité carbone des activités.

— 8. Angus Urquhart, Erica Mason, Fran Girling-Morris et al., *Global Humanitarian Assistance Report 2023*, Development Initiatives, 2023, <https://devinit.org/resources/global-humanitarian-assistance-report-2023>

— 6. Guillaume Sainteny, *Le climat qui cache la forêt. Comment la question climatique occulte les problèmes de l'environnement*, Éditions Rue de l'échiquier, 2015.

— 7. It is then a question of reducing the carbon intensity of their activities.

— 8. Angus Urquhart, Erica Mason, Fran Girling-Morris et al., *Global Humanitarian Assistance Report 2023*, Development Initiatives, 2023, <https://devinit.org/resources/global-humanitarian-assistance-report-2023>

de GES des activités humanitaires, mais sans considérer les limites physiques de ce découplage. D'autres, pour contourner cette difficulté, proposent de définir la valeur absolue comme une « cible idéale » tout en se dotant d'une valeur relative comme « cible planifiée »⁹. Du reste, la valeur relative ouvre une discussion méthodologique sur le choix de l'indicateur permettant de définir le volume d'activité, sans réponse tout à fait satisfaisante.

Deuxièmement, la question de la faisabilité des objectifs environnementaux – qu'ils soient en valeur absolue ou relative – a, jusqu'à présent, rarement fait l'objet de débats. Jugée peut-être inopportune dans un contexte où les efforts devaient se concentrer à faire advenir la transition écologique, et donc à susciter une adhésion et une dynamique collective, cette question met en lumière les tensions existantes entre le souhait de fournir une aide humanitaire et l'intention de réduire son empreinte environnementale. L'approvisionnement en eau par camion-citerne est, par exemple, unanimement reconnu comme une mauvaise pratique écologique, même s'il est toléré dans certains cas, faute d'alternative. De même, le fret aérien, bien plus polluant que le fret maritime, reste nécessaire pour répondre à des crises soudaines, non anticipables. Ou encore, certains déplacements en hélicoptère ne peuvent être supprimés pour des raisons de sécurité. Jusqu'où, alors, est-il raisonnablement possible de réduire l'empreinte environnementale ? Et les objectifs peuvent-ils réellement être les mêmes pour toutes les organisations, quels que soient leur état de référence et les éventuelles pratiques écologiques déjà établies ? Et quel que soit le type d'activités menées ? Si la production de certains plans d'actions visant une réduction de 50 % des émissions de GES en valeur absolue d'ici 2030 peut

round this difficulty, suggest defining this absolute value as an "ideal target" while providing themselves with a relative value expressed as a "planned target"⁹. Incidentally, the concept of relative value opens up a methodological debate on the choice of indicator to use to define activity volumes, without leading to any entirely satisfactory answer.

Secondly, the question of the feasibility of environmental objectives, whether in absolute or relative value, has, up to now, rarely been a subject of debate. Perhaps considered inappropriate in a context in which efforts should be focused on bringing about ecological transition and thus garnering support and a collective dynamic, this question highlights the tensions existing between the wish to provide humanitarian aid and the aim of reducing one's environmental footprint. The supply of water by tanker lorry is, for example, unanimously acknowledged as poor ecological practice even if it is tolerated in certain cases for want of an alternative. Likewise, air freight, much more polluting than sea freight, is necessary when responding to sudden, unforeseeable crises. And even some helicopter flights cannot be avoided, for safety reasons. Just how far is it reasonably possible to reduce environmental impact? And can the targets really be the same for all organisations, whatever their baseline state and any ecological practices already in place? And whatever type of activity is being carried out? Although the production of certain action plans targeting a 50% absolute value reduction of GHG emissions by 2030 may imply this is feasible, it is, in fact, difficult to judge how realistic they are. Indeed, other action plans, based on identification of acceptable actions, cast serious doubts on the achievability of their objectives.¹⁰

— 9. Réseau Environnement Humanitaire, *Rapport de suivi de la déclaration d'engagement, à année +4*, décembre 2024, <https://www.environnementhumanitaire.org/wp-content/uploads/2024/12/suivi-declaration-engagements-reh4-2.pdf>

— 9. Réseau Environnement Humanitaire, *Rapport de suivi de la déclaration d'engagement, à année +4*, December 2024, <https://www.environnementhumanitaire.org/wp-content/uploads/2024/12/suivi-declaration-engagements-reh4-2.pdf>

— 10. See the example of Action Against Hunger in Réseau Environnement Humanitaire, *Rapport de suivi...*, *op. cit.*, p. 17.

laisser croire à leur faisabilité, il est de fait difficile de juger de leur réalisme. En effet, d'autres plans d'actions, s'appuyant sur l'identification d'actions acceptables, laissent planer de cruels doutes quant à la faisabilité des objectifs¹⁰.

Troisièmement, certaines mesures écologiques requerront des dépenses supplémentaires. En effet, même si d'autres actions permettront des économies, il semble qu'au global, la transition écologique aura un coût économique conséquent. Or, ce que les organisations mettraient comme argent supplémentaire à des fins environnementales pourrait être considéré, dans une vision utilitariste, comme autant en moins pour couvrir des besoins humanitaires. Alors que le fossé ne cesse de s'accroître entre besoins et financements humanitaires, ce point soulève une question éthique difficile : faut-il, pour couvrir un maximum de besoins, renoncer aux ambitions écologiques ? Ou au contraire, faut-il assumer une réponse d'une moindre ampleur pour garantir une certaine qualité environnementale ? Le dilemme est, en réalité, partiellement artificiel puisque les dégradations environnementales d'hier contribuent aux catastrophes humanitaires d'aujourd'hui et de demain. La considération d'un temps plus long permet ainsi de replacer la question dans une vision systémique et structurelle sur les causes et conséquences des crises humanitaires. Du reste, ces interrogations rejoignent en partie celles sur l'efficacité économique de l'aide ou sur le coût de la qualité, qui sont loin d'être nouvelles.

Quatrièmement, les objectifs environnementaux ont manifestement été définis sans s'interroger sur les enjeux d'équité¹¹. Est-il juste d'imposer une réduction de

Thirdly, certain ecological measures will require additional funding. Indeed, even if other actions will generate savings, it seems that, overall, ecological transition will have a significant economic cost. So, the additional funding dedicated by organisations to environmental purposes could be considered, from a utilitarian perspective, as that much less available to cover humanitarian needs. While the gap continues to widen between humanitarian needs and funding, this raises a difficult ethical question: should ecological ambitions be set aside in order to meet a maximum number of needs? Or, conversely, should a smaller-scale response be accepted to guarantee a certain level of environmental quality? This dilemma is, in reality, somewhat artificial since yesterday's environmental degradation contributes to today's and tomorrow's humanitarian disasters. By thus taking a longer timeframe into account, it is possible to situate the issue within a systematic, structural vision of the causes and consequences of humanitarian crises. Furthermore, these questions echo, to some extent, those on the cost effectiveness of aid or on the price of quality, which are far from new.

Fourthly, environmental targets have manifestly been set without considering issues of equity.¹¹ Is it fair to impose a carbon footprint reduction in aid, calculated by including the response to basic needs of vulnerable populations, who are the least responsible for climate change and environmental harm?¹² While the right to development, as well as the principle of common but differentiated responsibilities and respective capabilities,¹³ play

— 10. Voir l'exemple d'Action contre la Faim dans Réseau Environnement Humanitaire, *Rapport de suivi de la déclaration d'engagement...*, op. cit., p. 17.

— 11. Aline Hubert, *Objectif de décarbonation juste et équitable pour une ONG internationale*, Groupe URD, 1^{er} décembre 2024, urd.org/wp-content/uploads/2025/01/Objectifs-decarbonation_2024_GroupeURD.pdf

— 11. Aline Hubert, *Objectif de décarbonation juste et équitable pour une ONG internationale*, Groupe URD, 1^{er} décembre 2024, urd.org/wp-content/uploads/2025/01/Objectifs-decarbonation_2024_GroupeURD.pdf

— 12. Réseau Environnement Humanitaire, *Forum REH sur la réduction de l'empreinte environnementale de l'aide et droit au développement des pays du Sud : quels objectifs communs et quelles tensions ?*, 18 janvier 2024, <https://www.environnementhumanitaire.org/wp-content/uploads/2024/01/CR-REH-Janvier-2024.pdf>

— 13. United Nations, *United Nations Framework Convention on Climate Change*, May 1992, article 3,

l'empreinte environnementale de l'aide, calculée en incluant les réponses aux besoins essentiels de populations vulnérables, les moins responsables des changements climatiques et des dégradations environnementales¹² ? Alors que le droit au développement et le principe de responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives¹³ jouent un rôle clé dans toutes les négociations internationales sur le climat et que les enjeux de justice climatique et environnementale sont bien connus des ONG de défense de l'environnement, il est étonnant de constater à quel point ces aspects sont presque toujours absents des stratégies climat des organisations de solidarité internationale. Convaincues du bien-fondé de leur démarche, certaines d'entre elles réfléchissent ainsi aux moyens de décarboner les produits alimentaires thérapeutiques distribués en cas de malnutrition, sans considérer qu'en parallèle l'industrie de la viande déforeste l'Amazonie¹⁴, ou que l'industrie du poisson pille les eaux ouest-africaines¹⁵. La comparaison, au-delà du secteur de l'aide internationale, avec des industries et multinationales n'a rien de puéril. Elle repositionne au contraire les acteur·rices de l'aide dans un écosystème mondial plus complexe et rappelle l'importance des ordres de grandeur : en 2022, 0,09 %

a key role in all international climate negotiations, and while the challenges of climate and environmental justice are well known to environmental NGOs, it is surprising to see how these aspects are almost always missing from the climate strategies of international solidarity organisations. Convinced of the soundness of their approach, some of them reflect, for example, on ways to decarbonise therapeutic food products distributed in cases of malnutrition, without considering that, at the same time, the meat industry is contributing to the deforestation of Amazonia¹⁴ or that the fishing industry is plundering the waters of West Africa.¹⁵ This comparison outside the international aid sector, with industries and multinationals, is in no way naïve. On the contrary, it repositions aid sector actors within a more complex global ecosystem and reminds us of the importance of orders of magnitude: in 2022, 0.09% of emissions of greenhouse gases came from the humanitarian sector.¹⁶ We should also remember that people in the Global South emit, on average less, than one tonne of CO₂ equivalent per inhabitant per year, far less than the emissions of Western countries and even below the recommended mean target of 2tCO₂e/person/year, if we are to remain under 1.5°C. Therefore, the question could rather be: how can we ensure everyone has a decent, good quality of life by increasing the carbon footprint of vulnerable populations by a reasonable amount and decreasing the carbon footprint of the others?

— 12. Réseau Environnement Humanitaire, *Forum REH sur la réduction de l'empreinte environnementale de l'aide et droit au développement des pays du Sud : quels objectifs communs et quelles tensions ?*, 18 janvier 2024, <https://www.environnementhumanitaire.org/wp-content/uploads/2024/01/CR-REH-Janvier-2024.pdf>

— 13. Nations unies, *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques*, mai 1992, article 3, p. 6-7, https://unfccc.int/files/cooperation_and_support/cooperation_with_international_organizations/application/pdf/convfr.pdf

— 14. Youssr Youssef, « De l'Amazonie jusqu'en Europe : comment les géants du bœuf continuent à exporter de la viande liée à la déforestation », *Forbidden Stories*, 2 juin 2023, <https://forbiddenstories.org/fr/de-lamazonie-jusquen-europe-comment-les-geants-du-boeuf-continuent-a-exporter-de-la-viande-liee-a-la-deforestation>

— 15. Yves Reichling, "How farming fish in Europe undermines food security and livelihoods in West Africa", *Feedback EU*, 31 January 2024, <https://feedbackeurope.org/blue-food-imperialism-how-farming-fish-in-europe-undermines-food-security-and-livelihoods-in-west-africa>

https://unfccc.int/files/cooperation_and_support/cooperation_with_international_organizations/application/pdf/convfr.pdf

— 14. Youssr Youssef, « De l'Amazonie jusqu'en Europe : comment les géants du bœuf continuent à exporter de la viande liée à la déforestation », *Forbidden Stories*, 2 juin 2023, <https://forbiddenstories.org/fr/de-lamazonie-jusquen-europe-comment-les-geants-du-boeuf-continuent-a-exporter-de-la-viande-liee-a-la-deforestation>

— 15. Yves Reichling, "How farming fish in Europe undermines food security and livelihoods in West Africa", *Feedback EU*, 31 January 2024, <https://feedbackeurope.org/blue-food-imperialism-how-farming-fish-in-europe-undermines-food-security-and-livelihoods-in-west-africa>

— 16. Percentage estimated using the EDGAR database and the sectoral environmental road map developed by Climate Action Accelerator

des émissions de GES provenaient du secteur humanitaire¹⁶. Rappelons également que les populations du Sud émettent en moyenne moins d'une tonne d'équivalent CO₂ par habitant par an, loin de celles des pays occidentaux et même inférieure à la cible moyenne recommandée pour rester sous les 1,5°C, de 2tCO₂e/habitant/an. Ainsi, la question pourrait plutôt être : comment assurer une vie digne et de qualité à tous·tes via une augmentation raisonnée de l'empreinte carbone des populations vulnérables et une diminution de l'empreinte carbone des autres ?

Cependant, même au sein du secteur, la question de l'équité des mesures écologiques se pose, notamment entre le Nord et le Sud, recoupant ainsi les enjeux de localisation. Par exemple, les acteur·rices du Nord étant statistiquement ceux qui prennent le plus l'avion et qui l'ont le plus pris jusqu'à présent, est-il juste de réduire les déplacements aériens de la même façon pour les personnes du Nord et du Sud ? Inversement, une réduction qui ciblerait prioritairement les personnes du Nord ne pourrait-elle pas contribuer à une redistribution des pouvoirs, et donc en partie à la décolonisation de l'aide¹⁷ ? Par ailleurs, en plus d'être potentiellement injustes, certaines solutions proposées paraissent également porteuses d'une forme de colonialité¹⁸, à travers les modèles et outils de gestion occidentaux qu'elles véhiculent¹⁹.

— 16. Pourcentage estimé à partir de la base de données EDGAR et de la feuille de route environnementale sectorielle développée par le *Climate Action Accelerator*.

— 17. Davide Ziveri et Muhammad Asaduzzaman, "International non-governmental organizations (INGOs) in humanitarian field: why and how to engage with planetary health?", *Qeios*, 21 June 2023, <https://www.qeios.com/read/1BHA16/pdf>

— 18. Désigne « l'articulation planétaire d'un système de pouvoir occidental », d'après Arturo Escobar et Eduardo Restrepo, « Anthropologies hégémoniques et colonialité », *Cahiers des Amériques latines*, vol. 62, 2009, p. 83-95, <http://journals.openedition.org/cal/1550>

— 19. Vincent Pradier, « Colonialité ou pluriversalité : que révèle la transition écologique des ONG ? », *Humanitaires en Mouvement*, n° 26, décembre 2024, p. 44-51, https://www.urd.org/wp-content/uploads/2025/01/20250117_GroupeURD_MagazineHEM_FR_WEB.pdf

But even within the sector, the question of equity of ecological measures arises, in particular between the Global North and South, thus overlapping with issues of localisation. For example, since actors in the North are statistically those who fly most and who have flown most up to now, is it fair to limit air travel in the same way for people from the North or the South? Conversely, could a reduction primarily targeting people in the North not contribute to a redistribution of power and so, in part, to the decolonisation of aid?¹⁷ Furthermore, in addition to being potentially unjust, some of the solutions put forward also appear to be forms of a sort of coloniality¹⁸, through their Western-style management tools and models.¹⁹

Environmental justice as the target

Some people may perhaps find these various points unproductive, claiming that the environmental commitments made were, in actual fact, merely aimed at recognising the humanitarian sector's share of responsibility and expressing political ambition, without any obligation to obtain results. This is how we can come to a better understanding of the contradictions or omissions of current discourse. However, this would be to overlook the narratives' performative powers and the risks involved if the issues previously mentioned are not taken into consideration.

— 17. Davide Ziveri et Muhammad Asaduzzaman, "International non-governmental organizations (INGOs) in humanitarian field: why and how to engage with planetary health?", *Qeios*, 21 June 2023, <https://www.qeios.com/read/1BHA16/pdf>

— 18. Denotes "the global articulation of a Western power system", according to Arturo Escobar and Eduardo Restrepo, « Anthropologies hégémoniques et colonialité », *Cahiers des Amériques latines*, 62, 2009, <http://journals.openedition.org/cal/1550>

— 19. Vincent Pradier, "Coloniality or pluriversalism: what do we learn from the ecological transition of NGOs?", *Humanitarian Aid on the move*, no. 26, December 2024, pp. 44-51, https://www.urd.org/wp-content/uploads/2025/01/20250116_GroupeURD_MagazineHEM_EN_WEB.pdf

La justice environnementale en ligne de mire

Certain-es jugeront peut-être ces différents éléments stériles, alléguant que les engagements environnementaux pris ne visaient en réalité qu'à reconnaître la part de responsabilité du secteur humanitaire et à traduire une ambition politique, sans constituer pour autant une obligation de résultats. C'est ainsi que l'on peut mieux comprendre les contradictions ou omissions des discours actuels. Ce serait pourtant négliger le pouvoir performatif des récits et les risques induits à ne pas considérer les points précédemment évoqués.

Peut-être plus désirable et plus facile à envisager sous un angle technique, la transition écologique actuelle apparaît donc comme largement dépolitisée, au risque de manquer finalement le cœur du sujet : la justice environnementale. Reposant à la fois sur une répartition équitable des ressources, des risques et des coûts, et sur l'implication de toutes les parties prenantes dans les processus décisionnels qui les concernent, le concept de justice environnementale permet d'articuler les défis écologiques actuels et les préoccupations sociales, en revendiquant la réduction des inégalités environnementales et le droit pour chacun-e de vivre dans un environnement sain. Ainsi, parce que la crise climatique et les dégradations environnementales entravent les droits humains et le droit au développement, et parce que la transition écologique et, plus généralement, la gestion de l'environnement sont susceptibles d'impacter négativement les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, les ONG de l'aide internationale sont effectivement concernées par les enjeux de justice environnementale.

Par ailleurs, la justice environnementale fait l'objet de clivages croissants au sein de nos sociétés : d'un côté, des actions en justice intentées contre les États ou les entreprises pour des motifs climatiques et environnementaux, des manifestations pour le climat ou encore

« La question de l'équité des mesures écologiques se pose, notamment entre le Nord et le Sud, recoupant ainsi les enjeux de localisation. »

"The question of equity of ecological measures arises, in particular between the Global North and South, thus overlapping with issues of localisation."

Perhaps more desirable and easier to envisage from a technical point of view, ecological transition nowadays thus appears to be largely depoliticised, at the risk of missing, in the end, the central issue: environmental justice. Based both on a fair sharing of resources, risks and costs, and on the engagement of all stakeholders in the decision-making processes that affect them, the concept of environmental justice allows current ecological challenges and social concerns to be articulated, while advocating the reduction of environmental inequalities and the right for all to live in a healthy environment. So, because the climate crisis and environmental degradation impede human rights and the right to development, and because ecological transition and, more generally, environmental management are liable to have a negative impact on the poorest and most vulnerable populations, international aid NGOs are effectively concerned by the issues of environmental justice.

Furthermore, environmental justice is the focus of increasing divisions within our societies: on the one hand, legal actions brought against states or companies for climatic and environmental reasons, climate protests or actions of civil disobedience in defence of ecosystems and, on the other hand, the criminalisation of environmental activists, attacks on environmental institutions and the undermining of

des actions de désobéissance civile pour défendre les écosystèmes ; de l'autre, une criminalisation des militant·es écologistes, des attaques envers les institutions environnementales et des cadres législatifs et réglementaires environnementaux mis à mal²⁰ ; mais aussi des mobilisations contre des mesures écologiques perçues comme injustes, comme celle des Gilets jaunes ou, plus récemment, la gronde des agriculteurs. Ainsi, et bien que cela puisse sembler contraire aux principes humanitaires, il paraît de plus en plus indispensable pour les ONG de l'aide internationale de réfléchir aux enjeux environnementaux sous un angle politique : comment la transition écologique est-elle susceptible de venir conforter, ou au contraire remettre en cause, les mécanismes de pouvoir et de domination actuels ? Quelles postures adopter et quelles actions mener, en tant qu'ONG de solidarité internationale, face à l'accentuation des inégalités et conflits liés à l'environnement et au regard du contexte de plus en plus dégradé pour les solidarités internationales comme pour l'écologie, que ce soit en matière de financements, de capacités d'action et de soutien politique ? En réalité, ces questions ne sont pas nouvelles, et de nombreux acteurs de la société civile et de la recherche²¹ travaillent dessus. C'est pourquoi, une convergence et articulation entre organisations humanitaires, écologistes et altermondialistes pourrait être une première piste à explorer.

En somme, après plusieurs années de travail pour mener à bien leur transition écologique, les organisations constatent aujourd'hui les obstacles techniques et économiques de leur ambition ainsi que

legislative and regulatory frameworks.²⁰ We also see demonstrations against ecological measures perceived as unfair, such as, in France, the Yellow vests protest movement or, more recently, the farmers' dissent. In this way, and although this may seem against humanitarian principles, it appears increasingly vital for international aid NGOs to think about environmental issues from a political angle: how is ecological transition likely to bolster or, on the contrary, undermine current mechanisms of power and domination? What positions and what actions to take, as an international solidarity NGO, in the face of growing inequalities and conflicts relating to the environment and in light of the increasingly difficult context for both international solidarity and ecology, whether in terms of funding, the ability to act or political support? In reality, these questions are not new and many civil society stakeholders and researchers²¹ are working on them. This is why convergence and bridge-building between humanitarian, environmental and anti-globalisation organisations could be an initial avenue to explore.

To conclude, after several years spent carrying out their ecological transition, organisations today recognise the technical and economic barriers to their ambition, as well as the moral tensions it creates. Nevertheless, far from leading to a dead end, the limitations of ecological transition for NGOs encourage organisations to adopt a new, more systematic and political frame of reference. Ultimately, this is an opportunity to envisage a new, more transformational path, better aligned with the challenges of environmental justice today.

Translated from the French by Fay Guerry

— 20. À ce sujet, on notera que le décret américain du 20 janvier 2025 *Ending radical and wasteful government DEI programs and preferencing* met également fin aux politiques de justice environnementale, <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/01/ending-radical-and-wasteful-government-dei-programs-and-preferencing>

— 21. Notamment les auteur·rices travaillant dans le domaine de la Political Ecology. Voir Denis Gautier et Tor A. Benjaminsen (dir.), *Environnement, discours et pouvoir*, Éditions Quae, 2012.

— 20. In this regard, the United States Executive Order of 20 January 2025 *Ending Radical and wasteful government DEI programs and preferencing* also puts an end to environmental justice policies, <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/01/ending-radical-and-wasteful-government-dei-programs-and-preferencing>

— 21. In particular, authors working in the field of Political Ecology. See Denis Gautier and Tor A. Benjaminsen (eds), *Environnement, discours et pouvoir*, Quae, 2012.

les tensions morales qu'elle soulève. Pourtant, loin d'être une impasse, les limites de la transition écologique des ONG invitent les organisations à adopter une nouvelle grille de lecture, plus systémique et plus politique. C'est finalement une opportunité pour envisager un nouveau chemin, plus transformationnel et plus aligné avec les enjeux de justice environnementale d'aujourd'hui.

Biographie | Biography



ALINE HUBERT

Ingénieure hydrogéologue et géographe, Aline Hubert a travaillé entre 2012 et 2020 sur des problématiques de gestion des ressources en eau dans différents pays d'Afrique subsaharienne au sein d'organisations non gouvernementales, d'organismes diplomatiques, de bureaux d'études et d'instituts de recherche. Très engagée dans la sensibilisation aux changements climatiques et la réduction des déchets, elle rejoint le Groupe URD en 2021 en tant que chargée de recherche, formation et évaluation, pour interroger les liens entre solidarités internationales, environnement et climat ainsi que pour contribuer à l'amélioration de l'empreinte environnementale de l'aide. Après avoir animé le REH, Aline est aujourd'hui membre de son comité de pilotage, et active au sein des différents groupes de travail. Elle est également en charge de la feuille de route environnementale du Groupe URD.

Aline Hubert is a hydrogeological engineer and geographer. From 2012 to 2020, she worked on water resources management issues in various countries in sub-Saharan Africa for NGOs, diplomatic bodies, engineering consultancies and research institutes. Highly committed to raising awareness on climate change and reducing waste, she joined Groupe URD in 2021, as a researcher, trainer and evaluator, to work on relations between international solidarity, climate issues and the environment and to contribute to improving the environmental footprint of aid. After coordinating Réseau Environnement Humanitaire (REH), Aline is now a member of its steering committee and is actively involved in its various working groups. She is also responsible for Groupe URD's environmental roadmap.

« Une seule santé » et la santé planétaire dans les contextes humanitaires

One health and planetary health in humanitarian settings

Davide Ziveri • Planetary Health specialist at Humanity & Inclusion

Isabelle Bolon • One Health Unit at the Institute of Global Health at the University of Geneva

Rafael Ruiz de Castañeda • One Health Unit at the Faculty of Medicine of the University of Geneva

C

onsidérant l'interconnexion croissante des crises climatique et sanitaire, deux cadres conceptuels complémentaires émergent dans le domaine humanitaire.

L'approche « Une seule santé » intègre santé humaine, animale et écosystémique dans une vision unifiée des enjeux sanitaires, tandis que la « santé planétaire » analyse plus globalement l'impact des activités humaines sur le vivant. Ces deux approches, malgré leurs différences de mise en œuvre, partagent une vision systémique qui permet de répondre aux crises complexes en favorisant la prévention et l'équité en santé tout en préservant les équilibres écologiques essentiels.

Considering the growing interconnection between climate and health crises, two complementary conceptual frameworks are emerging in the humanitarian field. The "One health" approach integrates human, animal and ecosystem health into a unified vision of health issues, while the "Planetary health" approach has a more comprehensive view of the impact of human activities on the living world. These two approaches, despite their differences in implementation, share a systemic vision that enables us to respond to complex crises by promoting prevention and health equity, while preserving essential ecological balances.

Répondre aux impacts du climat sur la santé dans les crises humanitaires complexes

La crise climatique est une crise sanitaire. En plus de la perte de biodiversité et de la pollution – qui constituent ensemble la « triple crise planétaire » –, les catastrophes climatiques entraînent des problèmes de santé physique et mentale, et perturbent les services de santé. La hausse des températures modifie la répartition des vecteurs de maladies, exposant ainsi les populations à un risque accru d'épidémies. Les changements climatiques ont un impact majeur sur la sécurité alimentaire, susceptible d'entraîner une augmentation des taux de malnutrition. Ces facteurs peuvent provoquer des crises humanitaires et compliquer les efforts d'aide¹. Cette situation accentue les inégalités en matière de santé, qui se traduisent par des disparités systématiques, évitables et injustes dans les résultats sanitaires en fonction de la position sociale d'un groupe donné. Par exemple, les personnes en situation de handicap ont quatre fois plus de risques de mourir lors d'une catastrophe². Quelles stratégies et ressources les organisations humanitaires peuvent-elles mobiliser pour aider les communautés à faire face à la double menace du changement climatique et des risques sanitaires associés ?

« Une seule santé »

« Une seule santé » est une approche intégrée et unificatrice de la santé publique qui vise à équilibrer et optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes, souvent illustrée par le célèbre diagramme de Venn à trois cercles.

La communauté de la santé reconnaît l'interconnexion de ces dimensions depuis au moins un siècle – depuis le concept initial de « Une seule médecine », qui a

« “Une seule santé” est une approche intégrée et unificatrice de la santé publique qui vise à équilibrer et optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes. »

“One health (OH) is an integrated, unifying approach to public health that seeks to sustainably balance and optimise the health of humans, animals and ecosystems.”

Addressing climate impacts on health in complex humanitarian crises

The climate crisis is a health crisis. Alongside biodiversity loss and pollution (collectively forming the “triple planetary crisis”), climate-related disasters precipitate both physical and mental health issues and disrupt health services. Rising temperatures alter the distribution of disease vectors, thereby exposing populations to heightened outbreak risks. Climate changes significantly impact food security, potentially leading to increased rates of malnutrition. These factors may culminate in humanitarian crises and complicate aid efforts.¹ This situation further exacerbates health inequities that are systematic and avoidable and unfair differences in health outcomes related to the social position of a particular group. For instance, people with disabilities are four times more likely to die during a disaster.² Which strategies and resources can humanitarian organisations count on when supporting communities against the dual threats of climate change and associated health risks?

— 1. Médecins Sans Frontières et Lancet Countdown, *Joint Brief*, 2024.

— 2. Bureau des Nations unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR), *Global Survey Report on Persons with Disabilities and Disasters*, 2023.

— 1. Médecins Sans Frontières et Lancet Countdown, *Joint Brief*, 2024.

— 2. United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNDRR), *Global Survey Report on Persons with Disabilities and Disasters*, 2023.

DAVIDE
ZIVERIISABELLE
BOLONRAFAEL RUIZ
DE CASTAÑEDA

évolué vers l'approche « Un monde, une santé »³. Récemment, la pandémie de Covid-19 a mis en évidence la nécessité d'une approche globale et démontré l'importance d'intégrer à la fois la médecine humaine et vétérinaire⁴. C'est dans ce cadre que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé animale, rejointes ultérieurement par le Programme des Nations unies pour l'environnement, ont formé l'Alliance quadripartite sur l'approche « Une seule santé » pour améliorer la prévention, la prédiction, la détection et la riposte face aux menaces sanitaires, telles que les zoonoses (maladies infectieuses transmises par les animaux)⁵. Cela comprend, par exemple, des programmes renforcés de surveillance communautaire ciblant les foyers de mpx en République démocratique du Congo⁶ ou encore la vaccination des chiens contre la rage dans la capitale du Tchad, afin de lutter contre une maladie tropicale négligée⁷. Les collaborations multidisciplinaires entre prestataires de services, sous l'égide de l'initiative « Une seule santé », permettent de fournir des services de santé intégrés, comme le déploiement de groupes de travail mobiles et multisectoriels dans la Corne de l'Afrique, qui répondent aux multiples besoins des éleveurs vulnérables, de leur bétail et des écosystèmes pastoraux dont ils dépendent⁸. Initialement, ces collaborations se limitaient aux domaines

One health

One health (OH) is an integrated, unifying approach to public health that seeks to sustainably balance and optimise the health of humans, animals and ecosystems, often represented by the well-known three-circle Venn diagram.

The health community has recognised the interconnectedness of these health dimensions since at least one century (beginning with the "one medicine" concept, which later evolved into the "one world, one health" approach).³ Recently, the COVID-19 pandemic emphasised the need for a comprehensive approach, and the value of encompassing both human and veterinary medicine has been demonstrated.⁴ This led the Food and Agriculture Organization, the World Health Organization and the World Organisation for Animal Health, later joined by United Nations Environment Programme, to form the Quadripartite Collaboration for One Health for better prevention, prediction, detection and response to health threats like zoonosis (infectious disease transmitted by animals).⁵ This means, for instance, reinforced community-based surveillance programmes targeting Mpx outbreaks in the Democratic Republic of the Congo⁶ or vaccination of dogs against rabies in Chad's capital city, addressing a neglected tropical disease.⁷ Multidisciplinary collaborations among service providers under the OH umbrella result in integrated health services, such as the mobile, multi-sectoral taskforces in the Horn of Africa for addressing multiple needs of

— 3. Jakob Zinsstag et al., "From 'one medicine' to 'one health' and systemic approaches to health and well-being", *Preventive Veterinary Medicine*, vol. 101, September 2011, pp. 148–156.

— 4. Jakob Zinsstag et al., *One Health: the theory and practice of integrated health approaches*, CABI, 2021.

— 5. Thomas C. Mettenleiter et al., "The One Health High-Level Expert Panel (OHHLEP)", *One Health Outlook*, vol. 5, no. 18, 2023.

— 6. IFRC, « Qu'est-ce que le SBC ? », <https://cbs.ifrc.org/what-cbs>

— 7. Jakob Zinsstag et al., "Vaccination of dogs in an African city interrupts rabies transmission and reduces human exposure", *Science Translational Medicine*, vol. 9, December 2017.

— 8. Siobhan M. Mor et al., *Community-Designed One Health Units as a Model for Integrated Service Delivery in Pastoralist Areas of Africa*, CABI Digital Library One Health Cases, 2024.

— 3. Jakob Zinsstag et al., "From 'one medicine' to 'one health' and systemic approaches to health and well-being", *Preventive Veterinary Medicine*, vol. 101, September 2011, pp. 148–56.

— 4. Jakob Zinsstag et al., *One Health: the theory and practice of integrated health approaches*, CABI, 2021.

— 5. Thomas C. Mettenleiter et al., "The One Health High-Level Expert Panel (OHHLEP)", *One Health Outlook*, vol. 5, no. 18, 2023.

— 6. IFRC, "What is CBS?", webpage, <https://cbs.ifrc.org/what-cbs>.

— 7. Jakob Zinsstag et al., "Vaccination of dogs in an African city interrupts rabies transmission and reduces human exposure", *Science Translational Medicine*, vol. 9, 2017.

vétérinaire et médical, soulevant des inquiétudes quant à une approche trop réductrice. Au fil du temps, cette approche a intégré une perspective relationnelle⁹, créant une convergence importante avec le concept de santé planétaire. Leur présence simultanée dans la sphère de la santé mondiale peut prêter à confusion lorsque les praticiens de l'humanitaire mêlent ces deux cadres, entraînant ainsi un amalgame entre diverses attentes, domaines d'intérêt et niveaux d'intervention. Ce document vise à clarifier les principes fondamentaux de ces deux approches et leurs implications pour les organisations humanitaires.

Santé planétaire

La santé planétaire est un domaine transdisciplinaire axé sur la recherche de solutions ainsi qu'un mouvement social visant à analyser et à atténuer les impacts de l'appauvrissement de la biosphère induit par les activités humaines sur la santé humaine et l'ensemble du vivant.

Ce concept d'envergure, qui a gagné en visibilité depuis la publication du rapport de la Fondation Rockefeller – Lancet Commission en 2015, découle d'une analyse critique de la santé mondiale, révélant que les progrès réalisés dans ce domaine se sont souvent faits au détriment du droit à la santé des générations futures et de la préservation des écosystèmes¹⁰. La santé planétaire met en lumière la manière dont, dans cette nouvelle ère géologique qu'est l'Anthropocène, les activités humaines ont déstabilisé les systèmes essentiels au maintien de la vie sur Terre, franchissant ainsi les limites planétaires¹¹. Plutôt que de se limiter à l'étude de maladies

« La santé planétaire est un domaine transdisciplinaire axé sur la recherche de solutions ainsi qu'un mouvement social visant à analyser et à atténuer les impacts de l'appauvrissement de la biosphère induit par les activités humaines sur la santé humaine et l'ensemble du vivant. »

"Planetary health (PH) is a solutions-oriented, transdisciplinary field and social movement focused on analysing and addressing the impacts of human biosphere depletion on human health and all life on Earth."

vulnerable pastoralists, their livestock and the rangeland ecosystems they depend on.⁸ Initially, these collaborations have been confined to veterinary and healthcare fields, raising concerns about a reductionist focus. Over time, this approach has incorporated a relational perspective⁹, creating a significant overlap with the concept of planetary health. Their simultaneous presence in the global health arena can lead to confusion when humanitarian practitioners blend these two frames, mixing up diverse expectations, areas of interest and levels of intervention. This paper aims to clarify the core principles of both approaches and their implications for humanitarian organisations.

— 9. Julianne Meisner *et al.*, "Relational One Health: A more-than-biomedical framework for more-than-human health, and lessons learned from Brazil, Ethiopia, and Israel", *One Health*, vol. 18, June 2024, p. 100676.

— 10. Richard Horton *et al.*, "From public to planetary health: a manifesto", *The Lancet*, vol. 383, no.9920, March 2014, p. 847.

— 11. Will Steffen *et al.*, "Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet", *Science*, vol. 347, no. 6223, January 2015.

— 8. Siobhan M. Mor *et al.*, "Community-Designed One Health Units as a Model for Integrated Service Delivery in Pastoralist Areas of Africa", *CABI Digital Library One Health Cases*, 2024.

— 9. Julianne Meisner *et al.*, "Relational One Health: A more-than-biomedical framework for more-than-human health, and lessons learned from Brazil, Ethiopia, and Israel", *One Health*, vol. 18, June 2024, p.100676.

spécifiques, la santé planétaire élargit la perspective en identifiant les processus socio-économiques et les modes de vie de nos sociétés comme des facteurs étiologiques compromettant les conditions nécessaires au maintien de la vie.

En tant que méthodologie, la santé planétaire offre une vision complexe des liens entre le climat et la santé, ouvrant de multiples perspectives d'intervention, mais elle souffre d'un manque d'actions concrètes au niveau local ainsi que d'outils et d'indicateurs spécifiques. En tant que cadre, elle unifie les discours sur le climat et la santé, favorisant les collaborations transdisciplinaires, une écoute radicale des communautés locales, et des savoirs autochtones.

Visuellement, la santé planétaire enrichit le modèle « Une seule santé » en ajoutant une quatrième composante, qui inclut l'impact de la triple crise planétaire sur la santé mentale et le bien-être ainsi que l'équité en matière de santé planétaire – une bonne santé équitable dans un système terrestre stable¹², tout en soulevant des questions éthiques sur la relation conflictuelle que les humains entretiennent avec la nature¹³. Elle préconise une analyse centrée sur les systèmes, élargissant le champ d'intervention des populations à l'ensemble de l'espèce humaine et intégrant des échelles temporelles plus longues pour tenir compte des générations futures.

Bien que ce cadre global rencontre un fossé entre les connaissances et leur mise en pratique, la pensée systémique de la santé planétaire favorise des programmes intégrés. Par exemple, un projet sur la santé sexuelle et reproductive dans le bassin du lac Victoria a intégré des activités environnementales

Planetary health

Planetary health (PH) is a solutions-oriented, transdisciplinary field and social movement focused on analysing and addressing the impacts of human biosphere depletion on human health and all life on Earth.

This broad concept, which has gained prominence since The Rockefeller Foundation–Lancet Commission's report in 2015, emerged from a critical global health analysis about how health gains have been achieved by mortgaging the right to health of future generations and ecosystems.¹⁰ PH emphasises how, in the new geological epoch of the Anthropocene, human activities have destabilised Earth's key life-support systems, infringing upon planetary boundaries.¹¹ Zooming out from interest in specific diseases, the PH narrative identifies the socio-economic processes and lifestyles of our society as etiological factors that jeopardise the conditions necessary for life.

As a methodology, PH provides a complex picture of climate-health links, offering multiple entry doors for intervention but lacking straightforward local-level actions, specific tools and indicators. As a framework, it unifies narratives about climate and health, facilitating transdisciplinary collaborations and radical listening of local communities and indigenous knowledge.

Visually, PH expands upon the OH model by adding a fourth component, encompassing the impact of the triple planetary crisis on mental health and well-being, planetary health equity (equitable good health in a stable Earth system)¹², while raising ethical issues about the conflictive

— 12. Sharon Friel *et al.*, "Governance for planetary health equity—the Planetary Health Equity Hothouse project", *The Lancet Planetary Health*, vol. 8, April 2024.

— 13. Programme des Nations unies pour l'environnement, *Making Peace with Nature: A scientific blueprint to tackle the climate, biodiversity and pollution emergencies*. February 2021, <https://www.unep.org/resources/making-peace-nature>

— 10. Richard Horton *et al.*, "From public to planetary health: a manifesto", *The Lancet*, vol. 383, no. 9920, March 2014, p. 847.

— 11. Will Steffen *et al.*, "Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet", *Science*, vol. 347, 2015.

— 12. Sharon Friel *et al.*, "Governance for planetary health equity—the Planetary Health Equity Hothouse project", *The Lancet Planetary Health*, vol. 8, April 2024.

et économiques, allant de la distribution de fournaux propres à l'éducation et à la planification familiale, des sujets étroitement liés selon la perspective de la santé planétaire¹⁴. Il est également intéressant de souligner que les solutions basées sur la nature en matière de santé s'inscrivent parfaitement dans le concept de santé planétaire, selon lequel la santé humaine dépend d'un environnement propre, durable et sain¹⁵. Elles offrent des co-bénéfices en matière d'adaptation et de résilience face aux changements climatiques, de sécurité alimentaire, de santé ainsi que d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène¹⁶. En outre, l'accent mis par la santé planétaire sur les déterminants sociaux de la santé ouvre un espace pour intégrer la santé mentale et le soutien psychosocial, non seulement en réponse aux catastrophes climatiques, mais aussi pour prévenir la détresse engendrée par la triple crise planétaire, bien que les exemples partagés restent encore limités dans les pays du Sud¹⁷.

En résumé, l'approche « Une seule santé » et la santé planétaire représentent des stratégies complémentaires pour répondre aux risques sanitaires aggravés par la triple crise planétaire. L'approche « Une seule santé » vise principalement à renforcer les systèmes de santé pour traiter les enjeux à l'interface entre l'humain, les animaux et les écosystèmes, tandis que la santé planétaire adopte une perspective plus globale, mettant en lumière l'interconnexion

« L'approche "Une seule santé" et la santé planétaire représentent des stratégies complémentaires pour répondre aux risques sanitaires aggravés par la triple crise planétaire. »

"OH and PH represent complementary approaches to addressing health risks exacerbated by the triple planetary crisis."

relationship humans have with nature.¹³ PH advocates for a system-centred analysis, scaling intervention from populations to the human species and extending timescales to consider future generations.

While this broad framework faces a knowledge-to-action gap, systemic thinking in PH promotes integrated programmes. For example, a Sexual and Reproductive Health (SRH) project in the Lake Victoria Basin incorporated environmental and economic activities, ranging from clean cookstoves distribution to education and family planning, which are intertwined from a PH perspective¹⁴. It is also interesting to note how Nature-Based Solutions (NBS) for health align with the PH concept that human health depends on a clean, sustainable, healthy environment.¹⁵ NBS offers co-benefits related to climate adaptation and resilience, food

— 14. Hilary Duff, *Family Planning for People and Planet: A Population, Health, Environment Approach in the Lake Victoria Basin*, Planetary Health Alliance 2018.

— 15. OMS et UICN, *Highlights Brief On WHO-IUCN Report On Designing Nature-Based Solutions For Human Health*, 2023, https://cdn.who.int/media/docs/default-source/climate-change/highlights-brief_final.pdf?sfvrsn=537bdfea_3

— 16. Friends of Ecosystem-based Adaptation (FEBA) et Partenariat pour l'environnement et la réduction des risques de catastrophe (PEDRR), *Nature-based Solutions in Humanitarian Contexts*, novembre 2021.

— 17. Siqi Xue et al., "Mental health and psychosocial interventions in the context of climate change: a scoping review", *npj Mental Health Research*, vol. 3, no. 10, 2024.

— 13. United Nations Environment Programme, *Making Peace with Nature: A scientific blueprint to tackle the climate, biodiversity and pollution emergencies*, February 2021, <https://www.unep.org/resources/making-peace-nature>

— 14. Hilary Duff, *Family Planning for People and Planet: A Population, Health, Environment Approach in the Lake Victoria Basin*, Planetary Health Alliance 2018.

— 15. OMS et UICN, *Highlights Brief On WHO-IUCN Report On Designing Nature-Based Solutions For Human Health*, 2023, https://cdn.who.int/media/docs/default-source/climate-change/highlights-brief_final.pdf?sfvrsn=537bdfea_3

des déterminants sociaux, commerciaux et environnementaux. Ces deux approches accordent une priorité aux impacts environnementaux et climatiques sur la santé, entraînant ainsi un changement de paradigme dans la santé mondiale en faveur d'une prévention à grande échelle. Cependant, ces concepts risquent de devenir de simples mots à la mode, utilisés à outrance dans les contextes humanitaires, à moins qu'un véritable dialogue ne soit instauré entre chercheurs, décideurs, bailleurs de fonds, praticiens et communautés locales sur les implications de l'adoption des perspectives de l'approche « Une seule santé » et de la santé planétaire.

Implications pour les organisations humanitaires

Bien qu'il n'existe pas de feuille de route commune pour l'application de l'approche « Une seule santé » et de la santé planétaire dans les contextes humanitaires, des efforts considérables ont été déployés. L'Université de Genève a mené une enquête auprès de plus de 400 organisations humanitaires dans 35 pays vulnérables aux changements climatiques afin d'évaluer l'intégration de l'approche « Une seule santé » et de la santé planétaire. Les résultats ont ensuite été discutés lors d'un atelier réunissant 38 experts de six pays, représentant 21 organisations, dans le cadre du Geneva Health Forum 2024, ainsi que lors d'une consultation mondiale en ligne. La Fondation Une Santé Durable pour Tous poursuit ce travail en réunissant un groupe multidisciplinaire dédié à la mise en œuvre opérationnelle de ces approches dans les contextes humanitaires. Ce processus a abouti à la publication d'un document stratégique qui fournit des lignes directrices pour les efforts humanitaires visant à protéger simultanément les personnes, les animaux, les plantes et les écosystèmes face à des crises interdépendantes¹⁸. Quelles sont les étapes clés identifiées pour traduire

security, health, and water, sanitation and hygiene (WASH).¹⁶ Furthermore, PH's focus on social determinants of health creates space to consider Mental Health and Psychosocial Support (MHPSS) not only in the aftermath of climate-related disasters but also in preventing distress related to the triple planetary crisis, despite limited shared cases from the Global South.¹⁷

In summary, OH and PH represent complementary approaches to addressing health risks exacerbated by the triple planetary crisis. OH primarily aims to improve health systems to address issues at the human-animal-ecosystem interface, while PH adopts a broader perspective, emphasising the interconnectedness of social, commercial and environmental determinants. Both help give priority to the environmental and climate impact on health, resulting in a paradigm shift in global health that promotes broad prevention. However, these concepts risk becoming overused buzzwords in humanitarian contexts if there is not a substantive dialogue among researchers, policymakers, donors, practitioners and local communities regarding the implications of adopting OH and PH lenses.

Implications for humanitarian organisations

While there is no shared roadmap for OH and PH in humanitarian settings, significant efforts have been made. The University of Geneva surveyed over 400 humanitarian organisations in thirty-five climate-vulnerable countries to assess OH and PH integration. The results were subsequently discussed in a workshop involving thirty-eight experts from six countries, representing twenty-one organisations, at the Geneva Health Forum 2024, and through a global online consultation. The One Sustainable Health

— 18. Valeria Marino et al., *Humanitarian Action in the Planetary Crisis*, Policy Brief, 2025, https://www.unige.ch/inzone/files/7217/3892/6105/Humanitarian_Action_in_the_Planetary_Crisis_Policy_Feb_2025.pdf (voir à la fin de l'article).

— 16. The Friends of Ecosystem-based Adaptation (FEBA) network and The Partnership for Environment and Disaster Risk Reduction (PEDRR), *Nature-based Solutions in Humanitarian Contexts*, November 2021.

— 17. Siqui Xue et al., "Mental health and psychosocial interventions in the context of climate change: a scoping review", *npj Mental health Research*, vol. 3, no. 10, 2024.

l'approche « Une seule santé » et la santé planétaire en actions concrètes sur le terrain humanitaire ?

Recherche opérationnelle

La santé animale, et en particulier les zoonoses, demeure le principal domaine de recherche dans le cadre de l'approche « Une seule santé », tandis que la recherche en santé planétaire se concentre davantage sur les changements climatiques et les déterminants sociaux de la santé¹⁹. Parmi les exemples de recherche liés à l'approche « Une seule santé », citons l'analyse des données météorologiques pour la prévention des maladies infectieuses en Afrique centrale²⁰ ainsi que l'évaluation de l'impact des morsures de serpent sur la santé et les facteurs socio-économiques au Népal²¹.

En matière de recherche en santé planétaire, on peut citer, parmi d'autres exemples, des travaux visant à prévenir les 5,1 millions de décès excédentaires annuels attribués à la pollution de l'air ambiant causée par l'utilisation de combustibles fossiles²², des études quasi-expérimentales portant sur l'impact de l'agroforesterie sur la santé en Tanzanie²³, ainsi qu'une étude sur les conséquences de l'élévation du niveau de la mer et de l'intrusion d'eau salée dans la région côtière du Bangladesh,

network continues this work by hosting a multidisciplinary group committed to operationalising these approaches in humanitarian settings. This process culminated in a policy brief providing guidance for humanitarian efforts to simultaneously protect people, animals, plants and ecosystems in interrelated crises.¹⁸ What key steps have been identified for translating OH and PH into humanitarian action?

Operational research

Animal health, particularly zoonoses, remains the most prominent OH research area, whereas PH research focuses more on climate change and social determinants of health.¹⁹ Examples of the former include meteorological data analysis for prevention of infectious disease in Central Africa²⁰ and assessment of the effect of snakebite on health and socioeconomic factors in Nepal.²¹

Examples of PH-related research include research aiming to prevent 5.1 million excess deaths per year attributable to ambient air pollution from fossil fuel use,²² quasi-experimental studies to evaluate the health impacts of agroforestry in Tanzania,²³ a study of consequences of sea-level rise and salinity intrusion in Bangladesh's coastal region

— 19. Rafael Ruiz de Castañeda et al., "One Health and planetary health research: leveraging differences to grow together", *The Lancet Planetary Health*, vol. 7, no. 2, February 2023, pp. 109–111.

— 20. Alexandra Heaney et al., "Meteorological variability and infectious disease in Central Africa: a review of meteorological data quality", *Annals of the New York Academy of Sciences*, vol. 382, no. 1, May 2016, pp. 31–43.

— 21. Sara Babo Martins et al., "Assessment of the effect of snakebite on health and socioeconomic factors using a One Health perspective in the Terai region of Nepal: a cross-sectional study", *The Lancet Global Health*, vol. 10, no. 3, March 2022, pp. 409–415.

— 22. Jos Lelieveld et al., "Air pollution deaths attributable to fossil fuels: observational and modelling study", *BMJ*, vol. 383, November 2023, <https://www.bmj.com/content/bmj/383/bmj-2023-077784.full.pdf>

— 23. Todd S. Rosenstock, "A planetary health perspective on agroforestry in Sub-Saharan Africa", *One Earth*, vol. 1, no. 3, November 2019, pp. 330–344.

— 18. Valeria Marino et al., *Humanitarian Action in the Planetary Crisis*, Policy Brief, 2025, https://www.unicef.org/inzone/files/7217/3892/6105/Humanitarian_Action_in_the_Planetary_Crisis_Policy_Feb_2025.pdf (see at the end of the article).

— 19. Rafael Ruiz de Castañeda et al., "One Health and planetary health research: leveraging differences to grow together", *The Lancet Planetary Health*, vol. 7, no. 2, February 2023, pp.109–111.

— 20. Alexandra Heaney et al., "Meteorological variability and infectious disease in Central Africa: a review of meteorological data quality", *Annals of the New York Academy of Sciences*, vol. 382, no. 1, May 2016, pp. 31–43.

— 21. Sara Babo Martins et al., "Assessment of the effect of snakebite on health and socioeconomic factors using a One Health perspective in the Terai region of Nepal: a cross-sectional study", *The Lancet Global Health*, vol. 10, no. 3, March 2022, pp.409–415.

— 22. Jos Lelieveld et al., "Air pollution deaths attributable to fossil fuels: observational and modelling study", *BMJ*, vol. 383, November 2023, <https://www.bmj.com/content/bmj/383/bmj-2023-077784.full.pdf>

— 23. Todd S. Rosenstock, "A planetary health perspective on agroforestry in Sub-Saharan Africa", *One Earth*, vol. 1, no. 3, November 2019, pp. 330–344.

exposant particulièrement les femmes et les adolescents à des risques sanitaires, notamment des affections cutanées et des problèmes de santé reproductive²⁴. Par ailleurs, une autre étude évalue l'efficacité des stratégies d'adaptation face à la montée des températures pour les populations vulnérables²⁵.

Dans les deux cas, la recherche opérationnelle pourrait fournir aux organisations humanitaires des méthodes et des outils visant à renforcer les collaborations intersectorielles ainsi que des données probantes sur les bénéfices supplémentaires générés par ces efforts de coopération.

Appui financier

« Une seule santé » représente l'un des piliers du Fonds de lutte contre les pandémies, sous l'égide de la Banque mondiale, qui finance des subventions pluriannuelles destinées à la prévention des futures pandémies. De même, l'Agence française de développement soutient et finance l'approche « Une seule santé » dans les pays à revenus faibles et intermédiaires.

Le discours autour de la santé planétaire offre un levier de plaidoyer fondé sur des valeurs, mobilisant des réseaux tels que la Planetary Health Alliance, des groupes de réflexion spécialisés et le personnel de santé²⁶. Cependant, peu de bailleurs se sont explicitement engagés à soutenir cette approche sur le terrain. Par exemple, la Stratégie néerlandaise en matière de santé mondiale 2023-2030 évoque la santé planétaire dans le contexte de l'impact

that expose women and adolescents to hygiene risks, including skin disease and reproductive health problems,²⁴ and an assessment of the effectiveness of heat adaptation for vulnerable populations.²⁵

In both cases, operational research could equip humanitarian organisations with methods and tools for better cross-sectoral collaborations and evidence on the incremental benefits of these collaborative efforts.

Financial support

OH is a pillar of the Pandemic Fund, hosted by the World Bank, which provides multiyear grants to prevent future pandemics. Similarly, the Agence Française de Développement supports and finances an OH approach in Low and Middle Income Countries.

PH discourse offers value-based advocacy for networks like the Planetary Health Alliance, dedicated think-thanks or the health workforce.²⁶ However, few donors are explicitly committed to supporting this approach in the field. For instance, PH is mentioned in addressing the impact of climate change on public health in the Dutch Global Health Strategy 2023-2030, but, overall, it seems that OH is a more accepted and institutionalised approach, while PH still faces different barriers in policymaking.²⁷

To address the latter, donors should recognise the complexity and diversity of public health and livelihood issues, allocating more funds to break silos of vertical programmes and investing in localised pilot projects.²⁸

— 24. Susmita Sinha *et al.*, "The impact of saline water on women's health in the coastal region of Bangladesh: Special attention on menstrual hygiene practices", *Cureus*, vol. 16, no. 8, August 2024.

— 25. Christopher Burman, *Assessing the effectiveness of Heat Adaptation & Heat Reduction Interventions for vulnerable population in urban and rural settings of a low- and middle- income country*, Global Heat Health Information Network, 2023.

— 26. Mariam Haq *et al.*, "Advocating for planetary health is an essential part of advocating for children's health", *Pediatric Research*, vol. 96, November 2024, pp. 1494–1502.

— 24. Sinha Susmita *et al.*, "The Impact of Saline Water on Women's Health in the Coastal Region of Bangladesh: Special Attention on Menstrual Hygiene Practices", *Cureus*, vol. 16, no. 8, August 2024.

— 25. Christopher Burman, *Assessing the effectiveness of Heat Adaptation & Heat Reduction Interventions for vulnerable population in urban and rural settings of a low- and middle- income country*, Global Heat Health Information Network, 2023.

— 26. Mariam Haq *et al.*, "Advocating for planetary health is an essential part of advocating for children's health", *Pediatric Research*, vol. 96, November 2024, pp. 1494–1502.

— 27. Danielle Brady, *Planetary Health: A holistic vision for people and the planet*, European Policy Centre, 19 September 2023.

— 28. Valeria Marino *et al.*, *Humanitarian Action...*, *op. cit.*

du changement climatique sur la santé publique. Toutefois, l'approche « Une seule santé » semble plus largement acceptée et institutionnalisée, tandis que la santé planétaire rencontre encore divers obstacles dans l'élaboration des politiques²⁷.

Pour y remédier, les bailleurs devraient reconnaître la complexité et la diversité des enjeux de santé publique et de subsistance, en allouant davantage de fonds pour favoriser l'intégration des programmes verticaux et en investissant dans des projets pilotes localisés²⁸.

Programmes pilotes

L'approche « Une seule santé » et la santé planétaire offrent des opportunités intéressantes dans le cadre du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix (triple nexus), où les catastrophes climatiques, l'insécurité alimentaire, les défis liés aux moyens de subsistance, les migrations, la violence et la santé sont interconnectés et se renforcent mutuellement. L'approche « Une seule santé » et la santé planétaire proposent toutes deux des stratégies précieuses axées sur la prévention sanitaire et la durabilité environnementale, mais avec des modalités de mise en œuvre distinctes. L'approche « Une seule santé » met l'accent sur le renforcement des systèmes de santé, notamment par l'amélioration de la surveillance des maladies, l'investissement dans le renforcement des capacités du personnel de santé face aux maladies infectieuses et à la résistance aux antimicrobiens, l'implication d'experts vétérinaires dans l'évaluation des risques sanitaires, ainsi que l'intégration des questions de santé animale dans les programmes liés aux moyens de subsistance.

En revanche, la santé planétaire plaide pour une transformation globale de la société, reposant principalement sur

Pilot programmes

OH and PH offer exciting opportunities in the humanitarian-development-peace (HDP) nexus, where climate-related disasters, food insecurity, livelihood challenges, migration, violence and health are interconnected and amplify each other. Both OH and PH approaches offer valuable strategies for health prevention and environmental sustainability, albeit with distinct implementation modes. OH focuses on strengthening health systems, for instance, by enhancing disease surveillance, investing in capacity-building of the health workforce for infectious diseases and antimicrobial resistance, inviting veterinary experts for health risk assessment, and integrating animal health considerations into livelihood programmes.

In contrast, PH advocates for a whole-of-society transformation, primarily through restructuring governance and coordination mechanisms, promoting education and communication initiatives, and transforming business practices to align with planetary boundaries.²⁹ In practice, PH promotes, among other things, use of meteorological data in the health information system for climate-disaster preparedness, highlights the value of qualitative data and communities' lived experiences, invites social scientists in the design of climate and health programmes, and intentionally aims for co-benefits for health and the environment. PH implementation includes climate mitigation efforts applied to the health system, simultaneously enhancing the climate resilience of health facilities. This approach is exemplified in Chad through the piloting of the Climate Vulnerability and Capacity Assessment.³⁰ Overall, the operationalisation of PH presents particular challenges due to its emphasis on systems thinking, long-term perspectives and the complexities associated with measuring co-benefits for climate and health.

— 27. Danielle Brady, *Planetary Health: A holistic vision for people and the planet*, European Policy Centre, 19 September 2023, https://www.epc.eu/content/PDF/2023/Planetary_Health_DP_CERV.pdf

— 28. Valeria Marino et al., *Humanitarian Action...*, op. cit.

— 29. Planetary Health Alliance, *Planetary Health roadmap and action plan*, 2024, <https://www.planetaryhealthalliance.org/roadmap>

— 30. Climate Action Accelerator, *Health Service Level - Climate Vulnerability and Capacity Assessment*, June 2024, https://climateactionaccelerator.org/wp-content/uploads/2024/06/VCA-06_2024.pdf

la refonte des mécanismes de gouvernance et de coordination, la promotion d'initiatives éducatives et de communication, et la transformation des pratiques organisationnelles pour respecter les limites planétaires²⁹. Concrètement, la santé planétaire encourage, entre autres, l'intégration des données météorologiques dans les systèmes d'information sanitaire pour mieux anticiper les catastrophes climatiques, valorise les données qualitatives et les retours d'expérience des communautés, invite les spécialistes des sciences sociales à participer à la conception de programmes sur le climat et la santé, et vise délibérément à générer des co-bénéfices pour la santé et l'environnement. Sa mise en œuvre comprend des efforts d'atténuation du changement climatique appliqués au système de santé, tout en renforçant la résilience climatique des établissements de santé. Cette approche se concrétise, par exemple, par l'évaluation pilote de la vulnérabilité climatique et des capacités d'adaptation au Tchad³⁰. Dans l'ensemble, la mise en œuvre de la santé planétaire présente des défis particuliers en raison de son approche systémique, de sa vision à long terme et des difficultés liées à la mesure des co-bénéfices pour le climat et la santé.

En conclusion, ces deux approches encouragent les organisations humanitaires à reconnaître l'interdépendance entre la santé des personnes, des animaux domestiques et sauvages, des plantes et des écosystèmes dans des contextes de crise complexes. Elles incitent également à promouvoir des actions fondées sur des données probantes et des collaborations transdisciplinaires, afin de protéger et de promouvoir la santé, les moyens de subsistance et les services écosystémiques, tout en contribuant au mouvement global de transformation visant à

In conclusion, both approaches urge humanitarian organisations to acknowledge the interdependence between the health of people, domestic and wild animals, plants, and ecosystems in complex crisis settings, promoting actions based on evidence and transdisciplinary collaborations to protect and promote health, livelihoods and ecosystem services, while contributing to the global transformational movement that addresses the roots of health inequities and climate injustice.

The parallel development of OH and PH may generate confusion and potentially discourage humanitarian practitioners from incorporating these approaches into their work. While merging those two approaches could be viewed as an opportunistic and pragmatic choice, we contend that OH and PH serve complementary purposes for humanitarian action.

OH provides technical guidance for national policies and specific integrated projects that address health issues at the intersection of human health, animal health and environmental determinants of health. This approach could be mainstreamed to increase the quality and effectiveness of health programmes, including those in humanitarian settings.

PH, on the other hand, functions as a nomadic concept, a heuristic tool for exchanging understandings of the triple planetary crisis across disciplinary, professional and cultural boundaries³¹, which helps navigate wicked problems³². The triple planetary crisis and its health impacts, which follow a social gradient, exemplify such problems due to their complexity and interconnectedness and the multitude of stakeholders involved in seeking solutions. PH's added value for the humanitarian community lies in its potential to reinvigorate

— 29. Planetary Health Alliance, *Planetary Health roadmap and action plan*, 2024, <https://www.planetaryhealthalliance.org/roadmap>

— 30. Climate Action Accelerator, *Health Service Level - Climate Vulnerability and Capacity Assessment*, June 2024, https://climateactionaccelerator.org/wp-content/uploads/2024/06/VCA-06_2024.pdf

— 31. Manuela Rossini, *Nomadic concepts*, Swiss Academies of Art and Sciences, 2020.

— 32. David Weaver, "Taming the wicked problem of climate change with 'virtuous challenges': An integrated management heuristic", *Journal of Environmental Management*, vol. 347, December 2023, p. 119-136.

lutter contre les causes profondes des inégalités en matière de santé et de l'injustice climatique.

Le développement parallèle de l'approche « Une seule santé » et de la santé planétaire peut prêter à confusion et décourager les praticiens de l'humanitaire d'intégrer ces concepts dans leur travail. Cependant, bien que fusionner ces deux approches puisse sembler une solution pragmatique et opportuniste, nous soutenons que l'approche « Une seule santé » et la santé planétaire poursuivent des objectifs complémentaires au service de l'action humanitaire.

L'approche « Une seule santé » fournit des lignes directrices techniques pour les politiques nationales et les projets intégrés visant à résoudre les problèmes de santé à l'intersection de la santé humaine, animale et des déterminants environnementaux de la santé. Elle pourrait être déployée de manière systématique pour améliorer la qualité et l'efficacité des programmes de santé, y compris dans les contextes humanitaires.

La santé planétaire, quant à elle, agit comme un concept nomade et un outil heuristique qui facilite l'échange de savoirs sur la triple crise planétaire au-delà des frontières disciplinaires, professionnelles et culturelles³¹. Cela permet de mieux appréhender les problèmes complexes³². Les crises planétaires et leurs impacts sur la santé, qui suivent un gradient social, incarnent parfaitement ces défis en raison de leur complexité, de leur interdépendance et de la diversité des parties prenantes impliquées dans la recherche de solutions. La valeur ajoutée de la santé planétaire pour la communauté humanitaire réside dans sa capacité à renforcer l'analyse systémique, à promouvoir des exercices de prospective, à favoriser des pratiques innovantes et à ouvrir un débat crucial sur les causes

« Le développement parallèle de l'approche "Une seule santé" et de la santé planétaire peut prêter à confusion et décourager les praticiens de l'humanitaire d'intégrer ces concepts dans leur travail. »

"The parallel development of OH and PH may generate confusion and potentially discourage humanitarian practitioners from incorporating these approaches into their work."

systemic analysis, promote foresight exercises, potentially develop innovative practices and sustain a crucial debate about the systemic root causes of poor health across the fields of humans, animals and ecosystems.

Both approaches aim for prevention, both adopt a systemic view that helps work on the weak spot of complex issues and both increase the cost-effectiveness of health actions.

In light of these considerations, we call upon experts and practitioners who are curious about, and committed to, both approaches to bridge their knowledge and efforts, to join innovative partnerships and to build PH and OH awareness, capacity-building, guidance and pilot programmes in humanitarian settings to address the intertwined risks and impacts of climate and health.

— 31. Manuela Rossini, *Nomadic concepts*, Swiss Academies of Art and Sciences, 2020.

— 32. David Weaver *et al.*, "Taming the wicked problem of climate change with 'virtuous challenges': An integrated management heuristic", *Journal of Environmental Management*, vol. 347, December 2023, p. 119-136.

systémiques profondes des problèmes de santé affectant les personnes, les animaux et les écosystèmes.

Ces deux approches visent la prévention, adoptent une vision systémique qui permet d'identifier les points faibles des problématiques complexes et d'optimiser le rapport coût-efficacité des actions de santé.

Au regard de ces éléments, nous exhortons les experts et praticiens engagés dans ces approches à mutualiser leurs connaissances et leurs efforts, à établir des partenariats innovants et à développer des programmes de sensibilisation, de renforcement des capacités, d'orientation et de pilotage de l'approche « Une seule santé » et de la santé planétaire dans les contextes humanitaires, afin de mieux répondre aux risques et aux impacts liés au changement climatique et à la santé.

Traduit de l'anglais par Julou Dublé

Pour aller plus loin

[For more information :](#)

Valeria Marino, Isabelle Bolon, Davide Ziveri, Katherine Urbáez, Jakob Zinsstag, Karl Blanchet and Rafael Ruiz de Castañeda, *Humanitarian action in the planetary crisis. 4 recommendations and 28 actions for humanitarian, researchers, policy makers and donors to protect people, animals, plants and ecosystems*, Policy brief, 2025, <https://genevahealthforum.com/wp-content/uploads/2025/02/GHF-Policy-Brief-2025-1.pdf>

Pour tout contact

[Corresponding author:](#)

rafael.ruizdecastaneda@unige.ch

Biographies



DAVIDE ZIVERI

Le Pr. Davide Ziveri est spécialiste en santé planétaire chez Humanité & Inclusion, basé à Bruxelles, en Belgique. Fort de plus de 20 ans d'expérience, il est un ardent défenseur de l'équité et de l'inclusion en santé, en particulier dans la lutte contre les déterminants sociaux et environnementaux de la santé, avec une approche systémique. Membre de l'American Psychology Association, il possède une grande expertise en santé mentale et en soutien psychosocial, et conseille par ailleurs des équipes multiculturelles. Titulaire d'un doctorat en psychologie sociale de l'Université Complutense de Madrid, en Espagne, il a rédigé une thèse sur la non-violence et a récemment obtenu un diplôme en politiques de santé mondiale à la London School of Hygiene and Tropical Medicine, au Royaume-Uni. Il coprécide les groupes de travail « Operationalizing One Health and Planetary Health in Humanitarian Settings » (One Sustainable Health) et « Be-Cause Health Planetary Health », qui promeuvent des collaborations transdisciplinaires.

Davide Ziveri PhD is the Planetary Health specialist at Humanity & Inclusion, based in Brussels, Belgium. With over twenty years of experience, Davide is a passionate advocate of health equity and inclusion for tackling social and environmental determinants of health from a system-thinking perspective. He is a member of the American Psychology Association and has worked extensively in mental health and psychosocial support, advising multicultural teams. Davide obtained a doctorate in social psychology at the Complutense University of Madrid, Spain, with a thesis about nonviolence and he recently obtained a diploma in global health policies at the London School of Hygiene and Tropical Medicine, UK. He co-chairs the One Sustainable Health working group "Operationalizing One Health and Planetary Health in Humanitarian Settings" and the "Be-Cause Health Planetary Health" working group, which promotes transdisciplinary collaborations.

ISABELLE BOLON

Isabelle Bolon est vétérinaire et a plus de 20 ans d'expérience en recherche universitaire. Elle est titulaire d'un doctorat en biologie et d'un Master of Advanced Studies en santé publique. Elle dirige actuellement l'unité « One Health » à l'Institut de santé globale de l'Université de Genève. Ses travaux de recherche portent sur l'application de l'approche « Une seule santé » et de l'innovation numérique pour répondre aux défis complexes de la santé mondiale à l'interface entre l'humain, les animaux et l'environnement. Ses travaux actuels explorent la façon dont les acteurs humanitaires peuvent mobiliser l'approche « Une seule santé » et la santé planétaire pour améliorer la santé des personnes, des animaux et de l'environnement. Elle cherche à intégrer ces concepts dans des stratégies visant à améliorer la santé dans les contextes de ressources limitées et de crise. Elle coprécide le groupe de travail « Operationalizing One Health and Planetary Health in Humanitarian Settings » (One Sustainable Health).

Isabelle Bolon is a veterinarian with over twenty years of experience in academic research. She holds a PhD in biology and a Master of Advanced Studies in public health. She currently leads the One Health Unit at the Institute of Global Health at the University of Geneva. Her research focuses on leveraging the One Health approach and digital innovation to tackle complex global health challenges at the human-animal-environment interface. Her current work explores how One Health and Planetary Health can be utilised by humanitarian actors to improve the health of humans, animals and the environment. She aims to integrate these concepts into strategies for improving health in resource-limited and crisis-affected contexts. She co-chairs the One Sustainable Health working group "Operationalizing One Health and Planetary Health in Humanitarian Settings".

RAFAEL RUIZ DE CASTAÑEDA

Le Dr Ruiz de Castañeda est un expert en santé mondiale avec une formation en écologie de la faune et en microbiologie. Depuis 2016, il dirige l'unité One health à l'Institut de santé mondiale de l'Université de Genève (UNIGE). Son travail porte sur les défis sanitaires à la jonction de la santé humaine et animale, en se concentrant sur les maladies négligées et sensibles au climat dans les contextes ruraux et humanitaires en Afrique et en Asie. Le Dr Ruiz de Castañeda enseigne l'approche One health à l'UNIGE et codirige le collège scientifique « Community Health », qui vise à renforcer les capacités des agents de santé communautaires dans les camps de réfugiés. En tant que coprésident du groupe One Sustainable Health, il dirige des initiatives visant à mettre en œuvre One Health dans des contextes humanitaires. Il a été consultant pour l'Organisation mondiale de la Santé.

Dr. Ruiz de Castañeda is a global health expert with a background in wildlife ecology and microbiology. Since 2016, he has led the One Health Unit at the Institute of Global Health at the University of Geneva (UNIGE). His work addresses health challenges at the nexus of human and animal health, focusing on neglected and climate-sensitive diseases in rural and humanitarian settings in Africa and Asia. Dr. Ruiz de Castañeda teaches One Health at the UNIGE and co-directs the College of Science "Community Health", empowering community health workers in refugee camps. As co-chair of the One Sustainable Health group, he is leading initiatives to implement One Health in humanitarian settings. He has served as a consultant for the World Health Organization.

Prise en compte du changement climatique dans les organisations humanitaires françaises : que révèlent leurs outils de gestion dédiés ?

French humanitarian organisations factoring in climate change: what do their dedicated management tools tell us?

Vincent Pradier – Chercheur doctorant à l'École doctorale de management Panthéon-Sorbonne Laboratoire GREGOR – IAE Université Paris I Panthéon-Sorbonne

F

ace au changement climatique, les ONG humanitaires françaises adoptent différents modèles tout en affrontant une double injonction : environnementale et décoloniale.

Les outils de gestion qu'elles déploient révèlent trois approches distinctes, nous explique l'auteur. Cette transformation soulève des enjeux d'héritage colonial, mais présente aussi des opportunités d'innovation gestionnaire pour une transition plus juste et systémique.

Le changement climatique anthropique, c'est-à-dire les dérèglements du système Terre liés à l'activité humaine sur notre planète, est aujourd'hui l'un des enjeux

In the face of climate change, French humanitarian NGOs are adopting different models while confronting a dual injunction: environmental and decolonial. The management tools they use reveal three distinct approaches, as the author explains. This transformation raises issues of colonial heritage, but also presents opportunities for managerial innovation to bring about a fairer, more systemic transition.

Anthropogenic climate change, i.e. disturbances to the Earth system caused by human activity on our planet, is now a major challenge for human society as a whole. The latest report from the Intergovernmental Panel on Climate

majeurs auquel vont être confrontées toutes les sociétés humaines. Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)¹ pose ainsi un double constat. D'une part, le système climatique se réchauffe et affecte toutes les populations, en premier lieu les plus vulnérables. D'autre part, le GIEC corrobore l'idée que le modèle gestionnaire standard – qui tend à réduire les organisations à des « agent(s) économiques(s) ayant vocation à maximiser (leurs) profit(s) »² – peut accroître les vulnérabilités environnementales. Ce double constat est aujourd'hui partagé par de nombreux acteurs qui, depuis l'accord de Paris de 2015³ sur le climat, formulent le souhait d'opérer une transition écologique, sociale – voire économique – vers des modèles de sociétés, et donc d'organisations, plus soutenables.

Le secteur des organisations non gouvernementales (ONG) françaises connaît à ce titre une double dynamique. Depuis décembre 2020, treize d'entre elles se sont engagées à réduire de 50 % leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030, actant que « les actions des organisations de solidarité, aussi cruciales soient-elles, peuvent générer des impacts environnementaux et climatiques »⁴. Depuis mars 2022, elles ont été rejointes dans cet engagement par les principaux bailleurs⁵ occidentaux

Change (IPCC)¹ makes two observations in this regard. On the one hand, the climate system is getting warmer and this is affecting all populations, especially the most vulnerable. On the other hand, the IPCC supports the idea that the standard management model – which tends to reduce organisations to “economic agents seeking to maximise [their] profit(s)”² – can increase environmental vulnerability. This double observation is now shared by many actors who, since the Paris Climate Agreement of 2015,³ have been calling for an ecological, social and even economic transition towards more sustainable models of society, and therefore of organisations.

French non-governmental organisations (NGOs) are developing a twin-track approach. In December 2020, thirteen of them committed to halving their greenhouse gas (GHG) emissions by 2030, stating that “the actions of solidarity organizations, crucial as they may be, can nevertheless generate environmental and climate impacts”.⁴ Since March 2022, they have been joined in this commitment by the main Western funders⁵ of official

— 1. Valérie Masson-Delmotte, Panmao Zhai, Anna Pirani et al., *Climate Change 2021: The Physical Science Basis*, IPCC Sixth Assessment Report, Working Group, 9 August 2021, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_FullReport.pdf

— 2. Nathalie Lallemand-Stempak et Philippe Eynaud, *Petits manuels de la grande transition. Vers une autre gestion*, Éditions Les Liens qui libèrent, 2022, p. 18.

— 3. Nations unies, *Accord de Paris*, 12 décembre 2015, https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf

— 4. Réseau Environnement Humanitaire, *Rapport de suivi de la déclaration d'engagement, à année +3 (Déclaration d'engagement des organisations humanitaires sur le climat initiée en décembre 2020)*, décembre 2023, https://www.environnementhumanitaire.org/wp-content/uploads/2023/05/DeclarationEngagementONGClimat_2023.pdf

— 5. Des bailleurs multilatéraux comme l'Union européenne et ses dispositifs dédiés (notamment ECHO), et bilatéraux comme la France, l'Allemagne, etc.

— 1. Valérie Masson-Delmotte, Panmao Zhai, Anna Pirani et al., *Climate Change 2021: The Physical Science Basis*, IPCC Sixth Assessment Report, Working Group, 9 August 2021, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_FullReport.pdf

— 2. Nathalie Lallemand-Stempak et Philippe Eynaud, *Petits manuels de la grande transition. Vers une autre gestion*, Éditions Les Liens qui libèrent, 2022, p. 18.

— 3. Nations unies, *Accord de Paris*, 12 décembre 2015, https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf

— 4. Réseau Environnement Humanitaire, *Rapport de suivi de la déclaration d'engagement, à année +3 (Déclaration d'engagement des organisations humanitaires sur le climat initiée en décembre 2020)*, décembre 2023, https://www.environnementhumanitaire.org/wp-content/uploads/2023/05/DeclarationEngagementONGClimat_2023.pdf

— 5. Multilateral funding bodies such as the European Union and its dedicated mechanisms (notably ECHO [European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations]), and bilateral bodies such as France, Germany etc.

VINCENT
PRADIER

de l'aide publique au développement⁶. Parallèlement, ces organisations déploient, depuis une dizaine d'années, un agenda de localisation de l'aide qui vise « à ramener les acteurs locaux [autorités locales ou société civile] au centre du système »⁷. Il s'accompagne depuis peu d'appels plus globaux à ancrer les enjeux soulevés dans une perspective de décolonisation de l'aide internationale⁸. Plusieurs organisations⁹ et auteurs¹⁰ montrent ainsi que ce secteur peut encore être porteur, par certains aspects (par exemple dans le financement des organisations dites du Sud global), de legs et d'impensés tirés de l'histoire coloniale occidentale.

En tant qu'actrices de ce système, les ONG françaises sont donc confrontées, dans leur transition, à une double injonction : une première – environnementale – pèse sur leur modèle organisationnel profondément thermo-industriel¹¹. Une seconde injonction – que nous nommons « décoloniale » – interroge les persistance de cette histoire coloniale singulière dans l'architecture

development assistance.⁶ Over the last ten years or so, these organisations have also been pursuing an aid localisation agenda aimed at “putting local actors [local authorities or civil society] back at the very heart of the system”.⁷ This has recently been accompanied by a more global call to embed the issues firmly in the context of decolonising international aid.⁸ Several organisations⁹ and authors¹⁰ have shown that, in some respects (e.g. in financing organisations in the so-called Global South), this sector may still bear the legacies and blind spots of Western colonial history.

As actors in this system, French NGOs are therefore facing a double imperative in their transition: firstly, an environmental imperative that is having a direct effect on their deeply thermo-industrial organisational model¹¹ and secondly, an imperative we call “decolonial” which questions the enduring nature of this unique colonial history in the modern

— 6. Commission européenne, *Déclaration des bailleurs de l'aide humanitaire sur le climat et l'environnement*, 7 mars 2022, https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/humanitarian-aid/climate-change-and-environment/humanitarian-aid-donors-declaration-climate-and-environment_fr

— 7. Coordination SUD, *La localisation de l'aide. Plus de proximité permet-il d'assurer l'autonomie des projets déployés ?*, mars 2020, p. 19, <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/ETUDE-Localisation-aideBD6.pdf>

— 8. Shannon Paige and Dimitri Kotsiras, *Time to Decolonise Aid. Insights and lessons from a global consultation*, Peace Direct, 10 May 2021, https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2023/09/PD-Decolonising-Aid_Second-Edition.pdf

— 9. Martha Kapazoglou et Yannicke Goris, *Décolonisation de l'aide au développement. Partie III – L'avenir, c'est maintenant : des voies viables vers un secteur du développement décolonisé*, Partos, 2022, https://www.partos.nl/en/wp-content/uploads/sites/2/2022/11/Partos-future-brief-Part3-NL-v2_FR.pdf

— 10. Anna Diaz, Martine Gwana Passa, Carine Magen-Fabregat et al., « Quels chemins vers une aide décolonisée », *Humanitaires en Mouvement*, n° 26, décembre 2024, https://www.urd.org/wp-content/uploads/2025/01/20250117_GroupeURD_MagazineHEM_FR_WEB.pdf

— 11. Soit un modèle à la fois très énergivore et producteur d'externalités négatives sur l'environnement, comme la production de déchets.

— 6. European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (ECHO), *Humanitarian Aid Donors' Declaration on Climate and Environment*, 7 March 2022, https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/document/download/8928aae4-4e2c-44d6-bbed-34d8cfdb90a9_en?filename=Donor%20declaration%20on%20climate%20and%20environment_ENG.pdf

— 7. Coordination SUD, *La localisation de l'aide. Plus de proximité permet-il d'assurer l'autonomie des projets déployés ?*, mars 2020, p. 19, <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/ETUDE-Localisation-aideBD6.pdf>

— 8. Shannon Paige and Dimitri Kotsiras, *Time to Decolonise Aid. Insights and lessons from a global consultation*, Peace Direct, 10 May 2021, https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2023/09/PD-Decolonising-Aid_Second-Edition.pdf

— 9. Martha Kapazoglou et Yannicke Goris, *Décolonisation de l'aide au développement. Partie III – L'avenir, c'est maintenant : des voies viables vers un secteur du développement décolonisé*, Partos, 2022, https://www.partos.nl/en/wp-content/uploads/sites/2/2022/11/Partos-future-brief-Part3-NL-v2_FR.pdf

— 10. Anna Diaz, Martine Gwana Passa, Carine Magen-Fabregat et al., « Quels chemins vers une aide décolonisée », *Humanitaires en Mouvement*, n° 26, décembre 2024, https://www.urd.org/wp-content/uploads/2025/01/20250117_GroupeURD_MagazineHEM_FR_WEB.pdf

— 11. In other words, a model that is both highly energy-intensive and produces negative external effects for the environment, such as waste generation.

moderne de l'aide internationale. Dans ce contexte, plusieurs ONG françaises tentent, par l'adoption d'un nouvel outillage gestionnaire, de transformer leur modèle organisationnel pour le rendre plus soutenable. Quels sont les différents modèles qu'elles proposent, que révèlent les outils dédiés, et quels en sont les paradoxes et les leviers ?

Trois chemins de transition écologique pour les ONG françaises

Nous proposons d'illustrer cette question par notre travail de thèse de doctorat¹² qui s'appuie sur des études de cas comparatives menées au sein d'ONG françaises de solidarité internationale. L'inscription de ce travail en Convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) au sein de Coordination SUD¹³ nous a permis d'étudier cinq ONG françaises¹⁴, et de nous intéresser aux outils de gestion développés en France, au Sénégal et au Burkina Faso pour faire face au changement climatique anthropique. Sur cette base, nous avons construit trois modèles organisationnels types, nous permettant de décrire, pour les ONG concernées, la trajectoire de prise en compte du réchauffement du système climatique, les pratiques de transition écologique mises en œuvre, et les outils de gestion déployés.

Le premier modèle, qui caractérise plutôt les ONG humanitaires dites d'urgence, s'appuie sur un outillage gestionnaire marqué par une forte dimension instrumentale¹⁵ et orienté principalement vers la comptabilisation (et la réduction)

« Plusieurs ONG françaises tentent, par l'adoption d'un nouvel outillage gestionnaire, de transformer leur modèle organisationnel pour le rendre plus soutenable. »

"Several French NGOs are therefore adopting new management tools in an attempt to transform their organisational model and make it more sustainable."

architecture of international aid. Several French NGOs are therefore adopting new management tools in an attempt to transform their organisational model and make it more sustainable. What are the various models they are proposing? What do these dedicated tools tell us? And what are the underlying paradoxes and drivers?

Three ecological transition paths for French NGOs

We shall illustrate this issue by referring to our doctoral research,¹² which focuses on comparative case studies carried out within French international aid and development NGOs. Under the CIFRE scheme (Industrial Agreement for Training Through Research),¹³ our work at Coordination SUD allowed us to study five French NGOs¹⁴ and focus on the management tools developed in France, Senegal and Burkina Faso to deal with anthropogenic climate change. We used this work as the basis for building three standard organisational models enabling us to describe how the NGOs

— 12. Vincent Pradier, *Changement climatique et ONG françaises. Une analyse décoloniale de leur outillage gestionnaire*, 2025, à paraître.

— 13. La plateforme des ONG françaises de solidarité internationale.

— 14. ALIMA, Médecins du Monde, Solidarités International, le Gret, le Secours Catholique – Caritas France.

— 15. Soit une fonction pratico-utilitaire. Voir notamment : Eve Chiappello et Patrick Gilbert, *Sociologie des outils de gestion. Introduction à l'analyse sociale de l'instrumentation de gestion*, La Découverte, 2013.

— 12. Vincent Pradier, *Changement climatique et ONG françaises. Une analyse décoloniale de leur outillage gestionnaire*, 2025, forthcoming.

— 13. The platform of French international aid and development NGOs.

— 14. ALIMA, Doctors of the World, Solidarités International, Gret, Secours Catholique – Caritas France.

de l'empreinte carbone. Il concerne des ONG financées majoritairement par l'aide publique humanitaire, à la fois multilatérale (Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne – ECHO, etc.) et bilatérale (USA, France, Allemagne, etc.), et disposant d'un modèle organisationnel « internalisé » – soit des « délégations » ou « bureaux pays » rattachés et dépendants d'un même siège social. Dans ce modèle, les organisations, comme ALIMA¹⁶, déploient des pratiques articulées autour de stratégies précises, composées de nombreux indicateurs quantitatifs (quantités de combustible utilisées en kWh, tonnes d'équivalent carbone, nombre de kilomètres parcourus par les véhicules, etc.) standardisés (entre trente et soixante en fonction des ONG) et communs à toute l'organisation, quel que soit le pays d'intervention. Ceux-ci permettent d'apprécier rapidement les effets des pratiques sur les trajectoires de décarbonation de l'organisation. Les stratégies s'appuient d'ailleurs généralement sur l'accord de Paris et les recommandations du GIEC¹⁷. Et si les problématiques liées à l'adaptation sont mentionnées, elles sont généralement moins présentes que celles liées à l'atténuation, et peu traduites de manière opérationnelle.

Le deuxième modèle, déployé par le GRET¹⁸, se caractérise par un outillage gestionnaire à travers lequel l'ONG tente de concilier des pratiques d'atténuation et d'adaptation. Si, dans ce modèle, les ONG disposent aussi d'un système organisationnel internalisé, elles mobilisent des ressources plus diversifiées et moins contraignantes, y compris dans

concerned are taking climate change into account, the ecological transition practices they have implemented and the management tools put in place.

The first model, which is more typical of the so-called emergency humanitarian NGOs, is based on a management tool marked by a strong instrumental dimension¹⁵ and oriented mainly towards costing (and reducing) the carbon footprint. It concerns NGOs mainly funded by public humanitarian aid – both multilateral (Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations – ECHO, etc.) and bilateral (USA, France, Germany, etc.) – and which have an “internalised” organisational model, i.e. with “delegations” or “country offices” tied to, and reporting to, the same head office. In this model, organisations (such as ALIMA)¹⁶ apply practices based on precise strategies consisting of numerous quantitative indicators (quantities of fuel used in kWh, tonnes of carbon equivalent, number of kilometres travelled by vehicles, etc.) that are standardised (between thirty and sixty, depending on the NGOs and common to the entire organisation, regardless of the country in which it operates. These can be used as a quick means of assessing the effects that the practices are having on the organisation's decarbonisation pathways. The strategies are generally based on the Paris Agreement and the IPCC's recommendations¹⁷. If adaptation-related problems are included in them, they are generally less prominent than those relating to mitigation and are rarely translated into operational measures.

— 16. ALIMA et Climate Action Accelerator, *Feuille de route environnementale. ALIMA, face aux enjeux du climat et de l'environnement 2020-2030*, 5 avril 2022, https://climateactionaccelerator.org/wp-content/uploads/2022/11/Feuille-de-route-ALIMA_V2_Avril2022_compr.pdf

— 17. Notamment réduire de 50 % l'empreinte carbone organisationnelle à l'horizon 2030.

— 18. GRET, *Stratégie climat du GRET*, avril 2022, https://gret.org/wp-content/uploads/2022/07/220525_Strategie-CLIMAT-du-GRET_FR.pdf

— 15. In other words, they have a practical-utilitarian function. See in particular: Ève Chiapello et Patrick Gilbert, *Sociologie des outils de gestion. Introduction à l'analyse sociale de l'instrumentation de gestion*, La Découverte, 2013.

— 16. ALIMA et Climate Action Accelerator, *Feuille de route environnementale. ALIMA, face aux enjeux du climat et de l'environnement 2020-2030*, 5 avril 2022, https://climateactionaccelerator.org/wp-content/uploads/2022/11/Feuille-de-route-ALIMA_V2_Avril2022_compr.pdf

— 17. In particular, reducing an organisation's carbon footprint by 50% by 2030.

les fonds publics (en particulier celles de l'Agence française de développement). Comme les ONG humanitaires, les outils de gestion s'appuient ici sur une stratégie formalisée. Néanmoins, seule une dizaine d'actions-clés et d'indicateurs dédiés sont fixés par le GRET sur son empreinte carbone, sur la base de sept thématiques identifiées¹⁹. Ces indicateurs et actions sont par ailleurs adaptables par chaque délégation pays, en fonction des contextes : dans certains cas, les actions porteront davantage sur les enjeux énergétiques ; dans d'autres, plutôt sur la réduction des déchets, ou les déplacements en avion, etc. Enfin, la phase de construction et de validation des plans d'action et des outils de pilotage est aussi plus longue, s'appuyant notamment sur de multiples espaces de concertation dédiés (équipes salariées, bénévoles, personnes ciblées par les projets, etc.). En termes d'objectif, la réduction de 50 % de l'empreinte carbone ne s'applique par de manière globale, mais de manière individuelle. Formulé autrement, dans ce modèle, les ONG peuvent tendre à « renforcer la sobriété de (leurs) activités tout en (se) laissant la possibilité de les développer »²⁰. En outre, l'adaptation des pratiques aux effets du changement climatique anthropique y est plus présente, à la fois dans la transformation des manières de mener les activités et dans l'engagement de la structure (construction d'un marqueur « transition écologique »).

Enfin, le troisième modèle gestionnaire est caractéristique des pratiques de gestion construites par des ONG peu dépendantes des fonds publics, et qui agissent avec des partenaires, à savoir un modèle organisationnel plutôt externalisé, comme le Secours Catholique – Caritas France (SCCF). Prônant une transition écologique « juste » – concept encore flou, que l'ONG et ses partenaires tentent de définir – le SCCF propose un outillage de gestion coconstruit avec une diversité

The second model, implemented by GRET,¹⁸ features management tools which the NGO uses in an attempt to reconcile its mitigation and adaptation practices. While the NGOs in this model also have an internalised organisational system, they use more diverse and less restrictive resources, including public funds (notably those from the Agence française de développement [French Development Agency]). Like humanitarian NGOs, the management tools here are based on a formalised strategy, but GRET has set only a dozen or so key actions and dedicated indicators for its carbon footprint, based on seven identified themes.¹⁹ Incidentally, these indicators and actions can be adapted by each country delegation to suit the specific context: in some cases, the actions will focus more on energy challenges, and in others on waste reduction or air travel, etc. Lastly, the process of building and validating the action plans and piloting tools is also longer, as it involves numerous dedicated consultation groups (teams of employees, volunteers, people targeted by the projects etc.). In terms of objectives, the 50% carbon footprint reduction does not apply across the board, but on an individual basis. In other words, in this model, NGOs can aim to “increase the sobriety of [their] activities while leaving [themselves] the possibility of developing them”.²⁰ Furthermore, this model places greater emphasis on adapting practices to deal with the effects of anthropogenic climate change, both in terms of transforming the ways in which activities are carried out and in terms of the structure's commitment (constructing an “ecological transition” marker).

The third and final management model is typical of the management practices developed by NGOs that are not

— 19. Consommation énergétique, déplacements, déchets, achats, etc.

— 20. GRET, *Stratégie climat...*, op. cit., p. 7.

— 18. GRET, *Gret's Climate Strategy*, April 2022, https://gret.org/wp-content/uploads/2022/09/GRETS-CLIMATE-Strategy_AN.pdf

— 19. Energy consumption, travel, waste, procurement, etc.

— 20. GRET, *Gret's Climate Strategy...*, op. cit., p. 7.

de parties prenantes (des organisations similaires basées dans une vingtaine de pays d'intervention). Ce faisant, elle déploie concrètement, via des projets ayant pour objectif de réduire les inégalités tout en protégeant l'environnement, des outils de gestion qui intègrent l'enjeu central « d'une responsabilité commune mais différenciée ». Dans cette logique, l'ONG n'a pas de stratégie dédiée à son empreinte carbone sur ses activités à l'international : elle estime en effet que ses partenaires évoluent sur des territoires où l'empreinte carbone par habitant est déjà relativement faible. À l'inverse, ambitionnant de « promouvoir collectivement une vision commune de la transition écologique juste »²¹, elle met en œuvre des projets d'adaptation visant « à renforcer (le) pouvoir d'agir [...] des communautés vulnérables » et « formaliser une vision systémique de la transition écologique »²². Pour le SCCF, ces projets de communautés résilientes sont appréhendés comme autant de leviers d'une justice climatique et environnementale qui visent à produire des changements systémiques et structurels durables dans le système de l'aide internationale.

L'utilité des écologies décoloniales pour comprendre la crise de l'humanitaire

Si ces trois modèles illustrent la façon dont les ONG françaises font face, dans leur gestion, à cette injonction environnementale, nos travaux éclairent aussi les héritages coloniaux qui sous-tendent les pratiques déployées. Toutes les ONG observées sont ainsi porteuses, à des degrés variables, de plusieurs formes de colonialité. Celle-ci est comprise par certains auteurs comme « l'articulation planétaire d'un système de pouvoir "occidental" [qui] se fonde sur une infériorisation prétendument naturelle des

very dependent on public funding and work with partners, i.e. a more out-sourced organisational model such as Secours Catholique – Caritas France (SCCF). Advocating "fair" ecological transition – still a vague concept which the NGO and its partners are trying to define – SCCF offers management tools co-developed with a variety of stakeholders (similar organisations operating in twenty or so countries). In doing so, it is implementing specific management tools that integrate the central issue of "common but differentiated responsibility" in projects aimed at reducing inequality whilst protecting the environment. With this in mind, the NGO does not have a dedicated carbon-footprint strategy for its international activities: it feels that its partners operate in regions where the per-capita carbon footprint is already relatively low. With the aim of "collectively promoting a common vision of fair ecological transition",²¹ however, it is implementing adaptation projects designed to "empower vulnerable communities" and "formalise a systemic vision of ecological transition".²² For SCCF, these resilient communities projects are seen as levers of climate and environmental justice, aimed at generating sustainable systemic and structural changes in the international aid system.

How decolonial ecologies can help us understand the humanitarian crisis

Whilst these three models illustrate how French NGOs are dealing with this environmental imperative in their management practices, our work also sheds light on the colonial legacies that underlie the practices they adopt. All the NGOs in our study are therefore, to varying degrees, carriers of several forms of coloniality. Some authors see this as "the global articulation of a 'Western' system of power

— 21. Agence française de développement, *Fiche projet AFD : concevoir et promouvoir une transition écologique juste*, décembre 2021, <https://www.afd.fr/sites/afd/files/pdfs/concevoir-et-promouvoir-une-transition-ecologique-juste-13904-fr.pdf>

— 22. Agence française de développement, *Fiche projet AFD : concevoir et promouvoir...*, op. cit., p. 2.

— 21. Agence française de développement, *Fiche projet AFD : concevoir et promouvoir une transition écologique juste*, décembre 2021, <https://www.afd.fr/sites/afd/files/pdfs/concevoir-et-promouvoir-une-transition-ecologique-juste-13904-fr.pdf>

— 22. Agence française de développement, *Fiche projet AFD : concevoir et promouvoir...*, op. cit., p. 2.

lieux, des groupes humains, des savoirs et des subjectivités non occidentales »²³. Elle se décline sur différents plans – pouvoir, savoir, être, genre, nature – et se veut, pour les penseurs décoloniaux « le mode de domination le plus général dans le monde actuel »²⁴, en particulier dans l'architecture internationale.

À travers notre travail de thèse, nous documentons ces formes de colonialité dans les pratiques de transition écologique observées qui s'articulent aux dynamiques de localisation mises en place par les ONG. Cela se perçoit, par exemple, dans des pratiques d'infériorisation des savoirs non-occidentaux jugés comme illégitimes *a priori* (colonialité du savoir). Les ONG excluent ainsi parfois dans la construction et la gestion de leurs activités les groupes subalternes – et les connaissances qui sont les leurs –, soit les personnes vulnérables les plus concernées par le changement climatique anthropique. Cela se traduit en outre dans l'occidentalo-centrisme de certains outils de gestion : il en va ainsi, notamment, de la normalisation et de la généralisation de nouveaux « standards » humanitaires qui intègrent, à travers de nombreux indicateurs techniques et instrumentaux, les questions environnementales, mais contribuent à renforcer des dissymétries dans l'aide internationale. Cela se manifeste dans le difficile accès aux financements par les organisations non-occidentales, paradoxalement les premières concernées par le changement climatique anthropique, mais aussi les plus éloignées de ces « standards » internationaux de gestion humanitaire (colonialité du pouvoir). Les contraintes imposées par les bailleurs de fonds publics occidentaux renforcent plus globalement ces formes de colonialité au sein des pratiques des

« Toutes les ONG observées sont ainsi porteuses, à des degrés variables, de plusieurs formes de colonialité. »

"All the NGOs in our study are therefore, to varying degrees, carriers of several forms of coloniality."

[which] is based on the supposedly natural subordination of places, human groups, knowledge and non-Western subjectivity".²³ It operates on various levels – power, knowledge, being, gender, nature – and is, for decolonial thinkers, "the most general mode of domination in the world today",²⁴ especially in terms of international architecture.

In our research, we document these forms of coloniality in the ecological transition practices we have seen and which relate to the localisation dynamics implemented by NGOs. This can be seen, for example, in practices that subordinate non-Western knowledge deemed illegitimate *a priori* (coloniality of knowledge). As a result, NGOs sometimes exclude subordinated groups – and the knowledge they possess – from the design and management of their activities, i.e. the vulnerable people most affected by anthropogenic climate change. This is also reflected in the Western-centricity of some management tools: consider, for example, standardisation and the generalisation of new humanitarian "standards", which, by means of numerous technical and instrumental indicators, incorporate environmental

— 23. Arturo Escobar et Eduardo Restrepo, « Anthropologies hégémoniques et colonialité », *Cahiers des Amériques latines*, vol. 62, n° 3, décembre 2009, p. 83-96, 86.

— 24. Aníbal Quijano, « Colonialidad y modernidad/racionalidad », *Perú Indígena* vol. 13, n° 29, 1992, p. 11-20, 14, (traduction de l'auteur), <https://www.lavaca.org/wp-content/uploads/2016/04/quijano.pdf>

— 23. Arturo Escobar et Eduardo Restrepo, « Anthropologies hégémoniques et colonialité », *Cahiers des Amériques latines*, vol. 62, n° 3, décembre 2009, p. 83-96, 86.

— 24. Aníbal Quijano, « Colonialidad y modernidad/racionalidad », *Perú Indígena* vol. 13, no 29, 1992, p. 11-20, 14 [Translated into English from the author's French translation of the original].

ONG par les effets de normalisation qu'elles induisent. Et l'on ne fera que mentionner les multiples incohérences de gestion dont elles sont porteuses et qui empêchent une réelle transition écologique, notamment dans les financements humanitaires.

Les ONG étudiées ne doivent pas pour autant être réduites à ces formes de colonialité. Nos travaux montrent ainsi une pluralité de pratiques présentes dans les trois modèles décrits. Celles-ci permettent au contraire de s'extraire d'une gestion coloniale et de proposer un outillage alternatif. Certes, il existe des formes plus ou moins institutionnalisées de contournement – voire de ce que l'on pourrait appeler une « falsification des données » – par les équipes déployées sur les territoires, pour les outils de gestion considérés trop normatifs. « Le Blanc, quand il veut un chiffre pour son tableau de bord, on lui trouve », nous a ainsi précisé un responsable salarié burkinabé d'une des ONG observées. Mais la matérialité du changement climatique anthropique permet aussi aux ONG d'innover à de nombreux niveaux. Citons deux exemples éclairants parmi d'autres.

Certaines des ONG sont ainsi devenues actrices de formes d'économies circulaires, notamment en appuyant l'émergence de coopératives locales dans le but de localiser les chaînes d'approvisionnement, de recycler ou de réemployer les déchets, comme le projet Plastik d'ALIMA au Burkina Faso. Si l'intention initiale est ainsi de répondre à un enjeu de soutenabilité environnementale, l'action de l'ONG permet en même temps de renforcer le pouvoir d'agir des communautés impliquées dans le projet. Deuxième exemple : la plupart des ONG mobilisent nombre de savoirs endogènes (dans l'utilisation des matériaux, les techniques agricoles, les systèmes de conservation, etc.) visant, par un dialogue épistémologique horizontal avec la science occidentale, à renforcer l'adaptation des territoires des populations aux effets du

issues but help reinforce disparities in international aid. This is manifested in the difficulty non-Western organisations have accessing funding – paradoxically, they are the first to be affected by anthropogenic climate change but also the furthest removed from these international “standards” of humanitarian management (coloniality of power). In more general terms, the constraints imposed by Western public funders reinforce, through the standardisation effects they bring, these forms of coloniality within NGO practices – and we should not forget the multiple management inconsistencies they bring and which prevent genuine ecological transition, especially in humanitarian funding.

The NGOs studied, however, should not be reduced to these forms of coloniality. Our work shows that there is a wide range of practices in the three models described. These practices actually allow us to move away from colonial management and offer alternative tools. Admittedly, there are more or less institutionalised ways in which the management tools deemed too prescriptive can be circumvented by teams deployed in the field (a process that could even be called “falsification of data”). “When a white man wants a number for his dashboard, we’ll find it for him”, said a Burkinabé salaried manager from one of the NGOs we studied. The physical reality of anthropogenic climate change, however, also allows NGOs to innovate on many levels. Let us consider just two of the more enlightening examples.

Firstly, some NGOs have become active participants in circular economies, supporting the emergence of local cooperatives with the aim of localising supply chains, and recycling or reusing waste, such as ALIMA’s “Plastik” project in Burkina Faso. Even though the initial intention is to respond to the challenge of environmental sustainability, the NGO’s action is simultaneously helping empower the communities involved in the project. Secondly, most NGOs draw on a wealth of endogenous knowledge (use

changement climatique anthropique. C'est, en particulier, le cas du GRET et du SCCF au Sénégal, qui s'appuient sur les connaissances des coopératives agricoles accompagnées pour renforcer, à travers des pratiques d'agroécologie, la sécurité alimentaire des populations des territoires concernés.

Ainsi, les ONG observées se caractérisent toutes par des formes de « créolisation », voire de pluriversalité de leur outillage gestionnaire dédié à la transition écologique. Ces concepts, tirés en particulier des écologies décoloniales²⁵, sont utiles pour mieux appréhender « les options et les obstacles rencontrés par le dispositif humanitaire pour se connecter à la protection de la vie humaine avec le monde naturel »²⁶. Popularisées par des auteurs comme Malcolm Ferdinand ou Arturo Escobar²⁷, ces approches font de « la fracture coloniale, l'enjeu central de la crise écologique, [découlant] du constat que les pollutions, les pertes de biodiversité, de même que le réchauffement climatique sont les traces matérielles de cet habiter colonial de la Terre »²⁸.

Face à cette double injonction environnementale et décoloniale qui s'accroît, ces nouvelles approches de l'écologie peuvent aider les ONG occidentales à élaborer un chemin de transition qui leur soit propre. À la manière des modèles proposés par les ONG françaises, elles permettent de construire des pratiques visant à réduire simultanément les vulnérabilités environnementales, économiques et sociales. Si les bailleurs publics, par les contraintes qu'ils imposent, ont un rôle déterminant, les ONG ont tout à gagner à réancrer la crise

of materials, agricultural techniques, conservation systems, etc.) with the aim of engaging in a horizontal epistemological dialogue with Western science to enhance the way in which local communities adapt to the effects of anthropogenic climate change. This is certainly the case for GRET and SCCF in Senegal, which are building on the knowledge of the agricultural cooperatives they support to strengthen the food security of the population in the regions concerned through agroecology practices.

All the NGOs studied therefore show some form of "creolisation" (or even pluriversality) of the tools they use to manage ecological transition. These concepts, drawn in particular from decolonial ecologies,²⁵ are useful for gaining a better understanding of "the options and obstacles encountered by the humanitarian system in its efforts to connect the protection of human life with the natural world".²⁶ Popularised by authors such as Malcolm Ferdinand and Arturo Escobar,²⁷ these approaches make "the colonial divide the central issue of the ecological crisis, [based on] the observation that pollution, loss of biodiversity and global warming are the material traces of this colonial habitation of the Earth".²⁸

Faced with this escalating dual environmental and decolonial imperative, these new approaches to ecology can help Western NGOs develop their own transition path. Like the models proposed by French NGOs, they make it possible to develop practices aimed at simultaneously reducing environmental, economic and social vulnerability.

— 25. Collectif, *Décoloniser le changement climatique, Plurivers, revue d'écologie décoloniale*, n° 1, Éditions du Commun, 9 février 2024.

— 26. Extrait de l'appel à contributions du présent dossier d'*Alternatives Humanitaires*.

— 27. Arturo Escobar, *Un autre possible est possible*, Éditions Zulma et Jimsaan, 2024, https://www.zulma.fr/wp-content/uploads/EXTRAIT-SITE_ESCOBAR.pdf

— 28. Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Éditions du Seuil, 2019, p. 298.

— 25. Collectif, *Décoloniser le changement climatique, Plurivers, revue d'écologie décoloniale*, n° 1, Éditions du Commun, 9 février 2024.

— 26. Extract from the call for papers for this issue of *Humanitarian Alternatives*.

— 27. Arturo Escobar, *Un autre possible est possible*, Éditions Zulma et Jimsaan, 2024, https://www.zulma.fr/wp-content/uploads/EXTRAIT-SITE_ESCOBAR.pdf

— 28. Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Éditions du Seuil, 2019, p. 298. [Translated into English from the French version]

climatique et ses conséquences dans une histoire plus longue, notamment celle de l'histoire coloniale occidentale. Comprendre comment celle-ci a façonné un « habiter colonial »²⁹ peut permettre aux ONG d'être pleinement actrices d'une transition à la fois écologique, climatique, juste, et inclusive.

— 29. Pour Malcom Ferdinand, « l'habiter colonial » désigne « une conception singulière de l'existence de certains humains sur Terre (les colons), de leurs rapports avec d'autres humains (les non-colons) ainsi que de leur manière de se rapporter à la nature et aux non-humains » (*Ibid.* p. 55). Il se caractérise par une exploitation de la nature et des corps des territoires colonisés par les colons.

Whilst public funders have a decisive role to play because of the constraints they impose, NGOs have everything to gain by placing the climate crisis and its consequences back into a longer historical context, particularly that of Western colonial history. Understanding how that very history has shaped a “colonial habitation”²⁹ can enable NGOs to be fully involved in a transition that is ecological, climate-related, fair and inclusive.

Translated from the French by Derek Scoins

— 29. For Malcolm Ferdinand, “colonial habitation” means “a unique conception of the existence of certain humans on Earth (settlers), their relationship with other humans (non-settlers) and their way of relating to nature and non-humans” (*Ibid.* p. 55 Translated into English from the French version). It is characterised by exploitation of the lands and bodies of the territories colonised by settlers.

Biographie | Biography



VINCENT PRADIER

Vincent Pradier est chercheur doctorant à l'IAE de l'Université de Paris Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Philippe Eynaud et d'Emmanuelle Garbe, et chercheur associé à l'Observatoire canadien des crises et de l'action humanitaire (OCCAH). Après avoir exercé dix ans au sein d'ONG françaises, notamment en poste de direction, il s'intéresse depuis 2020, par son travail de thèse (mené en contrat CIFRE au sein de Coordination SUD), à l'impact des enjeux de transition écologique sur la gestion des ONG, dans une perspective décoloniale. Vincent travaille sur trois axes de recherche : la gestion des ONG de manière pluridisciplinaire (histoire, sociologie, anthropologie), la gestion de la transition écologique par les organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS), et l'articulation entre approches décoloniales et sciences de gestion, en particulier les *critical mangement studies*.

Vincent Pradier is a PhD researcher at the IAE Paris Sorbonne Business School at the University of Paris Panthéon-Sorbonne, under Philippe Eynaud and Emmanuelle Garbe, and associate researcher at the Canadian Research Institute on Humanitarian Crises and Aid (OCCAH). He spent ten years working for French NGOs, notably in management positions. Since 2020, as part of the research for his thesis (carried out under a CIFRE contract at Coordination SUD), he has been examining the impact of ecological transition issues on the management practices of NGOs from a decolonial perspective. Vincent works in three main research areas: the management practices of NGOs from a multidisciplinary standpoint (history, sociology, anthropology), the management of ecological transition by social and solidarity economy organisations, and the link between decolonial approaches and management sciences, particularly critical management studies.

« Faire moins, faire plus », ou les attentes incompatibles envers la réponse humanitaire : réduire son empreinte carbone tout en intensifiant ses interventions

“Do Less, Do More”, or the incompatible expectations of the humanitarian response: reducing carbon and scaling up

Michiel Hofman • Senior Humanitarian Specialist for Médecins Sans Frontières Operational Centre Brussels (Belgium)
Angela Uyen MD • Health Policy and Advocacy Advisor for Médecins Sans Frontières in Belgium

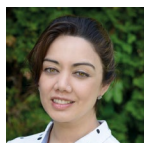
Les organisations humanitaires font face à un dilemme : intensifier leurs interventions pour répondre aux besoins croissants tout en réduisant drastiquement leur empreinte carbone. Il en va ainsi de Médecins Sans Frontières, ONG pour laquelle travaillent les deux auteurs, puisque l'essentiel de son empreinte provient des éléments indispensables à son action – transport aérien, fournitures médicales et énergie pour les installations de soins. Comment résoudre ce dilemme ?

Humanitarian organisations are faced with a dilemma: they have to intensify their interventions to meet growing needs but have to drastically reduce their carbon footprint at the same time. This is the case for Médecins Sans Frontières, the NGO for which the two authors work, since most of its footprint comes from the elements essential to its action – air transport, medical supplies and energy for treatment facilities. How can this dilemma be resolved?

Conflict, inequality, epidemics and natural disasters: drivers of medical and humanitarian needs are expected to



MICHEL
HOFMAN



ANGELA
UYEN

Conflits, inégalités, épidémies, catastrophes naturelles : toutes ces causes de besoins médicaux et humanitaires devraient s'intensifier considérablement du fait de l'impact du changement climatique, qui opère comme un « multiplicateur de menaces ». Les organisations humanitaires ont toujours répondu à ces besoins et devraient continuer à le faire – comme elles s'y sont d'ailleurs engagées –, sans pour autant compromettre leur mandat principal. Dans le même temps, ces mêmes organisations humanitaires, dont Médecins Sans Frontières (MSF), doivent agir – et s'y sont engagées – comme des membres responsables de la société civile et diminuer leur propre contribution à l'urgence climatique tout en réduisant leur empreinte carbone¹. Le concept de « faire le bien sans nuire » semble être un continuum de la pratique humanitaire établie. Néanmoins, le dérèglement climatique, en tant que multiplicateur de menaces universel, risque vraisemblablement d'entraîner une augmentation du nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire. Ainsi, prendre l'engagement de répondre à ce besoin accru représente également un facteur multiplicateur certain d'émissions de CO₂. À ce titre, ces deux engagements sont incompatibles. Au mieux, leur mise en œuvre est irréaliste, au pire, un engagement public en faveur d'une réduction mesurable des émissions de gaz à effet de serre est mensonger.

Cette contestation de l'engagement public de MSF à réduire de moitié son empreinte carbone ne représente qu'une partie des intenses débats qui ont lieu en interne au sujet des implications plus importantes du dérèglement climatique pour l'identité et les responsabilités de l'organisation. La plupart des questions cruciales qui se posent à propos du rôle de MSF, outre les besoins sanitaires immédiats des personnes, n'ont pas encore trouvé de

accelerate dramatically due to the impact of the “threat multiplier” of climate change. Humanitarian organisations have always responded to – and are expected to continue to respond to – and have, indeed, pledged to respond to these needs without compromising on their core mandates. At the same time, the same humanitarian organisations, including Médecins Sans Frontières (MSF), are expected to act as – and have pledged to act as – a responsible member of civil society and reduce their own contribution to the climate emergency, reducing their carbon footprint while doing so.¹ “Doing good while doing no harm” appears to be a seamless continuum of established humanitarian practice. However, as a universal threat-multiplier, climate change is likely to cause an increase in the number of people in need of humanitarian aid. So, the pledge to respond to this increased need is also an absolute carbon-emission multiplier if this ambition is to be reached. As such, both commitments are incompatible. At best, both pledges are simply unrealistic in their implementation. At worst, with public pledges to a measurable carbon reduction, they are deceitful.

This challenge to the MSF's publicly pledged commitment to reduce its own carbon footprint by 50% is just a small part of fierce internal debates about broader implications of climate change for MSF's identity and responsibilities. For most of these more fundamental questions about MSF's role beyond immediate human health needs, no public MSF positioning is yet agreed upon. Some at MSF even argue beyond the practicalities of response types, stating that humanitarian organisations have no place in the overall politics of accountability and responsibility of who needs to pay or respond, so there is no place for any “climate-centred” humanitarianism at all. Yet a larger number of people at MSF strongly argue that MSF

— 1. Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires, <https://www.climate-charter.org/wp-content/uploads/2022/05/ClimateEnvironmentCharter-FR.pdf>

— 1. The Climate and Environment Charter for Humanitarian Organizations, <https://www.climate-charter.org/wp-content/uploads/2022/05/ClimateEnvironmentCharter-EN.pdf>

réponse sur le positionnement public de MSF. Certains acteurs au sein de MSF développent même leur argumentaire au-delà de l'aspect pragmatique des types de réponse : ils affirment que les organisations humanitaires n'ont pas leur place dans les politiques globales traitant de responsabilité, d'obligation de rendre des comptes, de qui doit payer ou répondre. Il n'y aurait donc pas lieu d'envisager un « humanitarisme » centré sur le climat. Mais ils sont plus nombreux encore à soutenir fermement l'idée selon laquelle MSF ne doit pas seulement s'atteler aux besoins sanitaires immédiats accélérés par le dérèglement climatique, mais qu'elle serait également responsable de la protection du système de santé dans son ensemble contre le changement climatique, voire sur la planète, du point de vue environnemental. Cette dichotomie est illustrée par le débat actuel au sujet de l'expression « santé planétaire » adoptée dans le « Pacte pour l'environnement » de MSF et dans les communications externes ultérieures traitant de l'impact du changement climatique, ce terme impliquant que l'organisation vise à dépasser le sujet de la santé humaine pour inclure dans son champ d'action l'environnement dans son ensemble. Ceux qui contestent l'usage de cette terminologie affirment qu'elle dilue l'objectif de MSF, qu'elle place l'organisation au-delà du mandat qu'elle s'est elle-même fixé et que, dans tous les cas, il lui manque la légitimité et l'expertise nécessaires dans des domaines tels que la santé animale ou les écosystèmes.

Il peut sembler étrange de remettre en cause des solutions systémiques. On peut se demander pourquoi quelqu'un s'opposerait à la volonté de répondre aux besoins immédiats tout en bâtissant la résilience, en vue d'empêcher de futurs besoins d'émerger – comme l'illustre l'adage « Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson ». Pour MSF tout particulièrement, qui s'est érigée en organisation à mandat unique et qui se concentre donc seulement

should not only react to the immediate health needs accelerated by climate change but also take responsibility for climate-proofing the health system as a whole, or even the planet as a whole from an environmental point of view. This dichotomy is exemplified in an ongoing debate over the language adopted in MSF's "Environmental Pact" and subsequent external communications on the impact of climate change: "Planetary Health", as this implies MSF will extend its mandate beyond human health to include the whole environment. Those against this terminology argue that it dilutes MSF's focus, goes beyond MSF's current self-declared mandate and that, in any case, MSF lacks the legitimacy and expertise in areas such as animal health or eco-systems.

Questioning systemic solutions may seem odd. We many wonder why anyone would object to both responding to immediate needs and building resilience to prevent future needs – teaching a man how to fish and so on. Specifically for MSF as a self-declared single-mandate organisation – which means staying singularly focused on reactive medical humanitarian action only – this question is fundamental. This touches both on humanitarian principles and MSF's identity. Clearly, MSF does not ignore root causes of need, such as conflict, economic inequality and climate change, as understanding these causes is important for anticipating, analysing and quantifying potential needs in order to prepare and adjust operational responses. But as root causes are, by nature, systemic, not individual, not addressing them directly avoids tension with the principle of humanitarian impartiality: remaining focused on the (medical) need of the patient and never prioritising long-term systemic needs over immediate individual needs. For the same reasons, MSF avoids upholding public positions on the rights or wrongs of conflicts or economic inequality, which often surprises otherwise supportive civil-society partners who question why MSF would not declare itself anti-war or anti-capitalist

sur une action humanitaire médicale réactive, cette question est fondamentale. Elle touche à la fois aux principes humanitaires de MSF et à son identité. Il est clair que MSF n'ignore pas les sources du besoin – conflits, inégalités économiques, dérèglement climatique – puisque la compréhension de ces origines est importante afin d'anticiper, analyser et quantifier les besoins éventuels de façon à préparer et ajuster les réponses opérationnelles. Mais ces causes étant, par nature, systémiques et non individuelles, le fait de ne pas les traiter directement permet d'éviter d'être aux prises avec le principe d'impartialité humanitaire : cibler le besoin (médical) du patient et ne jamais donner la priorité aux besoins systémiques de long terme au détriment des besoins individuels immédiats. Pour les mêmes raisons, MSF s'abstient de prendre officiellement parti dans les conflits ou au sujet des inégalités économiques, ce qui ne manque pas de surprendre ses partenaires issus de la société civile et qui lui apportent par ailleurs leur soutien ; ces derniers questionnent souvent la raison pour laquelle MSF ne se déclare ni antiguerre ni anticapitaliste, et ne défend pas ses positions au niveau des instances de justice internationale. Son plaidoyer bilatéral et public se limite à demander des comptes aux décideurs politiques qui détiennent l'autorité pour développer l'action humanitaire et médicale.

Le dérèglement climatique a remis ces considérations et ces pratiques en cause, car il exacerbe les menaces, impacte négativement presque tous les autres facteurs à l'origine d'un besoin humanitaire aigu, et a un effet multiplicateur d'opinions dans les débats internes. Désormais, même les catastrophes naturelles sont des leviers pour placer les décideurs politiques face à leurs responsabilités. Avant l'urgence climatique, et malgré des alertes émises depuis des décennies, ces catastrophes étaient uniques en ce qu'elles étaient généralement perçues comme des événements ne pouvant être imputés à quiconque,

or uphold positions on international justice. Bilateral and public advocacy is limited to holding policymakers – with established responsibilities and obligations for enabling humanitarian and medical action – to account.

Climate change has challenged these assumptions and practices because it acts as a threat multiplier, negatively impacting almost all these other root causes of acute humanitarian need – a threat multiplier that acts as an “opinion multiplier” in internal debates. Even natural disasters are now actionable in holding policymakers to account. Before the climate emergency, weather-related disasters were unique insofar as they were generally perceived as “nobody’s fault”, despite decades of climate warnings – an “act of God” exempt from advocacy for policy change or global action. This perceived blamelessness of natural disasters also made such disasters the most useful for charity fundraising, generating donations far above those for conflict-related humanitarian crises, often seen as people bringing misery upon themselves. This has now changed. Earthquakes aside, storms, floods and draughts are now firmly in the category of man-made disasters, but, unlike conflicts, they are man-made disasters to which humanitarian organisations contribute through their carbon emissions.

The dual humanitarian constraint of climate change

So, after fierce internal and unresolved debates, especially on the commitment to build systemic resilience, MSF recognised, for the first time, that it was both the cause of and responder to needs, in *The Environmental Pact*, published in 2020:²

— 2. Medecins Sans Frontières, *The Environmental Pact*, November 2020, <https://www.msf.org/msf-2020-environmental-pact>

imprévisibles, exempts de toute action de plaidoyer en faveur d'un changement de politique ou d'actions menées à l'échelle mondiale. Cette perception de l'irréprochabilité des catastrophes naturelles a également rendu ce type de tragédies des plus utiles s'agissant de collectes de fonds caritatifs générant des dons bien supérieurs à ceux des crises humanitaires liées à des conflits, souvent perçus comme étant le lot de personnes responsables de leur malheur. Aujourd'hui, la situation a changé. Abstraction faite des séismes, les tempêtes, inondations et épisodes de sécheresse appartiennent désormais à la catégorie des catastrophes d'origine humaine. Mais contrairement aux conflits, ce sont des catastrophes d'origine humaine auxquelles les organisations humanitaires contribuent par le biais de leurs émissions carbone.

La double contrainte humanitaire face au dérèglement climatique

Après d'âpres débats en interne qui n'ont pas encore atteint de consensus, notamment en ce qui concerne l'engagement à construire une résilience systémique, MSF a, pour la première fois, reconnu qu'elle était à la fois la cause et la réponse au besoin, dans son « Pacte pour l'environnement » publié en 2020².

« Conscients de nos limites et du financement supplémentaire possible, nous devons également maintenir notre pertinence auprès de nos soutiens, employés et patients dans un monde en pleine évolution. Nous convenons de la nécessité pour MSF d'apporter une aide médico-humanitaire sans susciter à l'avenir de nouveaux besoins humanitaires ni compromettre l'action humanitaire à venir. »

Bien qu'initialement, MSF n'indiquait dans son pacte que son engagement en faveur de la diminution de ses émissions de carbone sans citer d'objectifs, et en

« Désormais, même les catastrophes naturelles sont des leviers pour placer les décideurs politiques face à leurs responsabilités. »

"Even natural disasters are now actionable in holding policymakers to account."

"Whilst recognizing our limitations, and the potential additional investment, we must also remain relevant to our supporters, employees, and patients in a changing world. We recognize the need for MSF to provide medical humanitarian assistance without creating additional humanitarian needs in the future, nor compromising future humanitarian action."

Whilst this pact initially kept MSF's commitment to carbon reduction aspirational without targets and with the caveat that it should not compromise humanitarian action, by March 2022 MSF had joined many other international organisations and signed the Climate and Environment Charter for Humanitarian Organisations.³ This charter firmly applies "the principle of 'do no harm'" – "we will avoid, minimize and manage the damage we cause" – and it crucially commits its signatories to translating "[their] commitments into time-bound targets and action plans within a year". For MSF, this commitment was published on 29 March 2022.⁴

— 2. Médecins Sans Frontières, *Pacte pour l'environnement*, octobre 2020, p. 2, <https://climatehub.msf.org/wp-content/uploads/2023/11/6.2.2-MSF-LE-PACTE-POUR-LENVIRONNEMENT-2020.pdf>

— 3. Climate Charter, *The Climate and Environment Charter*., op. cit.

— 4. Médecins Sans Frontières, *MSF commits to reduce carbon emissions to help safeguard the most vulnerable*, 22 March 2022, <https://www.msf.org/climate-emergency-msf-commits-reduce-carbon-emissions-help-safeguard-most-vulnerable>

avertissant qu'elle ne devait pas compromettre l'intervention humanitaire, elle a, en mars 2022, signé aux côtés de nombreux autres organismes internationaux, la Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires³. Le « principe de "ne pas nuire" » est affirmé sans détour (« nous prendrons toutes les mesures possibles pour prévenir, réduire et gérer les conséquences de nos programmes ») dans cette charte, laquelle engage les signataires à traduire « [leurs] engagements en objectifs et plans d'action assortis d'un calendrier précis dans le délai d'un an. » MSF a publié cet engagement le 29 mars 2022⁴ :

« Nous reconnaissons notre contribution au problème mondial d'émissions de carbone et de perturbations liées à des causes d'origine humaine, et nous engageons à réduire d'ici 2030 nos rejets d'au moins 50 % par rapport aux niveaux de 2019. »

Cet objectif ayant été fixé sur la base de chiffres absolus, MSF a dû tout d'abord s'attacher à analyser tous les facteurs qui contribuent à ces taux : en 2019, l'organisation a rejeté 507 589 tonnes de CO₂. Les domaines totalisant les émissions les plus élevées étaient les biens et services et le transport aérien. Les centres opérationnels étaient responsables de 86 % des émissions mondiales de référence⁵. La catégorie « Biens et services » (47 % des émissions) comprend les médicaments, l'eau, la nourriture, et la gestion des ordures entre autres. Les déplacements et le fret représentaient 30 % des émissions de carbone, tandis que l'énergie en comptabilisait 13 %, essentiellement générées par l'électricité et les groupes électrogènes des établissements médicaux.

— 3. Climate Charter, *Charte sur le climat et l'environnement...*, op. cit.

— 4. Médecins Sans Frontières, *Urgence climatique : MSF s'engage à réduire ses émissions de carbone pour aider à protéger la santé des plus vulnérables*, 31 mars 2022, <https://www.medicinsansfrontieres.ca/urgence-climatique-msf-sengage-a-reduire-ses-emissions-de-carbone-pour-aider-a-protéger-la-santé-des-plus-vulnérables>

— 5. Extrait de la base de données interne de référence de l'équipe Climate Smart MSF en 2019.

"Recognizing our own contribution to the global problem of carbon emissions and human-caused environmental disruption, we have pledged to reduce our emissions by at least 50 per cent compared to 2019 levels by 2030."

As this is a target set against an absolute carbon emission figure, MSF had to firstly analyse what all the contributing factors to this are: in 2019, the MSF movement accounted for 507,589 tons of CO₂ emissions. The largest contributors to these emissions were the categories of "Goods & Services" and "Air travel". The Operational Centres bore responsibility for a significant 86% of global base-line emissions.⁵ The category "Goods & Services" (47% of emissions) included medicine, water, sanitation, food and others. Travel and freight represented 30% of emissions and energy represented 13%, mainly from electricity and generators for medical facilities.

This carbon-footprint breakdown reflects the nature of MSF's humanitarian operations, which focus on providing medical goods and services across the world. Comparisons with similar organisations (e.g., ALIMA, ACTED) show consistent patterns in emissions distribution: 40-50% from purchases, ~30% from transport and the remainder from energy.

The current environmental roadmap has introduced a plan with the ambition of reducing 90% of emissions over the next seven years by using seven main climate solutions, such as setting environmental criteria for purchases, reducing travel (specifically air travel), reducing air freight, increasing use of renewable energy, reducing energy consumption and improving buildings' thermal efficiency.

— 5. Excerpt from MSF Climate Smart team internal 2019 baseline database.

Cette répartition de l'empreinte carbone reflète la nature des opérations humanitaires de MSF, dont l'activité principale est de fournir des biens et services médicaux dans le monde entier. Les comparaisons effectuées avec des organisations similaires (ALIMA et ACTED, par exemple) montrent une constante dans la distribution des émissions dont 40 % à 50 % sont engendrées par les achats, environ 30 % par le transport, et la part restante par l'énergie.

La feuille de route actuelle présente un plan dont l'ambition est de réduire de 90 % les émissions sur les sept prochaines années, en utilisant sept leviers principaux : la mise en place de critères environnementaux relatifs aux achats, la réduction des déplacements (notamment les voyages en avion), la réduction du fret aérien, l'augmentation des énergies renouvelables, la baisse de la consommation d'énergie et l'amélioration de l'efficacité thermique des bâtiments.

Les défis de la réduction carbone dans l'action médicale d'urgence

Cependant, la plupart des domaines visés par une réduction de 90 % sont essentiels à la continuité de notre action. Par exemple, l'objectif de réduction des voyages aériens internationaux semble facile à atteindre, du fait de notre approche de localisation des réponses humanitaires. Mais l'acheminement par avion des équipes affectées à des projets médicaux reste élevé. Bien qu'il soit difficile de dégager des données détaillées pour l'ensemble de l'organisation, la plupart des déplacements en avion sont liés au transport de personnel dans les structures médicales de MSF. Près de 80 %⁶ des émissions produites dans cette catégorie représentent des vols mobilisés⁷ pour des projets médicaux. Le manque de ressources locales est principalement visé ici, notamment en ce qui concerne les travailleurs de santé

« En 2019, l'organisation a rejeté 507 589 tonnes de CO₂. »

"In 2019, the MSF movement accounted for 507,589 tons of CO₂ emissions."

The challenges of carbon reduction in emergency medical action

However, most of these areas targeted for a 90% reduction are key to continuity of our response. A good example is the target to reduce international air travel – which, in our era of localisation of responses, appears to be an easy target. But international air travel for staff required for medical projects remains at a high rate. Although the detailed data for all of MSF is hard to isolate, most air travel is linked to MSF's staffing of medical facilities. Almost 80%⁶ of international travel emissions are caused by flights requested⁷ by medical projects. This is mostly due to a lack of local resources, which is especially true for healthcare workers, in particular specialised staff, of which there is a global shortage, and in conflict-affected areas, where international staff remain crucial to shield our national colleagues from the pressures of warring parties, whether states or otherwise.

Another example where foreseen reductions are unrealistic is freight of international supplies, which remain crucial to safeguard minimum medical quality standards. For cost-efficiency reasons, what can be shipped by sea is already done so. Acute emergencies, however, remain dependent on air cargo as intervention speed remains essential in the acute first phases of any type of medical emergency where, typically, the most acute medical needs are at the onset of

— 6. Extrait de Climate Smart MSF..., *op. cit.*

— 7. Payés par les budgets opérationnels des projets médicaux.

— 6. Excerpt from MSF Climate Smart..., *op. cit.*

— 7. Paid for by the operational budgets of medical projects.

et surtout le personnel spécialisé, insuffisant au niveau mondial. Les équipes internationales venant en renfort sont essentielles dans les zones de conflit, pour protéger les collaborateurs locaux des pressions exercées par les parties belligérantes, qu'elles soient étatiques ou non.

Un autre exemple dans lequel les réductions envisagées s'avèrent peu réalistes est le transport de fournitures internationales, lesquelles sont essentielles afin de garantir des normes minimales de qualité médicale. Pour des questions de rentabilité, tout ce qui peut être acheminé par bateau l'est déjà. Cependant, les situations d'urgence aiguë restent tributaires du transport aérien puisque la rapidité d'intervention est capitale lors des premières phases de tout type d'urgence médicale : en effet, les besoins médicaux les plus graves se font généralement sentir au début des crises. Un passage à des sources d'énergie alternatives dans des projets médicaux bien établis, et de long terme, peut certainement être entrepris, ce qui permettrait une réduction des émissions de CO₂. Néanmoins, dans des contextes d'urgence aiguë, les sources d'énergie telles que les groupes électrogènes alimentés par des combustibles fossiles sont indispensables au maintien des services médicaux au sein des hôpitaux, en période d'extrême instabilité telles que des conflits ou des catastrophes naturelles de grande ampleur. Une réduction de l'ordre de 90 % semble par conséquent peu probable.

MSF a clairement affirmé que la priorité serait toujours donnée à la réponse aux besoins sans compromettre la qualité des soins. D'autre part, l'organisation a affiché un objectif absolu, suivant un échéancier précis, pour la réduction de son empreinte carbone. Alors que les besoins et les réponses sont voués à augmenter, cette réduction des émissions de carbone exigée – mesurée selon un volume d'opérations bien plus faible en 2019 – reviendra à une diminution relative de plus de 50 % des

the crisis. A change to alternative energy sources in protracted and fixed long-term medical projects can certainly be achieved, so some reduction is possible. But in acute emergencies, energy sources such as fossil-fuel-powered generators are still key to maintaining medical services in hospitals in times of extreme disruption, such as conflict or large-scale natural disasters. So a 90% reduction remains unlikely.

MSF has clearly stated it will continue to prioritise responding to needs, without compromising on medical quality. MSF has also stated an absolute and time-bound target for carbon footprint reduction. As needs and responses are likely to increase, the required carbon reduction, measured against a much smaller operational portfolio in 2019, will represent a reduction of over 50% in relative terms. This means the more MSF responds, the less likely it is to meet the 50% target, resulting in an aspirational commitment, rather than a hard objective. As the public pledge is not communicated with such a caveat, the aspirational nature of the pledge is largely an internal interpretation, rather than a clear and transparent conditional pledge externally. This discrepancy is not highlighted to dismiss the importance and responsibility of MSF in acting and responding to carbon footprint reduction. However, MSF needs to acknowledge and promote an understanding of the nuances and complexities implied when working towards these targets, not only internally, but also transparently to the public it made its pledges to.

Towards transparency on the limits of environmental commitments

In parallel to its own pledge, MSF is also calling for ownership across all of society in acting on climate-change footprint reduction, especially regarding states, and is actively participating in the COP climate summits. Christos Christou, MSF International President, in a speech at COP28 in Dubai in December 2023, said:

émissions. En somme, cette perspective s'apparente davantage à une intention ambitieuse qu'à un objectif concret, car plus MSF sera présent pour répondre aux besoins dans le monde, moins il sera possible d'atteindre l'objectif de 50 % de réduction. Les communications publiques sur le sujet n'intégrant pas cette mise en garde, le caractère ambitieux de cet engagement est en grande partie une interprétation interne plutôt qu'un engagement conditionnel clair et transparent à l'extérieur. Cette divergence n'est pas soulignée afin de mésestimer l'importance et la responsabilité de MSF dans l'action et la réponse à la réduction de l'empreinte carbone. Pour autant, MSF doit reconnaître et encourager la compréhension des nuances et des complexités associées au travail à fournir pour atteindre ces objectifs, et ce, non seulement en interne, mais également en toute transparence, envers le public auprès duquel l'engagement a été pris.

Vers une transparence sur les limites des engagements environnementaux

En parallèle, MSF appelle la société tout entière – et les États en particulier – à agir pour la réduction de l'empreinte carbone et participe activement aux sommets de la Conférence sur le climat (COP). Ainsi, lors de la COP 28 qui s'est déroulée à Dubaï en décembre 2023, le président international de MSF, Christos Christou, a déclaré :

« À l'heure de dresser un bilan mondial, il apparaît clairement que les mesures prises jusqu'ici ne permettent pas de répondre aux besoins actuels, et encore moins de relever le défi croissant qui nous attend. Les dirigeants politiques mondiaux n'ont pas respecté leurs engagements en matière de réduction des émissions, et n'ont pas tenu leurs promesses de soutenir les pays les plus touchés pour qu'ils puissent s'adapter⁸. »

« MSF a clairement affirmé que la priorité serait toujours donnée à la réponse aux besoins sans compromettre la qualité des soins. »

"MSF has clearly stated it will continue to prioritise responding to needs, without compromising on medical quality."

"At this Global Stocktake, it's clear that actions to date are failing to meet today's needs, let alone the growing challenge ahead. Global political leadership has failed to deliver on commitments to curb emissions and to deliver on promises to support the most affected countries to adapt."⁸

From this perspective, it is clear that, compared to emissions from large corporations or state-owned industries, carbon emissions from humanitarian organisations are marginal, making it evident that our carbon reduction is aspirational, not critical. Nevertheless, many reading the pledge may not interpret it as such and expect the 50% reduction in hard figures and on time by 2030. So, if MSF is in doubt about whether it can be delivered, then it should say so.

We argue it is unrealistic to expect humanitarian organisations to pledge lowering emissions by 50% or more whilst simultaneously expanding their response to the acute consequences of the climate crisis. Both cannot be delivered simultaneously and successfully. If carbon reduction targets are maintained, delivery or response to the growing number of people affected by climate-change-induced health crises will be reduced.

— 8. Médecins Sans Frontières, *MSF at COP28: speech on champions leading the way on climate and health*, 2 December 2023, <https://www.msf.org/msf-speech-champions-leading-way-climate-and-health-cop28>

— 8. Médecins Sans Frontières, *MSF at COP28: speech on champions leading the way on climate and health*, 2 December 2023, <https://www.msf.org/msf-speech-champions-leading-way-climate-and-health-cop28>

De ce point de vue, il est évident que, relativement aux rejets de CO₂ de grands groupes ou d'entreprises industrielles d'État, les émissions produites par les organisations humanitaires sont marginales. La diminution de notre empreinte carbone représente donc un objectif vers lequel tendre plutôt qu'une nécessité absolue. Néanmoins, parmi les lecteurs de cette déclaration d'engagement, nombreux sont ceux qui peuvent ne pas l'interpréter comme telle et qui s'attendent à une baisse de 50 % traduite en chiffres concrets et dans les délais impartis, d'ici à 2030. Par conséquent, si MSF éprouve quelque doute que ce soit sur la faisabilité de cette démarche, elle se doit de l'exprimer.

Nous estimons qu'il n'est pas réaliste d'attendre des mouvements humanitaires qu'ils s'engagent à baisser leurs émissions de carbone de 50 % ou davantage tout en intensifiant leur réponse aux conséquences aiguës créées par la crise climatique. Les deux actions ne peuvent être menées à bien simultanément. Si les objectifs de réduction des émissions de carbone sont maintenus, les opérations à destination du nombre croissant de personnes touchées par des crises sanitaires induites par le dérèglement climatique seront réduites.

Les organisations humanitaires sont censées faire à la fois plus et moins : intensifier leur réponse sans compromis, mais le faire avec les mains liées.

Traduit de l'anglais par Floryse Atindogbe

Humanitarian organisations are expected to do both more and less: to increase their response without compromise, but to do so with their hands tied behind their back.

Biographies



MICHEL HOFMAN

Michiel Hofman travaille en tant que spécialiste principal des questions humanitaires pour Médecins Sans Frontières au Centre Opérationnel de Bruxelles (OCB). Basé à Belfast, il se consacre à la recherche, à la formation et au soutien opérationnel ainsi qu'à des publications dans le domaine humanitaire. Il a notamment codirigé les ouvrages *La politique de la peur. Médecins sans frontières et l'épidémie d'Ebola* et *Everybody's War: The Politics of Aid in the Syria Crisis* (Oxford University Press). Auparavant, Michiel a effectué des missions de terrain pour MSF entre 1993 et 2010, en qualité de coordinateur d'urgence et directeur pays au Libéria, en République démocratique du Congo, en Bosnie, au Burundi, au Sri Lanka, au Brésil, au Soudan du Sud, au Kosovo, en Russie et en Afghanistan, et pendant cinq ans en tant que directeur des opérations pour l'organisation à Amsterdam.

Michiel Hofman currently works as Senior Humanitarian Specialist for Médecins Sans Frontières Operational Centre Brussels (MSF-OCB). Based in Belfast, he focuses on research, training and operational support, as well as publications in humanitarianism. He co-edited the books *The Politics of Fear* and *Everybody's War* (Oxford University Press). Previously, Michiel worked for MSF in field missions between 1993 and 2010 as Emergency Coordinator and Country Director for MSF in Liberia, DR Congo, Bosnia, Burundi, Sri Lanka, Brazil, South Sudan, Kosovo, Russia and Afghanistan and he spent five years as Director of Operations for the organisation in Amsterdam.

ANGELA UYEN

Dr Angela Uyen est conseillère en politique de santé et plaidoyer pour Médecins Sans Frontières en Belgique. Forte de quinze années d'expérience au sein de MSF, elle a travaillé sur des projets dans plus de dix pays en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine, dans des contextes de conflits, d'épidémies et dans la réponse d'urgence. Le Dr Uyen détient un master en contrôle des maladies tropicales et infectieuses, un master en relations internationales et un master en gestion des services de santé. Au cours de ces huit dernières années, elle s'est consacrée – en tant que conseillère en politique de santé pour MSF – aux politiques relatives à la résistance aux antimicrobiens, à la sécurité sanitaire mondiale, à la préparation et à la réponse aux épidémies et aux pandémies, ainsi qu'au climat et à la santé.

Angela Uyen MD MSc MA is Health Policy and Advocacy Advisor for Médecins Sans Frontières in Belgium. She has more than 15 years of experience working at MSF, having worked in more than 10 countries on projects in Africa, the Middle East, Asia, and Latin America, in conflict-affected settings, outbreaks, and emergency responses. Dr Uyen holds a master's degree in infectious and tropical disease control, a master's degree in international relations, and a master's degree in healthcare management. In the last eight years as advocacy and policy advisor for MSF, she has focused on policies in antimicrobial resistance, global health security, epidemic and pandemic preparedness and response, and climate and health.

Déplacements forcés, pression anthropique et résilience locale au Cameroun

Forced displacement, human pressure and local resilience in Cameroon

*Joël Moudio • Docteur en science politique et enseignant chercheur à l'université de Yaoundé II (Cameroun)
Vincent Habaga • Docteur en géographie à l'université de Maroua (Cameroun)*

C

omment un afflux massif de déplacés internes a entraîné une surexploitation des ressources naturelles, conduisant à une déforestation rapide et à une dégradation des sols, aggravant la crise humanitaire en cours. C'est ce que nous expliquent ici les auteurs, s'appuyant sur leur étude menée dans l'Extrême-Nord du Cameroun.

Makalingaï est une localité située dans l'arrondissement de Tokombéré, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. L'afflux de presque 2000 déplacés internes fuyant les exactions de Boko Haram, entre 2013 et 2023, a généré une crise humanitaire aux fortes conséquences environnementales et sociales. En effet, l'augmentation démographique, de l'ordre de 9 %, a induit une pression sans précédent sur

How a massive influx of internally displaced people caused natural resource overexploitation, leading to rapid deforestation and land degradation, and worsening the current humanitarian crisis. The authors explain what happened, drawing on their research conducted in Cameroon's Far North.

Makalingaï is a village in Tokombéré, a district located in Cameroon's Far North. The influx of close to 2,000 internally displaced people (IDPs) fleeing the acts of violence perpetrated by Boko Haram from 2013 to 2023 triggered a humanitarian crisis with profound social and environmental consequences. A population increase of around 9% placed unprecedented pressure on natural resources and the environment. This human pressure has taken the form of expansion of cropland to the detriment of areas of vegetation, reflecting increased resource use to meet the needs

les ressources naturelles et l'environnement. Cette pression anthropique s'est traduite par une expansion des terres cultivées au détriment des formations végétales, témoignant d'une exploitation accrue des ressources pour subvenir aux besoins d'une population en croissance. Comment les déplacements forcés internes, combinés aux effets du changement climatique affectent-ils la durabilité des écosystèmes et les moyens de subsistance des populations à Makalingai, et quelles sont les stratégies mises en œuvre par les différents acteurs pour répondre à ces défis ? C'est tout le sens de l'étude que nous avons menée et dont nous présentons ici quelques conclusions¹.

S'inscrivant dans le champ de l'écologie politique², cette étude examine les interactions complexes entre les facteurs sociaux, économiques et environnementaux à l'œuvre dans le contexte des déplacements forcés. Nos résultats confirment les analyses de plusieurs chercheurs sur les liens étroits entre les crises humanitaires et les dégradations environnementales³. En effet, nous

of a growing population. How is forced internal displacement, combined with the impact of climate change, affecting ecosystem sustainability and the livelihoods of communities in Makalingai? And what strategies are being implemented by various stakeholders to address these challenges? This is the thrust of our research, and we present some of its findings in this article.¹

The study falls within the scope of political ecology² and examines the complex interactions between the social, economic and environmental factors at play in the context of forced displacement. Our findings confirm analysis by different researchers on the close links between humanitarian crises and environmental damage.³ In fact, we have observed a significant correlation between deforestation, disruption to the water cycle and a drop in agricultural yields, with this highlighting ecosystem vulnerability to human pressures. This article analyses the impact of forced displacement on the environment and communities' livelihoods in Makalingai, against a backdrop of climate change, and it assesses the effectiveness of local resilience initiatives.

— 1. En 2023, des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès du chef de canton de Makalingai et du représentant des personnes déplacées. En plus des entretiens, l'étude s'appuie sur le fonds documentaire de certaines structures telles que le ministère de l'Agriculture et du Développement durable, de l'Institut national de la statistique, et des ONG. L'observation directe marquée par notre présence sur le terrain a également constitué un aspect central de l'étude. Des relevés de terrain à l'aide du GPS, combinés au traitement cartographique (Qgis 3.2 et Envi 4.5) des images satellitaires (Landsat 8 et Sentinel-2B) réalisées en mars 2024 ont permis d'apprécier la dynamique spatiale – évolution des unités paysagères, etc.).

— 2. Jean-Paul Deléage, « En quoi consiste l'écologie politique ? », *Écologie & Politique*, vol. 2, n° 40, 2010, p. 21-30 ; Alain Lipietz, « Écologie politique : régulationnisme ou économie de l'environnement ? », in Robert Boyer et Yves Saillard (dir.) *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Éditions La Découverte, 1995, p. 350-356 ; Alain Lipietz, *Qu'est-ce que l'écologie politique ?* Éditions La Découverte, 1999.

— 3. J. Dupont, « Les réfugiés et l'environnement : une relation complexe », in *Les enjeux environnementaux des migrations*, Presses Universitaires de France, p. 123-145 ; C. Le Goff, et B. Dubois, « Les impacts de la sécheresse sur les pratiques agricoles dans le Sahel », *Revue de géographie alpine*, vol. 109, n° 2, p. 115-132 ; A. Martin, *Les crises humanitaires en Afrique : enjeux environnementaux et sociaux*, Karthala.

— 1. Semi-structured interviews were conducted in 2023 with the Makalingai district chief and the IDP representative. In addition to the interviews, the research draws on several organisations' documentary resources, such as the Ministry of Agriculture and Sustainable Development, the National Institute of Statistics, and NGOs. Direct observation during our time in the field was also a core aspect of the study. Field surveys using GPS combined with map analysis (Qgis 3.2 and Envi 4.5) of satellite images (Landsat 8 and Sentinel 2B) conducted in March 2024 enabled the spatial dynamics (changes to land units, etc.) to be assessed.

— 2. Jean-Paul Deléage, « En quoi consiste l'écologie politique ? », *Écologie & Politique*, vol. 2, n° 40, 2010, p. 21-30 ; Alain Lipietz, « Écologie politique : régulationnisme ou économie de l'environnement ? », in Robert Boyer et Yves Saillard (dir.) *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Éditions La Découverte, 1995, p. 350-356 ; Alain Lipietz, *Qu'est-ce que l'écologie politique ?* Éditions La Découverte, 1999.

— 3. J. Dupont, « Les réfugiés et l'environnement : une relation complexe ». In *Les enjeux environnementaux des migrations*, Presses Universitaires de France, pp. 123-145 ; C. Le Goff, et B. Dubois, « Les impacts de la sécheresse sur les pratiques agricoles dans le Sahel », *Revue de géographie alpine*, vol. 109, n° 2, p. 115-132 ; A. Martin, *Les crises humanitaires en Afrique : enjeux environnementaux et sociaux*, Karthala.



JOËL
MOUDIO



VINCENT
HABAGA

observons une corrélation significative entre la déforestation, les perturbations du cycle hydrologique et la diminution des rendements agricoles, soulignant ainsi la vulnérabilité des écosystèmes face aux pressions anthropiques. Cet article analyse d'une part, l'impact des mobilités contraintes sur l'environnement et les moyens de subsistance des populations à Makalingai dans un contexte de changement climatique et, d'autre part, évalue l'efficacité des initiatives locales de résilience.

Cette recherche, réalisée en 2023 dans le cadre de recherches doctorales, s'est prolongée en marge du projet de la Jeune Équipe Associée de l'Institut de recherche pour le développement (JEAIRD)⁴ portant sur la gouvernance des crises migratoires et alimentaires au Mali et au Cameroun. Méthodologiquement, elle s'appuie sur une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'étude diachronique des changements d'occupation des sols, couplée à des enquêtes de terrain, a permis de quantifier l'impact des migrations sur l'environnement et d'identifier les principaux facteurs de pression. Parallèlement, une approche qualitative a permis de comprendre les perceptions et les stratégies d'adaptation des populations locales face à ces changements. L'étude s'articule autour de trois axes : la transformation des paysages par les migrations forcées, les initiatives locales de dialogue intercommunautaire, et les enjeux de la reconstruction écologique.

Migrations, climat et environnement : le défi de Makalingai

Entre 2013 et 2023, l'accroissement démographique a exercé une pression inédite sur les ressources naturelles. Comme le révèle une étude de 2022⁵,

The study was conducted in 2023 as part of doctoral research and was extended alongside the work of the Young Team associated with the French National Research Institute for Sustainable Development (JEAIRD)⁴ focusing on the governance of migration and food crises in Mali and Cameroon. From a methodological perspective, the study draws on a combination of quantitative and qualitative analysis. A diachronic study of land use changes, combined with field surveys, enabled the environmental impact of migration to be quantified and the main stressors to be identified. At the same time, a qualitative approach was used to gain an understanding of local communities' perceptions and coping strategies in response to these changes. The study focuses on three areas: landscape transformation caused by forced migration, local intercommunity dialogue initiatives and the challenges of ecological restoration.

Migration, climate and the environment - the challenge facing Makalingai

Population growth between 2013 and 2023 placed unprecedented pressure on natural resources. As shown by a 2022 study,⁵ this dynamic has taken the form of a 70-hectare increase in agricultural land to the detriment of a significant decrease in plant cover. These changes bear witness to a rapid deterioration of the natural environments, meaning that biodiversity and the ecological balance are in danger. This change is the result of increased natural resource use by IDPs seeking a livelihood. The clearing of the community forest and the bringing into use of land previously regarded as unproductive unquestionably reflect this human pressure.

— 4. Une JEAIRD est constituée d'au moins 3 chercheurs du Sud, implantée dans le Sud, associée à une unité de recherche de l'IRD sur une thématique de recherche liée aux grands enjeux sociétaux, sanitaires et environnementaux actuels [NDLR].

— 5. RESILAC, *Activités de cohésion sociale dans la région de l'Extrême-Nord*, Pilier 1A, Rapports, 2021.

— 4. A "JEAIRD" (Young Team associated with the French National Research Institute for Sustainable Development) is made up of at least 3 researchers from the South, based in the South, associated with an IRD research unit on a research theme linked to the major societal, health and environmental issues of the day [Editor's note].

— 5. RESILAC, *Activités de cohésion sociale dans la région de l'Extrême-Nord*, Pilier 1A, Rapports, 2021.

cette dynamique s'est traduite par une augmentation de 70 hectares des terres agricoles au détriment d'une diminution significative de la couverture végétale. Ces transformations témoignent d'une dégradation accélérée des milieux naturels, qui met en péril la biodiversité et les équilibres écologiques. Cette évolution est le résultat d'une exploitation accrue des ressources naturelles par les personnes déplacées internes (PDI), en quête de moyens de subsistance. Le déboisement de la forêt communautaire et la mise en valeur de terres auparavant considérées comme improductives témoignent incontestablement de cette pression anthropique.

Les résultats de notre étude, tout en s'inscrivant dans le constat plus général formulé par certains auteurs⁶ quant aux impacts environnementaux des migrations forcées, mettent en évidence l'ampleur des transformations subies par les écosystèmes de Makalingai. La dégradation des sols, la réduction de la biodiversité, et les perturbations des cycles hydrologiques constituent autant de menaces pour la durabilité des systèmes de production et le bien-être des populations.

Parallèlement à ces pressions anthropiques, la région est soumise à une variabilité climatique accrue, caractérisée par des alternances de sécheresse et d'inondations. Les données pluviométriques sur seize ans (2009-2024) – rapportées par la délégation d'arrondissement d'Agriculture et du Développement rural de Tokombéré⁷ en 2025 – illustrent parfaitement cette instabilité. Ainsi, l'année 2017 a été marquée par un déficit pluviométrique

« La région est soumise à une variabilité climatique accrue, caractérisée par des alternances de sécheresse et d'inondations. »

"The region is subject to greater climatic variability characterised by alternating droughts and flooding."

The findings of our study are in keeping with the more general observation made by some authors⁶ about the environmental impacts of forced migration, while also highlighting the scale of the changes undergone by Makalingai's ecosystems. Land degradation, reduced biodiversity and water cycle disruption are threats to production system sustainability and population wellbeing.

At the same time as these human pressures, the region is subject to greater climatic variability characterised by alternating droughts and flooding. The sixteen-year rainfall data (2009-2024) reported in 2025 by the Tokombéré District Delegation for Agriculture and Rural Development are a perfect illustration of this instability.⁷ The year 2017 was marked by a severe 557mm rainfall deficit, while 2020 saw a record excess of 1,271mm. This fluctuation is influenced by global climate change and local agricultural practices. It is making farming increasingly precarious, thus compromising the community's food security.⁸

— 6. Koko Warner et al., "Climate change environmental degradation and migration", *Natural Hazards*, December 2010, vol. 55, no. 3, pp. 689-715 ; Freeman, L., « Changements environnementaux, migrations et conflits en Afrique : un examen critique des interconnexions », *The Journal of Environment & Development*, vol. 26, n° 4, p. 351-374.

— 7. Tokombéré est une commune située dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, dans le département du Mayo-Sava. Makalingai est un canton et une chefferie traditionnelle de cet arrondissement de Tokombéré.

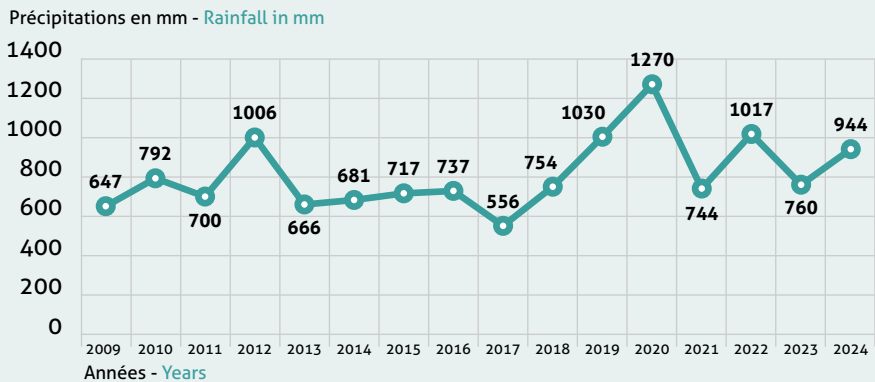
— 6. Koko Warner et al., "Climate change environmental degradation and migration", *Natural Hazards*, December 2010, vol. 55, no. 3, pp. 689-715 ; Freeman, L., « Changements environnementaux, migrations et conflits en Afrique : un examen critique des interconnexions », *The Journal of Environment & Development*, vol. 26, n° 4, p. 351-374.

— 7. Tokombéré is a commune in the Cameroon's Far North region, in the Mayo-Sava department. Makalingai is a canton and traditional chiefdom in the Tokombéré arrondissement.

— 8. S. Diallo et M. Taoré, « Impacts des changements climatiques sur les systèmes de production agricole dans le bassin du lac Tchad », *Revue des Sciences de l'Eau*, 37(2), p. 115-132.

sévère de 557 mm, tandis que l'année 2020 a connu un excédent record de 1271 mm. Cette fluctuation, influencée par les changements climatiques globaux et les pratiques agricoles locales, rend les activités agricoles de plus en plus précaires, et compromet ainsi la sécurité alimentaire des populations⁸.

Variation pluviométrique annuelle de 2009 à 2024
2009-2024 Annual rainfall variation



Source : DAADER (Délégation d'arrondissement d'Agriculture et du Développement rural), Tokombéré, janvier 2025
Source: Tokombéré District Delegation for Agriculture and Rural Development, Tokombéré, January 2025

La conjugaison de pressions anthropiques croissantes et de la variabilité climatique a entraîné une dégradation accélérée des écosystèmes de Makalingai, compromettant la sécurité alimentaire des populations. En effet, les rendements agricoles ont chuté de 30 % entre 2019 et 2023. Face à cette urgence, la création d'une zone agroforestière associée à la restauration des sols et à une gestion collective des ressources naturelles s'est avérée indispensable pour renforcer la résilience des communautés locales et assurer leur avenir. Face aux pressions environnementales croissantes et aux tensions sur les ressources naturelles, la nécessité d'une approche collective et concertée est devenue impérative. Le dialogue intercommunautaire a alors émergé comme un levier

The co-occurrence of growing anthropic pressures and climatic variability has caused rapid deterioration of Makalingai's ecosystems, compromising local communities' food security. Agricultural yields dropped by 30% between 2019 and 2023. In response to this emergency situation, the creation of an agro-forestry area, combined with land restoration and collective natural resource management, has proved vital in increasing local community resilience and securing their future. A collective and joined-up approach became crucial to address the growing environmental pressures and tensions about natural resources. Intercommunity dialogue emerged as a key driver for reducing conflicts, fostering peaceful co-existence and encouraging sustainable management strategies tailored to the local challenges.

— 8. S. Diallo et M. Traoré, « Impacts des changements climatiques sur les systèmes de production agricole dans le bassin du lac Tchad », *Revue des Sciences de l'Eau*, 37(2), p. 115-132.

essentiel pour atténuer les conflits, favoriser la cohabitation pacifique, et encourager des stratégies de gestion durable adaptées aux défis locaux.

La résilience intercommunautaire : le pouvoir du dialogue

À la suite des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles qui opposent les communautés hôtes et les populations déplacées, des organisations non gouvernementales (ONG) comme l'Association camerounaise pour le dialogue interreligieux et le Redressement économique et social inclusif du lac Tchad (RESILAC) – avec l'appui des autorités traditionnelles et administratives – ont mis sur pied des espaces de dialogue pour résoudre ces conflits et rapprocher les communautés (voir tableau ci-dessous). La participation au dialogue intercommunautaire dans les territoires d'accueil de Makalingaï s'est faite selon quatre axes principaux : la construction d'une synergie entre les acteurs, le développement du capital humain avec une place faite à la jeunesse, le développement du capital culturel, et l'inclusivité en matière de ressources naturelles⁹. L'approche du dialogue intercommunautaire, fondé sur l'engagement participatif, favorise un espace où les membres de différentes communautés peuvent délibérer sur des enjeux pressants et élaborer de manière collaborative des solutions adaptées au contexte. Dans les communautés d'accueil de la plaine de Mora¹⁰, les PDI participent activement à ces dialogues, en apportant des informations précieuses sur les obstacles à leur intégration. Ainsi, les difficultés d'accès à l'eau et aux soins de santé maternelle – comme en témoigne la prévalence des accouchements à domicile chez les femmes déplacées – constituent des thèmes récurrents.

— 9. RESILAC, *Activités de cohésion sociale dans la région de l'Extrême-Nord*, Pilier 1A, 2021, op. cit.

— 10. La plaine de Mora est une vaste étendue située dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, à proximité du massif montagneux des monts Mandara. Bien qu'elle soit relativement proche géographiquement de Makalingaï, il est important de noter que la plaine de Mora est une entité géographique plus large, tandis que Makalingaï est une entité administrative et traditionnelle plus spécifique.

Intercommunity resilience - the power of dialogue

In response to the conflicts about access to natural resources pitting the host communities against the displaced populations, non-governmental organisations (NGOs), such as the *Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux* (ACADIR) and the *Redressement économique et social inclusif du lac Tchad* (RESILAC), with the support of the traditional and administrative authorities, set up forums for dialogue to resolve these conflicts and bring the communities together (see table below). Involvement in intercommunity dialogue in the host areas of Makalingaï was based on four main topics: fostering synergy between the stakeholders, increasing human capital with a role for young people, increasing cultural capital, and natural resource inclusivity.⁹ The intercommunity dialogue approach, based on participatory engagement, creates a space where the members of different communities can discuss pressing issues and collectively develop context-specific solutions. The IDPs played an active role in these dialogues in the host communities on the Mora Plain.¹⁰ They contributed invaluable information about barriers to their integration. Specifically, difficulties accessing water and maternal healthcare, as evidenced by the prevalence of home births among displaced women, were recurring themes.

— 9. RESILAC, *Activités de cohésion sociale dans la région de l'Extrême-Nord*, Pilier 1A, 2021, op. cit.

— 10. The Mora plain is a vast area in the Cameroon's Far North region, close to the Mandara Mountains. Although it is relatively close geographically to Makalingaï, it is important to note that the Mora plain is a broader geographical entity, while Makalingaï is a more specific administrative and traditional entity.

Les conflits liés aux ressources à Makalingai

TYPES DE CONFLIT	NOMBRE	SOLUTIONS PROPOSÉES
Conflits relatifs à l'eau	5	Construction de forages
Conflits agropastoraux	3	Délimitation des zones de pâturage
Conflits fonciers	2	Exploitation des zones montagneuses

Source : Enquête de terrain, mars 2023

Resource-related disputes in Makalingai

DISPUTE TYPE	NUMBER	PROPOSED SOLUTIONS
Water disputes	5	Drill boreholes
Agro-pastoral disputes	3	Demarcate grazing areas
Land disputes	2	Use mountainous areas

Source: Field survey in March 2023

Au cours de ces sessions, les communautés sont encouragées à explorer des moyens innovants d’exploiter les ressources existantes et de relever les défis identifiés. Un objectif clé du dialogue intercommunautaire est de reconnaître et de renforcer les pratiques de cohésion sociale positive. Cela implique de promouvoir la complémentarité entre les groupes à travers des initiatives telles que les échanges économiques (par exemple, bétail, produits agricoles), la gestion collaborative des infrastructures hydrauliques, des écoles et des centres de santé, l’entraide et les consultations conjointes entre les chefs religieux et les autorités administratives. En outre, l’approche vise à unir les communautés Kanouri, Fulani et Arabes choa qui résident sur ces territoires afin de relever les défis de développement commun tels que l’inaccessibilité des pistes d’élevage et la dégradation de l’environnement causée par l’érosion des berges.

During these sessions, the communities were encouraged to explore innovative ways of using existing resources and addressing the challenges identified. A key aim of intercommunity dialogue is recognising and bolstering positive social cohesion practices. This involves promoting complementarity between groups through initiatives such as economic exchanges (cattle and agricultural products, for instance), collaborative management of water infrastructure, schools and health centres, mutual aid and joint consultations between religious leaders and administrative authorities. Moreover, the approach sought to bring together the Kanuri, Fulani and Choa Arab communities living in this area in order to address joint development challenges, such as inaccessible cattle tracks and environmental degradation caused by bank erosion.

Les activités de dialogue

ACTIVITÉS	PARTICIPANTS	LIEU	PRINCIPAUX RÉSULTATS	DÉFIS
Champs communautaires	Population hôte, population déplacée, ONG	Plaine de Mora	Renforcement de la collaboration, amélioration de la sécurité alimentaire	Ressources limitées
Repas communautaires			Renforcement des liens sociaux, réduction des tensions	Contraintes logistiques
Gestion de l'eau			Amélioration de l'accès à l'eau potable, réduction des conflits	Durabilité des comités
Gestion des écoles			Amélioration de l'accès à l'éducation, amélioration des performances scolaires	Contraintes financières

Source : Enquête de terrain, mars 2023

Dialogue activities

ACTIVITIES	PARTICIPANTS	LOCA-TION	MAIN OUTCOMES	CHALLENGES
Community fields	Host population, displaced population, NGO	Mora Plain	Strengthen collaboration and improve food security	Limited resources
Community meals			Strengthen social links and reduce tensions	Logistics issues
Water management			Improve access to drinking water and reduce disputes	Committee sustainability
School management			Improve access to education and improve school performance	Financial issues

Source: Field survey in March 2023

Les initiatives d'agriculture communautaire ont joué un rôle crucial dans le renforcement des liens entre les populations déplacées et les populations hôtes dans la plaine de Mora. Des efforts de collaboration impliquant des ONG telles que : RESILAC ; International Rescue Committee (IRC) ; Projet de développement de l'élevage (PRODEL) ; Programme national de développement participatif (PNDP) ; Codas Caritas ; Intersos ; Plan Cameroun. Le diocèse de Maroua-Mokolo a facilité ces initiatives. Grâce au travail partagé et à l'échange

The community agriculture initiatives played a crucial role in strengthening links between the displaced populations and host populations on the Mora Plain. Collaborative efforts involved NGOs such as RESILAC, International Rescue Committee (IRC), Livestock Farming Development Project (*Projet de Développement de l'Élevage - PRODEL*), National Participatory Development Programme (*Programme National de Développement Participatif - PNDP*), Codas Caritas, Intersos, and Plan Cameroon. Maroua Mokolo Diocese

de ressources, les participants des deux communautés ont renforcé leurs relations. Les communautés hôtes ont offert des terres pour la culture, tandis que les ONG ont fourni des intrants essentiels tels que les semences et les fournitures agricoles.

facilitated these initiatives. Participants from the two communities strengthened their relationships by working together and exchanging resources. The host communities provided land for crop growing, while the NGOs provided essential inputs such as seeds and agricultural supplies.

L'implication des ONG

ONG	ACTIVITÉS	RÔLE
Codas Caritas et Intersos	Champs et repas communautaires	Fourniture de ressources, facilitation
RESILAC	Repas communautaires	Organisation, facilitation
IRC ; PRODEL ; PNDP	Gestion de l'eau	Soutien aux comités
Plan Cameroun	Gestion des écoles	Soutien à l'éducation

Source : Enquête de terrain, mars 2023

NGO involvement

NGO	ACTIVITIES	ROLE
Codas Caritas and Intersos	Community fields and meals	Provision of resources and facilitation
RESILAC	Community meals	Organisation and facilitation
IRC, PRODEL and PNDP	Water management	Support for the committees
Plan Cameroon	School management	Support for education

Source: Field survey in March 2023

Les acteurs ayant participé au dialogue ont, par la suite, partagé le repas communautaire en réunissant une partie de la population hôte (500 personnes) et les PDI (639 personnes). Le repas était organisé par les organisations non gouvernementales (RESILAC, Codas Caritas), soucieuses de la cohésion sociale dans les localités d'accueil des déplacés. De fait, la participation de la population hôte et déplacée aux activités s'achevant sur le partage d'un repas communautaire permet de réduire les écarts entre les uns et les autres. Il en est de même des activités dans les champs communautaires sur les territoires d'accueil de la plaine de Mora. Les travaux associaient les deux communautés, sous l'égide d'ONG comme Codas Caritas du diocèse de Maroua-Mokolo.

The stakeholders who participated in the dialogue subsequently shared the community meal, which brought together some of the host population (500 people) and the IDPs (639 people). The meal was arranged by the NGOs (RESILAC and Codas Caritas), as they were keen to ensure social cohesion in the IDP host communities. The participation of the host and displaced populations in activities that were rounded off by such a community meal helped bring them closer together. The same applies to activities in the community fields in the host areas of the Mora Plain. The initiatives brought together the two communities under the auspices of NGOs such as Codas Caritas from the Maroua Mokolo Diocese.

La gestion des ouvrages hydrauliques est une autre activité qui participe de cette cohésion sociale dans les communautés d'accueil. Un comité de gestion a été constitué pour garantir le bon fonctionnement de l'ouvrage. Il est formé de quatre membres de la population hôte et de deux membres de la population déplacée, en plus des représentants des ONG (un membre IRC à Makalingaï, un membre PRODEL, et un membre du PNDP à Moundouyaya). Le cas de Moundouyaya¹¹ est un exemple palpable de ce rapprochement, où aucun conflit n'a été enregistré en matière d'accès à l'eau dans les bornes fontaines installées par le projet PRODEL. Toutefois, l'accès au foncier agricole et pastoral reste insuffisant.

Si le dialogue intercommunautaire contribue à pacifier les tensions et à renforcer la cohésion sociale, il ne saurait à lui seul garantir une gestion durable des ressources naturelles. La reconstruction écologique s'impose comme un enjeu fondamental qui nécessite des stratégies intégrées combinant restauration des écosystèmes et alternatives économiques viables pour assurer la pérennité des initiatives engagées.

Les défis de la reconstruction écologique

Le taux de pauvreté monétaire alarmant qui touche près de 75 % de la population de l'Extrême-Nord du Cameroun – soit près du double du niveau national¹² – reflète une précarité structurelle exacerbant la dépendance des communautés locales – populations hôtes et PDI – aux ressources naturelles. Cette situation engendre une exploitation intensive des écosystèmes qui menace leur équilibre et compromet la résilience environnementale. En réponse, les autorités camerounaises ont déployé plusieurs initiatives de protection et

Water infrastructure management is another activity that contributes to social cohesion in host communities. A management committee was set up to guarantee the smooth running of the infrastructure. It comprised four members of the host population and two members of the displaced population, as well as representatives from the NGOs (a member of IRC in Makalingaï, a member of PRODEL and a member of PNDP in Moundouyaya). Moundouyaya¹¹ is a palpable example of this convergence of people with no water access disputes being recorded at the standpipes installed by the PRODEL project. However, access to agricultural and pastoral land remains inadequate.

While intercommunity dialogue helps to alleviate tension and strengthen social cohesion, it cannot, by itself, guarantee sustainable natural resource management. Ecological restoration becomes a key issue, requiring integrated strategies combining ecosystem restoration and viable economic alternatives to ensure the sustainability of the initiatives being undertaken.

The challenges of ecological restoration

The alarming monetary poverty rate that affects close to 75% of the population in Cameroon's Far North – i.e. almost double the national rate¹² – reflects structural precarity that increases the dependence of the local population (both host and IDP) on natural resources. This situation leads to intensive use of ecosystems, threatening their balance and compromising environmental resilience. In response, the Cameroonian authorities have implemented several natural environment protection and restoration initiatives, including the *Sahel Vert* programme, which was noteworthy for its reforestation ambitions.

— 11. Moundouyaya, comme Makalingaï, est un village situé dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun.

— 12. Institut National de la Statistique, *Enquête Complémentaire à la quatrième Enquête Camerounaise Au près des Ménages (EC-ECAM 4)*. Monographie de la région de l'Extrême-Nord, 2020.

— 11. Moundouyaya, like Makalingaï, is a village in the Cameroon's Far North region.

— 12. Institut National de la Statistique, *Enquête Complémentaire à la quatrième Enquête Camerounaise Au près des Ménages (EC-ECAM 4)*. Monographie de la région de l'Extrême-Nord, 2020.

de restauration des milieux naturels, parmi lesquelles l'opération Sahel-Vert qui s'est distinguée par son ambition de reboisement. Lancé dans les années 1980, ce programme visait à atténuer les effets de la désertification en favorisant la création de forêts communautaires, à l'image de celle de Makalingaï, ce qui a contribué à l'amélioration du microclimat et à la diversification des activités agricoles.

Cependant, l'impact de ces efforts demeure limité en raison du manque de suivi et de la pression anthropique constante. La demande accrue en bois pour des besoins essentiels – chauffage, construction d'abris et production de revenus par la vente – a conduit à une dégradation progressive des forêts reboisées. À Makalingaï, par exemple, seuls 200 plants ont survécu sur les 25 hectares initialement reboisés, ce qui illustre l'ampleur des défis liés à la gestion durable des ressources naturelles. Ces difficultés soulignent la nécessité de stratégies intégrées combinant reboisement, alternatives énergétiques durables et autonomisation économique des populations afin de garantir une gestion efficace et pérenne des écosystèmes fragilisés.

Malgré les efforts déployés en matière de reboisement et d'initiatives écologiques, les dynamiques démographiques et climatiques continuent d'exercer une pression significative sur les écosystèmes. Dès lors, la mutation du territoire de Makalingaï devient une opportunité stratégique pour concilier adaptation aux défis environnementaux et développement inclusif, garantissant ainsi un avenir plus durable pour les communautés locales.

Pour pallier ces échecs et promouvoir des alternatives durables, de nouveaux projets ont vu le jour. Le projet Anacarde – soutenu par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural – vise à restaurer les écosystèmes dégradés tout en offrant des perspectives économiques aux populations. En plantant 500 arbres

Launched in the 1980s, this programme aimed to mitigate the effects of desertification by creating community forests, like the Makalingaï Forest, which helped improve the microclimate and diversify forms of farming.

However, the impact of these efforts remains limited because of a lack of follow-up and constant human pressure. The increased demand for wood for basic needs (heating, building shelters and generating an income through selling wood) has led to the gradual deterioration of the replanted forests. In Makalingaï, for instance, only 200 young trees have survived across the 25 hectares that were initially reforested, illustrating the scale of the challenge of sustainable natural resource management. These difficulties highlight the need for integrated strategies, combining reforestation, sustainable alternative energy sources and economic empowerment of the population, in order to guarantee effective and sustainable management of the vulnerable ecosystems.

Despite the reforestation and environmental initiative efforts made, demographic and climatic trends continue to place significant pressure on the local ecosystems. Consequently, the transformation of the Makalingaï area has become a strategic opportunity to reconcile adaptation to environmental challenges and inclusive development, thus guaranteeing a more sustainable future for the local communities.

New projects have been launched to address these failings and promote sustainable alternatives. The *Anarcade* [Cashew Nut] project, supported by the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER), aims to restore damaged ecosystems while providing economic development prospects for local communities. This project involves planting 500 cashew nut trees over 21 hectares in Makalingaï and is helping to diversify incomes and combat desertification. However, the initiative's long-term

d'anacarde sur 21 hectares à Makalingaï, ce projet contribue à la diversification des revenus et à la lutte contre la désertification. Néanmoins, la réussite à long terme de cette initiative dépendra de la capacité à impliquer durablement les communautés locales et à leur fournir les compétences nécessaires.

Un territoire en transition durable ?

La restructuration du territoire de Makalingaï se distingue par son approche de développement intégré prenant en compte les interdépendances entre les aspects économiques, sociaux et environnementaux. Au cœur de cette stratégie se trouve un plan de reboisement ambitieux qui prévoit la réhabilitation de 45 hectares de sols dégradés et la création d'une zone agroforestière. Cette initiative implique activement les communautés hôtes et les populations déplacées, renforçant ainsi la cohésion sociale et favorisant un développement inclusif.

Parallèlement, la restructuration du territoire de Makalingaï convie à la mise en place des systèmes agricoles durables permettant de concilier les besoins des populations en matière de production alimentaire et la préservation de l'environnement. Le développement des infrastructures locales – telles que les routes et les écoles – complète cette approche intégrée du développement. Ce modèle constitue une source d'inspiration pour les ONG qui souhaitent adapter leurs programmes aux réalités climatiques et sociales contemporaines, démontrant qu'il est possible de concilier les impératifs du développement économique, de la protection de l'environnement et de la cohésion sociale.

Comme le montrent les données issues des enquêtes de terrain, certaines unités paysagères ont connu des changements significatifs entre 2013 et 2023. Ainsi, la restructuration du territoire de Makalingaï offre des perspectives prometteuses pour l'avenir de la région. En consolidant une résilience collective

« La demande accrue en bois pour des besoins essentiels – chauffage, construction d'abris et production de revenus par la vente – a conduit à une dégradation progressive des forêts reboisées. »

"The increased demand for wood for basic needs (heating, building shelters and generating an income through selling wood) has led to the gradual deterioration of the replanted forests."

success will depend on the ability to sustainably involve local communities and equip them with the necessary skills.

An area undergoing a sustainable transition?

The restructuring of the Makalingaï area stands out because of the integrated development approach being employed. This approach takes into consideration interdependencies between social, economic and environmental aspects. An ambitious reforestation plan is at the heart of the strategy, with the aim to restore 45 hectares of degraded land and create an agro-forestry zone. This initiative actively involves the host communities and displaced populations and, consequently, strengthens social cohesion and fosters inclusive development.

At the same time, the restructuring of the Makalingaï area involves the introduction of sustainable agricultural systems. In this way, population food production needs and environmental conservation requirements can be reconciled. The development of local infrastructure, such as roads and schools, completes this integrated development approach. The model is a source of inspiration for NGOs wanting to adapt their programmes to contemporary social and

face aux mutations environnementales, cette stratégie pourrait être reproduite dans d'autres régions confrontées à des problématiques similaires.

climatic circumstances, demonstrating that it is possible to reconcile economic development, environmental protection and social cohesion priorities.

As shown by the field survey data, some land units experienced significant change between 2013 and 2023. The restructuring of the Makalingai area therefore offers promising prospects for the region's future. By consolidating collective resilience to environmental changes, this strategy could be replicated in other regions facing similar issues.

Translated from the French by Gillian Eaton

Biographies

JOËL MOUDIO

Titulaire d'un doctorat/Ph. D en science politique, Joël Moudio est enseignant chercheur à l'université de Yaoundé II (Cameroun). Il est par ailleurs membre de la Jeune Équipe Associée à l'IRD, Gouvernance locale des crises migratoires et alimentaires au Cameroun et au Mali (JEA GoMMACCA). Les travaux de Joël portent sur la sécurité alimentaire, les crises migratoires, les conflits intercommunautaires, la gouvernance urbaine, et la culture matérielle.

Joël Moudio holds a PhD in political science and is a research professor at the University of Yaoundé II (Cameroon). He is also a member of the IRD Young Team – Local Governance of Migration and Food Crises in Cameroon and Mali (JEA GoMMACCA). Joël's research focuses on food security, migration crises, intercommunity conflicts, urban governance and material culture.

VINCENT HABAGA

Docteur en géographie à l'université de Maroua (Cameroun), Vincent Habaga est membre de la Jeune Équipe Associée à l'IRD, Gouvernance locale des crises migratoires et alimentaires au Cameroun et au Mali (JEA GoMMACCA). Il est titulaire d'un diplôme de professeur de l'enseignement secondaire de 2^e grade (DIPES II) et d'un master professionnel en gestion des projets et programmes humanitaires. Vincent travaille sur les enjeux de gouvernance liés aux crises migratoires, sécuritaires et environnementales dans la région du bassin du lac Tchad.

Vincent Habaga is a geography PhD student at the University of Marou in Cameroon and is a member of the IRD Young Team – Local Governance of Migration and Food Crises in Cameroon and Mali (JEA GoMMACCA). He has a grade II secondary school teaching qualification (DIPES II) and a vocational master's degree in humanitarian programmes and project management. Vincent's work focuses on governance issues in the migration, security and environmental crises in the Lake Chad Basin region.

Crise climatique humanitaire dans la guerre russo-ukrainienne : une double vulnérabilité négligée par la réponse humanitaire

Climate-humanitarian crisis in the Russia-Ukraine war: double vulnerabilities overlooked by the humanitarian response

Andrii Bahinskyi • Associate Professor
at Igor Sikorsky KPI Sociology Department (Kyiv, Ukraine)
Nina Potarska • Director of the Center for Social
and Labor Studies (Kyiv, Ukraine)

En Ukraine, aux dangers directs du conflit s'ajoutent des dommages environnementaux majeurs qui compromettent l'agriculture et les écosystèmes. D'après les auteurs, malgré l'ampleur de la mobilisation internationale, la réponse humanitaire peine encore à intégrer cette dimension écologique, négligeant les besoins spécifiques des communautés locales comme les petits agriculteurs.

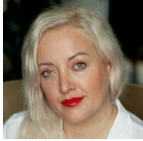
En trois ans, l'invasion de l'Ukraine à grande échelle par la Russie a causé de graves dommages sur le vivant humain et non humain, et sur de vastes superficies. Outre les milliers de personnes touchées et d'infrastructures détruites depuis février 2022, les hostilités nuisent considérablement aux écosystèmes, ce qui

In Ukraine, the direct dangers of the conflict are compounded by major environmental damage that is compromising agriculture and ecosystems. According to the authors, despite the scale of international mobilisation, the humanitarian response is still struggling to integrate this ecological dimension, neglecting the specific needs of local communities such as small farmers.

Three years of Russia's full-scale invasion of Ukraine have caused widespread and severe harm to human and non-human life. In addition to thousands of people affected and infrastructure destroyed since February 2022, the war is accompanied by a significant negative impact of hostilities on ecosystems, which also requires a humanitarian response. The war has caused water and air pollution, soil degradation,



ANDRII
BAHINSKYI



NINA
POTARSKA

nécessite aussi une réponse humanitaire. La guerre a pollué l'eau et l'air, dégradé les sols et entraîné une perte de biodiversité¹. Environ 25 % du territoire ukrainien est miné, ce qui y empêche la vie et la conduite des activités économiques. Cette situation a fait émerger une double vulnérabilité pour la population ukrainienne affectée par le conflit. Aux risques quotidiens engendrés par les affrontements sur le terrain s'ajoute la dégradation des écosystèmes, qui entrave l'agriculture traditionnelle et requiert l'allocation de ressources importantes pour la restauration. Cette double vulnérabilité accroît nettement les besoins d'aide humanitaire dans le pays.

Qui plus est, la destruction de l'environnement par la guerre en Ukraine engendre des implications globales et, de fait, planétaires. Les conséquences du conflit se sont combinées à celles de la pandémie de Covid-19. Elles ont mis sous tension l'approvisionnement en nourriture et en carburant et contribué, sur les quatre premiers mois de 2022, à une augmentation de 17 % de l'Indice des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les affrontements nourrissent aussi le changement climatique, les armées générant des émissions massives de dioxyde de carbone, quoique non comptabilisées. Au cours des deux premières années de la guerre à grande échelle, on estimait que les émissions s'élevaient à 175 millions de tonnes de dioxyde de carbone, un volume comparable aux émissions annuelles des Pays-Bas. Les coûts totaux associés à ces dommages sont évalués à environ 32 milliards de dollars².

— 1. Andrii Bahinskyi and Nina Potarska, *Ukraine: War, Climate Change, and the Limitations of the Humanitarian System*, Workshop Report, Alameda Institute, November 2024, <https://alameda.institute/wp-content/uploads/2025/02/Workshop-Report-Ukraine-Nina-Andrii-Alameda-institute-2024.pdf>

— 2. Center for Environmental Initiatives Ecoaction, *At COP29, Ukraine Presented a Methodology for Calculating Climate Damage from War*, 21 November 2024, <https://en.ecoaction.org.ua/cop29-ukraine-presented-methodology-calculating-climate-damage-from-war.html#:~:text=Latest%20calculations%20estimate%20that%20in,vaueed%20at%20approximately%20%2432%20billion>

and biodiversity loss.¹ Roughly 25% of Ukrainian territory is mined, which makes it impossible for people to live and conduct economic activities in these territories. This has created a double vulnerability of the Ukrainian population affected by the conflict: in addition to the daily risks caused by hostilities on the ground, they face damaged ecosystems, which complicates traditional farming and requires significant resources for restoration. Such a double vulnerability significantly increases humanitarian needs in Ukraine.

Moreover, the environmental destruction of the war in Ukraine has global – indeed, planetary – implications. The impacts of the war in Ukraine compounded the COVID-19 pandemic, placing stress on food and fuel supply and contributing to a 17% rise in the Food and Agriculture Organization Food Price Index in the first four months of 2022. Armed conflict also drives climate change, as militaries are contributing massive, but essentially uncounted, carbon emissions. Estimates suggest that during the first two years of full-scale war, emissions amounted to 175 million tons of carbon, which is comparable to the annual emissions of the Netherlands. Total costs associated with this damage are estimated at approximately 32 billion dollars.²

However, despite the connections between human and non-human impacts of the war, the significant international humanitarian response has struggled to engage with the implications of the latter for the former. Notwithstanding the scale of the mobilisation, the international humanitarian response in Ukraine has been

— 1. Andrii Bahinskyi and Nina Potarska, *Ukraine: War, Climate Change, and the Limitations of the Humanitarian System*, Workshop Report, Alameda Institute, November 2024, <https://alameda.institute/wp-content/uploads/2025/02/Workshop-Report-Ukraine-Nina-Andrii-Alameda-institute-2024.pdf>

— 2. Center for Environmental Initiatives Ecoaction, *At COP29, Ukraine presented a Methodology for Calculating Climate Damage from War*, 21 November 2024, <https://en.ecoaction.org.ua/cop29-ukraine-presented-methodology-calculating-climate-damage-from-war.html#:~:text=Latest%20calculations%20estimate%20that%20in,vaueed%20at%20approximately%20%2432%20billion>

Toutefois, en dépit des liens entre les impacts humains et non humains de la guerre, la réponse humanitaire internationale, très conséquente, peine pour l'heure à prendre en compte les implications des seconds sur les premiers. Malgré l'ampleur de la mobilisation, l'action humanitaire internationale en Ukraine a été critiquée pour avoir apporté des solutions et des systèmes standardisés plutôt que de se concentrer sur les besoins spécifiques et les réseaux locaux. En cause notamment, la déconnexion des spécialistes par rapport au contexte ukrainien, l'usage non pertinent des expériences tirées des cas d'autres pays en guerre, et l'application mécanique de ces enseignements à la situation ukrainienne³. La planification et la mise en œuvre de l'aide se trouvent en décalage avec les besoins de la population sur le terrain. Les enjeux environnementaux et climatiques ont joué un rôle majeur dans cet écart, ce qui a conduit à négliger certaines communautés et certains champs d'action.

Jusqu'à présent, la recherche ne s'est pas assez intéressée au sujet de la crise climatique humanitaire dans le conflit russo-ukrainien et de la réponse à y apporter ; l'intérêt pour cette thématique commence seulement à émerger. Cet article fait partie d'un projet de recherche intitulé « Limites de l'humanitaire », qui analyse le cas de l'Ukraine dans le contexte de l'intersection des dommages environnementaux et de la guerre. Ainsi, il tient compte du fait qu'au-delà des dégâts sur les écosystèmes, le conflit agit de pair avec le changement climatique et crée des vulnérabilités dans la vie quotidienne de la population⁴. La méthodologie du projet est fondée sur des échanges directs avec les habitants-sous-proches du théâtre des hostilités qui souffrent de la guerre au quotidien.

— 3. "Solidarity in actions", open letter from Ukrainian organisations, 11 November 2024, <https://www.philanthropy.com.ua/en/news/the-open-letter-solidarity-in-action>

— 4. Voir Eleanor Davey and Fernando Espada, *The limits of humanitarianism: Politics, crisis, and reform in the era of climate change*, Alameda Institute, novembre 2024, <https://alameda.institute/research/the-limits-of-humanitarianism>

« Les affrontements nourrissent aussi le changement climatique, les armées générant des émissions de dioxyde de carbone massives, quoique non comptabilisées. »

"Armed conflict also drives climate change, as militaries are contributing massive, but essentially uncouncted, carbon emissions."

criticised for coming with standardised answers and systems rather than focusing on specific needs and local channels. An important problem is the disconnection of expertise from the Ukrainian context, the irrelevant use of experience and cases of other countries that were at war, and the mechanical projection of this experience onto Ukraine.³ Among the gaps between the planning and implementation of aid and the needs of people on the ground, environmental and climate issues have been key, contributing to the neglect of certain communities and areas of work.

The climate-humanitarian crisis in the Russia-Ukraine war and the response to it is a topic that has not been sufficiently covered in research so far, and interest in it is only beginning to emerge. This article is part of a research project entitled "Limits of humanitarianism", which examines the case of Ukraine in the context of the intersection of environmental damage and war, taking into account the fact that war not only creates damage to ecosystems but also causes vulnerabilities along with climate change in people's everyday lives.⁴ The project methodology is based on

— 3. "Solidarity in actions", open letter from Ukrainian organisations, 11 November 2024, <https://www.philanthropy.com.ua/en/news/the-open-letter-solidarity-in-action>

— 4. See Eleanor Davey and Fernando Espada *The limits of humanitarianism: Politics, crisis, and reform in the era of climate change*, Alameda Institute, November 2024, <https://alameda.institute/research/the-limits-of-humanitarianism>

Elle puise aussi dans des travaux de recherche plus larges sur la réponse humanitaire actuelle dans la guerre russo-ukrainienne. Cet article repose sur trois séries de consultations et d'entretiens menés depuis mars 2024. Dans la première phase de nos recherches, nous avons sollicité des spécialistes du changement climatique et de l'écologie qui se concentrent sur le contexte ukrainien. Nous avons également tenu à entendre les opinions de représentantes d'organisations de la société civile pour apprécier le fossé entre les besoins existants et l'assistance humanitaire fournie. Nos travaux ont réservé une place centrale aux agriculteur·rices locaux·ales d'Ukraine. Ces dernières revêtent une importance cruciale pour leurs communautés, puisque leurs activités touchent directement à l'interaction entre l'environnement et les personnes qui travaillent la terre dégradée par les conflits.

Répondre aux crises climatiques humanitaires

Les liens entre réponses humanitaires et changement climatique font l'objet d'une attention croissante. Par exemple, une journée entière de sessions parallèles a eu lieu sur les questions humanitaires lors de la vingt-neuvième Conférence des parties à l'accord de Paris (plus connue sous le nom de COP29), qui s'est tenue en Azerbaïdjan en novembre 2024. Comme l'a résumé *The New Humanitarian*, elle a illustré la manière dont « les humanitaires tentent d'asseoir leur expertise dans le mouvement pour le climat au sens large »⁵. La relation entre conflits armés et changement climatique est de plus en plus décrite comme un défi humanitaire⁶. Toutefois, ce discours, qui relève surtout d'appels au changement, reste limité.

talking directly with people living in close proximity to hostilities and suffering from war on a daily basis, also drawing on wider research on the current situation with the humanitarian response in the Russia-Ukraine war. This article draws on three sets of consultations and interviews conducted since March 2024. At the first stage of the research, we spoke with experts on climate change and ecology specialising in Ukraine. It was also important during the interview process to hear the opinions of representatives of civil society organisations in order to see the gaps between needs and the humanitarian assistance provided. The further focus of the research was on local farmers in Ukraine, who are important actors in communities as their activities directly relate to interaction with the environment and the people who work on the land damaged by hostilities.

Responding to climate-humanitarian crises

The issue of the relationship between humanitarian responses and climate change has become the subject of significantly increased attention. The twenty-ninth Conference of the Parties to the Paris Agreement (better known as COP29), held in Azerbaijan in November 2024, featured an entire day of parallel sessions on humanitarian issues. As summarised by *The New Humanitarian*, it illustrated how “Humanitarians are trying to carve out a role for their expertise within the larger climate movement”.⁵ The relationship between conflict and climate change is increasingly emphasised as a humanitarian challenge.⁶ However, much of this discourse takes place at the level of calls for change, which itself remains limited.

— 5. Will Worley, “At a pivotal COP in Baku, humanitarians try to define their climate role”, *The New Humanitarian*, 19 November 2024, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2024/11/19/pivotal-cop29-baku-humanitarians-struggle-define-their-climate-role>

— 6. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *No Escape – On the Frontlines of Climate Change, Conflict and Forced Displacement*, novembre 2024, <https://www.unhcr.org/publications/no-escape-frontlines-climate-change-conflict-and-forced-displacement>

— 5. Will Worley, “At a pivotal COP in Baku, humanitarians try to define their climate role”, *The New Humanitarian*, 19 November 2024, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2024/11/19/pivotal-cop29-baku-humanitarians-struggle-define-their-climate-role>

— 6. United Nations High Commissioner for Refugees, *No Escape – On the Frontlines of Climate Change, Conflict and Forced Displacement*, November 2024, <https://www.unhcr.org/publications/no-escape-frontlines-climate-change-conflict-and-forced-displacement>

La guerre Russie-Ukraine illustre bien ces défis. Mark Nevitt, expert en droit de l'environnement, l'a décrite comme une véritable « "guerre environnementale", aux conséquences profondes sur les progrès à long terme en matière de sécurité écologique, énergétique et climatique »⁷. Loin de se restreindre à l'Ukraine et à sa région, ce constat s'étend à l'échelle internationale. Par exemple, la volatilité du prix des céréales a mis en péril les programmes humanitaires, dont le Programme alimentaire mondial qui, en 2021, recevait 40 % de ses céréales d'Ukraine. Début 2023, on estimait que 47 millions de personnes supplémentaires « souffraient gravement de la faim à cause des répercussions de la guerre »⁸. Les émissions de dioxyde de carbone mentionnées plus haut auront par ailleurs des effets en cascade au fil du temps.

Pourtant, malgré la reconnaissance des dégâts causés par la guerre sur l'environnement et le climat et de leurs incidences à la fois immédiates et à long terme sur le bien-être humain, le financement des initiatives d'aide humanitaire en Ukraine n'a « que partiellement pris en compte les dimensions écologiques et environnementales de la guerre »⁹. Le Plan de réponse humanitaire ne mentionne pas explicitement le changement climatique parmi les facteurs qui amplifient les risques. Un seul des nombreux projets d'infrastructures soutenus par la Banque mondiale dans le pays évoque clairement la résilience climatique. De plus, si le Fonds de relèvement des communautés en Ukraine (Ukraine Community Recovery Fund), un mécanisme de financement

The Russia-Ukraine war exemplifies these challenges. Environmental law expert Mark Nevitt described the war as "truly an 'environmental war', with far-reaching implications for long-term environmental, energy and climate security progress".⁷ This is not only the case within Ukraine and the region but also on a systemic level internationally. For example, volatile grain prices have jeopardised humanitarian programmes, including the World Food Programme, which, as of 2021, received 40% of its grain from Ukraine. By the start of 2023, it was estimated that an additional 47 million people were "acutely hungry because of the ripple effects of the war".⁸ The carbon emissions mentioned above will have further cascading impacts over time.

Yet despite recognition of the environmental and climate damage caused by the war and of their impacts on human welfare, both immediate and long-term, funding for humanitarian aid projects within Ukraine has "only partially addressed the ecological and environmental dimensions of war".⁹ The Humanitarian Response Plan does not explicitly incorporate climate change as a factor that increases risks. Only one of the many infrastructure projects supported by the World Bank in Ukraine explicitly addresses climate resilience. Additionally, the Ukraine Community Recovery Fund, a pooled fund administered by the UN Multi-Partner Trust Fund Office, supports local community-based agricultural production on the ground, but these projects do not address climate change impacts and measures to

— 7. Mark Nevitt. "Environmental war, climate security, and the Russia-Ukraine crisis", *Ohio State Law Journal*, vol. 84, no. 6, 2024, p. 1361.

— 8. Oli Brown et al., *The Impact of Russia's War Against Ukraine on Climate Security and Climate Action: Independent Experts' Analysis*, Chatham House, January 2023, p. 11, <https://alpanalytica.org/wp-content/uploads/Independent-Experts-Analysis-The-impact-of-Russias-war-against-Ukraine-on-climate-security-and-climate-action-9-Feb-23.pdf>

— 9. Clément Iraola and Beatrice Mosello, *Ukraine: Reframing the Narrative of Climate, Environmental Degradation and Conflict*, Adelphi/International Rescue Committee, 2024, p. 15.

— 7. Mark Nevitt. "Environmental war, climate security, and the Russia-Ukraine crisis", *Ohio State Law Journal*, vol. 84, no. 6, 2024, p. 1361.

— 8. Oli Brown et al., *The Impact of Russia's War against Ukraine on Climate Security and Climate Action: Independent Experts' Analysis*, Chatham House, January 2023, p. 11, <https://alpanalytica.org/wp-content/uploads/Independent-Experts-Analysis-The-impact-of-Russias-war-against-Ukraine-on-climate-security-and-climate-action-9-Feb-23.pdf>

— 9. Clément Iraola and Beatrice Mosello, *Ukraine: Reframing the Narrative of Climate, Environmental Degradation and Conflict*, Adelphi/International Rescue Committee, 2024, p. 15.

commun géré par le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires des Nations unies, soutient la production agricole des communautés sur le terrain, les plans en question ne s'attaquent ni aux conséquences du changement climatique, ni aux mesures à prendre pour y faire face¹⁰. Des résident-es de la région interrogé-es soulignent l'implication insuffisante des organisations humanitaires internationales dans les efforts pour pallier les effets locaux de la destruction des écosystèmes.

De même, selon les participant-es à l'enquête, les bailleurs de fonds des organisations internationales ne s'intéressent pas vraiment au financement des projets et de la recherche dans le domaine de l'environnement. Une militante écologiste originaire de Kryvyi Rih constate que les problèmes écologiques à l'échelle locale suscitent peu d'intérêt chez les bailleurs de fonds internationaux. Elle explique qu'« en général, les financeurs ne comprennent pas vraiment la nécessité de telles recherches appliquées. ». Elle décrit en outre la modification d'un programme existant (prévu à l'origine pour 2019-2020), dans l'objectif de refléter les conditions de la guerre : « Quand Mykolaïv s'est retrouvée sans eau, [et comme] nous l'avons vu à Marioupol, les gens buaient l'eau du système de chauffage, ce qui est tout à fait inacceptable dans des conditions normales. Nous avons donc réorienté notre recherche pour explorer d'autres sources alternatives d'alimentation en eau. » Les projets locaux de ce type restent largement ignorés par les bailleurs de fonds internationaux.

Ces limites touchent de nombreux aspects de la réponse humanitaire à la guerre. Mais elles ont notamment des impacts sur certains groupes situés à l'intersection du conflit et de l'environnement, du soutien à court terme et des conséquences à long terme. C'est le cas des petit-es exploitant-es agricoles d'Ukraine.

address them.¹⁰ In interviews for this project, residents of local communities emphasised the insufficient involvement of international humanitarian organisations in overcoming the consequences of ecosystem destruction on the ground.

Similarly, according to participants in our research, grant providers from international organisations do not see a consistent interest in financing environmental research and projects. A local eco-activist from Kryvyi Rih noted that environmental problems at the local level are of little interest to international funders, arguing that "in general, grant-makers do not really understand the needs of such applied research". They described modifying a pre-existing project (originally planned in 2019-2020) to reflect wartime conditions: "When Mykolaïv was left without water, [or as] we saw in Mariupol, how people there drank water from the heating system, which is categorically unacceptable under normal conditions. Therefore, we refocused our research on investigating any sources, alternative sources of water supply". Such local projects still receive little attention from international funders.

These limitations affect many aspects of the aid response to the war, but have particular impacts among certain communities whose experiences sit at the heart of the intersections between conflict and environment, short-term relief and long-term consequences. This is the case for small farmers in Ukraine.

Local farmers in conditions of climate-humanitarian vulnerabilities

Before the war, agriculture was one of the most developed sectors of the economy in Ukraine. Prior to the large-scale Russian invasion of Ukraine, agriculture employed over 22% of the working population, accounting for 22% of all employed people – 3 million people

— 10. Clément Iraola and Beatrice Mosello, *Ukraine...*, op. cit.

— 10. Clément Iraola and Beatrice Mosello, *Ukraine...*, op. cit.

Une agriculture locale en situation de vulnérabilité climatique et humanitaire

Avant la guerre, l'agriculture constituait l'un des secteurs les plus développés de l'économie ukrainienne. Avant l'invasion russe à grande échelle du pays, le secteur primaire employait ainsi plus de 22 % de la population active, soit 3 millions de personnes officiellement, auxquelles s'ajoutaient 1,5 million de travailleur·ses informel·les. Désormais, dans les régions de l'est du pays, en plein essor avant le conflit, l'agriculture traverse une crise sans précédent.

Les petites exploitations revêtent une importance majeure en Ukraine, mais dans ce contexte, leur vulnérabilité s'avère elle aussi marquée. Les chercheur·ses indiquent que « le changement climatique influe de manière disproportionnée sur les petit·es exploitant·es, qui n'ont accès ni à un capital humain, social et financier, ni à une information comparables aux grandes entreprises agricoles »¹¹. Un fermier de Koupiansk (sur la zone de front) décrit les incidences des opérations militaires sur les écosystèmes dans sa région : « Les forêts ont brûlé, les plantations ont brûlé, tout a été détruit. Il n'y a plus de réservoir... à Lyman, en 2022, un barrage a subi des dégâts, il s'est effondré. Ce qui veut dire que, dans les faits, le niveau des nappes phréatiques a baissé. Si seulement il y avait des plans pour l'irrigation ici, enfin, si seulement tout existait encore »¹².

— 11. Oleg Nivievskiy, Pavlo Iavorskyi and Oleksandr Donchenko, "Assessing the role of small farmers and households in agriculture and the rural economy and measures to support their sustainable development", Kyiv School of Economics, n.d. [2021], <https://kse.ua/wp-content/uploads/2021/02/KSE-Smallholders.pdf>

— 12. Entretien avec les auteurs.

« Les problèmes écologiques à l'échelle locale suscitent peu d'intérêt chez les bailleurs de fonds internationaux. »

"Environmental problems at the local level are of little interest to international funders."

officially and another 1.5 million people unofficially. Agriculture in eastern regions of Ukraine, which was actively developing before the war, is now experiencing an unprecedented crisis.

The importance of small farms in Ukraine is great, but so is their vulnerability in this context. Researchers note that "climate change affects small farmers disproportionately more, because small farmers do not have access to human, social and financial capital and information comparable to large agricultural enterprises".¹¹ A farmer from Kupyansk (a frontline zone) described the impact of the combat operations on ecosystems in their area: "Forests burned, plantations burned, everything was broken. There is no reservoir ... in Krasnyi Lyman in 2022, a dam was damaged, it collapsed. That is, well, the groundwater has dropped. If there were plans to engage in irrigation there, well, if only all this remained now".¹²

As this example suggests, one major impact of the war has been on water supplies, which significantly complicates irrigation systems for cultivating the land and prevents the local population from accessing drinking water. This vulnerability is accompanied

— 11. Oleg Nivievskiy, Pavlo Iavorskyi and Oleksandr Donchenko, "Assessing the role of small farmers and households in agriculture and the rural economy and measures to support their sustainable development", Kyiv School of Economics, undated [2021], submitted <https://kse.ua/wp-content/uploads/2021/02/KSE-Smallholders.pdf>

— 12. Interview with the authors.

Comme le montre cet exemple, l'un des effets majeurs de la guerre concerne les ressources en eau. Cela complique nettement la mise en place de systèmes d'irrigation pour cultiver la terre et prive la population locale d'un accès à l'eau potable. Cette vulnérabilité s'accompagne de records de température du fait du changement climatique. En outre, un an seulement après le début de la guerre, un rapport de l'Autorité nationale ukrainienne de lutte antimines a montré que le conflit avait touché un quart de la superficie du pays, occasionnant des dégâts et laissant des munitions non explosées. D'autres enquêtes s'imposeront pour mesurer l'étendue de la contamination dans les zones agricoles¹³. À l'heure actuelle, les propriétaires de petites exploitations manquent de ressources pour leur relèvement et le déminage humanitaire nécessite à lui seul des investissements considérables (plus de 1 000 dollars par hectare).

Apporter une réponse humanitaire adaptée à la double vulnérabilité des propriétaires de petites exploitations agricoles sera crucial pour la restauration de ce secteur de l'économie. Une fois les hostilités terminées, cela constituera par ailleurs une condition importante pour que les habitant-es retrouvent leurs foyers. En outre, le relèvement de l'agriculture revêt une autre dimension humanitaire. Ainsi, comme indiqué précédemment, l'Ukraine se situe en tête des pays exportateurs de denrées alimentaires. Dans ce contexte, la menace d'une diminution des récoltes et de la production du fait des opérations militaires et du changement climatique entraîne déjà une malnutrition dans plusieurs parties du monde et une volatilité du prix des produits alimentaires.

En dépit de la double vulnérabilité qui les touche et de l'importance stratégique de leur secteur d'activité, nos recherches suggèrent que les petit-es agriculteur-rices peinent à accéder à une

with temperature records that result from climate change. Additionally, already a year from the start of the war, the National Mine Action Authority of Ukraine reported that a full quarter of the country's territory had been exposed to war, resulting in damage as well as unexploded ordnance. More surveying will continue to be necessary to understand the extent of contamination in agricultural areas.¹³ Currently, smallholder farmers lack the resources for recovery, and humanitarian demining alone requires significant investment (more than \$1,000 per hectare).

Providing an adequate humanitarian response in the context of the dual vulnerability of smallholder farmers will be key to the recovery of this sector of the economy and – after the end of hostilities – an important condition for people to return home. The recovery of agriculture has another humanitarian dimension: as noted above, Ukraine is a leading supplier of food to other countries, and the threat of reduced harvests and production as a result of military operations and climate change is already leading to malnutrition in different parts of the world and volatility in food prices.

Notwithstanding the double vulnerability they face and the strategic importance of the sector, our research suggests that small farmers have struggled to gain access to appropriate aid. The farmer from Kupyansk spoke about the limited presence of international organisations near the combat zone: "They came, honestly, we didn't even contact them. They, the organisations, came to the community, collected data on how much land mines needed to be cleared on farms, we submitted all this data, but everyone refused, said it was too close [...] closer than twenty kilometres, there is no conversation. Programmes exist, but no one in this zone wants to work at the moment. People simply refuse, no one wants to do it."

— 13. Andrii Bahinskyi and Nina Potarska, *Ukraine...*, op. cit., p. 13.

— 13. Andrii Bahinskyi and Nina Potarska, *Ukraine...*, op. cit., p. 13.

aide adaptée. Le fermier de Koupiansk a évoqué la présence limitée des organisations internationales près de la zone des combats : « Elles sont venues d'elles-mêmes, à vrai dire, on ne les a même pas contactées. Ce sont les organisations qui se sont rapprochées de la communauté. Elles ont recueilli des données sur le nombre de mines terrestres à retirer dans les exploitations. Nous avons fourni toutes les données, mais tout le monde a refusé, en disant que c'était trop proche [...], à moins de vingt kilomètres, la discussion est close. Les programmes existent, mais personne dans cette zone ne veut travailler pour le moment. Les gens refusent purement et simplement, personne ne veut s'en occuper. »

L'accès à l'eau s'est trouvé fortement restreint dans la région à cause de la destruction du barrage. Le réservoir détruit doit être déminé et comblé, mais d'après les agriculteur-rices, cela prendra plus d'un an. La terre devra être remise en culture, étant donné que du sable et de l'argile se sont retrouvés au-dessus des couches de terre arable. De plus, le manque de crédits abordables complique le labour et la récolte, qui représente la principale source de revenus pour les communautés locales.

Si ces enjeux reflètent les défis et les besoins qui s'expriment à petite échelle, ils traduisent également les problèmes systémiques qui caractérisent l'action humanitaire en Ukraine. De ce fait, les défaillances de la réponse à la crise climatique humanitaire devraient concerner tout le monde.

Les problèmes systémiques de la réponse climatique humanitaire en Ukraine

En théorie, l'aide apportée après l'invasion russe aurait pu s'appuyer sur certains atouts. L'existence de conflits en Ukraine depuis 2014 avait contribué à l'émergence de structures d'assistance mutuelle, de programmes émanant de la société civile et d'un appui officiel du gouvernement ukrainien. Quelques organisations humanitaires

Access to water has dropped drastically in the region due to the destruction of the dam. The destroyed reservoir needs to be demined and filled, but this, according to farmers, will take more than one year. The land will need to be recultivated, since sand and clay ended up on top of the arable layer of land suitable for farming. In addition, the lack of affordable credit creates difficulties in sowing and harvesting, which is the main source of income for local communities.

While these issues reflect micro-level challenges and needs, they also reflect systemic problems with the humanitarian response in Ukraine. In this way, shortcomings in the climate-humanitarian response should be of concern to all.

Systemic problems with the climate-humanitarian response in Ukraine

There were, in theory, some strengths that the aid response after the Russian invasion could have drawn upon. The presence of conflict in Ukraine since 2014 had contributed to the emergence of structures of mutual aid, civil society programmes and official Ukrainian government aid. Some international humanitarian organisations were also present. The Russian invasion triggered a high level of attention and unusually generous responses among Western societies, both from governments and individuals.

However, the picture of implementation has always been more mixed. According to research undertaken in the first year of the war, recipients received assistance fairly evenly from different providers: international humanitarian organisations (35% of respondents), local volunteers (33%) and local authorities (31%).¹⁴ It should be noted that these averages do not account for differences in geography and military context. Among those surveyed who had applied for aid, 11% said they had received nothing.

— 14. Ground Truth Solutions, *Perceptions of Aid in Ukraine – Quantitative Findings Round 1*, December 2022, p. 5.

internationales se trouvaient également sur place. L'invasion russe a suscité une attention soutenue et des réponses d'une générosité peu commune au sein des sociétés occidentales, tant de la part des gouvernements que des individus.

Cependant, sur le plan de la mise en œuvre, le tableau a toujours été plus nuancé. À en juger par des études réalisées pendant la première année de la guerre, l'assistance fournie aux bénéficiaires provenait à parts presque égales de trois types d'acteurs : les organisations humanitaires internationales (35 % des personnes interrogées), les bénévoles à l'échelle locale (33 %) et les autorités régionales (31 %)¹⁴. Précisons que ces chiffres moyens ne tiennent pas compte des différences géographiques et militaires. Ainsi, 11 % des personnes sondées qui avaient soumis des demandes d'aide ont déclaré n'avoir rien reçu.

Les entretiens réalisés pour ce projet de recherche laissent supposer l'existence d'écarts importants entre les réponses locales et internationales. Selon des activistes d'organisations non gouvernementales (ONG) en Ukraine, les organisations humanitaires internationales et leurs intermédiaires chargés d'allouer les fonds sont arrivés dans le pays avec une réponse humanitaire toute faite, reproduite de pays en pays. L'étude intitulée « Perceptions de l'aide en Ukraine » (*Perceptions of Aid in Ukraine*) a indiqué que même s'ils étaient généralement satisfaits du soutien humanitaire apporté, ses bénéficiaires souhaitaient qu'elle soit plus ciblée. Ils attendaient en particulier des médicaments et des matériaux de construction qu'ils ne pouvaient pas acheter autrement¹⁵.

— 14. Ground Truth Solutions, *Perceptions of Aid in Ukraine—Quantitative Findings Round 1*, December 2022, p. 5.

— 15. Voir *Call for communication, collaboration, and cash: Perceptions of aid in Ukraine*, une étude financée par le Disasters Emergency Committee et menée par Ground Truth Solutions, en partenariat avec le Kyiv International Institute of Sociology et Open Space Works Cooperative, February 2023, <https://www.dec.org.uk/perceptions-of-aid-in-ukraine-reports>

Interviews undertaken for this research suggest important gaps between local and international responses. According to non-governmental organisation (NGO) activists in Ukraine, international humanitarian organisations and their intermediaries that allocate money came to Ukraine with a ready-made humanitarian response that is replicated from country to country. The study "Perceptions of aid in Ukraine" indicated that recipients of humanitarian aid, even when they were generally satisfied with it, wanted aid to be more specific: medicines and house-building materials that they cannot purchase in any other way.¹⁵

Ukrainian informants were also concerned about monitoring and reporting of needs. According to local experts we interviewed, a large number of reports by international organisations concern quantitative indicators of the aid provided in Ukraine, but very little attention is paid to assessing the actual satisfaction of the needs of groups marginalised by the war. For example, it is claimed that 2.1 million people are covered by international assistance for child protection.¹⁶ This number does not take into account how many people have directly had their needs met as a result of assistance and will not experience such needs in the future. Specific groups of more marginalised people, such as children with disabilities or orphans, are not shown in such general data. Gaps in awareness of specific vulnerable groups mirror and compound those related to the double vulnerability created by the interactions of conflict and climate.

— 15. See *Call for communication, collaboration, and cash: Perceptions of aid in Ukraine*, a study funded by the Disasters Emergency Committee and conducted by Ground Truth Solutions, in partnership with the Kyiv International Institute of Sociology and Open Space Works Cooperative, <https://www.dec.org.uk/perceptions-of-aid-in-ukraine-reports>

— 16. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Ukraine: Humanitarian Needs and Response Plan*, Humanitarian Programme Cycle 2025, January 2025, <https://reliefweb.int/attachments/908df0ba-2eb4-4e05-8590-35b206630802/Ukraine%20HNP%202025%20Humanitarian%20Needs%20and%20Response%20Plan%20EN.pdf>

Les témoins ukrainien·nes ont aussi exprimé leurs inquiétudes quant au suivi et au signalement des besoins. Les spécialistes locaux·ales interrogés soulignent que de nombreux rapports rédigés par les organisations internationales comprennent des indicateurs quantitatifs de l'aide apportée en Ukraine, sans s'attarder, ou trop peu, sur l'évaluation de la satisfaction réelle des besoins des groupes marginalisés par la guerre. Par exemple, 2,1 millions de personnes auraient bénéficié des efforts d'assistance internationale pour la protection de l'enfance¹⁶. Or ce chiffre ne tient pas compte du nombre de personnes dont les besoins ont été directement comblés par l'assistance fournie et qui n'éprouveront plus de tels besoins à l'avenir. Ces données générales ne font pas apparaître certains groupes spécifiques particulièrement marginalisés, comme les enfants handicapés ou orphelin·es. De telles lacunes reflètent et aggravent celles liées à la double vulnérabilité engendrée par les interactions du conflit et de la crise climatique.

Par ailleurs, les inégalités d'information influent à la fois sur l'accès aux financements et à leur répartition, et donc à l'aide apportée. Les organisations internationales accordent souvent plus d'importance aux projets à plus grande échelle, qui peuvent faire l'objet d'une couverture médiatique large et qui sont pilotés par des ONG basées à Kyiv. Ces dernières bénéficient en effet de meilleurs contacts au sein du gouvernement et des ministères. Ces ONG sises dans la capitale ukrainienne reçoivent plus souvent des fonds que les organisations régionales, même lorsqu'elles s'attaquent à des enjeux locaux. Quant aux perturbations du climat et de l'environnement dans des zones spécifiques, le manque de financement pour réaliser

Inequalities in the information landscape also shape access to, and distribution of, funding and therefore the aid that is provided. Often, for international organisations, larger-scale projects that can be covered in the central press and that are handled by Kyiv-based NGOs (which have better contacts at the government and ministerial levels) are more important. Such NGOs registered in the capital of Ukraine receive funding more often than local organisations, even if the topics of the projects relate to local issues. When it comes to changing climate and environmental conditions in a specific area, the lack of funding for on-site expertise creates a shortage of research and hence of recognition and understanding of local concerns.

Another trend influencing the role of international aid in the Russia-Ukraine war is militarisation, when the priority was the financing of military operations, rather than civilian affairs. A former representative of the Organization for Security and Co-operation in Europe based in Ukraine described the situation this way: "what we encountered during our human rights monitoring projects was that there was no real, so to speak, capacity to help or political willingness to actually help. Everyone was focused on military actions, to either minimise losses or win the war." With the militarisation of the problem, there can be no talk of any allocation or reallocation of resources with international assistance until the war is over, because while the war is going on, priority will be given to military assistance as a way to confront a stronger adversary. Militarisation leads to the fact that long-term projects related to climate-change challenges do not receive adequate support from international efforts.

— 16. Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies, *Ukraine : Humanitarian Needs and Response Plan*, Humanitarian Programme Cycle 2025, January 2025, <https://reliefweb.int/attachments/908df0ba-2eb4-4e05-8590-35b206630802/Ukraine%20HNRPlan%202025%20Humanitarian%20Needs%20and%20Response%20Plan%20EN.pdf>

des expertises sur place crée des lacunes dans la recherche et entraîne par conséquent un manque de reconnaissance et de compréhension des inquiétudes des communautés locales.

La militarisation a aussi façonné le rôle de l'aide internationale dans le conflit russo-ukrainien, à l'heure où les financements des opérations militaires primaient sur ceux des affaires civiles. Un ancien représentant de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, basé en Ukraine, décrit la situation en ces termes : « En menant nos projets de surveillance du respect des droits humains, nous avons constaté qu'il n'existait, pour ainsi dire, aucune capacité réelle ou aucune volonté politique de fournir une aide véritable. Tout le monde se concentrait sur les actions militaires, soit pour minimiser les pertes, soit pour gagner la guerre. » Cette militarisation du problème bloque, jusqu'à la fin du conflit, toutes les discussions sur l'allocation ou la redirection de ressources vers l'assistance internationale. En effet, tant que les affrontements perdurent, la priorité ira toujours au soutien des troupes, pour faire face à un adversaire plus puissant. En raison de la militarisation, les projets à long terme consacrés aux défis du changement climatique ne reçoivent pas un soutien adéquat des acteurs internationaux.

Par conséquent, à plus d'un titre, nos recherches mettent en évidence la concentration de l'aide humanitaire en Ukraine sur une assistance immédiate à la population. Elles soulignent, de ce fait, l'importance de mieux prendre en compte la satisfaction des besoins à long terme, y compris concernant des questions écologiques cruciales.

Conclusions et perspectives

Dans un contexte mondial d'incertitudes politiques et économiques, la priorisation de projets humanitaires individuels restera imprévisible, en particulier si les hostilités se poursuivent. Après la fin du conflit, pour sa reconstruction, l'Ukraine sera confrontée à

In multiple ways, therefore, our research highlights that humanitarian aid in Ukraine is focused on immediate assistance to the population, while long-term provision of needs, including crucially ecological questions, require greater consideration.

Conclusions and prospects

In the context of global political and economic uncertainty, the prioritisation of individual humanitarian projects will remain unpredictable, especially if hostilities continue. After the end of the war, in the context of post-conflict reconstruction, Ukraine will face a new stage of interaction with international partners, which will have a further impact on the provision of aid on the ground. The full-scale war in Ukraine has put the climate-humanitarian response on the agenda. However, the local needs of the population suffering from the war have not yet been sufficiently assessed and taken into account by international humanitarian organisations.

The war creates a double vulnerability for the local population, caused by both the destruction of economic infrastructure and the destruction of ecosystems. The situation can be balanced by the involvement of local environmental experts and activists, and greater attention to environmental problems in the projects of international funders providing assistance to Ukraine. With the environment and climate change becoming weighty factors in post-war reconstruction, the return home of Ukrainians and their opportunities to rebuild will depend on taking them into account during post-war reconstruction.

une nouvelle phase d'échange avec les partenaires internationaux, qui joueront un rôle d'autant plus important dans l'aide apportée sur le terrain. La guerre à grande échelle en Ukraine a souligné l'urgence d'une réponse climatique humanitaire. Toutefois, les besoins locaux de la population affectée par les hostilités n'ont pas encore fait l'objet d'une évaluation ni d'une prise en compte suffisantes par les organisations humanitaires internationales.

Le conflit engendre une double vulnérabilité pour la population locale, du fait de l'action conjuguée de la destruction des infrastructures économiques et de celle des écosystèmes. Deux facteurs pourraient équilibrer la situation. Le premier est l'appel à des spécialistes et à des activistes écologistes locaux. Le second consiste, pour les bailleurs de fonds internationaux qui fournissent une aide à l'Ukraine, à accorder une plus grande attention aux problèmes écologiques dans leurs projets. Les facteurs de l'environnement et du changement climatique acquièrent un poids considérable dans un contexte de reconstruction post-guerre. Par conséquent, le retour des Ukrainien·nes dans leurs foyers et leurs capacités à rebâtir dépendront de leur prise en compte dans les efforts de relèvement après le conflit.

Traduit de l'anglais par Julou Dublé

« La guerre à grande échelle en Ukraine a souligné l'urgence d'une réponse climatique humanitaire. »

"The full-scale war in Ukraine has put the climate-humanitarian response on the agenda."

Biographies



ANDRII BAHINSKYI

Andrii Bahinskyi est professeur associé au sein du département de sociologie de l'Institut polytechnique de Kyiv Igor Sikorsky (Kyiv, Ukraine) et coordinateur du programme de master Résolution et médiation des conflits (*Conflict Resolution and Mediation*). Dans le cadre d'un projet soutenu par les ambassades britannique et suisse en Ukraine, il a contribué à concevoir le premier programme de master du pays destiné à former des spécialistes de la résolution des conflits sociopolitiques. Andrii Bahinskyi explore les efforts progressistes de consolidation de la paix depuis une perspective globale. Ses travaux se concentrent sur la recherche de solutions stratégiques pour résoudre les conflits armés. Il consacre également ses recherches aux enjeux d'interaction entre la société civile et l'État pendant la guerre. Dans ses écrits, une attention spécifique est portée aux organisations de la société civile qui soutiennent les groupes sociaux vulnérables en Ukraine. Ses dernières recherches et publications portent sur les conséquences humanitaires, sociales et politiques de la guerre russo-ukrainienne.

Andrii Bahinskyi is Associate Professor at Igor Sikorsky KPI Sociology Department (Kyiv, Ukraine) and coordinator of the master's programme "Conflict Resolution and Mediation". As part of a project supported by the British and Swiss embassies in Ukraine, he is one of the developers of the first master's programme in Ukraine to train specialists in the field of resolution of socio-political conflicts. Dr. Bahinskyi explores liberal peacebuilding from a global perspective. His research focuses on finding strategic solutions to resolve armed conflicts. His analysis is also devoted to issues of interaction between civil society and the state during war. In his research, special attention is paid to civil society organisations that support vulnerable social groups in Ukraine. His latest research projects and publications consider the humanitarian, social and political consequences of the Russia-Ukraine war.

NINA POTARSKA

Nina Potarska est experte des questions de genre, spécialisée dans l'étude de la consolidation de la paix et de la résolution des conflits. Elle bénéficie d'une expérience dans l'encadrement d'ONG et de projets de recherche, ainsi que dans la recherche et l'analyse. Depuis 2016, elle est la coordinatrice nationale en Ukraine de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté. Les objectifs du programme sont d'accroître la participation des femmes et de garantir la prise en compte des enjeux liés au genre dans les structures nationales et internationales. Son axe principal consiste à identifier les violations des droits humains en vertu d'une analyse basée sur le genre. Les activités de Nina Potarska comprennent la surveillance des besoins et du respect des droits des femmes vivant à proximité de la ligne de front. Elle réalise également un suivi des violences fondées sur le genre, de celles liées à la guerre et de la mise en place d'actions de médiation inclusives sur le plan du genre pendant les conflits. Elle prépare aussi des rapports sur le respect des droits des femmes dans le système des Nations unies. Depuis 2013, elle dirige le Center for Social and Labor Research, et, depuis 2015, elle a mené des recherches sur des sujets se rapportant à la guerre en Ukraine. Elle recueille des récits et mène des travaux de recherche des deux côtés de la ligne de front.

Nina Potarska is a gender expert on peacebuilding and conflict resolution. She has experience managing NGOs and research projects, as well as in research and analysis. Since 2016, she has been the national coordinator of the Women's International League for Peace & Freedom in Ukraine. The programme's goals are to increase women's participation and ensure that gender aspects are taken into account in national and international structures. The main focus is on identifying human rights violations based on gender analysis. As part of her activities, she monitors the needs and observance of the rights of women living near the contact line, gender-based violence, conflict-related violence and gender-inclusive mediation in conflicts, and she prepares reports on the observance of women's rights in the UN (United Nations) system. Since 2013, she has been the director of the Center for Social and Labor Research and, since 2015, she has researched topics related to the war in Ukraine. She collects narratives and conducts research on both sides of the contact line.

COMMENT SOUTENIR ALTERNATIVES HUMANITAIRES ? HOW TO SUPPORT HUMANITARIAN ALTERNATIVES?



**Nous suivre sur
les réseaux sociaux**
Follow us
on social media



**Vous abonner
à notre lettre d'info**
Subscribe to
our newsletter



**Participer à
nos événements**
Take part
in our events



Nous écrire
Write to us



**Vous abonner
à la revue**
Subscribe to the
printed edition



Faire un don
Make a donation



**Faire rayonner
nos publications**
Spread our work



**Relayer les appels
à contributions**
Share our calls
for papers



POUR SUIVRE L'ACTUALITÉ DE LA REVUE, REJOIGNEZ LA COMMUNAUTÉ AH !
FOR REGULAR UPDATES, JOIN THE HA COMMUNITY!

WWW.ALTERNATIVES-HUMANITAIRES.ORG/EN







PERSPECTIVES

PERSPECTIVES

L'action humanitaire contemporaine à l'épreuve des principes oubliés

Contemporary humanitarian action put to the test of forgotten principles

Virginie Troit • Docteure associée au CERI (Sciences Po / CNRS)
et directrice générale de la Fondation Croix-Rouge française
pour la recherche humanitaire et sociale



En 2025, alors que l'architecture de l'aide internationale est fragilisée par un tremblement inédit, les 60 ans des principes humanitaires fondamentaux, tels qu'adoptés par le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en 1965, représentent une opportunité de tirer des enseignements des normes qui en constituent les fondations les plus solides. Dans cet article, Virginie Troit aborde les enjeux des principes humanitaires de volontariat, d'unité et d'universalité, points aveugles du secteur et pourtant éclairants pour la compréhension et la transformation d'une action humanitaire contemporaine largement sous tension.

In 2025, as the architecture of international aid is weakened by an unprecedented shockwave, the 60th anniversary of the fundamental humanitarian principles adopted by the International Red Cross and Red Crescent Movement in 1965 represents an opportunity to learn from the standards that form its most solid foundations. In this article, Virginie Troit discusses the challenges of the humanitarian principles of voluntary service, unity and universality, principles that are overlooked in the sector and yet enlightening for the understanding and transformation of contemporary humanitarian action, which is overwhelmingly under pressure.



VIRGINIE
TROIT

L'émergence de l'humanitaire moderne combine l'action spontanée issue d'un élan de solidarité au cœur des conflits et catastrophes avec la création de nouvelles normes. Cette seconde exigence a pour but non seulement de guider cette action dans une forme d'autorégulation, mais aussi de la pérenniser dans les corpus juridiques des États à travers un droit international en émergence à la fin du XIX^e siècle¹. Entrepreneur institutionnel au profil atypique dans l'espace mondial dès 1863, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge est à l'origine d'une multitude de normes qui présentent trois spécificités. D'abord, elles bénéficient d'un cycle de vie particulièrement long, ensuite, elles ont circulé dans la grande majorité des pays du globe et, enfin, elles ont été – et sont encore – directement mises à l'épreuve de leur application concrète sur le terrain, une application faisant régulièrement l'objet de revues critiques. Elles ne restent donc pas des discours de surplomb : elles présentent un ancrage empirique exceptionnel pour une lecture sociohistorique du secteur humanitaire.

En 1965, les délégués de la XX^e Conférence internationale de la Croix-Rouge entérinent par le biais d'une proclamation l'adoption d'un ensemble de principes pour orienter l'action du Mouvement : les Principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Nés sous la plume de Jean Pictet, alors doctorant en droit, en 1955², ces sept principes – humanité, impartialité, neutralité, indépendance, volontariat, unité et universalité – fournissent toujours, 60 ans après, un cadre à la fois éthique et opérationnel au

The emergence of modern humanitarian aid combines the spontaneous action that is driven by solidarity in times of conflicts and natural catastrophes with the establishment of new standards. These standards aim to not only guide humanitarian action towards self-regulation, but also ensure its long-term viability within national judicial systems through the body of international law that emerged at the end of the 19th century.¹ As early as 1863, the International Red Cross and Red Crescent Movement, with its unique profile, emerged as an institutional entrepreneur, creating a multitude of standards, characterised by three specificities. First, they have enjoyed a long lifecycle. Second, they have spread throughout most countries worldwide. And third, they have been – and are today – put to the test when applied directly in the field – an application that is regularly the subject of critical analysis. These rules go beyond simple theory: they provide a solid empirical foundation for a socio-historical analysis of the humanitarian sector.

In 1965, delegates from the 20th International Conference of the Red Cross adopted an entire set of principles to guide the Movement's actions: the Fundamental Principles of the International Red Cross and Red Crescent Movement. Originally formulated in 1955 by Jean Pictet,² a doctoral law student at the time, the seven principles – humanity, impartiality, neutrality, independence, voluntary service, unity and universality – still provide today, sixty years later, an ethical and operational framework for the Movement.³ These principles

— 1. Hans Haug, *Humanité pour tous : le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge*, Éditions Paul Haupt, 1993.

— 2. Jean Pictet a consacré sa thèse de doctorat aux principes de la Croix-Rouge. Il formula non seulement un instrument de réflexion, mais aussi un instrument de travail valable pour l'ensemble du mouvement. Il fallut dix ans à la Croix-Rouge pour adopter dans leur forme officielle et définitive les principes énoncés en 1955 par Pictet, principes qui seront intégrés dans les statuts en 1986.

— 1. Hans Haug, *Humanity for All: The International Red Cross and Red Crescent Movement*, Henry Dunant Institute and Paul Haupt Publishers, 1993.

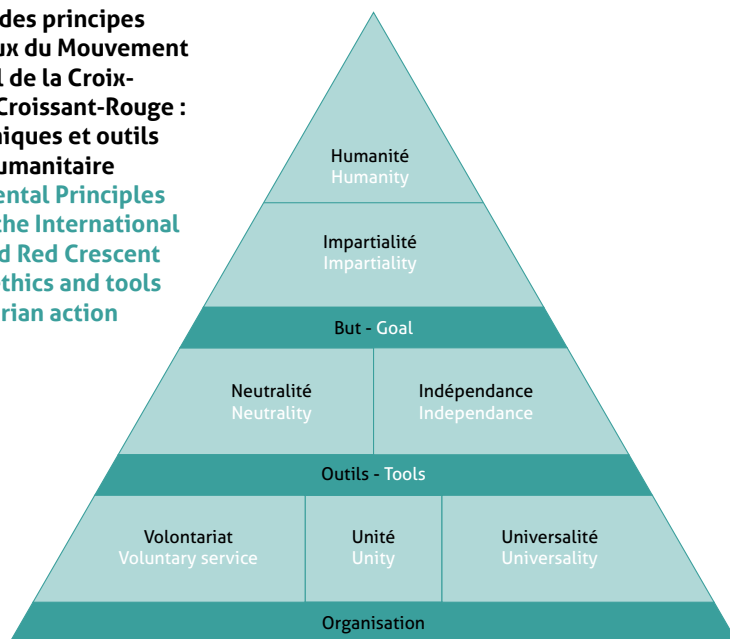
— 2. Jean Pictet centred his thesis on the Principles of the Red Cross, developing a useful analytical and work tool for the entire Movement. It took the Red Cross ten years to adopt, in their final and definitive form, the principles formulated by Pictet in 1955. These principles were incorporated into the Red Cross's statutes in 1986.

— 3. ICRC, *The Fundamental Principles of the International Red Cross and Red Crescent Movement*, 4 May 2021, Library/Research Guides, <https://blogs.icrc.org/cross-files/the-fundamental-principles-of-the-international-red-cross-and-red-crescent-movement>

Mouvement³. Loin d'avoir été formulés en un jour, ils représentent « la cristallisation de plus d'un siècle d'expérience opérationnelle et d'activités normatives au sein du Mouvement »⁴. Car avant d'être sept, ils ont été bien plus nombreux, créant des confusions et parfois des contradictions⁵.

represent “the crystallization of more than a century of operational experience and normative developments within the Movement”⁴; before these seven principles were finalised, several others existed, many contradictory and sometimes a source of confusion.⁵

La pyramide des principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge : principes éthiques et outils de l'action humanitaire
The Fundamental Principles pyramid for the International Red Cross and Red Crescent Movement: ethics and tools for humanitarian action



Source : Illustration tirée et adaptée de CICR et FICR, *Les Principes fondamentaux en action : un cadre éthique, opérationnel et institutionnel unique*⁶.

Source: Modified illustration from CICR and FICR, *The Fundamental Principles in Action : A unique ethical, operational and institutional framework*.⁶

— 3. Comité international de la Croix-Rouge, *Les Principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge*, 4 mai 2021, Bibliothèque / Guide de recherche, <https://blogs.icrc.org/cross-files/fr/les-principes-fondamentaux-du-mouvement-international-de-la-croix-rouge-et-du-croissant-rouge>

— 4. CICR et FICR, *Les Principes fondamentaux en action : un cadre éthique, opérationnel et institutionnel unique*, xxxii^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 8-10 décembre 2015, p. 4. https://library.icrc.org/library/docs/CI/CI_2015_100_FRE_001.pdf

— 5. Donald D. Tansley, *Rapport final : un ordre du jour pour la Croix-Rouge. Réévaluation du rôle de la Croix-Rouge*, 1975, p. 34-35.

— 6. CICR et FICR, *Les Principes fondamentaux en action : un cadre éthique, opérationnel et institutionnel unique...*, op. cit., p. 6.

— 4. CICR and FICR, *The Fundamental Principles in Action : A unique ethical, operational and institutional framework*, 32nd International Conference of the Red Cross and Red Crescent, Geneva, Switzerland, 8-10 December 2015, p.3, https://library.icrc.org/library/docs/CI/CI_2015_100_ENG_001.pdf

— 5. Donald D. Tansley, *Final report: an agenda for Red Cross. Study on the re-appraisal of the role of the Red Cross*, 1975, p.34-35.

— 6. CICR and FICR, *The Fundamental Principles in Action : A unique ethical, operational and institutional framework...*, op. cit., p.4.

Parmi les sept principes fondamentaux édictés, les quatre premiers, désignés comme « principes humanitaires » – l'humanité, la neutralité, l'impartialité et l'indépendance – ont véritablement bénéficié d'une mise en lumière particulière et ouvert un débat permanent qui a largement influencé la communauté humanitaire internationale⁷. Des centaines d'organisations aux profils différents les ont adoptés en quelques décennies (avec un consensus marqué pour celui d'impartialité⁸), qu'il s'agisse des organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires et de développement ou du système des Nations unies qui les a intégrés dans sa réforme de 1991⁹. En revanche, on évoque beaucoup moins les principes de volontariat, d'unité et d'universalité¹⁰. Sans doute est-ce dû au fait qu'ils sont restés un marqueur du Mouvement international. Qualifiés de principes « organiques »¹¹, ils ont été adoptés pour orienter l'organisation et le fonctionnement¹² de celui-ci : leur portée est donc considérée comme « moindre » par Jean Pictet¹³.

— 7. *Ibid.*

— 8. Joël Glasman, « L'invention de l'impartialité : histoire d'un principe humanitaire, entre raisons juridique, stratégique et algorithmique », *Alternatives Humanitaires*, n° 15, novembre 2020, p. 8-21, <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2020/11/13/linvention-de-limpartialite-histoire-dun-principe-humanitaire-entre-raisons-juridique-strategique-et-algorithmique>

— 9. « La résolution 46/182 de l'Assemblée générale des Nations unies (19 décembre 1991) adopte les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité, alors que le principe d'indépendance est intégré dans la résolution 58/114 de 2003 ». CICR et IFCR, *Les Principes fondamentaux en action : un cadre éthique, opérationnel et institutionnel unique...*, *op. cit.*, p. 5.

— 10. Robert Mardini, « Retour aux fondamentaux : les principes humanitaires dans les conflits armés contemporains », blog *Droit & politiques humanitaires*, 13 octobre 2022, <https://blogs.icrc.org/law-and-policy/fr/2022/10/13/retour-aux-fondamentaux-principes-humanitaires>

— 11. Hans Haug, *Humanité pour tous : le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge...*, *op. cit.*

— 12. CICR et IFCR, *Les Principes fondamentaux en action : un cadre éthique, opérationnel et institutionnel unique...*, *op. cit.*

— 13. Vincent Bernard, « L'ethos humanitaire en action », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 97, Sélection française 2015 / 1 et 2, citation de Jean Pictet, p. 6, https://international-review.icrc.org/sites/default/files/0-cicr-97-2015_1-2_complet.pdf

Among the seven fundamental principles enacted, known as “humanitarian principles”, the first four – humanity, neutrality, impartiality and independence – have received and benefitted from significant attention, generating an ongoing debate that has had a large influence on the international humanitarian aid community.⁷ In just a few decades, hundreds of different types of organisations have adopted these principles (with a strong consensus in favor of impartiality⁸), ranging from humanitarian and development non governmental organisations (NGOs) to United Nations (UN) organisations that integrated them during the 1991 reform.⁹ However, voluntary service, unity and universality are much less emphasised as principles.¹⁰ This is probably due to the fact that they have remained a hallmark of the International Movement. Described as “organic”,¹¹ these principles were adopted to serve as organisation and operations guidelines¹² of the latter: their scope is therefore considered “lesser” by Jean Pictet.¹³ For the Movement’s components, nevertheless, these principles are just as binding as

— 7. *Ibid.*

— 8. Joël Glasman, “The invention of impartiality: the history of a humanitarian principle, from a legal, strategic and algorithmic perspective”, *Humanitarian Alternatives*, n°15, Novembre 2020, p.8–21, <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/2020/11/13/the-invention-of-impartiality-the-history-of-a-humanitarian-principle-from-a-legal-strategic-and-algorithmic-perspective>

— 9. “UN General Assembly Resolution 46/182 of 19 December 1991 adopted the principles of humanity, neutrality and impartiality, and independence was officially recognized in 2003 in UNGA Resolution 58/114”. ICRC and IFCR, *The Fundamental Principles in Action : A unique ethical, operational and institutional framework...*, *op. cit.*, p.4.

— 10. Robert Mardini, “Back to basics: humanitarian principles in contemporary armed conflict”, *Humanitarian Law and Policy* blog, 16 June 2022, <https://blogs.icrc.org/law-and-policy/2022/06/16/back-to-basics-humanitarian-principles>

— 11. Hans Haug, *Humanity for All: The International Red Cross and Red Crescent Movement...*, *op. cit.*

— 12. ICRC and IFCR, *The Fundamental Principles in Action: A unique ethical, operational and institutional framework...*, *op. cit.*

— 13. Vincent Bernard, « L'ethos humanitaire en action », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 97, Sélection française 2015 / 1 et 2, citation de Jean Pictet, p. 6, https://international-review.icrc.org/sites/default/files/0-cicr-97-2015_1-2_complet.pdf

Cependant, pour les composantes du Mouvement, ils sont aussi contraignants que les quatre autres et indissociables de l'idée et du pragmatisme humanitaire dans sa perspective dunantiste¹⁴. En effet, ils posent les fondations qui permettent au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), à la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et aux Sociétés nationales de s'organiser pour assurer, quels que soient le pays et le contexte, des opérations et services humanitaires délivrés de manière impartiale, neutre et indépendante. De plus, ils prévoient les modalités d'ancrage territorial des Sociétés nationales et de coopération entre les composantes du Mouvement. Aucun des sept principes « ne devrait être considéré isolément des autres : ils sont interdépendants et se renforcent mutuellement »¹⁵. Or, peu d'analyses expliquent les effets d'un usage plus fragmenté par les organisations multilatérales ou non gouvernementales de certains de ces principes. Par ailleurs, des questions de sécurité et de sûreté des volontaires ainsi que de l'accès aux personnes accompagnées exigent qu'ils soient promus, compris et mis en pratique¹⁶.

En lien avec le principe d'humanité (qualifié de primordial), en quoi ces principes oubliés et leur application proposent-ils une lecture aussi pertinente que les quatre autres sur les enjeux de l'action humanitaire contemporaine ? Comment les revisiter empiriquement pour proposer des pistes de transformation ? En quoi dépassent-ils la seule action du Mouvement international, comme leur formulation prête à le croire ? Et présentent-ils des opportunités d'éclairage pour les

« Peu d'analyses expliquent les effets d'un usage plus fragmenté par les organisations multilatérales ou non gouvernementales de certains de ces principes. »

"Few analyses explore the effects of more fragmented use of some of these principles by multilateral or non-governmental organisations."

the other four and inextricably linked to the idea and pragmatism of humanitarianism in the Dunantist perspective.¹⁴ They form the foundation that enables the ICRC (International Committee of the Red Cross), the IFRC (International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies) and the National Societies to organise and deliver humanitarian operations and services in an impartial, neutral and independent manner, whatever the country or situation. They also set out the ways in which the National Societies are to be anchored at local level, and how the various components of the Movement are to cooperate. None of the seven principles "should be considered in isolation from the others: they are interdependent and mutually reinforcing".¹⁵ Few analyses explore the effects of more fragmented use of some of these principles by multilateral or non-governmental organisations. In addition, issues regarding volunteer safety and security, as well as access to people being helped, require that these principles be promoted, understood and applied.¹⁶

— 14. Comité international de la Croix-Rouge, *Nos principes fondamentaux*, <https://www.icrc.org/fr/document/les-principes-fondamentaux-du-mouvement-de-la-croix-rouge-et-du-croissant-rouge>

— 15. CICR et FICR, *Les Principes fondamentaux en action : un cadre éthique, opérationnel et institutionnel unique...*, op. cit., p. 5.

— 16. *Ibid.*, p. 10-11.

— 14. ICRC, *Our Fundamental Principles*, <https://www.icrc.org/en/our-fundamental-principles>

— 15. ICRC and IFRC, *The Fundamental Principles in Action: A unique ethical, operational and institutional framework...*, op. cit., p. 5.

— 16. *Ibid.*, p. 10-11.

autres acteurs du secteur ? Ce sont ces questions qui guideront la présente contribution¹⁷.

Le volontariat : un moteur des idées humanitaires en danger

Le volontariat est l'un des premiers principes formulés au cœur de l'action du CICR, puis des Sociétés nationales¹⁸. « En 1859 déjà, sur le champ de bataille de Solferino, les concepts de volontariat et de non-discrimination – ce dernier étant une composante essentielle du principe d'impartialité – étaient au cœur même de l'impulsion qui poussait Henry Dunant à porter secours aux soldats blessés, impulsion sous-tendue par le besoin de répondre à la souffrance par la compassion, qui est le fondement du principe d'humanité »¹⁹.

Ce principe, qui comporte deux notions principales – celle de libre-choix et celle de gratuité (et donc de désintéressement) – caractérise ainsi une démarche active et individuelle²⁰ (donneurs de sang, étudiants bénévoles, secouristes, aidants du domaine sanitaire et social, etc.). Les principes étant contraignants pour toutes les composantes du Mouvement, il est alors indispensable de former tout nouveau volontaire. D'un point de vue quantitatif, la FICR comptait, en 2021, 16,5 millions de volontaires²¹ répartis dans 191 pays

— 17. À contre-courant des analyses basées sur les principes les plus adoptés par les organisations internationales, cet article propose de revenir au fondement de la pensée de Henry Dunant et de la doctrine élaborée par Jean Pictet, à partir de la littérature professionnelle et de données empiriques collectées entre 2009 et 2019.

— 18. Volontariat. Le Mouvement est un mouvement de secours volontaire et désintéressé, <https://www.icrc.org/fr/nos-principes-fondamentaux>

— 19. Daniel Palmieri, *Les principes fondamentaux de la Croix-Rouge : une histoire politique*, Comité international de la Croix-Rouge, 6 juillet 2015, https://www.icrc.org/sites/default/files/document/file_list/histoires-des-principes-fondamentaux-palmieri.pdf

— 20. Hans Haug, *Humanité pour tous...*, op. cit.

— 21. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Annual Report 2022*, 13 juillet 2023, <https://www.ifrc.org/document/annual-report-2022> À noter l'ambiguïté entre les termes francophones de bénévoles et volontaires à partir du terme anglais *volunteer*. Hans Haug explique que, dans son sens large, le terme de « volontaires » désigne les personnes « actives à titre professionnel » avec ce critère de libre choix.

In connection with the “primordial” principle of humanity, how do these forgotten principles and their application offer such a relevant interpretation of the four others with regard to what is at stake for modern humanitarian aid? How can we revisit them empirically to suggest avenues for transformation? In what ways do these principles extend beyond the reach of the International Red Cross and Red Crescent Movement, as their wording suggests? Do they offer opportunities to build greater awareness among other stakeholders in the sector? These are the questions that guide this contribution.¹⁷

Voluntary service: a humanitarian principle under threat

Voluntary service ranks among the founding and core principles of the ICRC and the National Societies.¹⁸ “As early as 1859, on the battlefield of Solferino, the concepts of voluntary action and non-discrimination – the latter being a key element of impartiality – lay at the heart of what drove Henry Dunant to provide emergency care for wounded soldiers. This impetus was rooted in the need to respond to suffering with compassion, which forms the foundation of the principle of humanity”.¹⁹

This principle, which encompasses two main ideas – free choice and free-of-charge (therefore selflessness) – describes an active and individual approach²⁰ (blood donors, student volunteers, rescue

— 17. Contrary to analyses based on principles widely adopted by international organisations, this article offers the opportunity to reexamine the foundation of Dunant’s thought and the doctrine developed by Jean Pictet, drawing on professional literature and empirical data collected between 2009 and 2019.

— 18. Voluntary service. The Movement is a voluntary relief movement not prompted in any manner by desire for gain, <https://www.icrc.org/en/our-fundamental-principles>

— 19. Daniel Palmieri, *Les principes fondamentaux de la Croix-Rouge : une histoire politique*, Comité international de la Croix-Rouge, 6 juillet 2015, https://www.icrc.org/sites/default/files/document/file_list/histoires-des-principes-fondamentaux-palmieri.pdf [Translated into English from the French version].

— 20. Hans Haug, *Humanity for All: The International Red Cross and Red Crescent Movement...*, op. cit.

et 197 000 sections locales. Pendant 160 ans, et jusqu'à aujourd'hui, cela a donc contribué à une compréhension transnationale à une échelle inédite des normes humanitaires conçues par et pour le monde Croix-Rouge, mais aussi pour toutes les organisations y ayant recours.

Le volontariat peut donc être considéré comme un vecteur primordial de l'institutionnalisation des six autres principes. À ce titre, il se révèle extrêmement précieux pour l'ensemble du secteur humanitaire, pour les actions de protection – incluant une bonne compréhension du droit international humanitaire (DIH) – et le déploiement de l'assistance humanitaire.

Au-delà des formations ciblées liées à la formation sur le DIH, l'internalisation des principes passe par un territoire national à travers la manière dont chaque Société de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge dans le monde les a traduits en langue(s) nationale(s) et a formé ses bénévoles sur leur application immédiate dans leur mission quotidienne. L'institutionnalisation des principes se produit également au gré des décennies au travers de résolutions et d'orientations stratégiques ou de cadres et standards plus opérationnels. Une réflexion conjointe du CICR et de la FICR recommande par exemple, lors du processus d'évaluation et de certification des sociétés nationales, que les sept principes soient « pleinement intégrés [...], notamment en ce qui concerne la formation et le coaching »²². Le parcours du bénévole, ses formations, la socialisation qu'il implique dans son unité locale, les questions qu'il soulève dans sa mise en pratique directe y contribuent. Ainsi, alors que les modalités du volontariat se transforment dans les sociétés, il faut se poser la question de l'importance et de la valeur des réseaux bénévoles dans la « traduction » contextuelle, la diffusion et l'universalisation des principes.

— 22. CICR et FICR, *Les Principes fondamentaux en action : un cadre éthique, opérationnel et institutionnel unique...*, op. cit., p. 17.

workers, care givers, etc.). Since these principles are binding for all aspects of the Movement, it is crucial to train all new volunteers. From an empirical perspective, in 2021 the IFRC had 16.5 million volunteers²¹ in 191 countries and 197,000 local branches. For the past 160 years, up to the present day, this has contributed to a transnational understanding of humanitarian standards on an unprecedented scale – standards designed by and for the Red Cross, as well as for all organisations that refer to these standards.

So, voluntary service can be considered a core driver for the institutionalisation of the other six principles. It proves invaluable for the entire humanitarian movement, for protection programmes – that include a solid understanding of international humanitarian law – and the deployment of humanitarian aid.

In addition to targeted training courses on international humanitarian law, the internalisation of these principles goes through a national framework in which each Red Cross or Red Crescent Society around the world has translated them into its national language(s) and trained its volunteers in their immediate application in their day-to-day mission. Principles have also been institutionalised over the decades, through resolutions and strategic guidelines, as well as more operational frameworks and standards. For example, a joint publication from the ICRC and IFRC recommends that, during the assessment and certification process for National Societies, the seven principles be, “fully integrated [...], including in relation to training and coaching”.²² Volunteer development,

— 21. International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, *Annual Report 2022*, 13 July 2023, <https://www.ifrc.org/document/annual-report-2022>. Note the ambiguity between the two French terms “bénévole” and “volontaire” relative to the English term “volunteer”. Hans Haug explains that, in a broader sense, the term “volontaire” means people “working as professionals” and who made the free or “voluntary” choice to do so.

— 22. ICRC and IFRC, *The Fundamental Principles in Action: A unique ethical, operational and institutional framework...*, op. cit., p.16.

D'autant que l'animation de réseaux bénévoles est exposée à deux menaces. La première concerne le juste équilibre à trouver entre professionnalisme, bureaucratisation et engagement bénévole. Les organisations de tout pays y font face. Il y a 40 ans, Pictet lui-même considérait déjà les logiques de « fonctionnarisme » liées à la bonne gestion et « l'amateurisme », associé à l'organisation bénévole, comme des menaces antagonistes pour tout le secteur si l'une ou l'autre venait à être poussée à l'extrême :

« La tendance à la "surorganisation" menace, de nos jours, la plupart des institutions. Il ne faut pas que l'"activisme" et le "perfectionnisme" étouffent le vrai message. [...] Sitôt qu'elle perdrait le contact direct avec l'humain et avec la souffrance, sitôt qu'elle oublierait son caractère volontaire, l'institution serait comme la fleur coupée, qui, privée de sa sève, bientôt sèche et meurt. La machine ainsi créée, mécanisme bien huilé, devenu une fin en soi, tournerait à vide, grand corps aux yeux d'aveugle. [...] L'autre danger est l'amateurisme. C'est aussi une lèpre qui ronge les organisations volontaires. [...] En effet, la majorité des Sociétés nationales suivent encore la conception traditionnelle et historique de la "charité", c'est-à-dire du secours individuel, sporadique, sur une faible échelle.²³ »

Ainsi le juriste alerte sur la nécessité d'une grande créativité institutionnelle pour trouver le juste milieu entre l'indiscipline de la dimension philanthropique et un professionnalisme « envahissant et sclérosant » dans ses excès. Organisons-nous aujourd'hui l'espace et les dynamiques pour favoriser cette créativité ? De fait, ce professionnalisme décrit comme paralysant se retrouve dans la gestion des projets humanitaires internationaux, souvent imposée sous forme d'« inflation administrative »

volunteer training programmes, the socialisation involved in their local unit, and issues faced into direct implementation all contribute to this. At a time when the ways in which people volunteer are changing, we need to consider the importance and value of volunteer networks in the contextual "translation", dissemination and universalisation of these principles.

This is all the more true given that there are two threats to running volunteer networks. The first involves finding the right balance between professionalism, bureaucracy and volunteer commitment – an issue that organisations in every country face. Forty years ago, Pictet himself noted that the logic of "bureaucratisation", associated with proper management, and "amateurism", linked to volunteer organisation, represented opposing threats for the entire sector if either was taken to the extreme:

"The tendency towards 'over-organization' nowadays threatens nearly all institutions. One must make sure that 'activism' and 'perfectionism' are not allowed to drown out the true message. [...] If it should ever lose its direct contact with humanity and suffering, if it should ever forget its voluntary character, the institution would be like a cut flower and, deprived of its sap, would soon wither and die. The machinery set up in a bureaucratic spirit, however well oiled, would become an end in itself, it would be running on no load, or it could be envisaged as a giant without eyes. [...] The other danger facing us is that of amateurism, a disease afflicting many voluntary organizations. [...] A majority of National Societies still follow the traditional and historic conception of "charity", that is to say, individual relief, given sporadically and on a small scale."²³

— 23. Jean Pictet, *Les principes fondamentaux de la Croix-Rouge proclamés par la xx^e Conférence internationale de la Croix-Rouge, réunie à Vienne en 1965 : commentaire*, Institut Henry-Dunant, 1979, <https://international-review.icrc.org/sites/default/files/S0035336100063450a.pdf>

— 23. Jean Pictet, *The Fundamental Principles of the Red Cross: Commentary*, Institut Henry-Dunant, 1979, <https://www.icrc.org/en/article/fundamental-principles-red-cross-commentary#text1768999>

aux ONG²⁴ par les bailleurs de fonds. Au nom de la redevabilité, les audits et procédures non uniformisés entre les différents bailleurs accaparent beaucoup de temps et d'argent alors que les ressources permettent déjà difficilement de répondre aux besoins²⁵, et que les acteurs humanitaires ont besoin de marge de manœuvre.

La seconde menace se joue justement dans les modalités de coopération entre Sociétés partenaires et, plus largement, dans la relation entre les organisations locales et le système d'aide international. Comme l'ont montré les conclusions du Sommet humanitaire mondial en 2016, l'économie de l'aide a contribué à positionner de nombreuses organisations locales dans un rôle de prestataire de service humanitaire, antinomique avec des responsabilités de *leadership* humanitaire et une autonomie à l'échelle nationale. Sur la question de l'autonomie des organisations humanitaires du Sud, des bénévoles élus et salariés de Croix-Rouge africaines sur les territoires ont mis en avant la difficulté pour les dirigeants et encadrants à concilier les objectifs de l'aide-projet internationale, qui requiert le recrutement parfois massif de personnel local et le bon fonctionnement d'un réseau de bénévoles non rémunérés, même si leur compatibilité peut être organisée²⁶. Autour des différences de traitement, de niveau de grilles salariales selon les partenaires financeurs, de temps d'engagement, de langues de travail ou de types de

In this way, Pictet alerts us to the need for institutional creativity to strike the right balance between the lack of discipline of the philanthropic and the "rigid and invasive" effects of excessive professionalism. At present, do the humanitarian sector organise the structure and dynamics to foster this creativity? In fact, this professionalism described as "paralysing" can be found when managing international humanitarian aid projects, often imposed in an "overly bureaucratic" form by funders of NGOs.²⁴ In the name of accountability, non-standardized audits and procedures among the various funders take up a significant amount of time, energy and money, while resources already fail to help address needs completely²⁵ and humanitarian players require a lot of leeway.

The second threat lies in the way in which partner Societies cooperate with each other and, more broadly, in the relationship between local organisations and the international humanitarian aid system. As per the conclusions from the 2016 World Humanitarian Summit, the aid economy has helped position several local organisations as humanitarian aid service providers. This is contradictory with taking on leadership responsibilities and achieving independence on a national scale. In terms of the autonomy of humanitarian organisations in the Global South, locally elected volunteers and employees of African Red Cross Societies have highlighted the difficulties that directors and managers face in reconciling the goals of an international aid project, which require sometimes massive recruitment of locals and proper running of a local network of unpaid volunteers, even though their compatibility

— 24. Ludovic Donnadiou, « Associations et bailleurs de fonds publics internationaux : concilier les objectifs de redevabilité et d'efficience des projets de solidarité », *Alternatives Humanitaires*, n° 24, novembre 2023, <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2023/11/20/associations-et-bailleurs-de-fonds-publics-internationaux-concilier-les-objectifs-de-redevabilite-et-defficience-des-projets-de-solidarite>

— 25. Ces données sont disponibles sur le site Fednet. ifrc.org sur demande.

— 26. Virginie Troit, *Normes humanitaires et organisations du Sud : les enjeux de l'autorégulation. Expériences de la norme ECCO de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en Afrique (2009-2019)*, thèse de doctorat, vol. 2, Sciences Po Paris, 4 mai 2023.

— 24. Ludovic Donnadiou, "Associations and their international public funders: reconciling accountability with efficiency in solidarity projects", *Humanitarian Alternatives*, no. 24, <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/2023/11/20/associations-and-their-international-public-funders-reconciling-accountability-with-efficiency-in-solidarity-projects>

— 25. This data is available on demand on the Fednet.ifrc.org website.

contrat, ou encore de formations, la collision de ces deux logiques peut brouiller les dynamiques de développement locales si elles ne sont pas prises de front et ajustées avec les coopérations internationales. De plus, les logiques qui permettent de développer les associations sur la base de l'action désintéressée ne sont pas forcément les mêmes que celles menées avec des partenaires étrangers, reliés aux logiques des politiques étrangères²⁷.

Il semble donc pertinent pour le secteur de s'interroger sur l'effet des pratiques du bénévolat sur les principes et pratiques de l'action humanitaire dans son ensemble, sur le risque de le voir disparaître si la privatisation à but lucratif des activités humanitaires devait croître, et sur les conditions pour le préserver, voire le développer. Les conflits de haute intensité en Ukraine et au Proche-Orient, la réponse aux pandémies, les catastrophes comme le tremblement de terre en Turquie et Syrie en 2023 ou, plus récemment, les interventions humanitaires à Mayotte, mobilisent des bénévoles de structures formelles et informelles. De tels contextes questionnent chaque jour les risques et dilemmes que peuvent vivre ces bénévoles, et la manière dont ces engagements dans des contextes sensibles et dangereux peuvent renforcer ou compromettre le respect des autres principes pour secourir et protéger.

— 27. La compatibilité s'exprime par ailleurs au niveau national par l'auxiliarat. Jean Pictet (*Les principes fondamentaux de la Croix-Rouge...*, op. cit.) relève à ce titre la différence entre l'action des États et celle des bénévoles : « C'est à cela, à son esprit d'entraide individuelle et spontanée que la Croix-Rouge doit son caractère privé et qu'elle est en mesure de suppléer aux pouvoirs publics. Car les États – que Nietzsche appelait "monstres froids" –, si bien organisés soient-ils, ne peuvent subvenir à toutes les infortunes. Seuls les êtres de chair et de sang sont doués de sensibilité et de chaleur humaine. Certes, les agents de l'État, responsables de l'assistance sociale, peuvent être humains, et ils le sont souvent, mais ils sont liés par la loi, les règlements, les consignes et la routine administrative. »

can be organised.²⁶ With regard to disparities in treatment, in salary scales tied to funding partners, in time commitment, in working languages, in contract types and in training, the clash between these two ways of thinking and operating can interfere with local development dynamics if they are not addressed directly and adjusted with international cooperation. Moreover, the rationale for developing associations based on selfless action does not necessarily align with that of foreign partners, influenced by foreign policy considerations.²⁷

It therefore seems appropriate for the sector to consider the impact of volunteering practises on the principles and practices of humanitarian action, the risk of it disappearing, and the measures required to preserve and even strengthen it if the for-profit privatisation of humanitarian activities increases, and the conditions for preserving and even developing volunteering. The high-intensity conflicts in Ukraine and the Middle East, the responses to pandemics, disasters such as the earthquake in Turkey and Syria in 2023 or, more recently, humanitarian interventions in Mayotte, mobilise volunteers from both formal and informal organisations. These situations highlight the risks and dilemmas that these volunteers may experience and how these commitments in

— 26. Virginie Troit, *Humanitarian Norms and Global South Organisations: the challenges of self-regulation. Experiences of the ECCO standard of the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies in Africa (2009-2019)*. Doctoral thesis. Volume 2. Sciences Po Paris. 4 May 2023.

— 27. Compatibility is expressed at a national level by those in an auxiliary role. Jean Pictet (*The Fundamental Principles of the Red Cross...*, op. cit.) noticed the difference between actions conducted by the State and those conducted by volunteers. "It is its spirit of individual and spontaneous assistance to which the Red Cross owes its character as a private institution which is at the same time capable of supplementing the efforts of the public authorities. States, characterized by Nietzsche as "cold monsters", however well organized they may be, cannot deal with all misfortunes. Only beings of flesh and blood possess sensitivity and human warmth. It is true enough that agents of the State, responsible for social welfare activities, may be humane individuals and often are, but they are bound by laws, regulations, instructions and bureaucratic routine."

Le principe d'unité à l'épreuve des territoires

Ce principe²⁸ comporte pour le Mouvement trois dimensions qui peuvent provoquer des confusions²⁹. Selon Hans Haug, le terme d'unité est d'ailleurs imparfait. Ces trois réalités recouvrent l'enregistrement officiel d'une organisation unique pour tout le territoire, le recrutement sans discrimination de ses adhérents et salariés, et la couverture de tout le territoire national par les services humanitaires³⁰. Ces questions sont débattues en des termes différents au sein des ONG internationales qui peuvent intervenir dans des régions ciblées, ou agir dans un pays au nom de différentes sections étrangères tout en employant des personnels aussi bien nationaux qu'internationaux.

Il faut imaginer ce principe mis à l'épreuve des crises et ruptures qui ont traversé le monde depuis les années 1960 : la décolonisation, les conflits internes et internationaux, les migrations, etc. Si ce principe est peu étudié, les réalités empiriques qu'il sous-tend sont pourtant très pertinentes pour appréhender les enjeux de la « localisation » de l'aide puisqu'il navigue entre les dynamiques de solidarité de proximité et celles de la coopération internationale. Avec une application dans 191 pays, ce principe implique un ancrage territorial inédit de l'assistance humanitaire.

— 28. Unité. Il ne peut y avoir qu'une seule Société de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans un même pays. Elle doit être ouverte à tous et étendre son action humanitaire à la totalité du territoire. <https://www.icrc.org/fr/nos-principes-fondamentaux>

— 29. Selon l'auteur, le terme d'unité est imparfait, car ce principe doit guider trois réalités qui sont spécifiques au Mouvement international et restent sources de débat pour les ONG internationales intervenant dans un pays au nom de différentes sections étrangères tout en employant des personnels locaux et internationaux. Il s'agit de l'enregistrement officiel d'une organisation unique pour tout le territoire, du recrutement sans discrimination de ses adhérents et salariés, et de la couverture de tout le territoire national par les services humanitaires. Hans Haug, *Humanité pour tous...*, op. cit., p. 485.

— 30. *Ibid.*, p. 485.

sensitive and dangerous contexts can either reinforce or undermine the respect of other principles to help and protect.

The principle of unity composing with contexts

For the Movement, this principle²⁸ encompasses three dimensions that can lead to confusion.²⁹ According to Hans Haug, the term unity itself is imperfect. These three realities involve the official registration of a single organisation for an entire region, non-discriminatory recruiting practices of its members and employees and the provision of humanitarian services throughout the entire country.³⁰ These issues are discussed in different terms within international NGOs, which may operate in targeted regions, or act in a country on behalf of different foreign sections, while employing both national and international staff.

This principle has been tested by the crises and divisions that the world has faced since the 1960s: decolonisation, internal and international conflicts, migrations, etc. Although this principle is little-studied, the empirical realities it underpins are nonetheless highly relevant to understanding the challenges of aid localisation, as it navigates between the dynamics of local solidarity and those of international cooperation. With applications in 191 countries, this principle implies an unprecedented territorial anchoring of humanitarian assistance.

— 28. Unity. There can be only one Red Cross or one Red Crescent Society in any one country. It must be open to all. It must carry on its humanitarian work throughout its territory. <https://www.icrc.org/en/our-fundamental-principles>

— 29. According to the author, the term unity is imperfect as the principle serves as a guide for three distinct realities specific to the International Red Cross and Red Crescent Movement and that continue to spark debate among international NGOs operating in a country under different foreign branches while employing both local and international personnel. It concerns the official registration of a single organisation for an entire country, non-discriminatory recruiting practices of its members and employees, and the provision of humanitarian services throughout the entire country. Hans Haug, *Humanity for All: The International Red Cross and Red Crescent Movement...*, op. cit., p.485.

— 30. *Ibid.*, p.485.

Sur la dimension de la diversité des personnels, l'ouvrage publié à l'occasion des 50 ans de la Croix-Rouge kenyane retrace les turbulences de la mise en pratique de ce principe des années 1940 aux années 1970, mais aussi les avancées rendues possibles. Le pays accède alors à l'indépendance, et l'entité Croix-Rouge présente dans le pays cesse d'être une branche de la Croix-Rouge britannique pour devenir une Croix-Rouge indépendante (entre 1963 et 1966, elle est reconnue par le CICR, la FICR et le gouvernement). Bien que les années 1950 soient marquées par la volonté d'assurer une représentation africaine croissante au sein de la Ligue (ancien nom de la FICR), l'intégration des adhérents natifs se fait en réalité très progressivement. En 1948, il existe encore des badges distinctifs pour les membres selon leur « différence raciale », et certains membres, selon leur appartenance, ne peuvent être cooptés que dans la catégorie « junior », quel que soit leur âge³¹. Cependant, en 1952, « pour réduire la discrimination et encourager l'impartialité », la Croix-Rouge kenyane inaugure la première banque de sang interracial pour lutter contre la discrimination³². Soixante-dix ans avant le mouvement *#BlackLivesMatter* et les accusations de racisme qui ciblent de grandes ONG internationales³³, ce principe a obligé les Sociétés nationales à repenser leur politique contre les discriminations tout au long du xx^e siècle, et ce, jusqu'à aujourd'hui.

Analyser la manière dont les Sociétés nationales mettent en œuvre le principe

On the dimension of staff diversity, the book published to mark fifty years of the Kenya Red Cross looks back at the turbulent period from the 1940s to the 1970s when implementing diversity in humanitarian action, but also the progress made possible. During this time the country gained independence and the and the country's Red Cross entity ceased to be a branch of the British Red Cross to become an independent Red Cross Society (between 1963 and 1966, it was recognised by the ICRC, the IFRC and the government). While the 1950s were marked by a desire to ensure a growing African representation within the League (the former name of the IFRC), integrating "native Kenyan" members happened, in reality, gradually. In 1948, members still wore distinctive badges based on their "racial difference" and certain members, based on their affiliation, could only be included in the "junior" category, regardless of their age.³¹ However, in 1952, "to reduce discrimination and encourage impartiality", the Kenyan Red Cross inaugurated the first interracial blood bank to combat discrimination.³² Seventy years before the *#BlackLivesMatter* movement and accusations of racism against major international NGOs,³³ this principle compelled National Societies to rethink their anti-discrimination policies throughout the 20th century, a process that continues to this day.

Analysing the way in which National Societies apply the principle of unity can therefore help guide the dynamics of human resources and governance

— 31. Hans Haug indique qu'en 1945, en dépit de l'apparente universalité du Mouvement et de ses 65 membres, « trente-quatre appartenaient à l'Europe, vingt-et-une [...] au continent américain ». Hans Haug, *Humanité pour tous...*, op. cit., p. 403.

— 32. Kenya Red Cross Society, *Red Cross Serving Humanity: Kenya*, 2015, pp. 43–46 [Traduction de l'autrice].

— 33. Laurence Caramel, « Le mouvement Black Lives Matter contraint les ONG humanitaires à un examen de conscience », *Le Monde Afrique*, 7 juillet 2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/07/le-mouvement-black-lives-matter-contraint-les-ong-humanitaires-a-un-examen-de-conscience_6045490_3212.html

— 31. Hans Haug indicates that in 1945, in spite of the apparent universality of the Movement and its 65 members, "thirty-four belonged to Europe, twenty-one to the Americas". Hans Haug, *Humanity for All: The International Red Cross and Red Crescent Movement...*, op. cit., p.403.

— 32. Kenya Red Cross Society, *Red Cross Serving Humanity: Kenya*, 2015, pp. 43–46.

— 33. Laurence Caramel, « Le mouvement Black Lives Matter contraint les ONG humanitaires à un examen de conscience », *Le Monde Afrique*, 7 juillet 2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/07/le-mouvement-black-lives-matter-contraint-les-ong-humanitaires-a-un-examen-de-conscience_6045490_3212.html

d'unité peut donc contribuer à guider les dynamiques en termes de ressources humaines et de gouvernances associatives des organisations humanitaires transnationales et alimenter le débat sur la « décolonisation » ou la « désoccidentalisation » de l'aide à l'aune d'une diversité de trajectoires. Ce principe assure également que le réseau bénévole représente la diversité de la société d'un pays et contribue au principe d'impartialité. Des études de cas existent, produites par les Sociétés nationales pour expliquer les défis et les solutions apportées.

L'universalité, d'un principe abstrait à un tissage quotidien

Selon Pictet, ce principe³⁴ présente trois dimensions que les crises les plus récentes (sanitaire, migratoire et environnementale) ont bousculées. Ces dimensions sont le caractère universel, l'égalité des Sociétés nationales et la solidarité intra-Mouvement³⁵. Comme lorsque Haug dit du principe d'humanité qu'il relie « l'âme et le cœur »³⁶ de la Croix-Rouge, on peut dire que ce principe d'universalité connecte les six autres à l'espace mondial et qu'il régule la coopération à l'intérieur du Mouvement international. Alors que l'universalité des normes et des institutions internationales est de plus en plus mise à mal, ce principe mérite toute notre attention.

Haug explique qu'il est introduit par le CICR dès 1921³⁷ avec l'idée d'égalité entre les Sociétés nationales³⁸. Mais

« On peut dire que ce principe d'universalité connecte les six autres à l'espace mondial et qu'il régule la coopération à l'intérieur du Mouvement international. »

“It can be said that universality connects the six other principles to the world arena and regulates cooperation within the international Movement.”

structures in transnational humanitarian organisations and contribute to the debate on “decolonisation” or “dewesternisation” of aid in light of a wide range of paths taken. This principle also ensures that the volunteer network reflects the diversity of a country's society and reinforces the principle of impartiality. Case studies have been produced by National Societies to explain the challenges and solutions they face.

Universality, from an abstract principle to everyday use

According to Pictet, this principle³⁴ comprises three dimensions that the most recent crises (health, migratory and environmental) have shaken up. These dimensions are universal character, equality between the National Societies and solidarity within the Movement.³⁵ Just as Haug described humanity as the principle that connects “the heart and soul”³⁶ of the Red Cross, it can be said that universality connects the six other principles to the world arena and regulates cooperation within the international Movement. At a time when the universality of norms

— 34. Universalité. Le Mouvement, au sein duquel toutes les Sociétés nationales ont des droits égaux, ainsi que la responsabilité et le devoir de s'entraider, est universel; <https://www.icrc.org/fr/nos-principes-fondamentaux>

— 35. Jean Pictet, *Les principes fondamentaux de la Croix-Rouge...*, op. cit.

— 36. Hans Haug, *Humanité pour tous...*, op. cit., p. 449.

— 37. « En 1921, quatre principes ont été énoncés par écrit pour la première fois et incorporés dans les statuts du Comité international de la Croix-Rouge : impartialité ; indépendance politique, religieuse et économique ; universalité du Mouvement, et égalité entre ses membres », Comité international de la Croix-Rouge, *Les Principes fondamentaux en action...*, op. cit.

— 38. *Ibid.*, p. 491.

— 34. Universality. The Movement, in which all National Societies have equal status and share equal responsibilities and duties in helping each other, is worldwide; <https://www.icrc.org/en/our-fundamental-principles>

— 35. Jean Pictet, *The Fundamental Principles of the Red Cross...*, op. cit.

— 36. Hans Haug, *Humanity for All: The International Red Cross and Red Crescent Movement...*, op. cit., p.449.

le discours reste de surplomb puisque, dit-il, « la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, nouvellement fondée, n'était accessible à ses débuts qu'aux Sociétés nationales des pays ayant fait partie, durant la Première Guerre mondiale, des « puissances alliées »³⁹. Néanmoins, le danger soulevé par des inégalités criantes de représentativité pour l'idée humanitaire de Dunant conduit le Mouvement à réaffirmer l'égalité des droits des Sociétés nationales en 1952. Pictet explique que « la parité des droits est la règle qui convient le mieux à une institution qui n'a pas les mêmes mobiles que les États et qui se consacre tout entière à la personne humaine »⁴⁰. C'est ainsi que l'on observera la lente progression institutionnelle collective pour limiter les rapports de force, éviter les asymétries de pouvoir et garantir des espaces de gouvernance et de délibération conformes aux principes et capables d'y veiller. Que ce soit à la Conférence internationale⁴¹, au Conseil des délégués⁴² ou à l'Assemblée générale de la FICR, chaque membre dispose d'une voix, en miroir avec le droit international public⁴³.

De plus, depuis 1919, la FICR a créé des instances respectant l'égalité des membres quels que soient leur histoire, leur poids économique, leurs activités, ou le nombre de leurs volontaires en optant pour une représentation par

and international institutions are under ever-growing strain, this principle warrants our undivided attention.

Haug explains that the ICRC introduced this principle as early as 1921³⁷ with the idea of establishing equality between National Societies³⁸. But this perspective remained detached: as he said, "The recently created League of Red Cross Societies was initially only open to National Societies from countries among the 'Allied Powers' during World War I".³⁹ The danger to Dunant's idea of humanitarianism, brought about by the blatant inequalities in representation, forced the Movement to reaffirm equal rights for National Societies in 1952. Pictet explains that "parity of rights is the rule which best fits an institution which does not have the same motivations as those of states and which is entirely devoted to the welfare of the human being".⁴⁰ So we can see a slow institutional and collective progression aimed at preventing power struggles, avoiding power asymmetries and guaranteeing spaces for governance and deliberation that comply with the principles, and are capable of ensuring them. Whether at the International Conference,⁴¹ the Council of Delegates⁴² or the IFRC General

— 39. *Ibid.*

— 40. Jean Pictet, *Les principes fondamentaux de la Croix-Rouge...*, *op. cit.*

— 41. « La Conférence internationale est un espace de rencontre unique entre les membres du plus grand réseau humanitaire au monde et la plupart des gouvernements. C'est un événement majeur sur le calendrier humanitaire et le principal forum de la planète où les gouvernements, les décideurs et les différentes composantes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge peuvent s'employer à promouvoir et alimenter le débat humanitaire », <https://www.icrc.org/fr/la-conference-internationale>

— 42. Il « réunit toutes les composantes du Mouvement (Sociétés nationales, CICR et Fédération internationale) pour discuter des questions qui concernent le Mouvement dans son ensemble », <https://icrcconference.org/fr/about-2>

— 43. Comité international de la Croix-Rouge, *Les Principes fondamentaux en action...*, *op. cit.*, p. 492.

— 37. "In 1921, four principles were for the first time put in writing and incorporated in the Statutes of the International Committee of the Red Cross: impartiality; political, religious and economic independence; universality of the Movement, and equality of its members." Comité international de la Croix-Rouge, *Les Principes fondamentaux en action...*, *op. cit.*

— 38. *Ibid.*, p. 491.

— 39. *Ibid.* (Translated into English from the French version)

— 40. Jean Pictet, *The Fundamental Principles of the Red Cross...*, *op. cit.*

— 41. "The International Conference is a unique forum bringing together the world's largest humanitarian network and nearly every government. It is a major event on the humanitarian calendar and the leading global forum to enable and inspire humanitarian debate", <https://www.icrc.org/en/international-conference>

— 42. It "gathers together all the components of the International Red Cross and Red Crescent Movement (National Red Cross and Red Crescent Societies, the ICRC and the IFRC) to discuss matters concerning the Movement as a whole", <https://icrcconference.org/council-of-delegate>

région. Prenant racine dans la notion d'égalité face à la souffrance, cette égalité institutionnelle – traduite dans les statuts et cette forme d'universalisation avancée grâce à une représentation dans quasiment tous les pays du monde – diffère de fait avec la gouvernance de nombreux réseaux transnationaux. Bien évidemment, cela n'efface pas la grande disparité qui existe entre les Sociétés nationales et alimente des rapports de force à tous les niveaux dans la bataille aux financements, ou lorsque des élections ont lieu. Les théoriciens et experts du Mouvement intègrent évidemment ces questions complexes et tentent de les réguler en consensus en développant des cadres de travail et codes de conduite appropriés à chaque période. Ils soulignent cet idéal de symétrie et de respect de l'autonomie de chaque organisation, quelle que soit sa situation.

Selon des travaux menés sur le standard d'évaluation des capacités des Sociétés nationales membres de la FICR, la souplesse du Mouvement et le développement de ses différentes composantes doivent beaucoup à sa capacité délibérative interne et sa capacité de compréhension mutuelle inscrite dans ses normes et les méthodes de leur diffusion.

Pour parvenir à mettre en œuvre ce principe dans un réseau si large et hétérogène, Pictet explique le choix du fédéralisme aux dépens de celui de la centralisation en ce qu'il lui confère une souplesse indispensable entre ses 192 000 unités locales (2022)⁴⁴.

«À l'unité s'opposait l'aspect bigarré de notre globe aux multiples facettes. L'œuvre s'est donc modelée sur les nationalités si diverses, cristallisées par les souverainetés, les cultures, les régimes politiques et le génie des peuples. [...] D'emblée les Sociétés nationales furent créées, indépendantes et libres de se gouverner. [...]

Assembly, each member has one vote, just like in public international law.⁴³

Furthermore, since 1919, the IFRC has created entities that uphold member equality regardless of their history, economic power, activities and number of volunteers by opting for one representation by region. Rooted in the notion of "equality when dealing with suffering", this institutional equality – translated into statutes and this form of advanced universalisation thanks to representation in virtually every country in the world – differs *de facto* from the governance of numerous transnational networks. Of course, this does not eliminate the disparities that exist between National Societies and this fuels power relations at all levels in the battle for funding or when elections are held. The Movement's theorists and experts obviously take these complex issues on board, and try to regulate them in consensus by developing frameworks and codes of conduct appropriate to each period, yet they underline the ideal of symmetry and of respect for the autonomy of each organisation, whatever its situation.

According to research conducted on the standards for assessing the capacities of National Societies, which are members of the IFRC, the flexibility of the Movement and the development of its various components owe much to its internal capacity for deliberations and its mutual understanding capacity, as embedded in its standards and the methods for spreading them.

To apply this principle within such a large and heterogeneous network, Pictet explains that the choice of federalism, rather than centralisation, provides the flexibility needed and which, in 2022, covered 192,000 local units.⁴⁴

— 44. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Annual Report 2022*, *op. cit.*

— 43. ICRC and IFRC, *The Fundamental Principles in Action: A unique ethical, operational and institutional framework...*, *op. cit.*, p.492.

— 44. International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, *Annual Report 2022...*, *op. cit.*

Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge, comme telles, ne sont pas régies par l'universalité. [...]. Ce sont les organes internationaux de la Croix-Rouge qui pratiquent l'universalité et ne mettent pas de limite géographique à leur action.⁴⁵ »

Il est possible que l'existence de deux organisations internationales, le CICR et la FICR, devant négocier en permanence – et parfois en tension –, leur complémentarité dans des contextes humanitaires très différents ait contribué au décentrement nécessaire pour sortir de l'universalité de surface. Car ce décentrement a progressivement favorisé la diversité sociologique et la mobilité des cadres entre les membres, le Secrétariat de Genève et les délégations régionales sur les cinq continents⁴⁶. Un récent programme de recherche met en avant cet « humanitarisme résilient », particulier à la FICR et à ses membres, qui lui ont permis de traverser le xx^e siècle en continuant à grandir dans ce défi de l'universalité⁴⁷. En 2025, force est de constater que les tiraillements entre les logiques pour une unité politique mondiale et les phénomènes de fragmentation et de polarisation s'accroissent. L'énonciation, la diffusion et l'internalisation du septième principe permettent à l'institution de garder un cap pour les réduire, mais aussi d'avoir été précurseur de l'agenda pour la localisation de l'aide de manière structurelle depuis près d'un siècle. D'autres réseaux se sont développés sur des idées similaires, mais leur universalisation n'est pas aussi aboutie.

En octobre 2024, au regard des phénomènes sociaux observés dans l'espace mondial (désinformation, polarisation, politisation de l'aide, montée de la violence contre les travailleurs

"Standing as an obstacle to unity is the variegated nature of the world, with its multiple facets. The work is therefore shaped along the lines of the widely differing nationalities, crystallized by such elements as sovereignty, culture, political regimes and the characteristics of peoples. [...] From the beginning, the National Societies were created as independent and self-governing institutions. [...] National Red Cross Societies, as such, are not governed by universality. [...] It is the international bodies of the Red Cross which practice universality and place no geographical limits to their action."⁴⁵

It is possible that the existence of two international organisations, the ICRC and the IFRC, which have to continuously negotiate, sometimes tensely, their complementarity in very different humanitarian situations, has contributed to the off-centring needed to leave a form of universality that is only superficial. Indeed, this off-centring has slowly promoted sociological diversity and managerial mobility among members, the Geneva Secretariat and the regional delegations on every continent.⁴⁶ A recent research programme highlighted this "resilient humanitarianism" specific to the IFRC and its members which allowed it to traverse the 20th century by continuing to grow with the challenge of universality.⁴⁷ In 2025, it is clear that tensions between a logic of worldwide political unity and a logic of fragmentation and polarisation is growing. The enunciation, dissemination and internalization of the seventh principle have not only kept the institution on course to reduce them, but also enabled it to pioneer the agenda for localising aid structurally for almost a century. Other networks have grown based on similar ideas, but their universalisation is not as developed.

— 45. Jean Pictet, *Les principes fondamentaux de la Croix-Rouge...*, op. cit., p. 253.

— 46. Virginie Troit, *Normes humanitaires et organisations du Sud : les enjeux de l'autorégulation...*, op. cit.

— 47. Melanie Oppenheimer, Susanne Schech, Romain Fathi et al., "Resilient Humanitarianism? Using Assemblage to re-evaluate the history of the League of Red Cross Societies", *The International History Review*, vol. 43, no. 3, 2021, pp. 579–597.

— 45. Jean Pictet, *The Fundamental Principles of the Red Cross...*, op. cit.

— 46. Virginie Troit, *Humanitarian Norms and Global South Organisations...*, op. cit.

— 47. Melanie Oppenheimer, Susanne Schech, Romain Fathi et al., "Resilient Humanitarianism? Using Assemblage to re-evaluate the history of the League of Red Cross Societies", *The International History Review*, vol. 43, no. 3, 2021, pp. 579–597.

humanitaires, etc.) et du contexte international extrêmement préoccupants, une résolution du Conseil des délégués lance un appel aux États les engageant à respecter l'action humanitaire neutre, impartiale et indépendante. Elle insiste en même temps sur l'obligation pour les composantes du Mouvement d'agir conformément aux sept Principes fondamentaux⁴⁸. Au-delà du Mouvement international, la combinaison des sept principes fournit certainement des clefs d'analyse essentielles pour penser des voies collectives face à une aide internationale en train de se (dé)faire. Mais l'histoire reste à écrire.

Les propos n'engagent que l'auteur de cet article et en aucun cas l'organisation pour laquelle elle travaille.

— 48. Conseil des délégués du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Appel à respecter et soutenir l'action humanitaire fondée sur des principes*, 27-28 octobre 2024, https://rcrcconference.org/app/uploads/2024/10/CoD24_R5-Res-NIIHA-FR.pdf

In October 2024, in view of the social phenomena observed worldwide (disinformation, polarisation, politicisation of aid, rising violence against humanitarian workers, etc.) and the extremely worrying international context, a Council of Delegates resolution appealed to states to respect neutral, impartial and independent humanitarian action. At the same time, it stressed the obligation of the Movement's components to act in accordance with the seven Fundamental Principles.⁴⁸ Beyond the International Movement, the combination of the seven principles certainly provides essential analytical keys for thinking about collective ways forward in the face of international aid that is in the process of being (un)shaped. But history remains to be written.

Translated from the French by Darin Reisman

The views expressed in this article are those of the author and not of the organisation she works for.

— 48. Council of Delegates of the International Red Cross and Red Crescent Movement, *Call for respect and support for principled humanitarian action*, 27-28 October 2024, https://rcrcconference.org/app/uploads/2024/10/CoD24_R5-Res-NIIHA-EN.pdf

Biographie | Biography



VIRGINIE TROIT

Docteure associée au CERI (Sciences Po / CNRS), Virginie Troit est, depuis 2013, la directrice générale de la Fondation Croix-Rouge française pour la recherche humanitaire et sociale, après avoir travaillé pendant huit ans au sein d'ONG locales et internationales (Médecins Sans Frontières, Handicap International). Virginie est membre du conseil d'administration de la revue *Alternatives Humanitaires* (co-fondée par la Fondation Croix-Rouge française) et membre du comité de pilotage du Red Cross and consortium de recherche RC3 (Red Cross and Red Crescent Research Consortium). Elle dirige la collection « Devenir humanitaire » aux éditions Karthala et contribue à la commission pédagogique de masters en sciences sociales dans différentes universités en France.

Virginie Troit is Associate Researcher at CERI (Centre for International Studies, Sciences Po / CNRS). Since 2013, she has been Director of the French Red Cross Foundation for Humanitarian and Social Research. Prior to this role, she worked for eight years for both local and international NGOs (Médecins Sans Frontières, Humanity & Inclusion). Virginie is a member of the Board for the *Humanitarian Alternatives* review (co-founded by the French Red Cross Foundation) and also a member of the steering committee for the Red Cross and Red Crescent Research Consortium (RC3). She is the director of the *Devenir humanitaire* collection at the publishing house Karthala and contributes to the pedagogical commission for social sciences master's degrees in different universities in France.

REPORTAGE

No woman's land

|→|

Kaboul, Afghanistan, 6 février 2024 –

Mannequins de femmes revêtus de robes de mariée, la tête recouverte d'un sac en plastique.

Dans les magasins, il est interdit de montrer des visages de femmes, y compris des têtes de mannequins. Les commerçant retirent ces dernières, ou les recouvrent d'un sac en plastique ou de papier aluminium. Sur les publicités, les affiches et autres supports publics, les visages de femmes ont également été effacés ou recouverts.

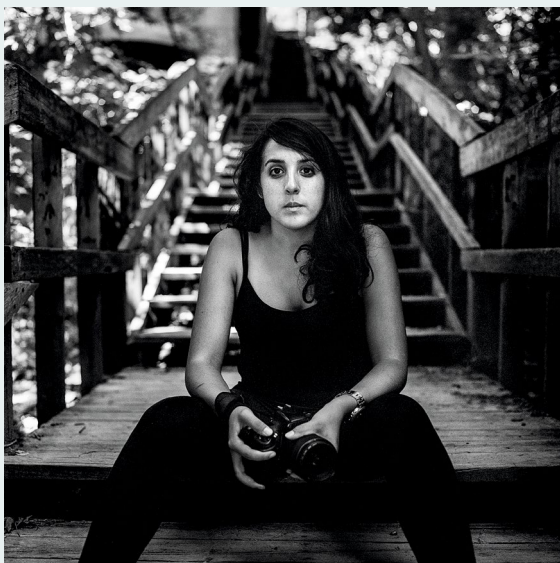
Kabul, Afghanistan, 6 February 2024

– Mannequins of women wearing wedding dresses with a plastic bag covering the head.

Shops are forbidden from showing faces of women, including plastic female mannequins' faces. Shopkeepers have been cutting or covering them with plastic bags or scotch. Women's faces on advertisements, posters, and other public displays, have also been erased or covered.







Kiana Hayeri
© Aaron Vincent Elkaim

Kiana Hayeri, née en 1988 à Téhéran, a déménagé adolescente à Toronto. Pour s'adapter aux défis de ce nouvel environnement, elle a choisi la photographie comme moyen de combler le fossé linguistique et culturel.

En 2014, un mois avant le retrait des forces de l'OTAN, Kiana a déménagé à Kaboul où elle est restée pendant 8 ans. Ses travaux s'attachent à des sujets complexes, les migrations, l'adolescence, l'identité et la sexualité dans des sociétés en conflit.

En 2020, Kiana a reçu le Tim Hetherington Visionary Award pour son projet sur les dangers du journalisme amateur « hit & run » [journalisme « opportuniste », sans véritable travail en profondeur, *note de l'éditeur*] et, la même année, elle a été la sixième récipiendaire du prix James Foley pour la couverture des conflits. En 2021, elle a reçu le prix prestigieux Robert Capa Gold Medal Award (Médaille d'or Robert Capa) pour sa série "Where Prison is a Kind of Freedom" qui documente la vie de femmes afghanes dans les geôles d'Hérat, en Afghanistan. En 2022, Kiana a fait partie de l'équipe de journalistes du *New York Times*, dont l'enquête "The Collapse of Afghanistan" a été couronnée par le prix Hal Boyle et sélectionnée pour le prix Pulitzer du reportage international. La même année, elle a remporté le prix Leica Oscar-Barnack pour son reportage "Promises Written On the Ice, Left In the Sun" [« Afghanistan, des promesses gravées dans la glace, laissées au soleil »], plongée dans l'intimité d'Afghans de tous les horizons. En 2024, elle a publié "When Cages Fly" ouvrage sélectionné pour le programme Joop Swart Masterclass et a été désignée, avec Mélissa Cornet, lauréate du 14^e Prix Carmignac du photojournalisme.

Kiana Hayeri est TED Fellow, lauréate d'une bourse d'exploratrice National Geographic et collaboratrice régulière du *New York Times* et du *National Geographic*. Elle est actuellement basée à Sarajevo, où elle produit ses reportages sur l'Afghanistan, les Balkans, et d'autres régions.



Méliッサ Cornet

Méliッサ Cornet, chercheuse en droits des femmes, a vécu et travaillé en Afghanistan entre janvier 2018 et jusqu'après la chute de Kaboul. Avant août 2021, elle a enquêté entre autres sur l'émancipation économique des femmes, leur implication dans les élections et le processus de paix, et la violence exercée contre elles. Demeurée dans le pays après août 2021, elle a continué à voyager dans une douzaine de provinces, offrant une perspective unique depuis l'intérieur du pays sur la dégradation continue des droits des femmes et des filles. Elle a depuis publié des articles sur l'impact de la crise alimentaire sur les femmes et les filles, sur la façon d'inclure les femmes dans les programmes d'aide humanitaire, sur la santé mentale des travailleuses humanitaires, et sur les programmes d'émancipation économique des femmes dans un pays où elles ne sont plus autorisées à étudier ou à se déplacer sans chaperon [un homme les accompagnant, *note de l'éditeur*].

Experte reconnue en droits des femmes en Afghanistan, Méliッサ Cornet a été interviewée par de nombreux journaux français et médias internationaux dont *The Guardian*, la BBC, Voice of America, *The Times* ou PBS (Frontline). Elle est apparue sur ABC News, MSNBC, France 24, BFM TV ou Arte, et a été conférencière invitée à la Chambre des communes au Royaume-Uni et à l'Institut des États-Unis pour la paix (USIP). En 2024, elle a été désignée, avec Kiana Hayeri, lauréate du 14^e Prix Carmignac du photojournalisme.

Kiana Hayeri (b.1988) grew up in Tehran, Iran and moved to Toronto while she was still a teenager. Faced with the challenges of adapting to a new environment, she took up photography as a way of bridging the gap in language and culture. In 2014, a short month before NATO forces pulled out, Kiana moved to Kabul and stayed on for 8 years. Her work often explores complex topics such as migration, adolescence, identity and sexuality in conflict-ridden societies.

In 2020, Kiana received the Tim Hetherington Visionary Award for her proposed project to reveal the dangers of dilettante “hit & run” journalism. Later that year, she was named as the 6th recipient of the James Foley Award for Conflict Reporting. In 2021, Kiana received the prestigious Robert Capa Gold Medal Award for her photographic series “Where Prison is Kind of a Freedom,” documenting the lives of Afghan women in Herat Prison. In 2022, Kiana was part of The New York Times reporting team that won The Hal Boyle Award for “The Collapse of Afghanistan” and was shortlisted under International Reporting for the Pulitzer Prize. In the same year, she was also named as the winner of Leica Oskar Barnack Award for her portfolio, “Promises Written On the Ice, Left In the Sun”, an intimate look into the lives of Afghan from all walks of life. In 2024, Kiana published a photobook “When Cages Fly”, was selected in the Joop Swart Masterclass and was selected as laureate of the 14th Carmignac Photojournalism Award with Mélissa Cornet.

Kiana Hayeri is a Senior TED fellow, a National Geographic Explorer grantee and a regular contributor to *The New York Times* and *National Geographic*. She is currently based out of Sarajevo, telling stories from Afghanistan, the Balkans and beyond.

Website: www.kianahayeri.com |
Instagram : @kianahayeri |

Mélissa Cornet is a women's rights researcher who lived and worked in Afghanistan from January 2018 until after the fall of Kabul. Prior to August 2021, she researched women's economic empowerment, their involvement in elections, in the peace process, violence against women, among other topics. After the fall in August 2021, Mélissa continued to travel to a dozen provinces for her research, offering a unique perspective from inside the country on the degrading situation of the rights of Afghan women and girls. Since then, she has continued working on women's rights under the Taliban, publishing papers on the impact of the food crisis on women and girls, on how to include women in aid delivery, on the mental health situation of women aid workers, and on women's economic empowerment programs in a country where they are no longer allowed to study or move without a chaperon.

She is a cited expert on the issue of women's rights in the country, and has been interviewed by media outlets including *The Guardian*, *BBC*, *VOA*, *The Times* and *Frontline*, as well as numerous French newspapers. She has appeared on *ABC News*, *MSNBC*, *France 24*, *BFM TV*, or *Arte*, and has been a guest speaker for events at the House of Commons and at the U.S. Institute of Peace. She was named laureate with Kiana Hayeri on the 14th Carmignac Photojournalism Award in 2024.

Website: www.melissacornet.org |
Instagram : @melissacrt |

En 2024, durant six mois, Kiana et Mélissa ont parcouru sept provinces de l'Afghanistan pour enquêter sur les conditions de vie imposées aux femmes et aux filles par les talibans qui, selon les recherches d'Amnesty International, pourraient constituer un possible crime contre l'humanité de persécution fondée sur le genre. Elles ont rencontré plus de 100 Afghanes, interdites d'école et enfermées chez elles, des femmes journalistes et actrices luttant obstinément pour leurs droits, des mères horrifiées de voir l'histoire se répéter pour leurs filles et des membres de la communauté LGBTQI+. Elles ont documenté la manière dont les talibans, dans le cadre d'une société profondément patriarcale, ont systématiquement éliminé les femmes de la vie publique en leur retirant leurs droits les plus élémentaires : aller à l'école, à l'université, travailler, s'habiller comme elles le souhaitent, fréquenter les bains et les parcs publics, et même les salons de beauté.

Le changement le plus frappant que Kiana et Mélissa ont observé depuis août 2021 est la perte générale d'espoir parmi les femmes que leur situation puisse s'améliorer : leurs rêves d'éducation et d'intégration dans la société se sont évanouis sous leurs yeux, elles sont devenues les premières victimes des crises économique et alimentaire, et de l'effondrement du système de santé. Comme le dit une militante féministe qui – ne se voyant plus aucun avenir en Afghanistan – a quitté le pays : « Nous avons oublié toute joie, nous ne savons pas où en trouver. J'ai perdu toute ma motivation, je pleure toute seule en cachette. C'est comme si on m'avait enfermée dans une pièce dont je n'ai pas le droit de sortir. Je ne trouve même plus de goût à la nourriture. »

Un livre tiré de ce travail de reportage est en préparation. Pour plus d'information : <https://nowomansland.fondationcarmignac.com>

In 2024, for 6 months, Kiana and Mélissa travelled to seven provinces in Afghanistan to investigate the conditions imposed on women and girls by the Taliban, which, according to Amnesty International's research, could constitute a possible crime against humanity of gender-based persecution. They met with more than 100 women and girls, barred from going to school, forced to stay at home, women journalists and activists continuing to fight for their rights, mothers watching with horror as history repeats itself for their daughters, as well as LGBTQI+ individuals. They documented how the Taliban, allowed by a deeply patriarchal society, have systematically erased women from society, taking away their most basic rights: to go to school, to university, to work, to travel, to dress as they wish, to go to public baths, to parks, or even to the beauty salon.

The starkest change that Kiana and Mélissa noted since August 2021 was the general loss of hope among women that things might improve for them, as dreams of having an education and becoming members of society were shattered before them, becoming the primary victims of recurring economic and food crises, and a health system that has all but collapsed. In the words of one women's rights activist, who has since left the country, seeing no future for herself in Afghanistan: "We have forgotten joy, we don't know from where any can be found. I've lost all motivation. I cry alone, hidden. It's as if someone has locked me in a room and won't let me outside. Even food has no taste."

A book based on this reporting work is in preparation. For further information: <https://nowomansland.fondationcarmignac.com>

Photos :
Photos and captions:
© Kiana Hayeri
Texte et légendes :
Text and captions :
© Mélissa Cornet

Muska, 14 ans, possède ce que les Persans appellent un « visage de lune » – en référence à la rondeur de ses joues, symbole de beauté dans cette région du monde. Muska et sa famille ont été rapatriés à Nangarhar, chassés du Pakistan par les persécutions incessantes de la police. Muska est née au Pakistan. Elle y a fréquenté une madrassa où elle a appris à lire et à écrire. À son retour, le poids d'un pays en ruine s'est abattu sur la famille : pas de maison, pas de travail, pas de réseau et, pour Muska, plus d'école et un avenir qui semblait bien sombre. Pour la famille, chaque jour se résumait à une lutte pour survivre.

Muska, vêtue d'un hijab rose pâle et strict, est assise à l'extérieur de la maison familiale aux murs de terre et raconte son histoire comme si elle récitait celle d'une autre. Son père, lourdement endetté, a accepté la seule offre qui s'est présentée à lui : marier sa fille au fils du propriétaire en échange d'un puits et d'un ensemble de panneaux solaires, dont la valeur ne dépasse pas quelques centaines de dollars.

Muska, 14, has what the Persians call a "moon face", a term that flatters the roundness of her cheeks, a symbol of beauty in this part of the world. Her family are returnees, driven out of Pakistan and back to Nangarhar by the unrelenting persecution of the police. Muska was born in Pakistan and attended a madrassa there, learning to read and write. But when they returned, the weight of a country in collapse pressed down on them. No home, no work, no network, and for Muska: no schools anymore, and few prospects. For the family, every day became a matter of simple survival.

Muska, in a light pink and strict hijab, sits outside her family's mud-walled house, telling her story as if reciting someone else's fate. Her father, burdened with debt, took the only offer that came his way: he agreed to marry her to the landlord's son in exchange for a well and a set of solar panels, the value of which does not exceed a few hundred dollars.

|→|

Jalalabad, province de Nangarhar, Afghanistan, 12 février 2024 – Muska, 14 ans, est récemment revenue en Afghanistan avec sa famille. Auparavant scolarisée au Pakistan, elle est déterminée à poursuivre ses études. « Ici, les restrictions sont plus importantes qu'au Pakistan. Là-bas, j'allais à l'école dans une madrassa, mais ici je ne peux plus y aller. Je sais lire et écrire. Je préférerais vivre au Pakistan, où je pourrais au moins poursuivre ma scolarité. » Cependant, la situation économique de la famille ne lui permet pas d'aller à l'école et a contraint ses parents à accepter l'offre de mariage du fils de leur propriétaire, en échange de l'installation par ce dernier d'un puits et de panneaux solaires – l'équivalent de quelques centaines de dollars – afin que la famille puisse avoir de l'eau et de l'électricité.

Jalal Abad, Nangarhar, Afghanistan, 12 February 2024 – Muska, 14, recently returned from Pakistan to Afghanistan with her family. She was going to school in Pakistan and is determined to continue her education. "Here the restrictions are more than in Pakistan. I went to school in Pakistan, I used to go to a Madrasa in Pakistan, but here I cannot go. I'm good at reading and writing. I'd rather live in Pakistan, there I could at least pursue my education." Her family's economic situation however does not allow her to go to school, and forced her parents into accepting a marriage offer from their landlord's son, in exchange for the landlord to install a well and solar panels, the equivalent of a couple of hundreds of dollars, so that the family can have water and electricity.





|↑|

Jalalabad, province de Nangarhar, Afghanistan, 12 février 2024 – Une famille, récemment expulsée du Pakistan, s'est temporairement installée dans la banlieue de Jalalabad, dans l'est de l'Afghanistan. À la suite des répressions contre les étrangers en situation irrégulière, des centaines de milliers d'Afghans ont été contraints de quitter le Pakistan, où certains vivaient depuis plusieurs décennies. Les femmes et les jeunes filles sont les plus touchées par les conséquences des déplacements forcés, avec notamment des taux élevés de mariages d'enfants.

Jalal Abad, Nangarhar, Afghanistan, 12 February 2024 – A family, recently deported out of Pakistan have temporarily settled in suburban neighbourhood of Jalal Abad in eastern Afghanistan. Hundreds of thousands of Afghans have been forced out of Pakistan following the ongoing crackdown on illegal foreigners, some of which after decades of living in Pakistan. Women and girls are the most affected by the consequences of forced displacement, with for example high rates of child marriage.

Le mariage des enfants n'est pas un phénomène nouveau en Afghanistan. Mais depuis le retour des talibans en 2021, il a connu une recrudescence. L'effondrement économique provoqué par les sanctions, le gel des avoirs et l'arrêt de l'aide étrangère a poussé les familles à faire des compromis désespérés et, dans de nombreux cas, les jeunes filles sont la monnaie de dernier recours. En s'assurant un mariage, et donc une dot, les parents peuvent nourrir leurs autres enfants, rembourser leurs dettes et avoir une bouche de moins à nourrir.

Dans ce sinistre paysage, les ONG et les agences de l'ONU sont devenues des bouées de sauvetage, grâce à la mobilisation rapide de la communauté internationale. Après le mois d'août 2021, leur présence a permis d'éviter une famine et, dans les années qui ont suivi, de sauver des millions de personnes. Cependant, elles restent cantonnées à éviter le pire, alors que la crise économique perdure et que les programmes de développement indispensables – en particulier la création d'emplois et le soutien au secteur privé – peinent à redémarrer. En 2025, selon l'OCHA, près de la moitié de la population (soit 22,9 millions de personnes dont 25 % de femmes et 53 % d'enfants) aura besoin d'une aide humanitaire pour survivre.

Dans le service de malnutrition d'un hôpital soutenu par Action contre la Faim, Wazhmah, une infirmière, berce une petite fille, Maryam – admise pour la troisième fois en deux ans. « On amène ici plus de bébés filles souffrant de malnutrition que de garçons », explique l'infirmière. En période de famine, les hommes et les garçons mangent en priorité : ce sont eux qui travaillent, qui quittent la maison et ramènent l'argent et la nourriture. Les femmes et les filles – qui restent cachées derrière les murs de la cour – sont nourries avec ce qui reste. Maryam ne pèse que 5,5 kg, soit la moitié de ce qu'elle devrait peser à son âge, selon les courbes de poids de l'OMS. L'infirmière s'attend à revoir Maryam très bientôt, car elle sait que la situation de sa famille ne s'est pas améliorée.

Child marriage isn't new to Afghanistan. But since the Taliban's return in 2021, it has surged. The economic collapse triggered by sanctions, frozen assets, and the cessation of foreign aid has pushed families into desperate compromises and in many cases, young girls are the currency of survival. By securing a marriage, and thus a dowry, parents can feed their other children, pay off debt, and have one less person to feed.

In this grim landscape, NGOs and UN agencies became lifelines thanks to the international community's rapid funding. Their presence averted famine after August 2021 and in the following years, saved millions. However, they remain stuck in simply avoiding the worst, as the economic crisis lingers, and as the much needed development programs, especially job creation and private sector support, are struggling to restart. As a result, in 2025, almost half of the population, or 22.9 million people, will require humanitarian assistance to survive, according to OCHA – 25% of them women, 53% of them children.

In the malnutrition ward of a hospital supported by Action Against Hunger, Wazhmah, a nurse, cradles a baby girl, Maryam – her third admission in two years. "More malnourished baby girls than baby boys are brought here," the nurse explains. In times of hunger, men and boys eat in priority: they are the ones working, leaving the home, and bringing back money and food. The women and girls – those who remain hidden behind courtyard walls – are fed what is left. Maryam weighs just 5.5 kilograms, about half of what she should at her age, according to WHO's weight curves. The nurse expects to see Maryam again soon, as she knows her family's situation had not improved.

This already fragile humanitarian system was dealt a blow on December 24, 2022, when the Taliban banned Afghan women from working for NGOs. By April 2023, the ban extended to UN agencies. This decree forced organisations into a

|→|

Kaboul, Afghanistan, 6 mai 2024 – Fatemah, 2 ans et demi, est admise pour la troisième fois dans le service de malnutrition. À son arrivée, elle pesait 5 kg ; après une semaine de soins, elle pèse maintenant 5,5 kg. Sa famille est Kuchi, une tribu nomade, et vit sous une tente, dans des conditions précaires. Tous les frères et sœurs de Fatemah souffrent également de malnutrition. Fatemah a récemment perdu sa mère pour cause de maladie, et s'est retrouvée confiée aux soins de sa grand-mère.

En Afghanistan, selon l'ONU, un enfant sur dix souffre de malnutrition, et 45 % d'un retard de croissance en raison des crises économique et humanitaire auxquelles est confronté le pays depuis août 2021. La malnutrition en Afghanistan est due en grande partie au fait que les enfants ont une alimentation inadaptée, en plus d'une nourriture insuffisante.

La malnutrition est souvent plus élevée chez les jeunes filles, dont l'allaitement et l'alimentation complémentaire sont parfois négligés au profit des garçons.

À titre d'exemple, seule la moitié des bébés afghans sont nourris exclusivement au sein au cours des six premiers mois, et la plupart d'entre eux ne consomment au quotidien ni fruits ni légumes. Les mères sont également mal nourries. Ce régime alimentaire inadéquat crée un cercle vicieux : les fillettes mal nourries grandissent et deviennent à leur tour des mères souffrant d'un retard de croissance, génération après génération.

Kabul, Afghanistan, 6 May 2024 – Fatemah, 2 and a half years old, was admitted for the third time to the malnutrition ward. When she arrived, she weighed 5 kg, and after a week of care, weights 5.5 kg. Her family is Kuchi, a nomad tribe, and lives in precarious conditions under a tent, and all of Fatemah's siblings are also malnourished. Fatemah recently lost her mother to illness, leaving her in the care of her grandmother.

According to the United Nations in Afghanistan, one in ten children is malnourished, and 45% are stunted, a result of the economic and humanitarian crises that the country has been facing since August 2021. Malnutrition in Afghanistan is largely the result of the children eating the wrong types of food, in addition to not enough food.

Malnutrition amongst young girls who are often deprioritized when it comes to breastfeeding and complementary feeding compared to boys, are often higher.

For example, only half of Afghan babies are exclusively breastfed in their first six months, and most do not any fruit or vegetables on any given day. Mothers are equally malnourished. When mothers have inadequate diets, a harmful cycle is created – malnourished infants grow up to become stunted mothers, generation after generation.





Ce système humanitaire déjà fragile a subi un coup dur le 24 décembre 2022, lorsque les talibans ont interdit aux femmes afghanes de travailler pour des ONG. En avril 2023, l'interdiction s'est étendue aux agences de l'ONU. Ce décret a placé les organisations devant un dilemme moral : suspendre les opérations par solidarité avec les travailleuses, ou continuer à fournir de l'aide en excluant la moitié de la population (dans un pays aussi conservateur que l'Afghanistan, les travailleuses humanitaires sont essentielles pour atteindre les femmes et les filles afghanes qui ont besoin d'une aide).

moral quandary: suspend operations in solidarity with women workers, or continue delivering aid in a manner that excludes half the population (in a country as conservative as Afghanistan, women aid workers are essential to reach Afghan women and girls in need of aid).

Outside Afghanistan, the debate became a geopolitical battleground: Should aid continue under such conditions, possibly enabling the Taliban's discriminatory policies, or should the international community hold firm, even if it meant the suffering of millions? Inside Afghanistan, the answer was simple. For women like Muska, or Wazhmah, the nurse tending to malnourished babies, halting aid was

|<|

Pat Khel, province de Zâbol, Afghanistan, 26 février 2024 – Palwasha, éducatrice de santé à Pat Khel, une région reculée de Zâbol, revient sur son parcours et les défis auxquels sa communauté est confrontée. « J'ai passé l'examen cinq fois pour travailler pour Intersos [une ONG italienne, ndlr]. Dans ma famille, je suis la première et la seule à avoir fait des études. Aujourd'hui, mes sœurs n'ont plus le droit d'étudier ; mais mes frères, qui eux le peuvent, n'étudient pas. » Son père est boulanger, et sa mère couturière. Palwasha rêve de rejoindre Intersos – l'unique source d'aide pour les habitants – depuis qu'elle a 17 ans. Bien qu'elle ait obtenu son diplôme de sage-femme au moment où les talibans prenaient le pouvoir, elle reste pessimiste quant au retour des filles à l'école : « Ce serait une bonne chose que les filles puissent retourner à l'école, elles doivent être éduquées, nous avons besoin de médecins et d'infirmières, mais je ne pense pas que les talibans changeront. »

L'impact d'Intersos sur la communauté est significatif, et Palwasha en souligne l'intérêt pour la clinique locale : « Les habitants sont très satisfaits de cette clinique. Désormais, ils n'ont plus besoin de se rendre à Qalât pour se soigner. » Auparavant, il fallait faire un trajet de quatre heures en voiture pour se rendre à Qalât. *Patkheyl District, Zabul, Afghanistan, 26 February 2024 – Palwasha, a health promoter in Patkheyl District, a remote area in Zabul, reflects on her journey and the current challenges faced by her community.*

"I took the exam five times to work for Intersos [an Italian NGO, editor's note]. I'm the first and only one in my family to have studied. Now, my sisters are not allowed to study, but the boys who can, don't study". Coming from a family where her father is a baker and her mother a tailor, Palwasha began dreaming of joining Intersos at 17, recognizing them as the sole service providers in her community. Despite graduating from the midwifery institute as the Taliban took over, she remains pessimistic about girls returning to school: "It would be good if girls can go back to school, they have to be educated, we need doctors and nurses, but I don't have hope that the Taliban will change."

The impact of Intersos on the community is significant, with Palwasha highlighting the appreciation for the local clinic: "The community is very happy about this Intersos clinic. Now they do not have to travel to go to Qalat for health." Previously, residents faced a four-hour car journey to Qalat.

En dehors de l'Afghanistan, le débat est devenu un champ de bataille géopolitique : faut-il maintenir l'aide dans de telles conditions, au risque de favoriser les politiques discriminatoires des talibans ? Ou bien la communauté internationale doit-elle tenir tête aux talibans, même si cela implique la souffrance de millions de personnes ? En Afghanistan, le dilemme est simple : pour des femmes comme Muska ou Wazhmah – l'infirmière qui s'occupe des bébés mal nourris –, l'arrêt de l'aide n'est pas une question de principe, mais une condamnation à mort. Les femmes supportent déjà le poids des politiques des talibans ; doivent-elles en plus subir les mesures de rétorsion de la communauté internationale ?

not a principled stance but a death sentence. Women already bore the brunt of Taliban policies, and now, they would also suffer from the international community's response to these policies?

Over time, most NGOs found ways to navigate the ban. Exceptions were negotiated with local Taliban commanders, who understood, pragmatically, that women were essential to the operation of aid systems. Health and education sectors saw official exemptions, and emergencies like the Herat earthquakes forced flexibility. In many areas, women aid workers were allowed to operate under strict conditions: they worked from home, or visited communities





|←|

8 février 2024 – Une mère se bat pour subvenir aux besoins de ses enfants dans des conditions difficiles. L'un de ses fils souffre d'une affection cutanée douloureuse et de crises d'épilepsie, mais, faute de moyens, il ne peut pas être emmené chez un médecin. Sa famille brûle de vieux tissus ou des vêtements donnés par des voisins pour se chauffer. Cette mère craint également d'envoyer ses enfants ramasser des déchets, car les talibans ont arrêté son fils de 12 ans à plusieurs reprises, le prenant pour un mendiant : « J'ai marché jusqu'à la prison de Bagh-e-Bala et je suis revenue de nuit, dans le froid. Dans la prison, on leur donnait de l'eau, mais pas de nourriture ; il avait ses bottes mais plus de vêtements. »

La famille est confrontée à de graves difficultés financières, avec cinq mois d'impayés d'un loyer à 1500 afghanis (19,50 euros). Le mari, qui travaillait auparavant dans une usine, est désormais dans l'incapacité de travailler en raison d'une blessure à la colonne vertébrale : « Avant le changement, tout allait bien, mes enfants travaillaient dans la rue, ils pouvaient ramener un peu d'argent, et mon mari aussi pouvait travailler. »

Malgré les difficultés, elle refuse d'envoyer ses enfants mendier de la nourriture, bien qu'ils ramassent parfois du plastique à brûler pour se réchauffer. Elle rêve d'un avenir meilleur pour sa fille et aimerait pouvoir lui fournir tout ce dont elle a besoin, notamment des soins médicaux pour ses douleurs à la jambe. « Nous avons de la dignité, je n'envoie pas mes enfants chercher de la nourriture chez nos voisins... Nous restons tranquilles avec notre faim. Même si nous n'avons rien à manger, nous n'irons pas frapper à la porte du voisin pour obtenir de la nourriture. »

Kabul, Afghanistan, 8 February 2024 – A mother is struggling to provide for her children under dire circumstances. One of her sons suffers from a painful skin condition and seizure attacks but cannot be taken to a doctor due to a lack of funds. Her family burns old fabric or clothes from neighbours for heating. This mother is also afraid of sending her children out to collect materials because the Taliban have detained her 12-year-old son multiple times, believing him to be a beggar: "I walked all the way to Bagh-e-Bala prison and back it was night, and cold. In the prison, they would get water but no food, and he had his boots but no clothes."

The family is facing severe financial difficulties, with five months of overdue rent at 1,500 Afghanis per month (19.50 euros). Her husband, who previously worked in a factory, is now unable to work due to a spine injury. "Before the change, things were good, I could send my kids on the street to work, they could bring back some money, and my husband was able to work."

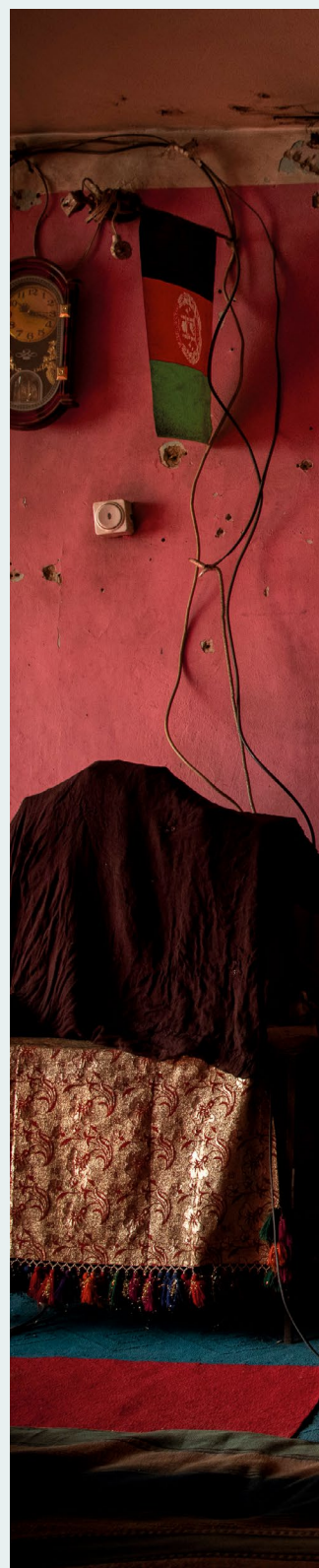
Despite the hardships, she refuses to send her children to beg for food, although they sometimes collect plastic to burn for warmth. She dreams of a better future for her daughter and wishes she could provide everything her daughter needs, especially medical care for her leg pains. "We have dignity, I don't send my kids to the neighbours to collect food... Even if we don't have food or anything to eat, we sit still and hungry, but we won't go knock on the neighbour's door to get food."

|→|

Kaboul, Afghanistan, 8 février 2024 – Qamar, une veuve de 40 ans, loue depuis quatre ans une maison dans le camp de Qala Wahad, après avoir fui Kunduz à cause de la guerre. Elle vit avec ses deux fils, âgés de 18 et 16 ans, sa fille de 12 ans et sa petite-fille. La famille de Qamar partage le loyer avec trois autres familles. Ses fils ramassent des déchets pour les vendre, ce qui leur rapporte entre 30 et 50 afghanis par jour (0,40 à 0,65 euros) et trouvent parfois un travail journalier occasionnel qui leur rapporte entre 250 et 300 afghanis par semaine (entre 3,3 et 4 euros).

La famille a des difficultés financières, car Qamar a utilisé l'aide d'urgence de 27 000 afghanis pour payer l'opération de son défunt mari. « Je devais beaucoup d'argent pour l'opération de mon mari, à laquelle il n'a pas survécu », explique Qamar. Sa situation économique impose à ses enfants de travailler, et aucun d'eux ne va à l'école. Malgré ces difficultés, elle espère que sa fille aura un avenir meilleur. « J'espère que ma fille ira à la madrassa et aura une bonne vie, mais je n'ai pas les moyens de lui offrir quoi que ce soit. » Sa petite-fille, qui vit dans une tente dans la cour, souffre de thalassémie, une maladie chronique, ce qui alourdit le fardeau familial.

Kabul, Afghanistan, 8 February 2024 – Qamar, a 40-year-old widow, has been living in a rented compound in Qala Wahad camp for four years, after being displaced from Kunduz due to the war. She lives with her two sons, aged 18 and 16, her 12-year-old daughter, and her granddaughter. Qamar's family, along with three other families, shares the rent. Her sons gather garbage to sell, earning between 30 to 50 Afghanis per day (0.40 to 0.65 euros), and sometimes find occasional daily work, earning 250 to 300 Afghanis per week (between 3.3 to 4 euros). The family struggles financially, as Qamar used the emergency cash aid of 27,000 Afghanis to pay off debts incurred from her late husband's surgery. "I owed a lot of money for my late husband's surgery, which he did not survive," Qamar explains. None of her children attend school due to their work obligations and their economic situation. Despite these challenges, Qamar holds hope for her daughter to have a better future. "I have hope for my daughter to go to a madrassa, and have a good life, but I cannot afford anything for her," she says. Her granddaughter, who lives in a tent in the yard, suffers from thalassemia, a chronic disease, adding to the family's burdens.





Au fil du temps, la plupart des ONG ont réussi à contourner l'interdiction. Des exceptions ont été négociées avec les dirigeants talibans locaux – qui ont compris, de manière pragmatique, que les femmes étaient essentielles au fonctionnement des systèmes d'aide. Les secteurs de la santé et de l'éducation ont bénéficié d'exemptions officielles, et des situations d'urgence telles que les séismes d'Hérat ont imposé une certaine souplesse. Dans de nombreuses régions, les travailleuses humanitaires ont été autorisées à travailler dans des conditions strictes, c'est-à-dire qu'elles travaillaient à domicile, faisaient leurs visites sous l'escorte de parents masculins, ou se rendaient dans les bureaux à des jours déterminés. Il s'agissait d'accords informels et tacites, les dirigeants locaux acceptant de fermer les yeux sur l'absence d'application des décrets nationaux émis par le chef suprême, ultraconservateur, de Kandahar. Malgré cela, la pression exercée par les talibans a porté ses fruits : selon une enquête de décembre 2024, 43 % des raisons invoquées par les travailleuses humanitaires quittant leur emploi étaient liées aux politiques des talibans¹, de loin, la principale raison de leur départ.

La situation globale continue de se dégrader, quoique plus lentement que certains le craignaient. En 2024, les talibans ont émis 135 directives, dont 14 portaient spécifiquement sur la participation des femmes aux opérations humanitaires, selon l'OCHA². Au cours du seul mois de décembre 2024, l'agence a signalé 31 incidents liés à l'acheminement de l'aide humanitaire, comportant une dimension de genre : « interdiction pour les femmes de participer aux distributions, restriction de leur accès aux établissements de

under the escort of male relatives, or attended offices on designated days. The arrangements were informal, unspoken deals, with commanders in charge accepting to close their eyes to the non-implementation of the national edicts, issued from the ultra-conservative Supreme Leader in Kandahar. Despite this, the pressure from the Taliban bore their fruits: 43% of reasons given by aid workers leaving their job was Taliban policies, a December 2024 survey found,¹ by far the main reason for their departure.

Overall, the situation continues to degrade, albeit more slowly than some feared. In 2024, the Taliban issued a total of 135 directives, with 14 of them specifically focusing on female participation in humanitarian operations, according to OCHA.² Based on those, in December 2024 alone, OCHA reported 31 incidents linked to the delivery of humanitarian aid with gender dynamics: "restricting women from participating in distribution, restricting their access to health medical institutions, preventing registering women beneficiaries in the projects, visiting offices to search for women staff, and suspending the hiring process of women staff."

The Taliban's own internal divisions shaped this uneven reality. In some districts, secret schools operated with a nod and a blind eye from local commanders, provided the students remained veiled and discreet. Many younger Taliban fighters, especially those who had lived abroad or considered themselves pragmatic rulers, accepted women's participation in work and education as long

— 1. Reliefweb, *Afghanistan. Tracking Impact Report on the Ban on Other Restrictions on Women for NGOs, INGOs and UN – Tenth snapshot (December 2024)*, 31 December 2024, <https://reliefweb.int/report/afghanistan/tracking-impact-report-ban-and-other-restrictions-women-ngos-ingos-and-un-tenth-snapshot-december-2024>

— 2. OCHA, *Afghanistan: Humanitarian Access Snapshot (December 2024)*, 16 January 2025, <https://www.unocha.org/publications/report/afghanistan/afghanistan-humanitarian-access-snapshot-december-2024>

— 1. Reliefweb, *Afghanistan. Tracking Impact Report on the Ban on Other Restrictions on Women for NGOs, INGOs and UN – Tenth snapshot (December 2024)*, 31 December 2024, <https://reliefweb.int/report/afghanistan/tracking-impact-report-ban-and-other-restrictions-women-ngos-ingos-and-un-tenth-snapshot-december-2024>

— 2. OCHA, *Afghanistan: Humanitarian Access Snapshot (December 2024)*, 16 January 2025, <https://www.unocha.org/publications/report/afghanistan/afghanistan-humanitarian-access-snapshot-december-2024>



|↑|

Gardi Ghos, province de Nangarhar, Afghanistan, 13 février 2024 – Dans ce district, en l'absence de bâtiments scolaires, des classes sont installées pour les élèves entre deux routes principales, sous le soleil et sur un sol en terre battue. Alors que les garçons peuvent étudier jusqu'à la fin du lycée et aller à l'université, les filles ne sont autorisées à étudier que jusqu'à l'équivalent de la sixième, et sont exclues du collège, du lycée, et des universités. Dans certains districts, sur décision locale des autorités, elles n'ont pas le droit d'aller à l'école au-delà de l'équivalent du CE2. Cependant, des écoles clandestines installées dans des maisons, des mosquées ou des espaces alternatifs continuent d'éduquer les filles, une pratique très risquée.

Gardi Ghos District, Nangarhar, Afghanistan, 13 February 2024 – In the absence of school buildings in Gardi Ghos District, classes are set up for students, between two main roads under the sun and on dirt ground. While boys can complete their education all the way to grade 12, classes were held for girls only until grade 6. As of today, girls are only allowed to study until grade 6, and are barred from both high schools and universities. In some districts, locally decided by authorities, girls are barred from school above grade 3. However underground schools set up at homes, mosques or alternative spaces continue educating girls, at a high risk.



|↑|

Kaboul, Afghanistan, 17 février 2024 – Un institut privé à l'ouest de Kaboul, où des filles suivent un programme américain, en langue anglaise. Elles ne pourront y obtenir aucun certificat officiel d'éducation, ni accéder aux universités – interdites aux femmes. Il s'agit d'une des rares écoles ayant réussi à obtenir l'accord des talibans locaux de fermer les yeux sur l'éducation d'adolescentes. Dans cet établissement, 700 lycéennes étudient chaque jour sous haute surveillance, tandis que deux gardes armés surveillent le portail et que les filles entrent et sortent une par une, laissant leur sac à dos à l'entrée. Malgré les attentats suicides qui ont eu lieu avant la prise de pouvoir, l'institut affiche toujours complet. Ces jeunes filles rêvent désormais de quitter le pays afin de poursuivre leurs études à l'étranger. Après le retour des talibans, et malgré les promesses, les écoles secondaires pour filles n'ont jamais rouvert.

Kabul, Afghanistan, 17 February 2024 – A private institute in the West of Kabul, where girls follow the American curriculum in English, but cannot obtain any Afghan official education certificate, nor can they go to university in Afghanistan, closed for women. This is a rare instance where the school has managed to secure the local Taliban's approval to shut a blind eye on the school's operation with teenage girls. 700 female highschool students study at this institute everyday under strict security measurement while two armed security guards from the community watch the gate and girls enter and exit one by one, leaving their backpacks at the entrance. Despite suicide bombers' attacks that took place before the takeover, the institute remains full of girls, whose dreams are now to leave the country to continue their education abroad. Despite the Taliban's promises, girls high schools never reopened after the fall.

santé, impossibilité d'inscrire les bénéficiaires femmes, visites de bureaux pour rechercher des employées femmes, et suspension des processus d'embauche des femmes », entre autres exemples.

Les divisions internes des talibans ont façonné une réalité inégale : dans certains districts, des écoles secrètes fonctionnent avec l'assentiment et l'indifférence des commandants locaux, à condition que les élèves restent voilées et discrètes. De nombreux jeunes talibans – en particulier ceux qui ont vécu à l'étranger ou qui se considèrent comme pragmatiques – acceptent la participation des femmes au travail et à l'éducation, pour autant qu'elles se conforment à leur interprétation de la charia. De plus en plus de talibans de haut rang expriment leur mécontentement face à la dureté des décrets contre les droits des femmes.

La crise des droits humains et celle de l'humanitaire continuent de s'alimenter mutuellement – un rapport de 2024 de l'ONU-Femmes faisant un lien entre les nombreuses restrictions imposées aux femmes et la santé mentale de leurs familles ainsi que l'augmentation des violences domestiques, y compris à leurs domiciles³.

Ces contradictions – les décrets impitoyables de Kandahar et les concessions locales discrètes et pragmatiques – forment la toile complexe avec laquelle les femmes afghanes et les travailleurs humanitaires doivent composer. L'Afghanistan, pris dans les rouages de la géopolitique et les dogmes de ses dirigeants, reste un endroit où la survie exige de l'ingéniosité. Comme pour Muska et Maryam, chaque histoire témoigne du coût que les crises continuent d'imposer aux femmes et aux jeunes filles.

Traduit de l'anglais par Benjamin Richardier

as it adhered to their interpretation of Sharia. Increasingly, high-level Taliban started expressing their discontent with the harshness of the edicts against women's rights.

The human rights and humanitarian crises continue to feed each other, with a 2024 UN-Women report linking the numerous restrictions to their families' mental health and to increased domestic violence, even inside their own homes.³

These contradictions – the harsh edicts issued from Kandahar and the quiet, pragmatic concessions made locally – formed the tangled web within which Afghan women and aid workers navigate their lives. Afghanistan, trapped between the grinding machinery of geopolitics and the dogma of its rulers, remains a place where survival demands ingenuity. And as for Muska, and for Maryam, each story is a testament to the costs that crises keep having on women and girls.

— 3. Reliefweb, *Afghanistan, Situation of Afghan Women – Summary of Countrywide Consultations with Afghan Women (July 2024)*, 30 October 2024, <https://reliefweb.int/report/afghanistan/situation-afghan-women-summary-countrywide-consultations-afghan-women-july-2024-endarips>

— 3. Reliefweb, *Afghanistan, Situation of Afghan Women – Summary of Countrywide Consultations with Afghan Women (July 2024)*, 30 October 2024, <https://reliefweb.int/report/afghanistan/situation-afghan-women-summary-countrywide-consultations-afghan-women-july-2024-endarips>

|→|

Kaboul, Afghanistan, 15 février 2024 – Razia, une jeune fille de 17 ans originaire de Kaboul, se souvient des récits de sa mère à l'époque du premier régime taliban, entre les craintes de mariages forcés et les restrictions strictes imposées aux femmes en matière de tenue vestimentaire et de déplacements. Razia a survécu à un attentat-suicide dans une école pour filles, qui a coûté la vie à plus de 90 personnes – pour la plupart des filles âgées de 11 à 17 ans. Cet attentat ne l'a pas dissuadée de poursuivre ses études. « Je voulais étudier le droit après l'école, mais plus maintenant. Il n'est pas important de connaître le droit pour obtenir des droits. Maintenant, je veux devenir une bonne journaliste. » Razia a même réussi à tourner la situation à son avantage, en documentant sa réalité : « À la maison, je peins, bien que je n'aie pas les compétences nécessaires. Mais j'aime vraiment beaucoup les peintures que j'ai faites après le retour des talibans. J'écris aussi des articles, dont un a été publié. J'écris ce que me racontent les filles. » Cependant, début 2024, les talibans ont commencé à arrêter des filles de son quartier et, pour la première fois, Razia a interrompu ses études. Elle les a reprises brièvement, avant d'être découragée par le retard qu'elle avait pris par rapport à ses camarades de classe. Aujourd'hui, elle n'est plus scolarisée.

Kabul, Afghanistan, 15 February 2024 – Razia, a 17-year-old from Kabul, recalls her mother's stories from the first Taliban regime, between fears of forced marriages and strict restrictions on women's attire and movement. Razia is one of the survivors of a suicide attack in a girls school that took the lives of more than 90 people, most of the girls between the age of 11 and 17. The attack did not deter her from continuing. "I wanted to study law after school, but now I don't want to study law. As it is not important to study law to get your rights. Now, I want to become a good journalist." Razia even managed to turn the situation, processing and documenting her reality: "I do painting at home even though I don't have the skills. But the painting I made after the return of the Taliban, I like them too much. I write articles, one was published. I write what I hear from girls." At the start of 2024 however, the Taliban started detaining girls in her neighbourhood, and for the first time, Razia dropped out. She resumed her studies briefly, before becoming discouraged by how much she had fallen behind her classmates. She is currently out of school.





CULTURE

COMPLÈTEMENT BRAX | TOTALLY BRAX

Virés

Fired

159

LIVRES | BOOKS

Vers le spectacle de la crise humanitaire climatique

F. Lyra de Carvalho

The spectacle of the humanitarian climate crisis

160

Cameroun : la ténacité d'un ordre politique

M.-E. Pommerolle

Cameroon: the tenacity of a political order

172

Kurdistan : la force d'une amitié

L. Duc Hiên

L. Lepers

M. Sodomkova

Kurdistan: the power of a friendship

174

Interculturel : la force des mots

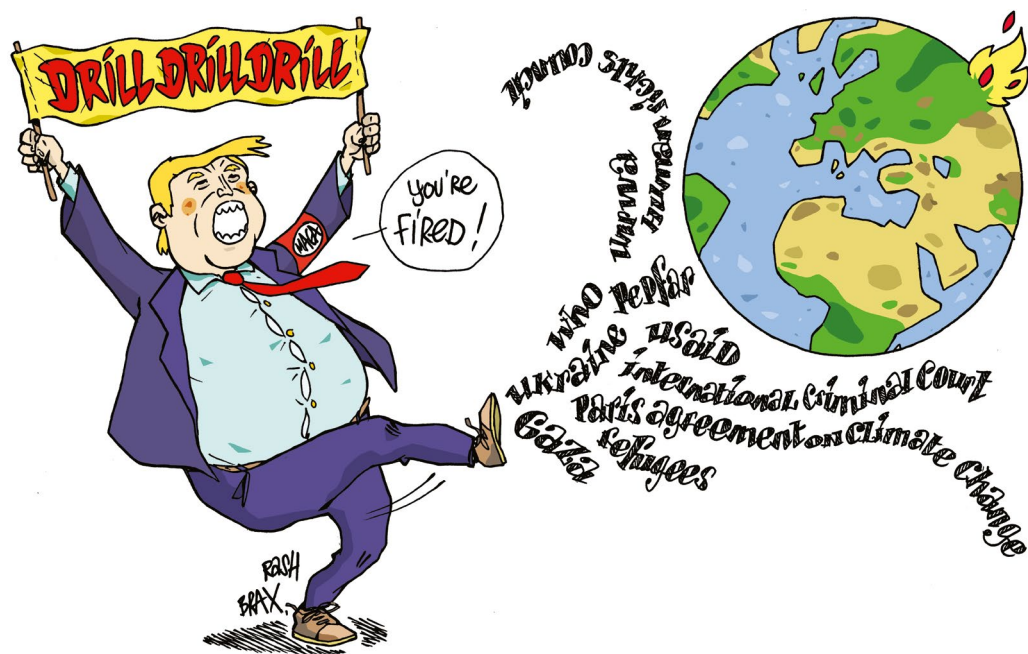
P. Pierre

M. Sauquet

Interculturality: the power of words

177

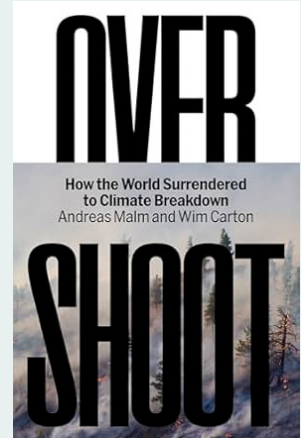
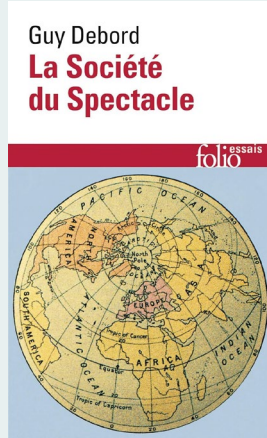
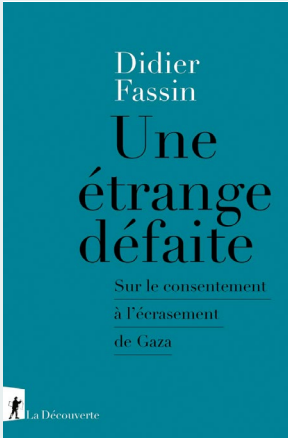




Retrouvez Brax sur Facebook et X • [Follow Brax on Facebook and X](#)
www.facebook.com/DessinsRashBRAX • @rashbrax



Vers le spectacle de la crise humanitaire climatique



En janvier 2025, deux journalistes du *Monde* s'interrogeaient : « Assiste-t-on à une progression de "l'indifférence climatique" en France ? »¹. Ils répondaient de manière sibylline à cette question : « Si les citoyens demandent en priorité à l'État de mener des politiques de lutte contre l'effet de serre, ils sembleraient moins disposés à modifier leur mode de vie qu'auparavant. » Selon les auteurs, les Français oublieraient rapidement les effets des catastrophes et seraient moins enclins à s'engager contre la crise climatique. Pour eux, le désordre climatique serait devenu naturel, dans les deux sens du terme. D'un côté, les citoyens auraient le sentiment de porter seuls le poids des mesures gouvernementales restrictives. De l'autre, ils préféreraient ne pas changer leur mode de vie. Au fond, il vaudrait mieux faire comme si de rien n'était et déléguer toutes les mesures au gouvernement ou à ceux qui semblent directement concernés – tout en sachant qu'en réalité, nous le sommes tous.

Au Brésil, la situation est tout aussi paradoxale. Les enquêtes montrent que la majorité de la population est consciente des désastres climatiques. Pourtant, le « gouvernement Lula da Silva III », en place depuis janvier 2023 et porteur d'un espoir mondial après l'œuvre destructrice de son prédécesseur, encourage le consumérisme de masse (notamment l'achat de voitures), finance davantage l'agrobusiness, et développe l'exploitation pétrolière sur l'ensemble du territoire – mettant ainsi la forêt amazonienne en danger de destruction irréversible puisque la prochaine cible n'est autre que l'embouchure du fleuve Amazone². Et aucune transition écologique ne semble se profiler à l'horizon. Comme le souligne la journaliste brésilienne Eliane Brum : « La plupart d'entre nous vivent comme des négationnistes, même si nous ne pensons pas l'être, car si nous vivions réellement selon l'urgence, nous ne ferions rien d'autre qu'affronter la crise climatique. C'est comme regarder sa maison brûler et s'asseoir sur le canapé en disant : "On va attendre", comme

— 1. Audrey Garric et Matthieu Goar, « Assiste-t-on à une progression de l'indifférence climatique en France ? », *Le Monde*, 17 janvier 2025.

— 2. Morgann Jezequel, « En Amazonie, Lula défend des projets qui risquent d'aggraver la déforestation », *Courrier International*, 12 novembre 2024.

si nous en avons le temps.³ » Que ce soit de manière active, dans le cas des élites et du gouvernement, ou passive, dans le cas des populations, chacun contribue à repousser, voire à nier, cette crise pourtant de plus en plus indéniable.

Il est possible que l'un des plus grands défis pour faire face aux catastrophes engendrées par la crise climatique réside dans la paralysie des citoyens et des sociétés lorsqu'il s'agit de prendre des mesures efficaces et nécessaires pour les anticiper. Quelque chose semble paralyser tous les acteurs impliqués, transformant ce qui devrait être une expérience radicale en une réalité perçue comme naturelle.

C'est en partant de ces observations liminaires, articulées autour de différentes lectures, que cet article se propose de penser les défis que la crise climatique pose au secteur humanitaire. Par définition plus réactif aux crises, il connaît pourtant lui aussi des difficultés quant à la manière de prendre en compte cette crise à la fois particulière et universelle. Aussi peu évident cela peut-il paraître, de prime abord, la théorie centrale de Guy Debord peut sans doute nous offrir un cadre de réflexion pertinent pour appréhender ce problème.

Le spectacle comme relation sociale

Dans *La Société du spectacle*, publié en 1967, Guy Debord actualise le concept marxiste de fétichisme de la marchandise. Il résume ainsi sa pensée : « Le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images.⁴ » Le spectacle est donc un concept qui décrit la manière dont les relations sociales se vivent de manière indirecte, à travers des images, la plupart du temps diffusées par des dispositifs médiatiques. Autrement dit, il ne s'agit ni d'une théorie des médias ni d'une théorie esthétique, mais plutôt d'une critique de la société où l'expérience sensible et concrète tend à disparaître. Précisons, si besoin est, que la naissance de la théorie de Debord intervient alors que la seule « boîte à images » qui tend seulement à se démocratiser est la télévision...

Vingt ans plus tard, en 1988, Debord revisite son ouvrage dans un essai intitulé *Commentaires sur la société du spectacle*. Il y rappelle, entre autres, sa distinction entre deux types fondamentaux de spectacles dominants durant la guerre froide. D'un côté, le *spectacle diffus* décrivait la manière dont le monde démocratique occidental gouvernait ses citoyens à travers une société fondée sur la centralité de la consommation sous toutes ses formes. De l'autre, le *spectacle concentré* trouvait ses modèles les plus aboutis dans le stalinisme et le nazisme-fascisme.

Dans *Commentaires*, écrit juste avant la chute du système soviétique, Debord prédit que le spectacle diffus finira par l'emporter. Pour décrire ce qui se profilait à l'horizon comme une *fin de l'histoire* (selon la célèbre phrase de Francis Fukuyama), il élabore un nouveau concept, combinant les deux modèles précédents : le *spectacle intégré*. Il le résume ainsi : « Le sens final du spectacle intégré, c'est qu'il s'est intégré dans la réalité même à mesure qu'il en parlait ; et qu'il la reconstruisait comme il en parlait. De sorte que cette réalité maintenant ne se tient plus en face de lui comme quelque chose d'étranger. Quand le spectaculaire était concentré, la plus grande part de la société

— 3. Eliane Brum, « Maioria se comporta como negacionistas do aquecimento global », *Folha de São Paulo*, 13 novembre 2021 [traduction de l'auteur].

— 4. Guy Debord, *La Société du Spectacle*, in *Œuvres*, Éditions Gallimard, 2006, p. 767.

périphérique lui échappait ; et quand il était diffus, une faible part ; aujourd'hui, rien. Le spectacle s'est mélangé à toute réalité, en l'irradiant.⁵ » Précisons ici aussi, à toutes fins utiles, qu'internet et les réseaux sociaux n'avaient pas encore fait leur apparition...

Et pourtant, le *spectacle intégré* de Debord décrit bel et bien le capitalisme contemporain, ce moment advenu où le monde réel se présente lui-même comme spectaculaire, tendant à la totalisation par la consommation, le divertissement, et les guerres. La prolifération massive des outils médiatiques en fournit désormais le moyen nécessaire. Dans notre monde numérique, de plus en plus nourri à l'intelligence artificielle, le spectacle est exacerbé puisque, d'une certaine manière, la consommation, ses moyens, et le mode de vie qui en découle coïncident et se manifestent à travers un même objet : l'écran et les dispositifs numériques par lesquels nous vivons et regardons le monde.

Le consentement à la destruction de l'autre

Comment le problème du *spectacle intégré* peut-il être relié à la question humanitaire ? C'est peut-être un autre livre, très récent, celui de l'anthropologue Didier Fassin⁶, éclairé par l'œuvre plus large de cet auteur, qui peut nous servir de fil conducteur. Ce qu'il décrit de la guerre menée par l'armée israélienne au plus fort des combats – le livre a été publié moins d'un an après les attaques du 7-Octobre – approfondit en effet son analyse de la déstabilisation que traversait déjà ce qu'il appelait le « gouvernement humanitaire » dans un livre publié en 2010⁷, et qu'il développera dans une postface de 2017. Concernant les impasses de la guerre à Gaza, Fassin écrit en effet :

« L'acquiescement à la guerre à Gaza et à ses conséquences tragiques rend pour longtemps illégitime et inopérante l'invocation des droits humains et de la raison humanitaire par celles et ceux qui ont participé à cette abdication morale, même s'il faut reconnaître que leurs "deux poids, deux mesures", sur bien des terrains, y compris dans leurs propres pays, leur a depuis longtemps fait perdre tout crédit dans ce domaine.⁸ »

L'anthropologue arrive à cette conclusion après avoir consacré plusieurs pages à décrire la manière dont, selon lui, l'Occident aurait consenti à l'écrasement de Gaza. Sans jamais relativiser l'horreur de l'attaque du 7 octobre 2023, il détaille les six premiers mois de la réponse colonialiste et exterminatrice de l'État d'Israël. Pour lui, il est essentiel de montrer comment les États, les médias, et une grande partie de la population des pays occidentaux ont fermé les yeux, voire collaboré ou financé l'atrocité qui se produisait, quand, en même temps, la machine politique et médiatique tentait de faire taire les voix dissidentes. Fassin souligne à plusieurs reprises que l'asymétrie dans le traitement des victimes israéliennes et palestiniennes par les Occidentaux tient en partie à la distance émotionnelle et concrète qui sépare ces deux pôles. Il observe que les chars et les bombardements apparaissent comme plus impersonnels que les attaques du Hamas en octobre 2023⁹.

Pour emprunter les termes familiers à Debord, tout se passe comme si une distance spectaculaire et insurmontable séparait les deux pôles impliqués dans la guerre, entraînant ainsi l'aveuglement, le consentement, voire le déni des populations et des États

— 5. Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, in *Œuvres*, Éditions Gallimard, 2006, p. 1598.

— 6. Didier Fassin, *Une étrange défaite – Sur le consentement à l'écrasement de Gaza*, La Découverte, 2024.

— 7. Didier Fassin, *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Seuil, 2010.

— 8. Didier Fassin, *Une étrange défaite...*, op. cit., p. 139.

— 9. Didier Fassin, *Une étrange défaite...*, op. cit., p. 131-132.

occidentaux face à l'événement. À la limite, l'écrasement de l'autre est perçu comme un spectacle médiatique total : à l'ère du capitalisme numérique¹⁰, regarder en continu des images de guerre ou de catastrophes, paralysé, revient, de manière perverse, à les consommer tout en les transformant en spectacle. Toutes proportions gardées, la confrontation aérienne qui dévoile l'écart technologique entre les missiles lancés par le Hamas ou le Hezbollah et le système d'interception israélien Dôme de fer est, elle aussi, vécue à travers les images transmises des deux côtés du front. Peur pour certains, espoir pour d'autres, désir de vengeance pour beaucoup, toutes sortes d'affects se manifestent devant ce bombardement d'images que la guerre produit.

Mais comment faire le lien entre cette intuition sur le devenir spectaculaire de la guerre et la crise climatique, pour ensuite être capable d'en percevoir les implications pour le monde humanitaire ? Suivons Fassin dans sa leçon inaugurale de 2023 au Collège de France, où il traite d'une multiplicité de crises. Parmi celles-ci, il souligne que la perception de la crise climatique en tant que menace pour l'humanité est très récente et qu'elle reste encore insuffisante. En la comparant à la crise de la Covid-19, il affirme : « Quoique bien plus préoccupant, le dérèglement climatique, qui affecte moins les pays riches que les pays pauvres, ne suscite pas le même sentiment de peur et le même sens de l'urgence. Le covid était là, imprévu, soudain. Le changement climatique est, lui, attendu, progressif. Ses effets les plus graves sont différés.¹¹ » Il fait ainsi une observation fondamentale : l'asymétrie entre les pays face aux impacts subis et le manque de peur et d'urgence que cela suscite, tant chez les populations que chez les États. Ces constats peuvent nous aider à approfondir l'articulation entre la crise humanitaire et la crise climatique.

Au fond, ce que Fassin semble avoir discerné lorsqu'il remarque que Gaza impose une limite morale et matérielle aux interventions humanitaires, c'est que cette situation extrême pourrait bien se décliner dans d'autres secteurs. Alors que les catastrophes climatiques se multiplient, que plusieurs territoires à travers le monde sont en train de sombrer dans la violence, et que de nombreuses populations sont menacées dans leur intégrité, il semble possible que le consentement à l'écrasement de l'autre et l'obsolescence de l'humanitaire, identifiés par l'anthropologue, prennent de nouveaux visages. Comme les cas brésilien et français l'indiquent, il est possible que nous assistions à un désengagement massif des populations, des gouvernements et des États vis-à-vis des mesures nécessaires pour contenir la crise climatique – c'est à dire un consentement aux morts et souffrances produites par la déstabilisation des écosystèmes. D'autant plus que la spectacularisation des catastrophes climatiques semble les repousser assez loin dans le temps et l'espace, bien qu'elles soient déjà présentes ici et maintenant.

L'ambiguïté de l'éthique individuel

Dans leur histoire du temps présent intitulée *Overshoot*, Andreas Malm et Wim Carton identifient un phénomène nouveau en ce qui concerne la crise climatique. Les populations et les États seraient, consciemment ou non, en train de laisser le processus de réchauffement climatique se dérouter comme un destin naturel – quand bien même il pourrait aboutir à leur propre anéantissement. Malgré toute la connaissance accumulée et, surtout, la démultiplication d'événements catastrophiques partout dans le monde, l'humanité continue de nier cette situation de crise. La limite de 1,5°C ou 2°C, qui visait

— 10. Voir Cédric Durant, *Technoféodalisme. Critique de l'économie numérique*, Éditions La Découverte, 2020.

— 11. Didier Fassin, *Sciences sociales par temps de crise. Leçon inaugurale prononcée au Collège de France le jeudi 30 mars 2023*, Éditions Collège de France, 2024, <https://books.openedition.org/cdf/16706>

à donner la possibilité de faire marche arrière dans le processus, serait sur le point d'être dépassée – si ce n'est déjà fait. La vie sur Terre, voire la survie de l'humanité toute entière, est gravement menacée. Comment est-il possible qu'il n'y ait pas d'action collective d'envergure face à un horizon aussi menaçant ?

Au-delà des recherches empiriques nécessaires à la reconstitution de l'histoire récente, ce livre prête « attention aux dimensions psychiques de la crise climatique, notamment à l'énorme capacité des individus de la société capitaliste à la nier et, lorsque cela ne fonctionne plus, à la réprimer »¹². D'un côté, les classes dominantes tentent d'atténuer l'impact de la crise sur leur mode de vie et de consommation, sans que pour autant ces derniers soient véritablement modifiés. De l'autre, les masses se trouvent paralysées dans leur impuissance. D'où la question qui guide l'enquête des auteurs : « Quel enchantement a été jeté sur ce monde qui ne sera jamais rompu ?¹³ » Cela tient peut-être précisément à la manière spectaculaire dont ce processus est vécu et suivi par tous.

Le sociologue Bruno Latour propose une hypothèse intéressante et assez similaire en ce qui concerne les classes dominantes. Il suggère qu'elles ont conscience de l'ampleur de la crise climatique, mais qu'elles ont choisi d'agir dans leur propre intérêt. Pour éviter de changer leur mode de vie, elles auraient opté pour le déni et repoussé indéfiniment (voire à l'infini ?) les mesures radicales et nécessaires pour freiner la crise, tout en contribuant, par ailleurs, à entretenir le scepticisme et la paralysie des sociétés face à la catastrophe qui se profile. D'un côté, les élites font sécession et vivent en dehors de la société. De l'autre, elles renforcent leur domination spectaculaire sur le reste de la population en intervenant directement et indirectement dans les États et les gouvernements, en se livrant à des mises en scène de la classe dirigeante elle-même, et en encourageant la paralysie générale par le divertissement et la consommation de masse¹⁴. Avec la montée de Trump II au pouvoir, note Branko Milanovic, nous assistons à un tournant historique qui marque la fin de la légitimité du néolibéralisme démocratique. Cet auteur suggère également que, bien plus que l'extrême droite, ce sont les élites dirigeantes libérales, dans une association entre les multinationales et l'État, qui ont dynamité les fondements de l'ancien accord politique de l'après-guerre froide¹⁵. Comme le démontre de façon dramatique le gel des fonds d'aide internationale états-unis, les politiques humanitaires et toutes les mesures visant à contenir la crise climatique sont gravement menacées par le revirement politique des États-Unis.

Avec la mondialisation, le consumérisme est devenu un des traits majeurs du mode de vie contemporain. Il s'impose de manière telle qu'il devient difficile d'imaginer que nous pourrions accéder aux choses et à la vie autrement que par la consommation de marchandises¹⁶. La consommation éthique est un exemple flagrant des visages contemporains du problème. Elle plonge ses racines dans les mobilisations « humanitaires » aux XVIII^e et XIX^e siècles comme le *boycott* des marchandises provenant de l'esclavage, qui se poursuit

— 12. Wim Carton and Andreas Malm, *Overshoot: How the World Surrendered to Climate Breakdown*, Éditions Verso, 2024, p. 11.

— 13. Wim Carton and Andreas Malm, *Overshoot...*, *op. cit.*, p. 8.

— 14. Bruno Latour, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Éditions La Découverte, 2017, p. 28-38 et p. 74-84.

— 15. Branko Milanović, "How the mainstream abandoned universal economic principles", *Brave New Europe*, 8 January 2025, <https://braveneweuropa.com/branko-milanovic-how-the-mainstream-abandoned-universal-economic-principles>

— 16. Fredric Jameson, *Valence of the dialectics*, Éditions Verso, 2010, pp. 443-445.

au ^{xx}e siècle à travers les campagnes menées par des organisations non-gouvernementales pour un capitalisme dit « éthique », mais en réalité néo-libéral¹⁷. Dans le contexte du défi climatique, une telle pratique, note Estelle Ferrarese¹⁸, déplace la consommation vers des produits en apparence moins agressifs et moralement plus acceptables au regard de la société et de la crise environnementale. Les classes moyennes et les élites économiques ou intellectuelles souhaitent continuer à consommer comme par le passé, mais de manière éthique. La nature joue ici un rôle majeur, car elle porterait une charge d'authenticité perdue, que l'on pourrait paradoxalement récupérer à travers sa propre consommation. À la limite, dit Ferrarese, il s'agit d'une manière de changer la vie sans rien changer de substantiel, afin de continuer à vivre la crise climatique comme si de rien n'était. D'une certaine manière, c'est comme donner à une organisation caritative sans remettre en question la situation qui rend son action nécessaire ni agir en conséquence.

Un autre aspect du consumérisme actuel qui nuit à l'action, voire constitue une menace environnementale en soi, comme mentionné précédemment, est la consommation ininterrompue de toutes sortes d'images, quel que soit leur contenu, à travers les écrans et les dispositifs numériques. Au-delà de l'aliénation sociale, l'existence du numérique représente en elle-même un problème écologique sur trois plans principaux : d'abord le niveau de consommation d'énergie nécessaire à son fonctionnement, ensuite l'exigence d'une infrastructure massive, enfin la demande croissante en matières premières qui se trouvent un peu partout dans le monde¹⁹. Le spectacle intégré contemporain prend donc trois dimensions principales : l'une, dans l'utilisation excessive des appareils numériques, l'autre, dans les formes idéologiques qui fournissent un prétexte psychologique suffisant pour justifier la poursuite du mode de vie contemporain, et la dernière, dans la manière dont les sociétés assistent, impuissantes, aux désastres climatiques et humanitaires quotidiens.

Les différentes dimensions du spectacle intégré contemporain s'articulent désormais dans une société paralysée face à l'urgence de la situation, sans que les mesures ou décisions – individuelles ou collectives – soient effectivement prises de manière radicale, comme comme elles le devraient. Reste à savoir comment, et si, les organisations humanitaires ainsi que toute la communauté qui gravite autour d'elles sont capables d'intervenir directement sur le cours spectaculaire du monde pour renverser la situation et la direction catastrophique qu'elle prend. À défaut, de manière asymétrique selon la position sociale et géographique de chacun, la destruction de l'humanité et de la vie sur la planète pourrait devenir un spectacle que l'on regardera à travers tous les dispositifs numériques du spectacle intégré dans lequel nous sommes immergés.

L'auteur remercie Eleanor Davey pour ses suggestions et ses commentaires sur la version finale de ce texte.

Frederico Lyra de Carvalho

Docteur en philosophie de l'université de Lille, membre affilié de l'Institut Alameda et chercheur post-doctorant à l'université de São Paulo

— 17. Tehila Sasson, *The Solidarity Economy: Nonprofits and the Making of Neoliberalism after Empire*, Princeton University Press, 2024.

— 18. Voir Estelle Ferrarese, *Le marché de la vertu. Critique de la consommation éthique*, Éditions Vrin, 2023.

— 19. Voir Fabrice Flipo, *La Numérisation du monde. Un désastre écologique*, Éditions l'Échappée, 2021.



The spectacle of the humanitarian climate crisis

In January 2025, two journalists from the French newspaper *Le Monde* asked: "Is 'climate indifference' on the rise in France?"¹ They answered this question somewhat enigmatically: "Even though citizens are asking the state to pursue policies to combat the greenhouse effect as a priority, they seem less willing to change their lifestyle than they were before". According to these authors, the French are quick to forget the effects of disasters and are less inclined to take action against the climate crisis. For them, climate disorder has become natural, in both senses of the word: on the one hand, citizens feel that they alone are bearing the burden of restrictive government measures and, on the other, they would prefer not to change their lifestyle. Basically, it would be better to carry on as if nothing had happened and delegate all measures to the government or to those who seem directly concerned – knowing that, in reality, we all are.

In Brazil, the situation is just as paradoxical. Surveys show that most people are aware of climate disasters. However, the "Lula da Silva III government", in power since January 2023 and the bringer of global hope after the destructive work of its predecessor, is encouraging mass consumerism (especially the purchase of cars), giving even more money to the agribusiness sector and developing oil production throughout the country – thereby putting the Amazon rainforest at risk of irreversible destruction, as the next target is none other than the mouth of the Amazon River.² And there seems to be no sign of ecological transition. As Brazilian journalist Eliane Brum points out: "Most of us are living in denial, even if we don't think we are, because if we really were living as though we were in an emergency, we would be doing nothing other than dealing with the climate crisis. It's like watching your house burn down and sitting on the sofa saying: 'Let's wait', as if we had the time."³ Whether actively, in the case of the elites and the government, or passively, in the case of the population, everyone is helping to push back, or even deny, this crisis, which is increasingly undeniable.

Perhaps one of the greatest challenges in dealing with disasters caused by the climate crisis is the failure of citizens and societies to take effective and necessary measures to anticipate them. Something seems to be paralysing all those involved, transforming what should be a radical experience into a reality deemed natural.

With these introductory observations and various readings of them in mind, this article sets out to consider the challenges that the climate crisis is posing for the humanitarian sector. By definition more responsive to crises, it too is having difficulty taking this particular and universal crisis into account. However unobvious it may seem at first glance, Guy Debord's core theory can undoubtedly offer us a relevant framework for understanding this problem.

— 1. Audrey Garric et Matthieu Goar, « Assiste-t-on à une progression de l'"indifférence climatique" en France ? », *Le Monde*, 17 janvier 2025. The quotations that follow (translated into English from the French version) are taken from this article.

— 2. Morgann Jezequel, « En Amazonie, Lula défend des projets qui risquent d'aggraver la déforestation », *Courrier International*, 12 novembre 2024.

— 3. Eliane Brum, « Maioria se comporta como negacionistas do aquecimento global », *Folha de São Paulo*, 13 novembre 2021 [Translated into English from the author's French translation of the original].

The spectacle as a social relationship

In *La Société du spectacle*, first published in 1967, Guy Debord updates the Marxist concept of commodity fetishism. He sums up his thoughts as follows: "The spectacle is not a collection of images, but a social relation among people, mediated by images."⁴ The spectacle is therefore a concept which describes the way in which social relations are lived indirectly, through images, most often disseminated by media devices. In other words, it is neither a media theory nor an aesthetic theory, but a critique of society in which sensory and tangible experience is tending to disappear. It should be pointed out – if need be – that Debord's theory was born at a time when the only "image box" that was just starting to become widespread was the television...

Twenty years later, in 1988, Debord followed this up in an essay entitled *Commentaires sur la société du spectacle*. In it, he recalls, among other things, his distinction between two fundamental types of spectacle that were dominant during the Cold War. On the one hand, the "diffuse spectacle" described how the Western democratic world governed its citizens through a society based on the centrality of consumption in all its forms. On the other hand, the "concentrated spectacle" found its most developed models in Stalinism, Nazism-Fascism.

In *Commentaires*, written just before the collapse of the Soviet system, Debord predicted that the diffuse spectacle would eventually prevail. To describe what was emerging on the horizon as an "end of history" (to use Francis Fukuyama's famous phrase), Debord developed a new concept combining the two previous models: the "integrated spectacle". He summarised it as follows: "The final sense of the integrated spectacle is that it has integrated itself into reality as it was describing it, and that it was reconstructing it as it was describing it. As a result, this reality no longer faces the integrated spectacle as something alien. When the spectacle was concentrated, the greater part of surrounding society escaped it; when diffuse, a small part; today, no part. The spectacle has spread itself to the point where it now permeates all reality."⁵ It should also be pointed out that, for all intents and purposes, this was before the advent of the Internet and social media ...Yet Debord's "integrated spectacle" actually describes contemporary capitalism, the moment when the real world presents itself as spectacular, tending towards totalisation through consumption, entertainment and war. The massive proliferation of media tools now provides the necessary means of doing so. In our digital world, increasingly fed by artificial intelligence, the spectacle is exacerbated because, in a certain way, consumption, its means and the resulting lifestyle coincide and express themselves through the same object: the screen and digital devices, through which we live and look at the world.

— 4. Guy Debord, *La Société du spectacle*, in *Oeuvres*, Éditions Gallimard, 2006, p. 767 [Translated into English from the French version]. Edition in English, for example : Guy Debord, *Society of the Spectacle*, Black & Red, U.S., 2002.

— 5. Guy Debord, *Commentaires sur la Société du spectacle*, in *Oeuvres*, Éditions Gallimard, 2006, p. 1598 [Translated into English from the French version].

Consent to destroying the other

How can the problem of the “integrated spectacle” be linked to the humanitarian issue? Perhaps another, very recent book by anthropologist Didier Fassin,⁶ inspired by the author’s wider work, may serve as a guide. His description of the war waged by the Israeli army at the height of the fighting – the book was published less than a year after the attacks of 7 October 2023 – deepens his analysis of the destabilisation already affecting what he called the “humanitarian government” in a book published in 2010,⁷ and which he developed in a postscript in 2017. With regard to the deadlock of the war in Gaza, Fassin writes:

“Acquiescence in the Gaza war and its tragic consequences renders illegitimate and ineffective, for a long time, the invocation of human rights and humanitarian reason by those who participated in this moral abdication, even if it must be acknowledged that their ‘double standards’, in many areas, including in their own countries, have long since shorn them of all credibility in this field.”⁸

He comes to this conclusion after spending several pages describing how, in his opinion, the West consented to the crushing of Gaza. Without ever downplaying the horror of the attack of 7 October 2023, he describes, in detail, the first six months of the colonialist and exterminating response of the State of Israel. For him, it is essential to show how states, the medias and a large proportion of the population of Western countries turned a blind eye to, and even collaborated with or financed, the atrocity that was unfolding whilst, at the same time, the political and media machine tried to silence dissenting voices. Fassin repeatedly points out that the unequal treatment of Israeli and Palestinian victims by the West is partly due to the emotional and physical distance that separates the two sides. He observes that tanks and bombing appear to be more impersonal than the Hamas attacks of October 2023.⁹

To borrow familiar words from Debord, everything is happening as if the two sides involved in the war were separated by a spectacular and insurmountable distance, resulting in the blindness, consent and even denial of Western people and states in the face of the event. The crushing of others is even perceived as a total media spectacle: in the age of digital capitalism,¹⁰ watching continuous images of war or disasters, paralysed, is – perversely – tantamount to consuming them whilst transforming them into a spectacle. All things considered, the battle in the air, which reveals the technological gap between the missiles launched by Hamas or Hezbollah and Israel’s Iron Dome interception system, is also being experienced through images broadcast from both sides of the frontline. Fear for some, hope for others, a desire for vengeance for many – all sorts of emotions emerge from the barrage of images that war produces.

Yet how can we make the link between this intuition about the spectacular future of war and the climate crisis, and then be in a position to understand the implications for the humanitarian world? Let us go back to Fassin and his inaugural lecture at the Collège de France in 2023, when he covered a whole host of crises. He stressed that understanding

— 6. Didier Fassin, *Une étrange défaite : Sur le consentement à l’écrasement de Gaza*, La Découverte, 2024.

— 7. Didier Fassin, *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Seuil, 2010.

— 8. Didier Fassin, *Une étrange défaite...*, *op. cit.*, p. 139.

— 9. Didier Fassin, *Une étrange défaite...*, *op. cit.*, p. 131-132.

— 10. See Cédric Durant, *Technoféodalisme. Critique de l’économie numérique*, Éditions La Découverte, 2020.

the climate crisis as a threat to humanity is a very recent development, and one that is still insufficient. Comparing it to the COVID-19 crisis, he said: "Although much more worrying, climate change – which affects wealthy countries less than poor countries – is not generating the same sense of fear and urgency. Covid was with us, unexpected and sudden. Climate change is expected and gradual. Its most serious effects are still to come."¹¹ He thus makes a fundamental observation: that countries differ in terms of the effects they undergo and that this creates a lack of fear and urgency among people and states alike. These observations can help us explore the link between the humanitarian crisis and the climate crisis in greater depth.

Basically, what Fassin seems to have discerned when he says that Gaza is imposing a moral and material limit on humanitarian interventions, is that this extreme situation could well apply to other sectors. At a time when the number of climate disasters is on the increase, several territories around the world are descending into violence and the integrity of many populations is under threat, it seems possible that the consent to the crushing of others and the obsolescence of humanitarianism, as identified by Fassin, are taking on new forms. As the Brazilian and French cases indicate, we may be witnessing a massive disengagement of populations, governments and states from the measures needed to contain the climate crisis – that is, a willingness to accept the death and suffering brought by the destabilisation of ecosystems. This is all the more likely given that the "spectacularisation" of climate disasters seems to push back this death and suffering quite a long way in time and space, even though they are already present here and now.

The ambiguity of individual ethics

In their history of the present day, *Overshoot*, Andreas Malm and Wim Carton identify a new phenomenon regarding the climate crisis. Consciously or not, people and states are letting the process of global warming unfold as a natural course of events – even though it may lead to their own annihilation. Despite all the knowledge we have accumulated and, not least, the increasing number of disasters throughout the world, humanity continues to deny this crisis situation. The limit of 1.5°C or 2°C, which was intended to give us a chance to reverse the process, is about to be exceeded – if it has not already been. The existence of life on Earth, and even the survival of humanity as a whole, is in serious danger. How is it possible that there is no large-scale collective action with such a threat looming over us?

Beyond the empirical research needed to reconstruct recent history, this book pays "attention to the psychic dimensions of the climate crisis, notably the tremendous capacity of people in capitalist society to deny and, when this no longer works, repress it".¹² On the one hand, the ruling classes are trying to mitigate the impact of the crisis on their way of life and consumption, but without actually changing them. On the other, the masses find themselves paralysed in their impotence. Hence the question that steers their investigation: "What spell had been cast on this world that just would not be broken?"¹³ Perhaps this is precisely because of the spectacular way in which this process is experienced and followed by everyone.

— 11. Didier Fassin, *Sciences sociales par temps de crise. Leçon inaugurale prononcée au Collège de France le jeudi 30 mars 2023*, Éditions Collège de France, 2024, <https://books.openedition.org/cdf/16706>

— 12. Wim Carton and Andreas Malm, *Overshoot: How the World Surrendered to Climate Breakdown*, Éditions Verso, 2024, p. 11.

— 13. Wim Carton and Andreas Malm, *Overshoot...*, *op. cit.*, p. 8.

The French sociologist Bruno Latour offers an interesting and quite similar hypothesis with regard to the ruling classes. He suggests that they are aware of the magnitude of the climate crisis, but have chosen to act in their own interests. To avoid changing their way of life, they have opted for denial and have indefinitely (even *ad infinitum*?) postponed the radical measures needed to curb the crisis, whilst also helping to maintain the scepticism and paralysis of societies in the face of the looming catastrophe. On the one hand, the elites break away and live outside society. On the other hand, they reinforce their spectacular domination over the rest of the population by intervening directly and indirectly in states and governments, by acting as the ruling class itself, and encouraging general paralysis through entertainment and mass consumption.¹⁴ With Trump 2.0 in power, notes Branko Milanović, we are witnessing a turning point in history: the end of the legitimacy of democratic neo-liberalism. He also suggests that, much more than the far right, it is the liberal ruling elites, in association with multinationals and the state, which have dynamited the foundations of the old post-Cold War political arrangement.¹⁵ As the freezing of US international aid funds dramatically demonstrates, humanitarian policies and all measures aimed at containing the climate crisis are seriously threatened by the shift in US policy.

With globalisation, consumerism has become one of the major features of the contemporary way of life. It has taken such a hold that it is becoming difficult to imagine that we could access things and life other than through the consumption of goods.¹⁶ Ethical consumption is a blatant example of the contemporary face of the problem. It has roots in the “humanitarian” mobilisations of the 18th and 19th centuries, such as the boycott of goods derived from slavery, and continued into the twentieth century through the campaigns led by non-governmental organisations for a so-called “ethical” capitalism, which in reality is neo-liberal.¹⁷ Estelle Ferrarese¹⁸ notes that in the context of the climate challenge, such a practice shifts consumption towards products that are seemingly less aggressive and morally more acceptable in terms of society and the environmental crisis. The middle classes and economic or intellectual elites want to continue consuming as they did in the past, but in an ethical manner. Nature plays a major role here because it carries a lost charge of authenticity, which we can paradoxically recover through our own consumption. According to Ferrarese, it is ultimately a way of changing life without changing anything substantial, in order to continue experiencing the climate crisis as if nothing had happened. In a way, it is like giving to a charity without questioning or acting on the situation that makes its actions necessary.

Another aspect of today’s consumerism that hinders action and even poses an environmental threat in itself, as mentioned above, is the uninterrupted consumption of all kinds of images, regardless of their content, through screens and digital devices. In addition to social alienation, the existence of digital technology itself represents an ecological problem on three main levels: firstly, the amount of energy required to

— 14. Bruno Latour, *Où atterrir ? Comment s’orienter en politique*, Éditions La Découverte, 2017, p. 28-38 et p. 74-84.

— 15. Branko Milanović, “How the mainstream abandoned universal economic principles”, *Brave New Europe*, 8 January 2025, <https://braveneweuropa.com/branko-milanovic-how-the-mainstream-abandoned-universal-economic-principles>

— 16. Fredric Jameson, *Valence of the dialectics*, Éditions Verso, 2010, pp. 443–445.

— 17. Tehila Sasson, *The Solidarity Economy: Nonprofits and the Making of Neoliberalism after Empire*, Princeton University Press, 2024.

— 18. See Estelle Ferrarese, *Le marché de la vertu. Critique de la consommation éthique*, Éditions Vrin, 2023.

operate it; secondly, the need for a massive infrastructure; and finally, the increasing demand for raw materials, which are found practically all over the world.¹⁹ The contemporary integrated spectacle therefore has three main facets: firstly, the excessive use of digital devices; secondly, the ideological constructs that provide a sufficient psychological pretext to justify the pursuit of the contemporary way of life; and lastly, the way in which society helplessly watches climate and humanitarian disasters unfold on a daily basis.

The various facets of the contemporary integrated spectacle are now interacting in a society paralysed by the urgency of the situation, with no measures or decisions – individual or collective – actually being taken in the radical way they should be. It remains to be seen how and if humanitarian organisations, as well as the whole community which revolves around them, are capable of intervening directly in the spectacular course of the world to reverse the situation and the catastrophic direction it is taking. Otherwise, in a manner that will vary according to each person's social and geographical position, the destruction of humanity and life on the planet could become a spectacle that we watch through all the digital devices of the integrated spectacle in which we are immersed.

The author would like to thank Eleanor Davey for her suggestions and comments on the final version of this text

Frederico Lyra de Carvalho

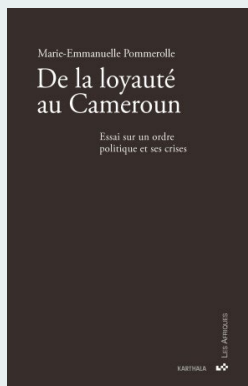
PhD from Lille University, affiliate member of the research institute Alameda and post-doctoral researcher at São Paulo University

Translated from the French by Derek Scoins

— 19. See Fabrice Flipo, *La Numérisation du monde. Un désastre écologique*, Éditions l'Échappée, 2021.



Cameroun : la ténacité d'un ordre politique



De la loyauté au Cameroun. Essai sur un ordre politique et ses crises
[Loyalty in Cameroon. Essay on a political order and its crises]
 Marie-Emmanuelle Pommerolle
 Karthala, 2024

Le mot de l'éditeur



Parfois vanté pour sa stabilité politique, incarnée par un président de la République en place depuis 1982, le Cameroun est pourtant secoué par de graves crises politiques, sociales et sécuritaires. Cet ouvrage propose de comprendre ensemble la ténacité de cet ordre politique et ses failles, en réexaminant ce qui a été la matrice de concepts désormais classiques de la sociologie politique : « l'État néo-patrimonial », « la politique du ventre », ou « la postcolonie ». En s'appuyant sur la notion de loyauté, telle qu'elle est envisagée par les travaux d'Albert Hirschman, cette étude documente les pratiques ordinaires d'engagement – parfois contraint – dans les institutions de pouvoir.

Voter, défiler, travailler dans des institutions d'État, se proclamer patriote : motivées par des intérêts de divers ordres, ces pratiques de loyauté sont revendiquées par les institutions comme autant de marques de légitimité de leur pouvoir. Or, elles sont aussi vectrices d'une transformation de ces institutions, et susceptibles de produire de la critique. À partir de nombreux entretiens et d'observations, ce livre rend compte des contraintes et des possibilités offertes à celles et ceux qui « restent » dans un espace politique même quand ils ne l'approuvent pas, et de l'indétermination politique des pratiques sociales qui peut les faire basculer, assez vite, vers la défection ou la prise de parole critique. Il s'appuie sur les outils forgés par les sociologies politiques comparées de la domination, des institutions et des mobilisations pour offrir une vision renouvelée de l'État au Cameroun.

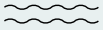
L'autrice y apporte une contribution originale et située, prolongeant le « débat postcolonial » sur le Cameroun. Au-delà de l'Afrique centrale, il s'agit d'éclairer les ressorts sociaux des situations autoritaires, dont on constate aujourd'hui qu'elles ne sont pas les résidus d'un passé lointain, mais deviennent plutôt l'ordinaire des espaces politiques contemporains.

Marie-Emmanuelle Pommerolle est politiste, maîtresse de conférences (HDR) à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, où elle est coresponsable du master Politique comparée Afrique Moyen-Orient. Elle est membre de l'Institut des mondes africains (IMAF)

Cameroon: the tenacity of a political order



Editor's note



At times vaunted for its political stability, epitomised by a President of the Republic in office since 1982, Cameroon has however been rocked by serious political, social and security crises. This book is an attempt to understand both the tenacity of this political order and its flaws, by reassessing what was the template of now considered conventional concepts of political sociology: "the neopatrimonial State", "the politics of the belly" and "postcolony". Based on the notion of loyalty, as put forward in the works of Albert Hirschman, this study documents the common practices of – sometimes forced – engagement in institutions of authority.

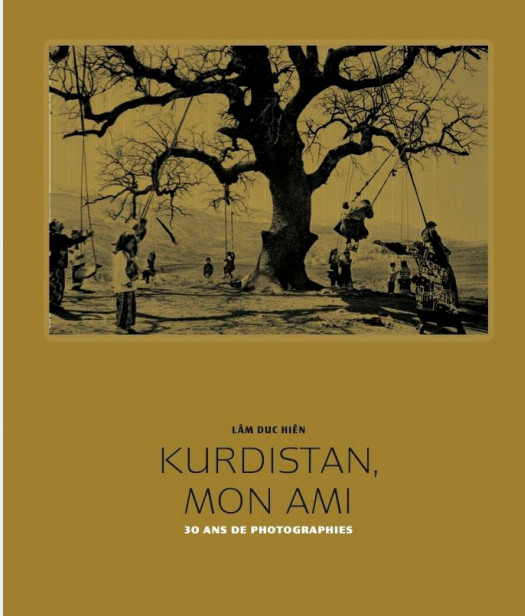
Voting, parading, working in state institutions, claiming to be a patriot: motivated by interests of various kinds, these practices demonstrating loyalty are claimed by the institutions as marks of their authority's legitimacy. Yet they are also vectors for delivering change in these institutions, and potentially of generating criticism. On the basis of many interviews and observations, this book reports on the constraints and opportunities available to those who "remain" in a political space even when they do not approve of it, and the political indeterminacy of social practices which can tip them quite quickly towards defection or open criticism. It draws on tools forged by the comparative political sociologies of domination, institutions and mobilisations to give a renewed vision of the State in Cameroon.

The author brings to it a unique, site-specific contribution, extending the "post-colonial" debate on Cameroon. Not exclusively concerned with Central Africa, the book aims to shed light on the social issues of authoritarian situations, which we can now see are not the remnants of a distant past but tend rather to become normal in the contemporary political arena.

Marie-Emmanuelle Pommerolle is a political scientist and senior lecturer and researcher at Paris 1 Panthéon-Sorbonne University where she is co-director of the master's degree in African and Middle Eastern comparative politics. She is a member of l'Institut des mondes africains (IMAF)



Kurdistan : la force d'une amitié



Kurdistan, mon ami

[Kurdistan, my friend]

Lâm Duc Hiên (photographies)

Leslie Lepers et Magdalena

Sodomkova (textes)

Éditions Odyssée, 2024

Bilingue français et kurde

Le mot de l'éditeur



Le livre est un document unique sur trente ans d'histoire kurde. En mars 1991, Lââm Duc Hiên, photographe humanitaire et de guerre, s'est rendu au Kurdistan irakien avec l'association Équilibre pour aider les Kurdes bombardés par Saddam Hussein.

Depuis dix ans, il parcourt cette région avec sa boîte d'images, cherchant à retrouver les personnes qu'il avait immortalisées en 1991 et en 1994. Les visages qu'il retrouve, marqués par le temps, racontent l'histoire d'un territoire montagneux où cohabitent musulmans, chrétiens, yézidis, kakaïs, mandéens, zoroastriens et juifs. Trente ans plus tard, des histoires et des rencontres improbables resurgissent. Deux hommes qu'il avait photographiés deviendront plus tard présidents.

Le photographe s'approche toujours plus des visages : « Mes portraits, je les fais aussi près que possible des gens, jusqu'à me voir dans leurs pupilles. Je me vois dans leurs yeux. »

Lâm Duc Hiên est un photographe franco-laotien, membre de l'agence VU. Né en 1966 au Laos, il suit sa famille en exil après la victoire du Pathet-Lao. De la traversée nocturne du Mékong vers la Thaïlande, aux deux années de camp de réfugiés, en passant par deux évasions, le périple qu'il entame pour rejoindre la France le marque à jamais. En 1977, date de son arrivée en France, il se tourne vers une carrière artistique et obtient son diplôme des Beaux-Arts en expression plastique.

C'est son ouverture au monde qui teinte son travail photographique d'une sensibilité humaniste. Son engagement se traduit tant dans ses projets personnels que dans les commandes pour la presse et pour les ONG. Roumanie, Russie, Bosnie, Tchétchénie, Rwanda, Soudan, et surtout Irak sont les territoires qu'il couvre. Son témoignage prend sens face aux destructions massives des conflits majeurs de la fin du ^{xx}^e et du début du ^{xxi}^e siècle. Engagé en faveur de la protection des ressources naturelles, il documente également l'impact des mutations contemporaines sur les modes de vie le long des fleuves Mékong et Niger.

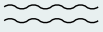
Depuis la guerre du Golfe, il est devenu témoin direct de la souffrance de la population irakienne. Un peuple meurtri entre les conséquences dévastatrices de l'embargo international et la terreur imposée par le régime de Saddam Hussein. Au cœur de son objectif : les hôpitaux, les écoles, et les marchés dévastés expriment la pénurie et la lassitude des Irakiens.

Son travail est remarqué par la presse, les éditeurs et les commissaires d'exposition. Il est notamment lauréat du Prix Leica, du Grand prix européen de la Ville de Vevey, de la bourse Villa Médicis hors les murs et de la bourse de la Fondation Jean-Luc Lagardère. Son corpus de portraits *Les gens d'Irak* a remporté le 1^{er} prix du prestigieux Word Press Photo.



Kurdistan: the power of a friendship

Editor's note



This is a unique documentary record of thirty years of Kurdish history. In March 1991, Lâm Duc Hiên, a humanitarian and war photographer, travelled to Iraqi Kurdistan with Association Equilibre to help the Kurds being bombed by Saddam Hussein.

For the last ten years he has been travelling round this region with his box of pictures, trying to find the people he immortalised in 1991 and 1994. The faces he has found, marked by the passage of time, tell the story of a mountainous terrain where Muslims, Christians, Yezidis, Kakais, Mandeans, Zoroastrians and Jews live side by side. Thirty years later, stories and improbable encounters resurface. Two men he had photographed were later to become presidents.

The photographer moves ever closer to people's faces: "I take my portrait photos as near as possible to people, until I can see myself in their pupils. I can see myself in their eyes".

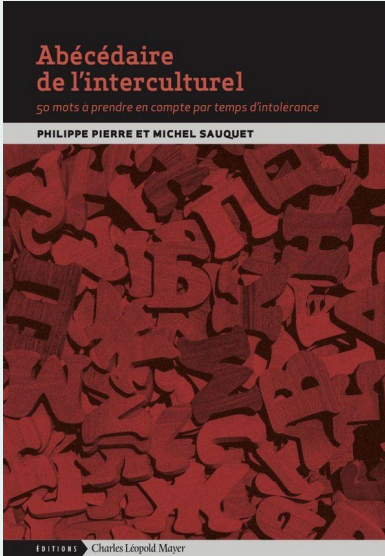
Lâm Duc Hiên is a Franco-Laotian photographer, a member of Agence VU. Born in 1966 in Laos, he followed his family into exile after the victory of the Pathet-Lao. From the night crossing of the Mekong into Thailand to the two years in a refugee camp, including two escapes, the journey he embarked on to reach France would mark him for ever. In 1977, the year of his arrival in France, he turned to a career in the arts and obtained a diploma in Fine Arts in Plastic Expression.

His openness to the world colours his photographic work with a humanist sensitivity. His commitment is reflected both in his personal projects and in commissions for the press and for NGOs. Romania, Russia, Bosnia, Chechnya, Rwanda, Sudan and especially Iraq are the territories he covers. His testimony takes on a deeper meaning against the backdrop of the widespread destruction brought about by the major conflicts of the late 20th and early 21st centuries. Committed to the protection of natural resources, he also documents the impact of contemporary changes on the way of life along the Mekong and Niger rivers.

Since the Gulf War, he has become a direct eyewitness to the suffering of the Iraqi population. A people bruised and battered by the devastating consequences of the international embargo and the terror imposed by Saddam Hussein's regime. His lens focuses on the ruined hospitals, schools, markets, etc. which express the Iraqi people's weariness and lack of resources.

His work regularly appears in the press, in books and in exhibitions. He has won the Leica Award, the city of Vevey European Prize, the Villa Medicis Hors les Murs grant and the Jean-Luc Lagardère Foundation Prize. His collection of portraits "Iraqi People" earned him first prize in the prestigious World Press Photo Awards.

Interculturel : la force des mots



Abécédaire de l'interculturel
50 mots à prendre en compte
par temps d'intolérance
[An Intercultural A to Z.
50 words to take into account
in times of intolerance]
 Philippe Pierre
 et Michel Sauquet
 Éditions Charles
 Léopold Mayer, 2024

Le mot de l'éditeur



Laïcité, racisme, communauté, universalisme, stéréotypes, mais aussi rhizome, créolisation, wokisme..., cet abécédaire composé de cinquante entrées propose une interprétation résolument engagée de concepts qui structurent, interrogent ou étayent les réflexions autour de la question interculturelle. Sans prétendre à l'exhaustivité ni à l'objectivité, il complète et met à jour un certain nombre de définitions en les commentant brièvement de manière très accessible.

Le lecteur est libre de se plonger dans ces différentes notions au gré de ses envies, d'ouvrir ainsi la porte à d'autres points de vue et de réfléchir à ses propres perceptions.

Un ouvrage indispensable à l'heure où les extrémismes gagnent du terrain partout dans le monde, pour mieux imaginer ce que pourrait être enfin une société réconciliée dans sa diversité, plus juste, et moins discriminante...

Philippe Pierre milite pour un plus grand rapprochement entre perspectives théoriques et dimensions de la pratique en contexte multiculturel (www.philippepierre.com). Il est docteur en sociologie de l'IEP de Paris, a été directeur des ressources humaines pendant près de vingt ans (Total et L'Oréal), tout en étant enseignant et chercheur associé au LSCI (CNRS). Il est l'auteur de quatorze ouvrages et d'une soixantaine d'articles scientifiques publiés dans des revues internationales spécialisées dans les domaines des

ressources humaines et de la sociologie de l'entreprise. Il a codirigé, pendant près de dix années, le master de management interculturel de l'université Paris-Dauphine et conseille aujourd'hui entreprises, associations, ONG... Il a dernièrement publié, avec Jean-François Chanlat, *Le Management interculturel. Évolution, tendances et critiques* (EMS, 2018) et, avec Michel Sauquet, *L'Archipel humain. Vivre la rencontre interculturelle* (ECLM, 2022). Ses recherches les plus récentes portent sur les identités culturelles dans la mondialisation, la socialisation des cadres mobiles, la protection des personnes talentueuses, les organisations apprenantes, l'intergénérationnel...

Michel Sauquet a passé plus de quarante ans de sa vie professionnelle dans le domaine de la coopération internationale et interculturelle, dans le cadre d'organisations internationales, d'ONG et de fondations. Ayant séjourné plusieurs années dans des pays du Sud (Éthiopie, Côte d'Ivoire, Brésil) et ayant beaucoup voyagé par la suite sur tous les continents, il s'est intéressé très tôt aux questions de rencontre interculturelle et a souhaité présenter et mettre en débat ses analyses à travers plusieurs ouvrages et articles, tout en animant des séminaires universitaires (École centrale Paris, Ponts et Chaussées, Inalco, université Paris-Dauphine et Sciences Po Paris, où il a été maître de conférences pendant dix-sept ans). Parmi les trente ouvrages de fiction et de sciences humaines dont il est l'auteur, cinq traitent directement de l'interculturel : *L'Intelligence de l'autre* (ECLM, 2007), *L'Intelligence interculturelle* (ECLM, 2014), *Le Culturoscope* (ECLM, 2016), *L'Archipel humain* (ECLM, 2022) et *Le Pari de l'interculturalité* (Éd. Jésuites, 2023).

Interculturality: the power of words



Editor's note



Secularism, racism, community, universalism, stereotypes, but also rootstock, creolisation, wokeism..., this A to Z comprising fifty entries gives a firmly committed interpretation of concepts structuring, questioning or underpinning reflections on intercultural issues. Without claiming to be exhaustive or objective, it complements and updates a number of definitions, commenting on them briefly in an easily accessible way.

Readers are free to immerse themselves in these various concepts as they wish, so opening doors to other viewpoints and examining their own perceptions.

A must-have book at a time when extremism is gaining ground all over the world, so we can imagine what could at last be a fairer and less discriminatory society, reconciled in its diversity...

Philippe Pierre campaigns for closer ties between the theoretical outlook and aspects of practice in multicultural environments (www.philippepierre.com). He has a doctorate in sociology from Institut d'études politiques de Paris (IEP - Paris Institute of Political Studies), was a human resources manager for nearly twenty years (Total and L'Oréal), while continuing to work as a lecturer and associate researcher at the Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement (LSCI - Laboratory for Climate and Environmental Sciences) of the CNRS (France's National Centre for Research). He is the author of fourteen books and some sixty scientific papers published in international journals specialising in the fields of human resources and corporate sociology. He co-directed the master's degree in intercultural management at Paris-Dauphine University for nearly ten years, and currently advises companies, associations and NGOs. He has recently published, with Jean-François Chanlat, *Le Management interculturel. Évolution, tendances et critiques* [Intercultural Management. Developments, Trends and Reviews] (EMS, 2018) and, with Michel Sauquet, *L'Archipel humain. Vivre la rencontre interculturelle* [The Human Archipelago. Living Intercultural Encounters] (ECLM, 2022). His most recent research is focused on cultural identities in a globalised world, the socialisation of mobile managers, the protection of talented people, learning organisations, intergenerational issues...

Michel Sauquet spent more than forty years of his working life in the field of international and cross-cultural cooperation within international organisations, NGOs and foundations. Having lived for several years in countries in the Global South (Ethiopia, Ivory Coast, Brazil) and travelled extensively afterwards on all continents, he took an early interest in intercultural exchange issues and chose to present and put forward his analyses for discussion in a number of books and articles, while leading university seminars (École centrale Paris, Ponts et Chaussées, Inalco, Paris-Dauphine University, and Sciences Po Paris, where he was a lecturer for seventeen years). Among his thirty works of fiction and in the field of the humanities, five deal directly with intercultural matters: *L'Intelligence de l'autre* [The Intelligence of Others] (ECLM, 2007), *L'Intelligence interculturelle* [Intercultural Intelligence] (ECLM, 2014), *Le Culturoscope* [The Culturoscope] (ECLM, 2016), *L'Archipel humain* [The Human Archipelago] (ECLM, 2022) and *Le Pari de l'interculturalité* [The Gamble of Interculturality] (Éd. Jésuites, 2023).

CRÉDITS PHOTOS – PHOTO CREDITS

1 – Couverture

| Cover

© Peter Caton pour Action contre la Faim

- Soudan du Sud, 14 septembre 2021
Nyakeak Rambong, 71 ans, école primaire Wangchit à Old Fangak au Soudan du Sud. En 2021, les inondations causées par la saison des pluies ont atteint une intensité jamais vue, due au réchauffement climatique. Figurant parmi les cinq pays au monde les plus vulnérables face au changement climatique selon l'ONU, le Soudan du Sud fait face, depuis quatre ans, à des inondations à répétition.
- South Sudan, 14 september 2021
Nyakeak Rambong, 71, Wangchit primary school in Old Fangak, South Sudan. In 2021, flooding caused by the rainy season has reached an intensity never seen before, due to global warming. One of the five countries in the world most vulnerable to climate change, according to the UN, South Sudan has had to cope with repeated flooding for the past four years.

2 – Éditorial

| Editorial

© Cyril Zannettacci / Agence Vu' pour Action contre la Faim

- Kenya, 1^{er} juillet 2021
Dans le district de Korbasa au Kenya, de grands trous sont creusés afin d'y extraire l'eau qui sert aux troupeaux ainsi qu'aux habitants du village voisin. Le site est gardé par des hommes, car convoité par des villages plus excentrés, ce qui donne lieu à des affrontements. Dans la région d'Isiolo, les conséquences du dérèglement climatique sont graves, dans un environnement où les conditions étaient déjà extrêmes.
- Kenya, 1st July 2021
In the Korbasa district of Kenya, large holes are dug to extract water for the herds and inhabitants of the neighbouring village. The site is guarded by men because it is coveted by villages further away, leading to violent clashes. In the Isiolo region, the consequences of climate change are severe, in an environment where conditions were already extreme.

3 – Focus

© Peter Caton pour Action contre la Faim

- Éthiopie, 24 août 2021
Darmi Doyo, 50 ans, avec son bétail affamé à Gomulle, en Éthiopie. Darmi est une mère de cinq enfants qui lutte pour faire face à un climat changeant et aux infestations de criquets.
- Ethiopia, 24 August 2021
Darmi Doyo, 50, with her starving cattle in Gomulle, Ethiopia. Darmi is a mother of five who struggles to cope with a changing climate and locust infestations.

4 – Perspectives

©CICR - Photo par Sana Tarabishi

- Campagne orientale d'Alep, village d'Al-Najara. Une collaboratrice et un volontaire discutent avec une bénéficiaire qui a reçu des brebis et des moutons. Cette initiative conjointe du CICR avec le Croissant-Rouge arabe syrien vise à l'aider à retrouver ses moyens de subsistance.
- Eastern countryside of Aleppo, village of Al-Najara. A staff member and a volunteer talk to a beneficiary who has been given sheep. This joint ICRC initiative with the Syrian Arab Red Crescent aims to help her regain her livelihood.



1



3



2



4

À propos / *About us*

La création de la revue répond aux ambitions suivantes :

- Encourager et participer à la réflexion globale du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution, grâce à une publication imprimée sur abonnement et une diffusion numérique en accès libre.
- Établir un espace de rencontre et de dialogue, une proximité et une dynamique d'échange entre chercheur-euse-s en sciences humaines (sociologie, histoire, économie, anthropologie...) et praticien-ne-s de l'action humanitaire sur les défis auxquels ce secteur est confronté.
- Faire mieux entendre sur la scène internationale les approches humanitaires puisant leurs racines dans le courant « sans-frontières » grâce à une mise en commun de moyens, de pensée et de projets.
- Favoriser le dialogue et les échanges dans ces domaines entre chercheur-euse-s et praticien-ne-s des pays du Nord et du Sud.

The creation of the review pursues the following ambitions:

- Encourage and participate in the global reflection concerning the humanitarian sector, its practices and its evolution, with a digital open access distribution and a printed edition available by subscription.
- To create a meeting place and a space for dialogue, proximity and a dynamic exchange between researchers in humanities (sociology, history, economics, anthropology...) and practitioners of humanitarian action concerning the challenges that this sector is confronted with.
- To give a broader international audience to a specific approach of humanitarian action rooted in the "without borders" movement, through the pooling of resources, thinking and projects.
- Stimulate the dialogue and exchanges in these fields between researchers and practitioners from the countries of the North and the South.

Les opinions émises et informations délivrées dans la revue n'engagent que leurs auteur-ice-s.

The opinions expressed and information provided in the review are under the sole responsibility of the authors.

Remerciements | *Acknowledgements*
Pour sa contribution bénévole à ce numéro :
For his voluntary contribution to this issue:
Brax

Conception | *Conception*
In medias res
ISSN : 2492-7120
ISBN : 978-2-38495-007-2

Imprimeur | *Printer*
IDMM imprimerie - Champagne-au-Mont-d'Or



This product comes from sustainably managed forests and controlled sources

Diffusion de la revue

Alternatives Humanitaires est disponible :

- en accès libre dans sa version numérique (lecture seule et téléchargement) sur notre site : www.alternatives-humanitaires.org
- sur support papier, soit par abonnement annuel soit par achat au numéro.

Distribution of the review

Humanitarian Alternatives is available :

- in open access in its digital version (read-only and download) on our website : www.alternatives-humanitaires.org/en
- in print by subscription or individual purchase.

Pour toute question ou souhait de contribution, n'hésitez pas à nous contacter :
If you have any questions or if you wish to contribute to the review please do not hesitate to contact us:

contact@alternatives-humanitaires.org
in company/revueah

f @ @ RevueAH

Retrouvez-nous aussi sur / Find us also on ►
www.alternatives-humanitaires.org



ÉDITORIAL | EDITORIAL

Comprendre la crise de l'humanitaire au temps du changement climatique

F. Espada
C. Egger

— Understanding the crisis of the humanitarian action in the age of climate change

1

FOCUS | LA CRISE DE L'HUMANITAIRE AU TEMPS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE THE CRISIS OF THE HUMANITARIAN ACTION IN THE AGE OF CLIMATE CHANGE

Changement climatique et crises humanitaires : une grille de lecture nuancée

R. Mena

— Climate change and humanitarian crises: a nuanced perspective

8

La crise climatique, une opportunité pour réformer le secteur humanitaire

P.-M. Goimard
C. Orland
O. Pélegrin

— The climate crisis, an opportunity to reform the humanitarian sector

24

De la transition écologique à la justice environnementale : réflexions et dilemmes

A. Hubert

— From ecological transition to environmental justice: reflections and dilemmas

38

« Une seule santé » et la santé planétaire dans les contextes humanitaires

D. Ziveri
I. Bolon
R. Ruiz de Castañeda

— One health and planetary health in humanitarian settings

50

Prise en compte du changement climatique dans les organisations humanitaires françaises : que révèlent leurs outils de gestion dédiés ?

V. Pradier

— French humanitarian organisations factoring in climate change: what do their dedicated management tools tell us?

64

« Faire moins, faire plus », ou les attentes incompatibles envers la réponse humanitaire : réduire son empreinte carbone tout en intensifiant ses interventions

M. Hofman
A. Uyen

— "Do Less, Do More", or the incompatible expectations of the humanitarian response: reducing carbon and scaling up

75

Déplacements forcés, pression anthropique et résilience locale au Cameroun

J. Moudio
V. Habaga

— Forced displacement, human pressure and local resilience in Cameroon

86

Crise climatique humanitaire dans la guerre russo-ukrainienne : une double vulnérabilité négligée par la réponse humanitaire

A. Bahinskyi
N. Potarska

— Climate-humanitarian crisis in the Russia-Ukraine war: double vulnerabilities overlooked by the humanitarian response

99

PERSPECTIVES

L'action humanitaire contemporaine à l'épreuve des principes oubliés

V. Troit

— Contemporary humanitarian action put to the test of forgotten principles

116

REPORTAGE

Afghanistan : No woman's land

K. Hayeri
M. Cornet

134

CULTURE

Complètement Brax — Totally Brax

Livres — Books

158

Mars 2025
—
Numéro 28

ALTERNATIVES HUMANITAIRES
HUMANITARIAN ALTERNATIVES

March 2025
— Issue 28

18 €



9